

L'ESPRIT

DE

LA LÉGISLATION.

REGISTER



LA REGISTRATION

228 a 3
L'ESPRIT *K*

DE

LA LÉGISLATION;
TRADUIT DE L'ALLEMAND.



A LONDRES,

Et se trouve à Paris,

Chez **VENTE**, Libraire, au bas de
la Montagne Ste-Geneviève.

M. DCC. LXVIII.

LESPERIT

DE

LA RECEPTION

TRAITÉ DE MATHÉMATIQUES



A LONDRES

chez M. LAMBERT

au Palais National, ci-devant des Arts

la Bibliothèque des Sciences

et des Arts, ci-devant des Sciences

M. DCC. LXXVII

DISCOURS

PRÉLIMINAIRE.

CE n'est point un esprit étranger qui m'anime , je fais gloire de la sincérité propre à notre nation. Qu'il me soit donc permis de vous adresser la parole , à vous qui êtes véritablement zélés pour la gloire du nom Allemand. Quoique l'Empire soit composé de différens états particuliers , il n'en est pas moins vrai de dire , que nous avons tous une patrie commune.

Peu importeroit que nous Germains , Theutons , ou Allemands , fussions nés sous tel ou tel climat. Je méconnois des vertus que l'on mesure d'après la longitude ou la latitude des lieux ; & ce ne furent jamais les vôtres.

Mais auriez-vous oublié ceux qui les premiers vous rassemblèrent au milieu des bois & des marais ; qui les premiers commencerent à adoucir la rudesse de votre langue ; qui vous fournirent des armes pour combattre les bêtes feroces & les hommes mêmes, les Romains en particulier , plus à craindre pour vous , que les animaux les plus sauvages , puisqu'ils attaquoient votre liberté ; qui , après vous avoir réunis , vous dictèrent de sages proverbes , pour vous tenir lieu de Loix ; qui enfin furent parmi vous , ce qu'est Apollon au milieu des bergers ?

Vous seroit-il égal d'avoir un langage & des mœurs qui vous soient propres , ou de les emprunter des étrangers ? Non , vous ne sçauriez être indifférents là-dessus. Un langage emprunté , des mœurs empruntées , furent toujours une marque non équi-

voque d'un esclavage ou forcé,
ou volontaire.

La vraie liberté ne consiste point à ne dépendre d'aucun peuple étranger. Avec un langage, des mœurs, des Loix propres, on est libre au milieu de la dépendance même. C'est en ce sens que la Grèce a été pendant si long-tems la patrie d'un peuple vraiment libre, quoiqu'elle fût sous le joug des Romains. Qu'importe, en effet, que le sceptre soit entre les mains d'un concitoyen ou d'un étranger, pourvu que le peuple conserve sa liberté, & que le Souverain soit obligé de se conformer aux Loix de la nation?

On ne doit pas s'estimer plus heureux d'être né sous un tel climat plutôt que sous tel autre, que d'être né dans une chambre plutôt que dans une autre. Mais nous devons être pleins de reconnaissance (& tous les peuples

policés sont dans le même cas) pour les premiers Fondateurs des états dans lesquels nous vivons , pour ceux qui les premiers ont épuré notre langage ; pour ces premiers Législateurs , qui nous ont laissé des Loix sages , mais simples , & par-là même , bien plus propres à nous rendre heureux , que ces Loix étudiées & raisonnées , qui ne semblent faites que pour montrer l'esprit du Législateur.

C'est sur cette reconnoissance que nous devons aux premiers auteurs de notre existence morale , qu'est fondé le vrai amour de la patrie ; en le ranimant dans nos cœurs , elle nous fera connoître que nous n'avons aucune solide raison de préférer une langue étrangere à notre langue naturelle ; de changer nos mœurs pures & simples , contre des mœurs fausses & affectées , si contraires au génie de notre nation ,

ou de recevoir, enfin, la Loi des peuples dont nous sommes, ou dont nous pourrions, au moins, être les vrais Législateurs. En un mot, le souvenir de notre première liberté, doit nous attacher de plus en plus à un peuple qui a su maintenir son indépendance au milieu des révolutions, & dans les circonstances les plus critiques; à un peuple qui, auparavant épars dans les bois & les marais, a su se réunir, pour ne former qu'un peuple libre, & qui est parvenu à mettre sur sa tête la couronne qui fut pour les Romains la marque de la servitude, & qui est devenue pour l'Allemagne le chapeau de la liberté.

Nous nous faisons honneur de descendre de tels ancêtres; pourquoi ne pas marcher sur leurs traces? Nous nous glorifions encore de l'ancienne sin-

cérité de nos ayeux ; pourquoi lui préférer , dans nos discours & nos actions , une duplicité toujours indigne de l'honnête-homme ? La simplicité des mœurs distinguoit autrefois l'Allemand des autres peuples : pourquoi ne seroit-ce pas toujours sa marque distinctive ? Il suffit d'y apporter les tempéraments que la différence des tems exige. Nos peres conservoient jusqu'au tombeau une vigueur mâle , que l'âge le plus reculé sembloit ne pouvoir affoiblir ; pourquoi nous laisser séduire en voulant imiter des mœurs étrangères qui nous amollissent , & nous font éprouver , à l'âge de vingt ans , les infirmités de la vieillesse ? Nos femmes naturellement robustes , nous suivoient jusques dans nos camps , & étoient plus en état de supporter la fatigue , que les hommes de nos jours ; laissons donc aux

peuples nos voisins le plaisir de faire des leurs des poupées , auprès desquelles ils perdent leur liberté , & souvent leur postérité.

Depuis que les villes & les villages occupent la place de ces bois , qui étoient notre ancienne demeure , notre façon de vivre a souffert des changements considérables , mais non essentiels. Nous pourrions jouir de la commodité de nos nouvelles habitations , sans qu'elle nous amollît , & sans dépendre du goût railleur de nos voisins , qui semblent jouer avec nous , comme avec des enfants.

Dans l'enceinte de nos murs , nous pouvons encore être de vrais Allemands. Ce sérieux naturellement empreint sur nos fronts , est la marque de notre penchant pour la droiture , la sincérité , & pour des mœurs vraiment mâles.

D'où vient donc cette décadence de mœurs , qu'on remarque aujourd'hui parmi nous ? Nous nous sommes entièrement laissé subjuguier par les François ; nous leur avons envoyé notre Jeunesse sans aucune précaution ; ils lui ont inspiré un goût faux ; ils ont tourné nos mœurs en ridicule , & nous ont forcés d'adopter les leurs. Sans cela , quelle que soit la constitution de notre Empire , notre Empire eût-il essuyé les plus violentes révolutions , nous n'aurions pas perdu le caractère de vrais Allemands.

Il n'y a personne qui , dans l'espérance de mener une vie plus heureuse , sous un ciel plus propre à la vertu & à la sagesse , quittât aujourd'hui l'Allemagne , pour se retirer en Asie , ou en Afrique : en Asie , où les éléphants ont , pour ainsi dire , leur cour particuliere ; où les hom-

mes ont à se défendre des lions & des tigres ; où l'esclavage fait tous les jours de nouveaux progrès ; où la stupidité semble assise sur le trône : en Afrique , où la Nature paroît n'avoir formé des ports, que pour faciliter l'entrée & la sortie de ces troupeaux d'esclaves qu'on trafique comme de vils animaux ; où des monstres de toute espece semblent disputer aux negres la possession des sables brulants qu'ils habitent , & par leurs rugissemens paroissent en même tems se plaindre de leur existence.

Quelle doit être notre surprise , lorsque nous lisons que les choses étoient si différentes autrefois , & quand Tacite s'écrie (1) : y a-t-il quelqu'un qui ,

(1) *Quis præter periculum horridi & ignoti maris , Asiâ , aut Africâ , aut Italiâ relictâ , Germaniam peteret , informem*

sans parler du danger qu'il y auroit à traverser de vastes mers inconnues; y a-t-il quelqu'un, dis-je, d'assez insensé pour quitter le séjour de l'Asie, l'Afrique ou l'Italie, pour aller habiter dans la Germanie, dont le climat n'est connu que par sa rudesse, dont le terrain inégal est rempli de montagnes hérissées de bois, ou de marais impraticables; où l'on trouve, à la vérité, des bestiaux, mais plus dangereux qu'utiles?

Qui verroit aujourd'hui le grand nombre de villes dont nos contrées sont couvertes, le commerce qui y fleurit, les arts & les sciences qui y sont en hon-

tèrris, asperam cælo, tristem cultu aspectuque, in universum aut silvis horridam, aut paludibus fœdam, frugiferarum arborum impatientem, pecorum quidem, sed improcerorum, fœcundam? Tacit.

neur (1), chercheroit en vain à reconnoître au milieu de la Germanie même , cette Germanie regardée autrefois comme inhabitable.

Que notre langue est noble ! qu'elle est riche ! qu'elle est propre à rendre, d'une manière énergique , les pensées les plus sublimes ! qu'elle est douce même , puis-je dire avec raison ! car il y

(1) *Nullum illustrius est , quàm Germanorum exemplum : qui , cum a feritate belluarum non procul abessent ; cum in paludibus & silvis , ferarum more , vagarentur ; cum inveterato quodam odio semper a litteris abhorruissent ; nunc tantum profecerunt , ut humanitate Asiaticis , militari disciplinâ Romanis , religione Hebræis , philosophiâ Græcis , geometriâ Ægyptiis , arithmeticâ Phœnicibus , astrologiâ Chaldæis , opificiorum varietate populis omnibus superiores esse videantur.*

Bodin. in method. hist. & de rep.
l. 5. c. 1.

a long tems que les oreilles les plus délicates, ne sont plus blessées en Saxe par des tons Allemands. Puisque nous avons tous une langue commune, ne devons-nous pas nous regarder tous comme ne formant qu'un seul peuple, & comme ayant une patrie commune? Elle doit suffire pour nous lier étroitement les uns aux autres. Nous avons en Allemagne des sociétés établies pour conserver la pureté du langage; elles sont avantageuses, sans doute: mais ne seroit-il pas plus avantageux encore qu'il y en eût pour le maintien de la pureté de nos anciennes mœurs?

L'Anglois, le Polonois, le Suedois, sont libres sous leurs Rois, comme les Hollandois sous ses Stathouders. Mais il n'y a aucun peuple aussi réellement libre que l'Allemand, dès qu'il le veut. Quoique l'Allemagne reconnoisse l'Empereur pour

Chef, elle est divisée en différents états dont les Princes sont immédiatement libres, & jouissent des droits attachés à la souveraineté. Le peuple soumis à ces Princes, ne laisse pas d'être libre, pour être leur sujet. L'assemblée des états jouit en plusieurs endroits d'une partie de l'autorité, & là même où leur pouvoir paroît entièrement anéanti, on ne doit pas les regarder comme inutiles. D'ailleurs, le peuple a ses privilèges qui subsistent toujours. Ainsi il ne faut pas s'imaginer qu'un Souverain soit le maître de faire tout ce qu'il paroît avoir le pouvoir de faire; & il ne sçauroit faire aucune entreprise solide, en usant arbitrairement de son autorité.

Ou nos Princes se conforment aux Loix de l'Empire & à la constitution de leur état dans l'exercice de leur autorité, ou

ils s'en écartent. Tandis qu'ils s'y conforment, le peuple reste toujours libre. S'ils s'en écartent, notre liberté ne souffre pas plus de l'atteinte, que la liberté Angloise ne souffre, lorsque le Parlement excède les bornes qui lui sont prescrites, ou que le Roi fait quelque entreprise pour donner un nouvel accroissement à son autorité.

Faire consister la liberté à avoir part à l'administration des affaires de l'état, c'est un préjugé. Tous les esprits ne naissent pas propres à la politique. Sans participer au gouvernement, on peut être libre, & plus heureux que ces peuples, qui, se gouvernant eux-mêmes, sont exposés à tous les dangers qu'entraîne après soi la division des sentimens. On peut régir un état sans y être Souverain. Quoique le pouvoir suprême se trouve entre les mains d'un seul, dès

que son gouvernement est conforme aux Loix, le peuple n'a rien à craindre pour sa liberté. Et dans le fond, qu'importe que le gouvernement soit monarchique ou démocratique ? La sujétion est toujours la même, respectivement à chaque particulier. Si on prend le terme de *liberté* à la rigueur, il n'est personne qui en jouisse dans toute son étendue. L'Anglois libre est sujet aux Loix de sa patrie, comme l'Allemand aux siennes ; & la tour de Londres ne fut jamais le phare de la liberté.

Il n'est aucun Souverain dans l'Empire, qui ait un pouvoir despotique sur la vie, les biens, l'honneur de ses sujets; qui puisse mettre des impôts à son gré, bannir ses sujets sans raison, ou les forcer de rester malgré eux dans leur patrie, dès qu'ils paient les droits usités pour leur sortie.

L'usage de l'autorité & l'administration de la Justice doivent être conformes aux Loix de l'Empire. S'ils s'en écartent, ils ne scauroient justifier leurs procédés, sur le pouvoir suprême qu'ils ont entre les mains. Il y a une grande différence entre un Souverain dont l'autorité ne reconnoît d'autres bornes que l'équité naturelle, & l'amour qu'il doit avoir pour ses peuples, & un Souverain dont le pouvoir est limité par les Loix de l'état, quand même il les enfreindroit quelquefois.

L'Allemagne n'a pas besoin d'un Parlement, ou d'assemblée d'états généraux, pour maintenir les droits respectifs des Princes & des sujets. L'autorité Impériale apporte par-tout les tempérans nécessaires. Quoique les droits des différens états de l'Empire soient à-peu-près les mêmes, & que chacun soit Sou-

verain chez soi , il s'ensuit seulement de là , qu'un petit état est aussi indépendant qu'un plus puissant : mais on ne doit pas en conclurre qu'ils aient en tout les mêmes prérogatives dans l'exercice de leur autorité. On ne comparera pas, sans doute, la puissance électorale avec celle d'un Prince particulier , quoiqu'il soit Souverain dans ses petits états. Il faut sçavoir faire les distinctions nécessaires, mais jamais au préjudice de l'autorité Impériale, qui doit être généralement reconnue dans tout l'Empire ; autorité dont le peuple seul ne sçait pas se former une idée , mais qu'un homme d'état sçait apprécier au juste. Les Parlements en France forment des oppositions aux déclarations du Roi ; ils different d'enregistrer ses édits. En Allemagne , il arrive quelquefois qu'on ne fait aucun cas des rescripts des Empe-

reurs : ce n'est pas alors sur lui que ce mépris retombe , c'est sur tout l'Empire qu'il représente. Il n'est aucune Puissance dans le monde , aucun état particulier dans l'Empire même , qui ait des prétentions fondées sur la dignité impériale. C'est à toute l'Allemagne en général , qu'elle appartient, & depuis neuf cent soixante-quinze ans , l'Empereur est électif. Ce seroit différent , si l'Allemagne étoit malgré elle soumise à un Empereur. Mais l'Empereur étant élu librement par les plus puissants Princes de l'Empire , je ne vois dans un Empereur méprisé , que des Electeurs méprisés , des Princes méprisés , en un mot , l'Empire entier méprisé.

On m'objectera peut-être , que les états les plus puissants tiennent ceux qui le sont moins , dans une certaine dépendance , & qu'enfin ils les subjuguèrent ;

qu'ainsi on ne doit juger de notre liberté, que d'après cette situation politique de l'Allemagne. Cela prouve seulement qu'il est de l'intérêt de ces états moins puissants, de se tenir toujours unis au Chef de l'Empire, & de concourir au maintien de son autorité légale; ce qu'ils peuvent toujours faire d'une manière au moins passive, en ne s'opposant point à l'exécution des justes décrets émanés du trône impérial, auxquels ils ne scauroient résister qu'à leur propre & irréparable préjudice.

On ne doit pas non plus penser qu'il soit de leur intérêt de se réunir entr'eux pour former une alliance capable de résister aux grandes puissances de l'Empire. Une confédération si monstrueuse ne scauroit avoir que de funestes suites. Leur indépendance est assurée, tandis que la constitution de l'Empire sub-

sistera. Ils doivent donc faire les derniers efforts pour la maintenir, & par conséquent, ne jamais refuser la médiation de l'Empereur, procurer l'exécution de ses ordres, ou du moins faire à tems leurs représentations, ne pas prendre à la lettre le droit de confédération (*jus fœderis*); encore moins s'engager, sous des noms étrangers, dans des alliances que les circonstances eussent pu excuser avant la fondation & la pacification de l'Empire; ne pas affecter, vis-à-vis du Chef de l'Empire, un langage qui messiéroit dans la bouche du plus puissant Electeur. De tels désordres n'arrivent que trop souvent. Il seroit à souhaiter, pour les prévenir, qu'on pût procurer à certaines Puissances de l'Allemagne, des avantages réels, mais dans des pays éloignés, pour qu'elles ne formassent plus de prétentions
contraires

contraires aux droits de l'Empire & de son Chef: ce qu'elles n'entreprendroient jamais , si elles examinoient les choses de plus près , & avec un esprit éclairé par une saine politique.

L'Allemagne , ainsi que la Suisse qui en faisoit autrefois partie , est divisée en un grand nombre d'états particuliers ; mais elle est d'une trop vaste étendue , pour que ces états puissent se maintenir comme ceux de la Suisse qui , resserrée dans des bornes étroites , se trouve à couvert des entreprises qu'on pourroit former contre elle , par la nature même de sa situation. Il paroît cependant que la confédération des treize cantons auroit besoin d'être resserrée par de nouveaux liens.

Les différents états de l'Allemagne, quoique indépendants les uns des autres , se maintiennent en reconnoissant un Chef com-

mun. Cette constitution de l'Empire est d'autant plus préférable à toutes les autres constitutions politiques, qu'elle se rapproche davantage de l'esprit de la Nature.

Quand les armes romaines commencerent à pénétrer en Allemagne, les Germains étoient divisés en plusieurs peuples, qui ne reconnoissoient point de Chef commun. Chaque peuple en particulier étant trop foible pour résister aux Romains, ils furent bientôt défaits & dispersés. De leurs débris réunis, se formerent quelques nations principales, qui ne se soutinrent pas long-tems contre la grande Puissance de Franconie qui les anéantit. Mais depuis près de mille ans, le Corps Germanique est soumis à un Empereur. Destitués de ce Chef, les états de l'Empire ne se fussent jamais maintenus dans l'indépendance

des Puissances étrangères ; & les Allemands, devenus semblables à des Russes esclaves, n'eussent jamais conservé la liberté dont ils jouissent encore. Il est donc de l'intérêt de tous les sujets de l'Empire, de souhaiter la durée de sa constitution. Sous un Chef commun, nous avons réellement une même patrie, & le Bava-rois n'est plus étranger en Franconie, ni le Saxon en Bavière.

Quoique nous voyions quelquefois la guerre allumée entre les différents Souverains Allemands, il faudroit être bien peu versé dans la politique, pour craindre que la constitution de l'Empire en souffre, & qu'elle risque d'en être altérée. Cette constitution est trop ancienne pour être ébranlée par la seule force des armes. La force des Loix l'emporte sur celle des armes. Les Loix agissent d'une

maniere surprenante , lors même qu'il semble qu'elles n'ont aucun effet.

Mais les Loix de l'Empire devroient être examinées avec un œil impartial , & il seroit nécessaire d'y faire certains changements. Nous manquons à présent d'hommes d'état qui connoissent à fond nos Loix & notre droit public , ce qu'on doit attribuer à l'abus des titres qu'on prodigue sans distinction à l'avancement rapide de jeunes gens sans expérience , enfin à la maniere ridicule qu'on a inventée , de devenir tout-à-coup fameux & sçavant. La plupart des Docteurs de nos jours ressemblent à ces anciens Sophistes , sous lesquels on n'apprenoit qu'à discourir d'une maniere artificieuse , & à faire parade d'un sçavoir dont on n'avoit que les dehors. Il faudroit qu'un jeune homme eût le génie resserré dans des bornes bien étroites , pour

ne pas se rendre, en peu de mois, capable de jouer le rôle d'un perroquet instruit, & de parler superficiellement dans les conversations, mais d'une manière agréable, des affaires de l'Etat.

De-là vient que la plupart des Conseillers des états n'agissent que d'après des principes arbitraires qu'ils se forment eux-mêmes. Comment pourroient-ils être instruit à fond des vrais principes & du vrai Esprit de nos Loix & de notre gouvernement? A peine font-ils quelque séjour dans les Universités: le luxe & la dissipation dans laquelle ils vivent ensuite, ou les postes éminents auxquels ils sont tout-à-coup élevés, ne leur laissent plus le tems de faire une étude sérieuse des sciences qui leur seroient le plus nécessaires. De-là les maux que nous souffrons. Des Conseillers des états conduits dans un esprit de chicane,

uite ordinaire de l'ignorance ; font entrevoir à leurs maîtres un faux intérêt, & les jettent dans des affaires qu'ils n'eussent jamais entreprises, si ceux qui les conseillent avoient les premières notions du droit & des Loix.

De-là vient qu'on cherche en toute occasion à éluder l'autorité de l'Empereur. C'est en cela qu'on fait consister la politique, parcequ'on ne sçait pas se former une juste idée de la vraie politique, qui comprend dans ses grandes vues la constitution intérieure de l'Empire, le vrai Esprit de nos Loix, cette union admirable de l'autorité Impériale avec notre liberté, l'unité du territoire Germanique, sur-tout par rapport au commerce, à la navigation, aux monnoies, à la police générale de l'Empire ; parce qu'on ne sçait pas juger des Loix anciennes, conformément aux circonstances & aux

tems où elles ont été portées ,
& que dans les nouvelles on ne
sait pas distinguer ce qu'un
intérêt particulier a forcé d'ac-
corder, tandis que l'utilité com-
mune auroit exigé le contraire.

De-là viennent en fin tant d'er-
reurs dans lesquelles tombent si
souvent les régences des états :
erreurs dont elles ne veulent
cependant jamais convenir, parce
qu'il n'y a que la vraie science
qui sçache avouer ses méprises.
Un commerçant Millionnaire ne
cherchera point à cacher une
perte de 20000 livres. Mais un
homme qui n'auroit que 20000 l.
dans le commerce , craindrait
pour son crédit, si l'on venoit
à découvrir qu'il a souffert la
perte la plus légère. Un vrai
sçavant avoue ses fautes : mais
un ignorant persécute les vrais
sçavants ; il couvre ses fautes
& ses injustices par une har-
dieffe inconcevable à les nier,

& fait hardiment parade des lumieres d'autrui, qu'il s'approprie fans honte, dès qu'il en trouve l'occasion : mais

La modeste vertu se cache en des déserts.

Intente-t-on quelque affaire ; aussitôt les Conseillers des états alleguent l'incompétence du Tribunal. C'est pour eux un article de foi, dont ils ne s'écartent jamais, ne pensant pas qu'ils peuvent un jour se trouver à la place des demandeurs. Par-là les Tribunaux ont les mains liées ; les affaires languissent, & l'exécution des Loix les plus essentielles pour maintenir l'indépendance mutuelle des différents états de l'Empire, est arrêtée par ces état mêmes. C'est en éludant ainsi la Justice Impériale, qui paroît cependant établie de la maniere la plus conforme à un peuple libre, que les gens d'affaires ruinent leurs maîtres, & le recours aux diètes est l'extrême-onction qu'ils leur donnent. On

ne ſçauroit rejeter la décadence de la Juſtice dans l'Empire , que ſur les Conſeillers des états, & les Tribunaux de l'Empire , dans leſquels ils ont introduit le deſordre. Car l'intérêt de l'Empereur demande que la Juſtice ſoit toujours rendue avec l'exactitude & l'impartialité la plus grande : & quand même , par ſes qualités perſonnelles, il ſeroit inférieur aux autres Princes , il eſt de l'intérêt de l'Empire , de ne pas laiſſer affoiblir ſon autorité , & de ne laiſſer rien perdre de ce qui eſt eſſentiel & immuablement attaché à ſa dignité. On parleroit encore dons nos Tribunaux, comme dans les Parlemens de France , le langage des vraies Loix , ſi on étoit diſpoſé à les entendre & à les mettre en exécution.

Un bon économe a toujours à craindre, & ſouffre ſouvent de la mauvaiſe économie de ſes

voisins. Je ne sçaurois comprendre quel intérêt les grandes Puissances de l'Empire peuvent trouver à voir l'autorité Impériale éludée & méprisée par les états les moins puissants. Jamais un grand état ne sera plus florissant ni en tems de paix, ni en tems de guerre, que lorsqu'il sera gouverné d'une manière conforme aux Loix de l'Empire, & que le Souverain permettra le recours à l'Empereur. Quelqu'inconvénient que paroisse avoir ce recours pour ces états, qui ne veulent en aucune manière reconnoître aucun Supérieur, ils devroient penser que ce léger inconvénient, s'il en est un, est abondamment compensé par les avantages réels qu'ils retirent de leur soumission à l'autorité Impériale. Ils n'auront plus alors besoin d'imaginer de nouveaux moyens pour arrêter la désertion d'un si grand

nombre de leurs sujets , qui quittent leur patrie pour aller peupler les pays étrangers , & sur-tout la Russie.

Il est nécessaire de se former des idées justes des choses. Je me suis attaché à pénétrer le vrai Esprit des Loix en général ; & j'espère avoir atteint en partie mon but. Je n'ai pas prétendu avoir particulièrement en vue l'Allemagne. Quoique sa constitution me paroisse la plus approchante de celle des grands états primitifs , & la plus conforme aux conceptions naturelles , il y auroit cependant quelques réformes à faire , mais sans toucher à l'essentiel.

Depuis les tems les plus reculés , l'Allemagne peut se glorifier d'être la patrie de la plus haute noblesse. Ses Electeurs , ses Princes , ses Ducs , ses Comtes , peuvent occuper les trônes étrangers. Athènes fut autrefois

nommée la patrie des Dieux du ciel : ne peut-on pas appeller l'Allemagne, la patrie des Dieux de la terre ?

Mais vous, vainqueurs des Romains, inventeurs de ces armes foudroyantes, avec lesquelles on a fait la conquête du nouveau monde, de l'art admirable de l'imprimerie, & de tant d'autres arts utiles, n'avez-vous aucune raison d'aimer votre patrie ? Jetez les yeux sur les prérogatives de votre nation, dont une des principales, sans doute, est la dignité Impériale. C'est chez les Romains, que cette dignité a pris naissance : mais après leur décadence, quel peuple a eu plus de droit de prétendre à la couronne Impériale, que les vainqueurs mêmes des Romains ? C'est du consentement de Rome même & des Empereurs d'Orient, que cette dignité a été transmise à l'Allemagne, qui

dans une autre révolution , l'a réunie irrévocablement avec la couronne royale. Il est vrai que l'Empire Romain ne subsiste plus : mais l'Allemagne ayant changé son ancienne forme, est à présent un vaste Empire, composé de puissants états & de villes superbes. On ne doit pas considérer cet Empire comme un reste d'antiquités Romaines, & comme une partie détachée de cet ancien tout : c'est un grand corps originaire, animé d'un esprit vraiment Romain. Les droits & les prérogatives des Césars nous ont été transmises, & le climat Allemand est aussi propre pour un Empire, que le climat Italien.

Tout peuple indépendant a le pouvoir de se choisir des Chefs & de créer des dignités. Mais quel éclat pourroit avoir une dignité créée par un peuple ignoré & méprisable ? Un sçavant

se croira-t-il honoré des éloges d'un ignorant? Toute dignité tire son principale lustre de la grandeur de ceux qui lui donnent naissance. On ne sçauroit se former une idée de la dignité Impériale, sans se rappeler aussitôt les grandes vertus & les victoires signalés de ces héros Romains qui ont fait l'admiration de tout l'univers, les triomphes, les honneurs Consulaires, la politesse des mœurs qui regnoit dans l'ancienne Rome, ses richesses immenses, sa splendeur, sa gloire; tout cela donne en quelque façon le plus grand éclat à la couronne Impériale. Quel coup-d'œil flatteur pour un Allemand, que de se voir libre sous un Empereur, sous les successeurs des Césars, & de retrouver dans la Germanie l'ancien Empire Romain, mais sous une forme sous laquelle Rome même l'eût préféré sans doute à sa li-

berté , pour laquelle elle répandit tant de sang dans les champs de Pharsale.

Ce tableau en raccourci suffit pour faire connoître cette dignité sublime , à laquelle les plus grands événements ont donné naissance , & qu'on ne doit pas regarder comme la production d'un esprit oisif : dignité , je le répète encore , que l'Allemagne s'est appropriée , & qu'elle conserve depuis près de 1000 ans. Chaque Prince Allemand peut être également digne de la couronne Impériale ; mais que seroit parmi nous un Empereur qui , avant de parvenir à cette dignité , ne seroit pas déjà un Prince puissant ? Ne pourroit-on pas le comparer à un Empereur élu par les cantons Suisses ?

Il est nécessaire aujourd'hui qu'un Empereur soit déjà puissant par lui-même. Ce qu'on craint de l'autorité Impériale , on

doit le craindre bien plus d'une maison puissante par ses états, & qui n'est point décorée de la couronne Impériale. Loin de mettre en main à l'Empereur une autorité dangereuse pour les autres états de l'Empire, c'est un frein qu'on met à sa puissance & à son ambition. Mais ne pourroit-on pas trouver en Allemagne des gens assez versés dans la science de nos Loix, pour en développer le vrai sens, de façon que dans la plupart des cas qui arrivent tous les jours, il fût aisé de décider si l'on doit rejeter la confusion qui regne dans les affaires, sur l'Empereur ou sur les états? L'intérêt des différents états, dira-t-on, ne le permet pas. Quel est donc cet intérêt? Qui est-ce qui tiendra le dessus en Allemagne, sans une puissance considérable? Et si celui qui a cette puissance, veut employer les différentes

tournures qu'on peut donner aux Loix, pour parvenir à ses fins; je le comparerois volontiers à un Capitaine, qui emmene par précaution des Notaires & des témoins, là où il ne s'agit que de la force. En un mot, je vois en cela plus de pédanterie que de politique. Je laisse aux grands leurs prétendus intérêts, & je prévois avec douleur que le tems viendra où tout sera bouleversé en Allemagne. Mais en attendant ne devoit-on pas accorder à tant de milliers d'innocents, à qui il ne reste d'autre ressource que les larmes & les gémissements, ne devoit-on pas leur accorder, dis-je, des Tribunaux où ils pussent être jugés suivant les Loix de l'Empire, & où ils fussent à l'abri des manœuvres obscures de la chicane. Ce seroit au moins pour eux, comme le dernier repas qu'on ne refuse

point inhumainement à ceux qui doivent être conduits le lendemain au supplice. Les affaires ne sont pas en si grand nombre dans les diètes générales, pour que les députés qui les composent, & qu'on peut regarder comme les personnes les plus respectables & les plus expérimentées de toute l'Allemagne, ne puissent s'occuper à examiner l'essence de notre gouvernement & les moyens de procurer l'utilité publique. La seule chose qui empêche cet examen, c'est le préjugé où l'on est, qu'il importe peu que la constitution de l'Empire reçoive une forme stable ; que ce n'est que d'après l'intérêt présent & momentané qu'on doit se décider, & que nul devoir, vis-à-vis de l'Allemagne en général, notre patrie commune, ne doit entrer en considération.

Je ne dois point passer sous silence un autre préjugé important. Malgré les différents obstacles que les défauts de notre constitution opposent à l'autorité de l'Empereur, on ne doit pas croire qu'elle soit aussi inefficace qu'il le paroît. Je parle d'une autorité conforme aux Loix de l'Empire ; Loix qui agissent toujours d'une manière sûre, lors même qu'elles paroissent le plus négligées & le plus inefficaces. Les décrets émanés du trône Impérial, qui paroissent à présent sans effet, décident cependant la destinée de nos neveux. On n'a point perdu *San-Remo*, quoiqu'on n'ait pas levé des armées pour sa conservation. Combien de Princes Allemands feroient de vrais Tamerlans, sans les arrêts des Tribunaux de l'Empire, qui servent au moins à arrêter leur première fureur,

quand même ils ne les exécutent pas dans tous leurs points ! Que de traités entre les différents états ne produisent - ils pas ! Quelle union peut regner entre des états également puissants , dans les cas où l'on ne peut user de représailles , ou que les circonstances les rendent dangereuses ! Ne sont-ils pas charmés alors de trouver , dans les sentences des Tribunaux Impériaux , un prétexte honnête de mettre fin à leurs querelles.

Mais que seroient les Tribunaux de l'Empire , sans l'Empereur ? Ce ne seroit autre chose que les rêves de l'Abbé de Saint-Pierre réalisés. L'Empire même , que deviendrait il sans ces Tribunaux ? Les petits états de l'Allemagne qui paroîtroient être sous la protection de quelque Puissance étrangère , ou que l'envie mutuelle des états plus

puissants de l'Empire, sembleroit conserver, se deviendroient bientôt à charge à eux-mêmes & à leurs protecteurs.

Mais je m'égare dans des considérations peu conformes, peut-être, à mon but. Des mœurs pures qui doivent être l'objet de l'ambition des vrais Allemands, peuvent prendre racine dans chaque état, & sous chaque Souverain particulier, sans nuire aux vues politiques qu'ils peuvent avoir. Les intérêts étrangers, ou les intérêts intérieurs de succession ou d'expectative, peuvent occasionner des troubles; les Ministres d'Etat & les Conseillers ne doivent jamais perdre de vue la vraie constitution de notre gouvernement. Lorsqu'ils agissent d'une manière qui lui est contraire, ce n'est pas sur les Souverains qu'on doit en rejeter la faute.

2
xlvj *Discours préliminaire.*

Un peu plus de logique , &
moins de ces soldats de parade.
Ne sçauroit - on pas inventer
d'autres amusements pour les
enfants des Princes ?



TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans ce volume.

C HAPITRE I. Remarques générales.	Pag. 1.
CHAP. II. De l'état des hommes vivants dans la Loi de nature, considéré comme leur premier état.	22
CHAP. III. De la différence qu'il y a entre l'homme naturel & le premier homme.	33
CHAP. IV. En quoi la religion a contribué à l'origine & à la conservation des états policés.	53
CHAP. V. Suite du Chapitre précédent.	59
CHAP. VI. De la constitution primitive des états ; elle n'étoit pas contraire à l'indépendance.	67
CHAP. VII. Quelle est l'idée qu'on doit se former de l'état naturel des hommes.	73
CHAP. VIII. De l'élection des premiers Chefs des sociétés.	81

xlviij

CHAP. IX. Si la succession héréditaire
est préférable à la voie de l'élection.

85

CHAP. X. De la forme naturelle de gou-
vernement.

90

CHAP. XI. Du climat, & quelles sont
les meilleures formes artificielles de
gouvernement.

97

CHAP. XII. De la Politique.

108

CHAP. XIII. Du droit des gens.

139

CHAP. XIV. Du droit des gens confi-
déré par rapport aux successions qui
réunissent plusieurs couronnes sur une
même tête; & des prétendants.

154

CHAP. XV. Des Souverains détrônés
par des particuliers.

159

CHAP. XVI. Du droit des gens confi-
déré par rapport aux isles.

161

CHAP. XVII. De l'esprit d'intérêt, &
du luxe.

171

CHAP. XVIII. Des prérogatives des
grands quant à la maniere extérieure
de vivre.

207

CHAP. XIX. De l'économie.

211

CHAP. XX. De l'Esprit de la Législa-
tion en particulier.

234

Fin de la table des Chapitres.

L'ESPRIT



L'ESPRIT

DE

LA LÉGISLATION.

CHAPITRE PREMIER.

Remarques générales.

I.

DÈS que les hommes eurent commencé à se réunir en société, les uns, sur les montagnes & dans les forêts, se firent des arcs & des flèches & devinrent chasseurs ; les autres, dans les vallons, s'adonnerent à la vie pastorale ; les autres enfin, habitant le bord de la mer, ou le long des rivières, inventerent la ligne & l'hameçon, & chercherent leur nourriture dans la pêche ;

A

aussitôt naquirent les Loix. La distinction du juste & de l'injuste se forma d'elle-même ; & il ne faut pas en chercher plus loin l'origine.

I. I.

Sçavoir si dans leur état primitif les hommes, vivant d'abord ensemble, unis par les liens d'une société naturelle, se séparèrent d'eux-mêmes, pour se disperser dans les différentes parties de la terre ; ou si, chacun vivant en particulier, ils formoient comme autant de familles séparées, qui n'avoient rien de commun les unes avec les autres : sçavoir si ces familles isolées se sont réunies d'un commun accord dans chaque contrée, pour former une société libre, ou si elles se sont mutuellement subjuguées : sçavoir enfin si quelque ouragan furieux, un tremblement de terre, des volcans imprévus, des inondations subites, les ayant forcés de quitter leurs premières demeures, ont été la première cause de leur réunion ; c'est autant de faits dont la connoissance n'appartient qu'à l'histoire. Ce sont en même tems des objets bien dignes d'occuper l'esprit d'un philosophe, dont

de la Législation.

L'imagination, guidée par une saine raison, perce jusques dans les ténèbres des siècles les plus reculés.

I I I.

Un seul homme & une seule femme ; suivant les livres sacrés , ont peuplé toute cette terre , qui nous paroît si vaste , dont les Ansons, les Dampieres & quelques autres géographes ont cependant réussi à faire le tour. Mais on ne sçauroit nier que Dieu n'eût pu créer de la même manière plusieurs hommes à la foi dans les différentes parties du monde , sans parler des autres manières possibles dont on peut imaginer qu'il auroit pu donner l'être à l'espèce humaine.

I V.

Quoi qu'il en soit, le présent est pour nous une preuve infailible du passé. Ce qui se passe tous les jours sous nos yeux , nous prouve que la terre est sujette aux plus grandes révolutions. Nous voyons la mer perdre d'un côté ce qu'elle semble gagner de l'autre , de nouvelles montagnes s'élever , de nouvelles îles se former ; tandis que d'anciennes montagnes disparoissent , d'an-

ciennes isles s'engloutissent, d'anciennes contrées ne subsistent plus : plusieurs étoiles même qu'on appercevoit autrefois, comme la septieme des pleïades, & d'autres qu'on avoit remarquées dans la voie lactée, ont entierement disparu ; & on n'espere pas les voir reparoitre.

Quels changements surprenants la terre ne doit-elle donc pas avoir soufferts ! Si on pouvoit en douter, qu'on jette seulement les yeux sur l'Histoire naturelle ; qu'on examine ces abîmes profonds, autrefois inconnus, ces rochers qui s'élèvent aujourd'hui dans les nues, & qui étoient auparavant dans l'intérieur des montagnes que les torrents & les eaux semblent avoir démolies ; cette quantité de coquillages, d'ossements de poissons & de monstres marins, qu'on trouve à la plus grande profondeur dans les continents les plus éloignés de la mer. Que de découvertes semblables ne fait-on pas encore tous les jours !

V.

Il est possible que dans quelqu'un de ces bouleversements de la nature, l'espece humaine eût été entierement

détruite, ainsi que tous les autres animaux, & qu'elle eût été ensuite reproduite avec eux. L'homme, ainsi que les bêtes, a pu recevoir l'être de plusieurs manieres différentes. Si l'existence de ces animaux-plantes, qu'on croit avoir découverts, est une fois constatée, quelles inductions ne pourra-t-on pas en tirer sur la production, & la maniere de recevoir l'être, des bêtes ! Si on peut parvenir à avoir des connoissances exactes de la nature & de la façon de vivre de ces animaux que les voyageurs disent ressembler encore plus aux hommes que les singes, & qu'on pourroit appeller des animaux-hommes, ou plutôt qui paroissent être une espece d'hommes sauvages, quelles réflexions cela ne fourniroit-il pas sur l'état de nature des hommes !

V I.

Quoiqu'on découvre tous les jours la vérité de plusieurs faits de l'Histoire naturelle, qu'on avoit regardés, dans Pline, comme autant de fables; je ne me hasarderai pas de rien conclure sur ces différentes especes d'hommes si extraordinaires, qu'on prétend avoir découverts. Une nuit obscure, un sombre

nuage nous cache les nations qui habitent les extrémités de l'Amérique du côté du Nord. Une connoissance exacte de ces peuples serviroit peut-être à éclaircir l'histoire des premiers siècles de l'univers. L'intérieur de l'Afrique nous est aussi inconnu que le centre de la terre. Du côté du Sud, des montagnes de glace nous cachent des trésors immenses de rarités naturelles & morales : du côté du Sud, dis je, qui a, sans doute son aimant, comme le Nord, quoiqu'on ne l'ait pas encore découvert.

V I I.

Il seroit inutile de s'arrêter à considérer l'homme dans son état primitif, sortant des mains du Créateur ; on ne peut en rien inférer de certain à l'égard de l'état présent des hommes. On peut regarder chaque homme en particulier, comme un premier homme qui, livré à lui même & guidé par la seule nature, pose les fondemens de la population. En ce sens-là nous voyons tous les jours naître des premiers hommes.

Le premier homme, si l'on entend par-là Adam, formé & instruit par Dieu même, a transmis à ses descen-

de la Législation.

7

dants les instructions qu'il avoit reçues de son Créateur. Le premier homme, si on entendoit par là l'homme d'Aristote, armé d'ongles crochus, ne seroit autre chose qu'un animal sauvage & sans aucunes connoissances. Un enfant qui a reçu une heureuse éducation, ressemble à Adam. Un enfant élevé dans les forêts comme une bête sauvage, & à qui on n'auroit donné aucune instruction, ni appris aucun langage, ressembleroit à l'homme d'Aristote.

V I I I.

Dans l'ignorance où nous sommes de ce qui concerne les commencements du genre-humain, quoi de plus conforme à la raison que de croire, d'après les livres de Moyse, qu'un seul homme a peuplé ce vaste univers? Quelques objections qu'il semble que peuvent fournir ces variétés qu'on remarque parmi les hommes, dont les uns sont entièrement noirs, les autres tout-à-fait blancs, les autres rouges; quoi de plus conforme à la raison que de croire que, dans l'inondation générale du globe, un seul homme, avec sa famille, fut miraculeusement sauvé? Cette con-

servation miraculeuse de l'espece humaine est admise depuis long-tems , même des prétendus esprits-forts ; & la maniere dont le monde a pu se repeupler devient tous les jours plus claire , sur-tout depuis qu'on a découvert que l'Amérique peut bien être jointe à l'Asie , & ne faire qu'un même continent avec elle.

I X.

Qu'on remarque les cas où , quoique soumis aux Loix de la société , par une permission ou exception expresse ou tacite du Législateur , nous agissons conformément à notre liberté naturelle ; les cas où , livrés à nous-mêmes , nous ne nous entretenons qu'avec nous-mêmes ou avec nos plus intimes amis ; les cas où nous transgressons même les Loix & où nous péchons en secret : voilà l'homme naturel. Pour nous en former une idée , nous n'avons pas besoin d'aller fouiller dans l'antiquité la plus reculée , ou d'en chercher des exemples chez les Sauvages.

X.

Chez les peuples les plus civilisés , on trouve des hommes qui , excepté

certaines réglemens de discipline , auxquels ils sont assujettis , vivent presque comme ne reconnoissant aucun supérieur & comme dans l'état de nature. Ils n'attendent que des ordres pour tuer, piller, brûler, saccager. Dès qu'ils les reçoivent , ils les exécutent d'une manière qui montre assez qu'ils ne font en cela que suivre leur inclination naturelle , qui jusques-là n'avoit été retenue que par une espece de subordination extérieure. Trouveroit-on plus de férocité parmi les Cannibales, parmi les peuples les plus sauvages ?

X I.

Que de réflexions n'y auroit-il pas à faire sur la guerre ! Les Sauvages, ou pour mieux dire , les hommes vivants dans l'état de nature , sont privés de la plupart des commodités de la vie , & sujets à toutes ses incommodités. Ils sont toujours en danger d'être attaqués lorsqu'ils s'y attendent le moins , ou toujours disposés à surprendre les autres. On ne peut cependant nier qu'il n'y ait une subordination naturelle. Le fort commande au foible ; l'homme de génie , aux esprits bornés. Les différentes formes que l'art donne à cette

subordination naturelle , ne changent point son essence. La guerre seroit un art inconnu , si l'homme n'avoit pas en soi un penchant naturel qui l'y porte. On court se ranger sous les drapeaux , parce qu'on regarde l'état militaire comme un moyen sûr de se soustraire au joug des Loix Civiles. Ainsi , au milieu d'un état civilisé , il se trouve un nombre considérable d'hommes qui vivent comme dans l'état de nature , auquel on a seulement donné une certaine forme ; mais n'étendons pas plus loin ces considérations là-dessus.

X I I.

La nature sépare les hommes les uns des autres par des montagnes , des rochers , des fleuves , des mers ; & encore plus par des inclinations & des mœurs différentes , par des craintes & des défiances mutuelles , par l'envie , l'intérêt , & sur-tout par une certaine férocité naturelle.

D'un autre côté cette même nature , pour rapprocher les hommes les uns des autres , fend les rochers , donne une pente douce aux montagnes , pour en laisser l'accès libre & faciliter l'en-

trée des vallons; elle creuse des arbres & apprend à traverser les fleuves & les mers. L'amour pour nos semblables, qu'elle grave dans nos cœurs, la pitié, la curiosité, même les besoins mutuels qu'on a les uns des autres, sont autant de liens dont elle s'est servie pour réunir les hommes. La crainte des bêtes féroces, contre lesquelles il fallut se réunir, la chasse, la pêche, la vie pastorale, les mariages, furent autant d'occasions d'union, de division & de nouvelle réunion.

X I I I.

La vue de cette voûte immense d'air, qui se balance sur nos têtes, le coucher & le lever du soleil & de la lune, leur cours régulier, le mouvement des étoiles, dûrent faire connoître aux hommes que la terre s'étendoit bien loin au-delà de leur horison, & purent leur donner quelque idée de la rondeur du globe terrestre, & de ce que nous appelons les antipodes. Ces idées dûrent être confuses & imparfaites: n'importe; ils connurent du moins qu'il y avoit des pays éloignés.

X I V.

Toutes les dispositions de la nature semblent prouver que ses vues ne ten-

dent qu'à réunir tous les hommes en société, & leur faire posséder en commun les biens qu'elle a répandus sur la surface de la terre. Pour rapprocher les peuples les plus séparés, elle a mis certains rapports entre les étoiles, les montagnes & la mer. Ce sont ces guides admirables qui nous indiquent le chemin, tandis que des vents qui soufflent constamment, pendant une certaine saison de l'année, transportent nos vaisseaux jusqu'aux Indes; & que des vents contraires, régnaient pendant une autre saison, les ramènent dans nos ports.

X V.

Ces moyens étant devenus insuffisants dans la suite des tems, la nature en a compensé l'insuffisance, d'une façon qu'on ne sçauroit se lasser d'admirer. Un vil morceau de pierre, qui ne paroît avoir rien de remarquable, nous montre constamment le chemin du Nord, & rend possible & aisée la navigation sur les mers les plus inconnues. Cela seul ne seroit-il pas une preuve convaincante de l'intention de la nature pour la vie sociale des hommes?

X V I.

Mais que d'incertitude dans nos raisonnements! Tant de gouffres, de pré-

cupices , de déserts ; tant de rochers & de montagnes escarpées , qui ne sont pas même propres à être la demeure des bêtes les plus sauvages ; ces fleuves immenses qui ne peuvent être que d'une très-petite utilité , ces vastes marais , ces terrains arides & sabloneux , au milieu des pays les plus fertiles ; ces isles , ces contrées entières où le froid le plus excessif se fait continuellement ressentir ; ces mers en tout tems couvertes de glace : ces isles , ces pays , au contraire , si fertiles & situés sous les plus heureux climats , qui sont cependant inhabités , & dont l'existence paroît inutile ; tout cela ne semble-t-il pas dire à un esprit philosophe , que l'intention primitive de la nature , dans ses différentes opérations , a été que les hommes véussent séparés les uns des autres ?

Pour justifier ces vues de la nature , il suffit de jeter les yeux sur ce nombre infini d'hommes , qui succombent sous les plus rudes travaux , tandis que les autres vivent dans la plus molle oisiveté ; qui creusent leurs tombeaux de leurs propres mains , dans ces mines qu'ils fouillent pour contenter l'avarice des autres ; qui labourent à la sueur de

leurs fronts des champs dont la récolte passe en d'autres mains; qui, malgré eux, sont forcés d'aller exposer leur vie sur un champ de bataille. La vie malheureuse de cette partie du genre-humain paroît entierement contraire à la loi naturelle; & la société civile ne semble qu'un être artificiel, où l'on s'écarte d'autant plus de la nature, qu'on croit être plus civilisé. Le bonheur ne semble fait, au contraire, que pour ces hommes que nous appellons sauvages, qui, vivant au milieu des bois avec les bêtes féroces, prennent tranquillement leur repas frugal au bord d'un ruisseau; & dont toute la nourriture consiste en quelque peu de poisson sec, de glands & de racines. S'ils sont privés de ce que nous appellons les commodités de la vie, ils en sont abondamment dédommagés par la liberté naturelle dont ils jouissent.

X V I I.

Ces différentes considérations, réunies, prouvent que la nature n'a eu, par rapport aux hommes, aucune vue particuliere pour un état préférablement à l'autre; & que le genre-humain est destiné à passer sur la terre par tous

les états possibles. Que les hommes vivent en société, ou que, séparés les uns des autres, ils vivent en sauvages; ces deux états ne sont que deux parties d'un même tout, & les vues générales de la nature sont accomplies.

X V I I I.

On ne doit pas s'imaginer que la nature aille ici comme par degrés; que l'état des hommes, d'abord imparfait, & n'étant que comme ébauché, se perfectionne peu-à-peu, & que les desseins de la nature soient enfin remplis, quand les hommes vivent en société civile.

Si les sociétés politiques n'eussent pas existé, on n'eût jamais connu une infinité d'événements qui en ont été la suite. La nature nous fournit des matériaux pour bâtir des maisons & des palais, comme pour élever des huttes & des cabannes; pour la construction des grands vaisseaux, comme pour celle des barques & des canots: il lui est indifférent qu'un tronc d'arbre devienne sous le ciseau un Bacchus ou un Curius; que d'un bloc de marbre on en fasse une Vénus ou une Furie; que des colonnes de porphyre embellissent l'é-

glise de Sainte Sophie , ou une mosquée. En un mot , la matiere reçoit indifféremment toutes les formes possibles , & on peut l'employer à tous les usages possibles.

X I X.

Tous les hommes , tant ceux qui existent que ceux qui existeront à jamais , doivent acquérir une certaine connoissance de la nature , pour peu qu'ils considerent la constitution de cet univers ; connoissance qui doit servir à l'entretien de cette grande lumiere qui éclaire l'empire des esprits. Ce sont les grandes vues de la nature , quoiqu'il y ait peu d'hommes en état de les concevoir. Les connoissances que chaque homme en particulier ne semble acquérir que pour lui seul , deviennent cependant communes , & tendent enfin à l'avantage des hommes en général , sans en excepter même ceux qui meurent avant d'avoir vu le jour , ou aussitôt après l'avoir reçu. La connexion visible des choses n'exclut pas leur connexion invisible.

X X.

Un grand génie paroît pendant longtemps n'exister que pour soi-même.

Semblable au soleil , il semble , si je puis m'exprimer ainsi , attendre une lune qu'il éclaire , & par le moyen de laquelle il communique sa lumiere aux autres corps. Un autre génie qui se trouvera avoir quelque rapport avec lui , le comprendra à sa maniere , & le rendra compréhensible aux autres , jusqu'à ce qu'enfin il devient commun sans s'en appercevoir , & finit comme un ruisseau qui , après s'être partagé en une infinité de branches , va se perdre dans le sable.

Les écrits qui nous restent de l'antiquité , sont en trop petit nombre , pour pouvoir juger sûrement de l'état des sciences , dans ces tems reculés. Le tems nous a dérobé bien des connoissances ; & que de choses qu'on a pensées , sans les transmettre à la postérité ! Les choses ne vont pas mieux aujourd'hui. On ignore les Auteurs de plusieurs découvertes d'une utilité commune , quoique très-peu anciennes : on sçait encore moins les Philosophes qu'ils ont eus pour guides ; la liaison qu'il y avoit entre leurs connoissances & leurs découvertes , & par quels moyens ils sont parvenus à les

faire. Combien n'en fait-on pas encore tous les jours, qui, par je ne sçais quelle fatalité, restent cachées ; ou qu'on méprise par ignorance, & qu'on fait par-là tomber dans l'oubli ; ou, ce qui est cependant plus rare aujourd'hui, qu'on supprime de propos délibéré ! Que de pensées sublimes, que de réflexions justes, profondes & intéressantes, qu'on néglige de tracer sur le papier, ou que l'on confie à des feuilles volantes que le vent emporte ! Tel étoit dans l'antiquité le destin aussi commun qu'inévitable des connoissances acquises. On n'écrivoit gueres tout ce qu'on sçavoit, & l'usage n'étoit pas introduit d'accumuler l'une sur l'autre les citations de différents Auteurs. On n'avoit pas le secours des journaux & des feuilles périodiques. Les Scavants & les Philoſophes ne pouvoient fournir entr'eux de ces sociétés littéraires qui subsistent aujourd'hui. Chaque Philoſophe en particulier tâchoit de s'attirer une certaine considération extérieure, & menoit une façon de vivre qui lui étoit propre, & qui ne convenoit pas à tous ceux même qui philosoſphoient aussi bien que lui. Plusieurs

d'entr'eux mouroient comme des vieillards ignorés : mais leur lumiere qui paroissoit éteinte, s'étant, pour ainsi dire, rallumée après leur mort, éclaire encore aujourd'hui leur postérité la plus reculée. Mais il n'y a rien de perdu; toutes nos connoissances trouvent des Collecteurs invisibles.



CHAPITRE II.

*De l'état des hommes vivants dans la
Loi de nature , considéré comme
leur premier état.*

I.

LA nature nous a renfermés dans des bornes que nous ne sçaurions passer. Elle a environné cette terre d'une muraille immense d'air. Les habitants de la lune ne sçauroient descendre sur notre globe, comme nous ne pouvons parvenir au leur. Nos forces sont mesurées. Notre sang coule dans nos veines suivant les Loix de la nature : notre estomac digere , nos membres nous prêtent ou nous refusent leur secours d'après ces mêmes Loix.

La nature nous défend d'habiter la mer , qu'elle a donnée pour demeure aux poissons & aux baleines : elle nous défend d'habiter les airs , où l'aigle exerce son empire. La vie & la mort sont l'*alpha* & l'*oméga* de son alphabet. Le but qu'elle se propose renferme également l'une & l'autre. Le

climat , le terrain où elle nous fait naître , déterminent quelle doit être notre maniere de vivre. Dans les forêts elle nous dispense de la culture des terres & nous contraint de devenir chasseurs & guerriers. Dans les plaines elle nous refuse le gland , les racines , la chair des animaux , & nous force à cultiver la terre pour en tirer notre subsistance. Elle nous place donc dans un état qui ne dépend aucunement de nous , & elle nous force d'y conformer notre vie & notre mort. Elle nous permet cependant d'apporter certains changements , & de donner certaines formes arbitraires à l'état inévitable où nous nous trouvons. Telles sont les Loix générales de la nature , sous lesquelles les hommes vivent , avec lesquelles il ne faut pas confondre ses préceptes , ses instructions & ses conseils : mais tout est à la fin nature. L'art est nature ; la nécessité & la liberté sont nature.

I I.

La nature a pourvu à la propagation & à la conservation du genre-humain. Le penchant naturel à l'homme de perpétuer son espece , la faim , la soif , le sommeil , sont les moyens qu'elle

emploie. Satisfaire à ces besoins, peut être regardé comme un devoir & une obligation qu'elle nous impose : & la nature parvient toujours à ses fins , parce qu'il ne dépend pas des hommes de vouloir ou de ne vouloir pas satisfaire ces penchants. On les satisfait toujours , dès qu'il sont assez forts , & qu'il ne se trouve point d'obstacle extérieur. La nature n'en attend pas des effets qui surpassent leur force. Tantôt ils sont soumis à notre liberté : tantôt ils semblent en suspendre l'usage , & nous les satisfaisons alors comme malgré nous.

Chaque homme en particulier peut se laisser volontairement mourir de faim , sans que l'objet de la nature cesse d'être rempli. Il en est alors comme des enfants qui meurent dans le sein de leur mere.

On peut considérer chaque individu humain comme un être immatériel , qui , dans un certain sens , est un abrégé des merveilles de cet univers ; ou on peut le considérer quant à cette partie , qui peut-être séparée de l'autre par la mort , sans en souffrir aucun dommage , ou quant à la partie qui a le plus de rapport avec la terre. Notre mort en

tre, ainsi que notre vie, dans le plan de la nature ; & elle a pourvu à la continuation de l'espèce humaine en général, jusqu'au terme qui est marqué dans le livre des destins.

I I I.

La nature nous instruit, par la voie des sens, des moyens que nous devons prendre pour satisfaire nos penchants & nos besoins. Nous devons chercher ces moyens ; & ce n'est qu'avec peine que nous venons à bout de distinguer ce qui peut nous être utile d'avec ce qui nous seroit nuisible. Les bêtes semblent avoir en cela un avantage sur nous. La nature les conduit comme des enfants par la main, & nous les donne à nous mêmes pour modèles. Elles suivent, sans pouvoir s'en écarter, l'instinct qui les guide. L'homme sauvage, élevé parmi elles au milieu des forêts, n'a qu'à les imiter, pour apprendre à pourvoir aux besoins ordinaires de la vie. Mais l'homme ne peut être redevable du langage, à l'imitation des bêtes. La pensée précède nécessairement la parole : on met ensuite en usage les organes de la voix. Quoique les tons pour exprimer les différentes

pensées , ne soient pas déterminés , il y a cependant dans la monotonie même d'une langue naissante , une certaine harmonie naturelle , certaines variations secrètes , qui ont un rapport avec les pensées qu'on veut rendre. Quoi de plus monotone , ce semble , que la langue des Hottentots ? Mais leurs oreilles , accoutumées à ces sons qui nous paroissent toujours les mêmes , y remarquent une infinité de variations , qui répondent parfaitement à leurs idées & à leurs sentimens.

Les variations arbitraires , au contraire , qu'on remarque dans le langage humain , sont notre ouvrage , & l'effet de l'imitation des cris des bêtes & du langage des oiseaux. C'est en ce sens seul qu'on pourroit dire que les bêtes , les oiseaux en particulier , ont appris aux hommes à perfectionner l'usage de la parole. La nature a doué les hommes , ainsi que tous les autres animaux , d'un instinct particulier , auquel on donne le nom de génie dans les premiers , dès qu'il vient à se perfectionner. Il est des hommes dans l'esprit desquels les pensées se développent bien plus aisément & plus promptement que dans les autres , & qui ont
l'organe

l'organe de la voix plus flexible. Supposons à présent des hommes sauvages, élevés au milieu des bois, sans avoir reçu aucune espece d'instruction, & dont le langage se réduit au cri de la nature, commun à tous les animaux. Qu'il se rencontre parmi eux quelqu'un qui se distingue par son génie : ne peut-il pas devenir l'inventeur d'un langage que ses élèves & ses descendants perfectionneront ensuite ? Telle a été sans doute l'origine des autres arts & des sciences.

I V.

Un seul de ces génies heureux a suffi pour découvrir ces moyens aisés de satisfaire nos besoins, que des esprits moins pénétrants n'eussent pas découverts dans l'espace de plusieurs siècles. Les heureux hasards que la nature nous fournit, sont encore venus au secours.

Ce n'est pas aux sciences qu'on doit attribuer tant de belles découvertes qu'on a faites depuis qu'elles fleurissent. Un sauvage eut pu en être l'Auteur aussi aisément que l'homme le plus éclairé. Presque tous ceux à qui nous en sommes redevables, les ont faites dans des circonstances qui ne leur four-

nissoient aucun moyen relatif à ces mêmes découvertes. Ainsi , malgré toute leur science , ils étoient à cet égard dans la même position qu'un sauvage. Que de secrets utiles , & dont les Sçavants n'eussent jamais eu l'idée , inventés tous les jours par le peuple ; c'est-à-dire par cette partie du genre-humain , qui est la moins instruite ! Pour les découvrir , ils ont sans doute employé les mêmes moyens dont un sauvage eût fait usage.

On ne peut juger sûrement de l'état de l'homme naturel , vivant hors de toute société , d'après un enfant élevé parmi les ours. Dans les états les plus civilisés , on trouve des hommes grossiers , qui semblent ne différer des bêtes que par leur figure. Si un enfant élevé parmi les ours a des qualités naturelles qui lui soient particulières , il les fera bientôt paroître. Hors de ce cas , ce sera comme si on répétoit l'expérience de *Psametichus* , qui fit nourrir des enfants par des muets , & les fit ensuite renfermer dans une solitude inaccessible. Mais s'il se rencontre parmi ces enfants un génie heureux , bientôt on verra parmi eux le langage & les arts ; car dans chaque homme , l'ame & l'or-

ganisation du corps prises ensemble, sont le principe & le fondement du langage; mais c'est comme la matiere du feu qui se trouve dans certains corps, & qu'on ne peut pas proprement appeller du feu. Il y a un langage naturel, qui, malgré la diversité des tons, se fait entendre de tous les hommes. L'art, en le perfectionnant, n'a servi qu'à rendre les hommes intelligibles les uns aux autres. C'est ainsi qu'en Allemagne le peuple ne comprend rien au langage des Sçavants, quoiqu'au fond ils parlent tous la même langue. Nous n'apprendrions jamais aucune langue étrangere, si elles n'avoient toutes la langue naturelle pour base.

V.

L'homme, dans chaque état, est toujours le même. On ne sçauroit y trouver de différence essentielle, soit qu'on le considere du côté physique, soit qu'on le considere du côté métaphysique & moral. Supposons que les premiers hommes aient été des géants, ou d'une figure encore plus différente de la nôtre, il suffit qu'ils aient été capables d'avoir un langage propre à

exprimer les pensées d'un être raisonnable, & qu'ils aient pu produire des hommes tels que ceux d'aujourd'hui. Si les singes pouvoient parler avec nous, pourquoi ne les compterions nous pas au nombre des hommes? Si les singes avoient une ame raisonnable, & qu'ils fussent capables de s'entretenir avec les hommes, ne les regarderoit-on pas comme faisant partie de l'espèce humaine? Quoiqu'un homme ait le corps tout velu, & le visage d'un singe, il ne laisse pas d'être homme. La liberté de faire ou de ne pas faire, de choisir ou de rejeter, d'aimer ou de haïr, la faculté de changer de sentiments & d'affections, est ce qui constitue la nature morale de l'homme. Demander ce qu'étoient les premiers hommes, comme hommes, ou ce qu'ils étoient avant de devenir hommes, sont deux questions bien différentes[1]. Un enfant qui vient au monde, ne diffère pas essentiellement des premiers

[1] C'est ce que l'Auteur dit : mais il ne paroît pas qu'on puisse faire cette question, *qu'étoient les hommes avant de devenir hommes*? Il sembleroit par-là qu'ils existoient déjà sous une autre forme.

hommes , ni quant à l'organisation de son corps , ni quant à sa nature morale.

V I.

Toutes les passions que nous éprouvons , ont germé dans le cœur des premiers hommes. Ils ont eu comme nous divers penchants , différentes inclinations. Ils ont été , comme nous , sujets à l'ambition , l'envie , la haine , la méfiance , la superstition. Ils ont eu le principe des sciences & des arts , dont nous nous glorifions aujourd'hui. Les poètes , les peintres , les architectes & tous les artistes qui fleurissent parmi nous , ont eu leurs prédécesseurs parmi les premiers hommes ; c'est-à-dire des génies qui avoient des dispositions naturelles pour ces arts. Tout dépend des circonstances plus ou moins heureuses où l'on se trouve. Dès qu'une fois le chemin est frayé , il n'est pas difficile aux autres d'aller loin. Il n'y a donc aucune différence essentielle entre les premiers hommes & nous : & la nature de l'homme qui naît chez des peuples civilisés , est la même que celle de l'homme qui naît au milieu des bois , parmi des sauvages.

Dans les tems de cette antiquité reculée , dont nous n'avons aucune connoissance , les sciences ont pu parvenir à un degré de perfection aussi élevé , que celui ou nous les avons portées. D'ailleurs nos goûts sont encore aujourd'hui bien différens ; & il est plus difficile qu'on ne pense de décider du vrai prix des choses. Il nous manque une bonne logique des comparaisons. Ce n'est pas d'après nos idées factices , que nous devons juger des perfections naturelles , dont tout ce qui est simplement l'ouvrage du génie , fait partie. Nous ne devons pas nous en rapporter entièrement à l'histoire , sur ce qui regarde l'origine & les progrès des arts & des sciences. Chaque art a eu plus d'un inventeur , quoiqu'il n'y en ait qu'un de reconnu ; & tel art semble n'exister que depuis un siècle , qui a été réellement inventé long-tems auparavant : mais ayant ensuite été négligé , il étoit peu-à-peu tombé dans l'oubli , & l'idée s'en étoit enfin perdue. Ces réflexions suffisent pour prévenir des objections qu'on auroit pu me faire.

V I I I.

Les livres de Moyse nous apprennent quel fut l'état des premiers hommes. On ne sçauroit présumer qu'un pere raisonnable laisse ses enfants à l'abandon, livrés à eux-mêmes, au lieu de leur donner une éducation capable de les prévenir contre les dangers auxquels ils se trouveront un jour exposés. Aussi peu, & encore moins doit-on penser que le Créateur ait voulu mettre le premier homme comme dans un état d'épreuve, sans éclairer son esprit des connoissances qui lui étoient nécessaires. Je ne conçois donc pas comment il se trouve des philosophes chrétiens, qui ne veulent pas convenir avec *Selden*, que le droit naturel est fondé sur la Loi de Moyse. Je conçois encore moins pourquoi on ajouteroit plus de foi à ce déluge qui inonda autrefois l'Attique, à tant d'autres faits incertains, qu'on trouve dans les Auteurs profanes, & à la formation imaginaire du monde de *Lucrece*, qu'aux faits rapportés par le Législateur juif; mais il paroît y avoir un moyen de réunir, en quelque façon, les différentes opinions. L'homme n'a point persé-

vére dans l'état où il avoit été créé dans l'Eden. L'Écriture nous l'apprend : l'expérience le confirme. Mettons pour un moment l'Écriture-Sainte à part. Il est égal que l'homme ait été créé de la façon dont il l'a été, ou d'une autre. Dans le premier cas, un philosophe peut considérer le second état de l'homme comme son premier état. Les hommes se sont répandus sur la terre ; leurs enfants se sont dispersés & égarés dans les différentes parties du monde, dont ils ont été les premiers habitants ; il s'y sont élevés & s'y sont multipliés, sans avoir reçu aucune instruction artificielle. Nous pouvons juger sûrement de l'état où fut le monde dans ses commencements, sur celui où il est à présent. La terre ne fut jamais toute peuplée d'hommes civilisés. On trouve encore aujourd'hui des contrées immenses, habitées par des sauvages. Cela a toujours été, & ce sera toujours ainsi.



CHAPITRE III.

De la différence qu'il y a entre l'homme naturel & le premier homme.

I.

L'HOMME naturel & l'homme civilisé ne different point entr'eux. La diversité qu'il y a dans leur maniere de vivre, ne doit entrer ici en aucune considération. L'homme civil devient en tout semblable à l'homme sauvage, dès qu'il arrive le moindre changement dans la constitution des Etats. Pour connoître au juste l'état des premiers habitants de la terre, il faudroit connoître clairement la maniere dont ils ont été formés. Tout ce que nous sçavons sûrement, c'est que, dans le commencement, les différentes parties de la terre n'ont pas été peuplées toutes à la fois. Il auroit fallu pour cela, que la chose fût arrivée par une autre voie que celle de la population; & que, par conséquent, nos corps eussent été construits différemment qu'ils ne le sont. D'ai leurs, l'expérience journa-

liere & les monuments les plus sûrs de l'histoire, nous apprennent de quelle maniere la terre peuple; &, par conséquent, comment elle s'est peuplée autrefois. On pourroit pousser plus loin la premiere raison que je viens de donner, & l'appuyer de raisonnemens métaphysiques; mais cela m'écarteroit trop de mon sujet.

I I.

Un seul homme d'abord, ensuite quelques familles ou quelques petites sociétés éparfes çà & là, telles que celles que nous voyons parmi certains peuples sauvages, ou même parmi nous, ont peuplé cette terre. On ne peut leur supposer aucune instruction directe & positive, à moins qu'ils ne l'aient reçue de l'Etre suprême. Mais, instruits d'abord par la voix secrette de la nature, ils ont profité mutuellement de leurs connoissances réciproques par la voie de l'imitation, jusqu'à ce qu'ils se soient trouvés en état de s'instruire les uns les autres d'une maniere positive & artificielle, soit par le moyen de la parole, soit par le moyen de l'écriture.

I I I.

Les premiers hommes n'ont pu avoir les sciences, les arts & les commodités de la vie, sous la même forme, si je puis m'exprimer ainsi, que nous les avons aujourd'hui. Ils les connurent pourtant plutôt que nous ne pourrions penser, mais d'une manière conforme à leur état & à leur goût. Ainsi, presque dès le commencement il se trouva des hommes qui se distinguoient des autres par une certaine politesse de mœurs. On ne doit donc pas regarder les premiers habitants de la terre, comme semblables à ces sauvages soit dispersés, soit rassemblés en nation, que nous connoissons. Et parce que dans certains pays nous ne trouvons aucun vestige des arts & des sciences, nous ne devons pas en conclure qu'ils y aient toujours été inconnus, ni établir là-dessus la définition de l'homme sauvage; puisque dans l'Europe même il y a des provinces entières dans lesquelles on chercheroit en vain un philosophe, un poëte, un peintre ou quelque'autre artiste. Cette façon de penser pourroit être fondée s'il se trouvoit quelque partie entiere

du monde qui fût dans cet état. Mais dans le Mexique & dans l'intérieur de l'Amérique même, nous avons découvert des Etats policés, des villes & d'autres productions de l'art. Que de découvertes ne reste-t-il pas encore à faire!

I V.

La politesse des mœurs n'est autre chose qu'un certain goût qui semble avoir son fondement dans une constitution plus délicate du corps. La considération du beau naturel l'a d'abord produite : l'imitation l'a répandue & perpétuée. Il ne faut pas s'imaginer les hommes & les sauvages, velus & robustes comme des ours. Il peut se trouver des sauvages délicats, qui cherchent un certain raffinement dans leur manière de vivre, & qui examinent avec des yeux attentifs le beau répandu par-tout dans la nature.

Qu'un homme naturellement bien né en rencontre un autre de son caractère, ils prennent mutuellement plaisir à converser ensemble, ils cherchent à se plaire mutuellement. De-là la complaisance, qui a différents degrés & diverses formes. Ce goût se fortifie

encore en eux par la considération du beau & du bon naturel. Mais comme les brebis naissent naturellement douces & les loups naturellement féroces, ainsi les sauvages, ainsi nous-mêmes, nous naissons ou naturellement bons, ou naturellement méchants, ou dans un certain état mitoyen.

V.

Les hommes bien nés & d'un caractère heureux, ont pu se réunir dans les premiers tems, & former une espèce de société civilisée, qui se sera perpétuée chez leurs descendants, & poser ainsi les fondements d'un peuple civilisé, tandis que d'autres, au contraire, dans les plus heureux climats, donnoient naissance à des nations barbares, & travailloient par-là, sans le sçavoir, à la ruine des Empires les plus florissans & à la destruction des plus précieux monuments des connoissances humaines. Mais ceci n'a rien de commun avec le droit de la nature.

V I.

Divers événements ont pu réunir les hommes, auparavant dispersés sur la surface de la terre, ou seuls ou par pe-

tites troupes. Des orages violents, des tremblements de terre, des inondations subites les forçant à chercher un asile, ils auront pu se rencontrer plusieurs ensemble. Un volcan furieux, vomissant une épaisse fumée, qui se change bientôt en pluie de feu & de cendres embrasées, réunit dans leur fuite les lions, les tigres & les hommes; les brebis & les loups restent paisiblement pêle-mêle; tant une épouvante générale semble faire perdre à chacun son instinct & sa nature.

Les voyages ont contribué à la réunion des hommes. Le lever & le coucher du soleil leur ont indiqué le chemin de l'Orient & de l'Occident. On a suivi le cours des torrents & des rivières; & la navigation en petit a sans doute été une des premières découvertes. Un homme se promenant sur le rivage apperçoit un arbre creux, qui semble avoir pris racine dans l'eau. Il marche d'abord hardiment dessus; mais l'effroi le saisit dès qu'il apperçoit qu'il commence à enfoncer: il se rassure cependant, voyant qu'il ne coule pas à fond, & sa frayeur se change en admiration à la vue du mouvement de cet arbre sur l'eau, qui ne lui pa-

roissoit pas capable de supporter le moindre fardeau. Les premiers bateaux ne furent autre chose que des troncs d'arbres creusés par le moyen du feu.

V I I.

Les hommes placés, par le hasard ou la nature, sur des montagnes, promenant leur regards de côté & d'autre, acquirent aisément certaines connoissances géographiques, & se formerent comme des cartes naturelles & des plans de voyages & de conquêtes.

Les cavernes dans lesquelles les hommes habitoient d'abord, leur firent naître l'idée de construire des cabanes; & le travail des abeilles, des fourmis, des castors, leur apprit la maniere de bâtir, & leur donna une certaine idée de l'architecture. On trouve des pierres sur lesquelles la nature semble avoir gravé des plans de tours, de villes, de châteaux; & elle a, pour ainsi dire, exécuté ses desseins dans ces rochers qu'on prend de loin pour des ouvrages de l'art les plus réguliers. Il étoit aisé à l'homme d'imiter en cela la nature. Il en est de même de la peinture. L'homme regarde au

fond d'un ruisseau qui coule paisiblement, & il y apperçoit son image : il voit l'ombre des corps qui en conserve la figure ; par-tout il voit une peinture naturelle. Différents caracteres gravés sur de petites pierres & des coquillages, ont sans doute été pour lui les éléments de l'écriture.

V I I I.

On ne peut supposer que les premières sociétés qui se formerent parmi les hommes, eussent une certaine stabilité. Ceux qui avoient les mêmes vues restoit réunis : les autres se séparoient, à moins qu'on ne les retînt par les voies de la violence ou de la persuasion. Ainsi les sociétés se détruisoient aussi promptement qu'elles s'étoient formées. Une société d'hommes méchants ne pouvoit subsister ; & leur chef ne pouvoit être un moment en sûreté. Mais enfin le goût pour la vie sociale étant devenu le goût général ; d'un côté les hommes, soit bons, soit méchants, se réunirent pêle-mêle, & posèrent les fondements d'un peuple qui eût pu se civiliser, comme rester barbare. Ceux qui conservoient encore du penchant pour leur liberté na-

turelle, furent incorporés comme malgré eux dans la société, & gardés, pour ainsi dire, à vue, à-peu-près comme des soldats dont on se méfie dans une armée. D'un autre côté, des familles déjà civilisées en quelque façon, quoique dispersées, se réunirent, & donnerent ainsi commencement à une nation policée. Il y eut donc, parmi les premiers habitants de la terre, des hommes civilisés & des hommes sauvages; & la distinction des peuples policés & des peuples barbares eut bientôt lieu.

Tandis qu'un état s'aggrandit, il commence à s'en former un autre qui doit un jour le remplacer. Ils se succèdent comme les fleurs, dont l'une se fane lorsque l'autre commence à s'épanouir. Tandis que les Assyriens, les Egyptiens & les Babyloniens étoient les plus florissans, il se formoit sur une des frontières de l'Europe, partie sur le continent, partie dans de petites îles, un peuple qui se rendit bientôt fameux par sa bravoure & son amour pour les sciences; qui, en s'élevant dans des guerres intestines, préparoit de loin la ruine des Puissances même qui occasionnerent celle des Assyriens.

Tandis que les Grecs, soumettoient

les Assyriens , les Egyptiens & les Babyloniens , & triomphoient sur terre & sur mer , il s'élevoit dans la Macédoine une Puissance qui subjuguâ les vainqueurs eux-mêmes. On vit en même-tems deux nouvelles Puissances se former , l'une en Europe , l'autre en Afrique. Celle-là devoit un jour devenir la maitresse de l'univers entier. En même tems des barbares répandus dans les différentes parties de la terre , devoient un jour donner naissance à des nations destinées à détruire le vaste Empire romain. La terre est à présent habitée , comme autrefois , par des peuples dont les uns sont policés , les autres barbares ; les Russes civilisés , les sciences & les mœurs Européennes transplantées dans l'Amérique , sont des phénomènes de nos jours. Que l'Asie & l'Afrique sont différentes de ce qu'elles furent autrefois ! Qu'étoient la Germanie & les Gaules , tandis que les sciences fleurissoient dans ces contrées ; & qu'elles étoient le siège de la vraie religion ? Iroit-on à présent chercher des philosophes dans l'Arabie ? Mais ne poussons pas plus loin ces réflexions.

I X.

Il ne faut pas confondre l'idée de Chef avec celle de Souverain. Un Général qui conduit au feu des troupes soumises à ses ordres, ne laisse pas d'être lui-même sujet. Il y a bien de la différence entre un Chef purement militaire, quoiqu'indépendant, & le Souverain d'un état policé. Un homme versé & expérimenté dans les affaires s'acquiert naturellement une grande considération : on ne le regarde pas pour cela comme son maître ; on n'a pour lui qu'un respect filial. Il en étoit de même dans les commencements de la société. Les hommes se laissoient conduire, mais sans se laisser gouverner par ceux qui avoient sçu s'attirer de la considération. On a bien vu des familles pacifiques, conduites par des sages, donner peu-à-peu naissance à des Etats qui ont subsisté long-tems ; mais des sociétés de brigands ne produisirent jamais cet effet. Elles se détruisent bientôt d'elles-mêmes.

Dire que *le premier des Rois étoit un soldat heureux*, c'est une pensée sans fondement. Il n'est point ici question de roi de brigands. Mais lorsque les

hommes réunis formoient déjà des peuples distincts les uns des autres ; que l'égalité ne subsistoit plus parmi eux , & que la distinction de maître & de sujet avoit déjà lieu , il put arriver alors qu'un soldat heureux devînt roi , comme un prêtre ou un philosophe eussent pu le devenir. Les hommes que le brigandage réunissoit alors , n'ont pu porter les choses plus loin que ces hordes tartaresques qui menent une vie errante.

X.

Il y a parmi les hommes différentes sources de subordination. Les uns sont plus grands , les autres plus petits. Les uns sont forts , les autres foibles. Celui-ci a plus d'adresse , celui-là la vue plus perçante ; l'autre l'ouïe plus fine : l'un l'emporte par les qualités de l'esprit & par un génie naturellement propre à inventer des choses d'une utilité commune , ce qui le rend en quelque façon nécessaire. La ruse , la finesse , une éloquence naturelle compensent dans l'autre ce qui lui manque du côté des forces du corps. Mais tous les hommes pris ensemble sont comme un seul homme , aux yeux de la

nature ; & nous les considérons ici quant à ce qui constitue l'espèce humaine. En ce sens on ne sçauroit nier qu'il y ait entr'eux une égalité morale. Les dispositions de la nature sont telles que l'un compense l'autre ; mais nos lumières sont trop bornées pour appercevoir le tout.

Un sauvage est sensible à la volupté, ainsi qu'un sardanapale. Un negre , esclave , occupé à travailler le sucre , ne doit pas se plaindre de ce que le maître de la plantation paroît plus heureux que lui , & de l'inégalité qui est entr'eux. Ce maître est obligé à des travaux qui seroient bien plus pénibles pour ce negre , & qui l'incommoderoient davantage , que la chaleur des chaudières ne peut l'incommoder lui qui est déjà accoutumé aux ardeurs d'un climat brulant. Le negre prend , peut-être , avec plus de plaisir son repas frugal , & l'eau flatte peut-être autant son goût , que les vins les plus exquis & les mets les plus délicats ne flattent celui des autres. D'ailleurs , s'il fût resté dans sa patrie , il étoit peut-être destiné à subir le sort le plus cruel , auquel il a échappé en tombant dans un esclavage que toutes

les circonstances qui l'accompagnent rendent plus heureux pour lui, que la liberté dont il eût joui.

La nature épargne à ceux qui sont assujettis aux travaux du corps, ces réflexions tristes & accablantes, ces noirs soucis, ces chagrins cuisants, ces tourments de l'esprit infiniment plus pénibles que ceux du corps.

Chaque homme a ce qu'on peut appeller son antipode. Mais on ne doit pas comparer le premier venu au premier venu. Il faut auparavant examiner les rapports qu'il y a d'homme à homme, de famille à famille, de peuple à peuple, pour pouvoir ensuite les comparer. Il n'y a que la nature qui puisse faire cette grande revue, si je puis m'exprimer ainsi. Il nous suffit de sçavoir que, si l'on compare les différentes circonstances & les différents états de la vie humaine, l'un compense l'autre.

X I.

Les philosophes mêmes restent indécis à la vue des maladies & des accidents auxquels les hommes sont sujets par rapport à leurs corps, avec tant d'inégalité. Mais il n'est point de dou-

leur si violente , à laquelle on ne puisse en quelque sorte s'accoutumer , & qui ne cesse par-là en quelque façon d'être douleur. Les tourments auxquels on se condamne volontairement , ne détruisent point l'égalité que la nature a mise entre les hommes. Un negre esclave , travaillant auprès de sa chaudiere , peut se comparer à ces hommes qui se brûlent volontairement dans ces forges où ils préparent les métaux. Qu'il devînt , je suppose , maître de la plantation , il n'en feroit pas mieux. Qu'on le lui permette , il chassera un cerf avec un plaisir cruel , & le poursuivra , jusqu'à ce qu'il l'ait réduit aux abois. Quels droits a-t-il de plus que cette bête fauve ? Qu'on suppose pour un moment le système de la transmigration des ames , & l'on comprendra bientôt que le destin de tous les hommes est à-peu-près le même.

X I I.

Ni ces inégalités extérieures & étrangères , que nous remarquons quelquefois , ni nos entreprises , ne sçauroient détruire cette égalité morale que la nature a mise entre les hommes , & qui subsiste toujours sous les loix de la su-

bordination naturelle. Les vues que nous pouvons avoir, nous sont prescrites : la nature est un livre ouvert, dans lequel nous lisons. Les moyens d'accomplir ces vues sont naturellement liés avec elles. Plusieurs hommes ne peuvent vivre en société, sans restreindre mutuellement leurs droits naturels dans les bornes nécessaires pour le bien commun.

Après avoir vécu quelque tems en société, les hommes s'accoutumerent bientôt à ces égards mutuels. C'est-là le premier & le vrai fondement de ces sociétés qui ont une certaine durée parmi les premiers hommes. Tout le reste n'avoit été ou qu'une occasion, ou que des moyens de réunion. Mais la société étant une fois formée, les hommes furent contraints de borner leurs droits naturels, en partie par une nécessité physique, parce qu'il ne leur fut plus libre de se séparer, & qu'ils ne pouvoient plus se passer des secours de la société; en partie par les représentations de quelque sage, qui leur fit entrevoir ce que leur intérêt commun exigeoit : l'imitation & l'éducation survenant ensuite, cela forma enfin le droit

civil ou commun, dont il ne fut plus libre de s'écarter.

X I I.

Toute Loi positive présuppose des sujets qu'elle puisse obliger. Les hommes n'ont point eu besoin d'instruction, pour sçavoir qu'on ne sçauroit parvenir à ses fins, sans employer les moyens nécessaires; qu'ils ne peuvent jouir en commun de leurs droits naturels, si chacun ne consent à les restreindre mutuellement dans de certaines bornes... D'ailleurs ils se sont trouvés dans plusieurs circonstances inévitables, où ils ont été forcés de les borner.

Quoiqu'on remarquât ça & là parmi les hommes un goût naturel pour des mœurs sociables & policées, on ne doit pas en conclure que les vues de la nature fussent que ce goût devînt général. Tous les hommes n'étoient pas portés pour la vie sociale; ceux qui y étoient portés agissoient conformément à ce goût, pour l'avantage des autres, & tâchoient de le répandre. Par-là ils préparoient peu-à-peu les hommes à se soumettre aux Loix d'une société réglée.

Dès qu'un petit état eut commencé à se former, tout ce qui se trouva dans son voisinage, ou avoir quelque rapport avec lui, prit bientôt la même forme. Plus ces états se multiplièrent, plus les hommes qui vivoient auparavant dispersés, ou seuls, ou dans ces petites sociétés qu'ils avoient formées entr'eux dès le commencement, se trouverent forcés de changer d'état. Ce changement nécessaire ne leur laissa bientôt que le choix ou de former entr'eux une société capable de maintenir leur indépendance, ou de se réunir aux états déjà formés.

X I I I.

Il en fut de même, soit en même tems, soit en différents tems, dans les différentes parties de la terre. La nature opere par-tout, par-tout elle est la même. Par-tout on trouve le destin, la nécessité, la liberté, l'instinct, le génie, le hasard, l'imitation, l'invention, les sciences, la barbarie. La nature a ses époques, l'histoire a les siennes; & parmi les hommes, les époques du philosophe ne sont pas celles de l'historien.

X I V.

Chacun cherchant à conserver son indépendance , les hommes se mettoient sous l'esclavage des uns , pour se soustraire entièrement au joug des autres , de qui ils ne vouloient dépendre en aucune manière. A peine un état étoit-il formé , que l'indépendance de chacun de ceux qui le composoient , paroissoit assurée. Les Chefs étoient entièrement indépendants de toutes les autres sociétés répandues sur la terre ; & cette indépendance des Chefs étoit celle du peuple même , qu'ils ne faisoient que représenter , & parmi lequel chacun étoit réellement maître & indépendant. Aucun lien artificiel ne les unissoit les uns aux autres ; tout étoit l'ouvrage de la simple nature : l'art étoit ignoré.

X V.

Les états s'étant multipliés , & ayant pris une forme stable , il ne fut plus libre de changer de Chef à son gré , ni de se séparer de la société dans laquelle on vivoit , ni d'exciter de ces révolutions subites , auxquelles nous donnons le nom de soulèvement &

de révolte ; noms inconnus alors ,
ainsi que l'idée que nous y attachons.
Les hommes dépendant mutuellement
& tour-à-tour les uns des autres , ils
étoient réellement indépendants. Ils
chargeoient leurs Chefs de maintenir
leur indépendance , & ce Chef n'étoit
que le conservateur de leur liberté ,
non leur maître.



CHAPITRE IV.

En quoi la religion a contribué à l'origine & à la conservation des états policés.

I.

CE n'est point de la vraie religion dont il est ici question. Celle-ci est fondée sur la révélation, malgré laquelle les hommes tomberent cependant bientôt dans les plus extravagantes superstitions. Un seul peuple spécialement choisi de Dieu, & conduit comme par la main, conserva le dépôt de la vraie Religion. Il subsiste encore, dispersé dans les différentes parties de l'univers, portant sur son front un caractère distinctif, qui le rend étranger au milieu de tous les autres peuples, & son existence seule fera toujours un prodige pour une raison attentive. Mais que sont devenus ces lieux, que Dieu honoroit autrefois de sa présence visible, où ses Envoyés célestes venoient exécuter ses ordres, où ils annonçoient la destinée

des plus puissants Empires , où il daignoit renfermer , pour ainsi dire , son immensité , dans d'étroites bornes , pour se communiquer aux hommes ? Objet déplorable pour un cœur fidele.

Qu'est-ce qui a fait naître dans l'esprit des hommes la premiere idée d'un Etre suprême ? Dire avec un poëte , que cette idée fut l'effet de la terreur que le tonnere leur inspira , c'est un paradoxe.

Du tems des premiers hommes , la terre , nouvellement créée , se ressentoit de sa jeunesse. Les hommes habitoient sur les collines. Les eaux , qui inondoient encore la plus grande partie de la terre , ne laissoient appercevoir que de vastes marais , au lieu des vallons & des plaines.

Les exhalaisons qui s'élevoient continuellement de ces eaux marécageuses , devoient occasionner de fréquents météores , que les hommes , accoutumés à les voir , devoient regarder sans crainte. La lumiere du soleil & de la lune , qu'ils voyoient recommencer tous les jours leur course réguliere , ne devoit pas les frapper. Ils étoient donc accoutumés à voir du feu & de la lumiere dans les airs. Ils étoient ac-

coutumés aussi au bruit & aux mugissemens , souvent plus forts que le bruit du tonnerre même , qu'ils entendoient assez constamment dans les cavités des montagnes , au pied desquelles ils habitoient.

Que pouvoit donc avoir le tonnerre de plus effrayant pour eux , que ces divers phénomènes ? La crainte qu'ils en avoient , pouvoit-elle les élever jusqu'à la connoissance d'un Etre suprême ? Ils purent tout au plus soupçonner l'existence de quelqu'Etre plus puissant qu'eux , & s'imaginer que ces hautes montagnes , au sommet desquelles ils n'étoient pas encore parvenus , étoient la demeure de certains géans , qui lançoient de-là leurs foudres.

La vue d'une éclipse de lune n'a fait naître dans l'esprit des peuples effrayés , que l'idée d'un cruel dragon qui vouloit dévorer cet astre. Comment n'ont-ils pas plutôt eu l'idée d'un Etre supérieur , qui vouloit montrer aux hommes que , comme c'est lui qui donne aux astres leur lumière , il peut aussi la leur ôter ?

Le premier qui voulut raisonner sur l'origine des choses , tomba sans doute dans les erreurs du système de Spinoza ,

& y entraîna les autres d'une manière grossière. De-là naquit bientôt le polythéisme. On consacra ensuite les animaux & les plantes, qu'on offrit d'abord comme un hommage dû à la souveraine puissance des Dieux qu'on venoit d'imaginer. Ce qui avoit été dans les commencemens l'effet d'un certain raisonnement, ne fut ensuite qu'une imitation stupide; & bientôt ce fut un crime de vouloir examiner sur quoi étoient fondées les pratiques de Religion, parce que personne ne voulut être regardé comme superstitieux; ceux qui le sont ayant intérêt à ne pas laisser dévoiler leur ignorance. Par-là la superstition fit bientôt les progrès les plus rapides & les plus étendus.

I I.

Il paroît, par ce que nous avons déjà dit, que les fausses Religions étoient un moyen impuissant pour contribuer à l'origine & au soutien des états. Des circonstances imprévues & inévitables purent engager les hommes à se réunir, sans que la Religion y entrât pour rien, & les déterminer à régler leurs droits respectifs les uns vis-à-vis des autres. En vain voudroit-on appeller l'histoire

au secours. La Religion & la superstition se mêlerent bientôt ; & si elles ont contribué en quelque chose à l'établissement des sociétés humaines , ce n'est que comme des causes accidentelles & superflues , qui peuvent cependant quelquefois agir seules. C'est ainsi que dans une armée , des gens qui n'y ont été qu'en qualité de simples spectateurs , prétendent cependant avoir part à la victoire , qu'on auroit également remportée sans eux.

I I I.

Dès que les hommes furent parvenus à la connoissance d'un Etre suprême , un orage suivi d'éclairs & de tonnerre dut naturellement leur faire penser que les Dieux étoient irrités. Il se trouva parmi eux quelqu'un qui , voyant les esprits frappés de crainte , saisit adroitement l'occasion , & parla d'expiations & de sacrifices. Aussitôt on vit couler le sang des béliers & des taureaux ; bientôt celui des hommes mêmes. Les autels fumerent comme des fourneaux , & on prépara des mets aux Dieux. La superstition alla toujours en augmentant. Mais on se trompe , quand on pense que ces fourberies ,

qu'on pourroit regarder d'un côté plus favorable , furent les moyens dont les premiers fondateurs de la société se servirent pour assujettir les hommes. Les rochers & les montagnes sont des digues posées par les mains de la nature : elles subsistent depuis le commencement du monde ; mais les moindres inondations suffisent pour renverser les digues , qui ne sont que l'ouvrage des hommes.

La nature seule apprend aux hommes à borner mutuellement leurs droits les uns les autres : ils s'y accoutumerent , comme à un lien naturel de société , dont l'efficacité est toujours constante ; ce qu'on ne pourroit attendre des liens artificiels. Les hommes n'ont jamais changé de nature ; mais ils ont bientôt passé d'une superstition à l'autre , & de la superstition à l'irreligion & à l'incrédulité. Il n'en est pas de même de la vraie Religion. Plus forte que la nature , elle s'élève au-dessus de toutes les Puissances de la terre : elle ne nous représente pas le firmament , comme une salle illuminée pour le bal , mais comme une magnifique chapelle ardente. Sa lumière est plus vive que celle du soleil ; elle triomphe des passions les plus vio-

lentes ; elle se soutient au milieu des tourmens & des persécutions les plus affreuses. Sa voix est un son harmonieux pour les cœurs qui lui sont soumis : & un tonnerre effrayant pour ceux qui s'écartent de ses Loix.

CHAPITRE V.

Suite du Chapitre précédent.

I.

LA vaste mer qui environne le nouveau monde , a dû être long-tems , pour les Indiens , un sujet de surprise & d'admiration. Le peu de nourriture qu'ils en tiroient par la pêche , put les induire en erreur , & leur faire penser que c'étoit un malheur pour eux , que la nature eût environné leur pays de cet élément. Quelqu'un de leurs philosophes imagina peut-être , que la nature , ayant manqué de terre dans la construction de cet Univers , avoit été obligée de remplir ce vaste abyme d'eau impotable. Fut-elle même potable ; en eût-il tant fallu , pour étancher la soif de l'univers entier ? Mais

quel dut être leur étonnement, lorsqu'ils virent pour la première fois comme des villes entières & des tours élevées s'avancer vers eux en nageant sur cet élément.

Voilà, disoient-ils sans doute, voilà ces Dieux irrités, qui faisoient gronder de loin leur tonnerre sur nos têtes. Voici l'accomplissement de nos prédictions & de nos craintes. Au bruit du canon, dont ces contrées n'avoient jamais retenti, les femmes & les enfans poussent des cris lamentables ; les jeunes - gens , étourrés , restent immobiles ; les vieillards tremblants ne peuvent plus se soutenir sur leurs pieds chancelants.

I I.

Quel dut être encore l'étonnement & la surprise de ces sauvages dispersés en petits troupeaux , dans l'intérieur des terres, lorsqu'ils apprirent la première nouvelle de l'établissement des Européens sur leurs côtes ; lorsqu'on leur dit : non loin de ces contrées que vous habitez, il s'est établi des milliers d'hommes, qui vivent réunis ensemble dans la plus grande paix, quoique leurs biens & leurs troupeaux soient séparés :

chacun , parmi eux , respecte la femme de son voisin , comme un bien sur lequel il n'a aucun droit : ils ont défriché des campagnes immenses dans lesquelles on ne voit plus un brin d'herbe : ils entourent & retournent la terre : après un certain tems , on voit ces mêmes campagnes couvertes d'une herbe très-élevée , qu'ils coupent dès qu'elle jaunit : en la battant , on en fait sortir un grain , dont , après l'avoir écrasé , on fait quelque chose d'assez semblable à des pierres blanches , qui servent de nourriture à ces hommes : on voit à présent des rochers immenses dans ces endroits où on n'auroit pas trouvé auparavant une seule pierre ; & c'est-là l'ouvrage de ces hommes nouveaux : ils y ont creusé des entrées , & ils habitent dans l'intérieur de ces rochers , autour desquels on voit couler des fleuves , qui sont encore leur ouvrage : vos voisins se souviennent encore de n'avoir vu aucune source qui descendît des montagnes voisines : ils ont des armes qui vous sont tout-à-fait inconnues ; & avec de certaines choses entre les mains , ils font un bruit épouvantable : ils s'assemblent souvent tous armés , faisant toutes sortes de mouve-

ments, comme s'ils vouloient fondre mutuellement les uns sur les autres; cependant ils ne se font aucun mal: on ne sçauroit comprendre d'où viennent tous les mouvements qu'ils se donnent, & l'agitation dans laquelle ils se mettent, puisqu'ils n'ont aucun ennemi, ni aucune bête féroce à combattre!

Mais que durent penser ces sauvages, lorsqu'on leur dit: parmi ces peuples, un homme seul, en tout semblable aux autres, pour la taille & la figure, n'ayant rien de remarquable qu'un certain air de gravité, de grands yeux enfoncés, des plumes sur la tête, & quelques coquilles autour du col, fait mouvoir tous les autres aussi aisément qu'une boule qu'il tiendrait dans sa main: la volonté de ce seul homme, est pour tous les compagnons, ce que le soleil & la lune sont pour vous, qui ne reconnoissez aucune autre Puissance supérieure: un nombre infini de ses semblables lui obéisse; &, (chose incroyable!) il les maltraite à son gré: vos voisins, quoique préparés à ce grand événement, n'eussent jamais prévu les funestes suites que l'établissement de ces hommes nouveaux devoit avoir pour eux... Ici, ceux qui

leur racontaient tous ces prodiges , interrompant leur récit , levent leurs mains & leurs yeux vers le ciel , tournent ensuite leurs regards fixes sur la terre ; les uns & les autres expriment par leurs gestes leur profond étonnement , & s'écrient : ô abyme ! ô profondeur !

Parmi ceux de vos voisins , continuent-ils , qui se sont trouvés à portée de ce nouveau peuple , une partie s'est réunie à lui ; grand nombre d'autres ont été cruellement massacrés , & la plupart ont été forcés de s'enfoncer dans les plus sombres forêts , fuyant à travers des précipices , pour se mettre à couvert des poursuites de ces hommes nouveaux , qui répandent partout la terreur. On ne sçauroit , disoient-ils , comprendre tout ce qui se passe. Il faut nécessairement que des génies malfaisans , des Etres invisibles , soient de la partie , & nous avons à craindre les événements les plus funestes. Ils sont déjà venus à bout de détruire toutes les bêtes sauvages ; on n'en voit plus aucune dans toute l'étendue de leurs habitations. Les oiseaux même s'envolent dès qu'ils commencent à faire leur bruit , qu'on trouve cependant

presqu'agréable, dès qu'on y est accoutumé. Il seroit, en un mot, impossible de dépeindre tout ce qui se passe chez ce peuple extraordinaire.

Il s'étoit un jour élevé une dispute entre deux de ces hommes nouveaux ; l'un sembloit vouloir exiger une plus grande quantité d'herbe que l'autre, de cette herbe, dont nous avons déjà parlé : il y avoit quelques piquets plantés en terre, sur lesquels ils faisoient signe ; mais ils ne purent s'accorder. Cet homme au front sévère arrive, fait quelques gestes, regarde les piquets, prononce quelques paroles, & aussitôt les combattans se retirèrent amis. Il n'y a qu'une Puissance invincible qui puisse opérer de tels prodiges. De tems en tems ils font brûler certaines choses sur un gazon élevé ; on ne sçait ce qu'ils prétendent par-là ; c'est sans doute pour honorer quelque Puissance inconnue. A ces mots une frayeur commune les saisit tous.

I I I.

Un récit si extraordinaire ne fut pas sans en effet. Dès que ces sauvages furent revenus de leur premier étonnement, ils commencerent à raisonner

confusément entre eux, sur ce qu'ils venoient d'entendre. Un viellard plus expérimenté conseilla d'envoyer des espions. En attendant les éclaircissements qu'ils nous rapporteront, restons réunis, dit-il, rassemblons nos semblables, dispersés dans ces environs, préparons nos armes, mettons-nous en état de défense, & assurons-nous une retraite sur cette montagne voisine, qui nous offre un asyle assuré. Ce sage conseil fut suivi. Les espions s'étant engagés trop avant, avec peu de précaution, la plupart furent pris & traités comme des gens suspects; les autres se sauverent avec précipitation, & vinrent par de nouveaux récits augmenter l'épouvante générale. En attendant leur arrivée, tous ces sauvages s'étoient rassemblés, & délibéroient entre eux sur le parti qu'il y auroit à prendre. Les uns parloient d'opposer une vigoureuse résistance; d'autres proposoient une alliance, comme le parti le plus sage; quelques-uns, plus effrayés, parloient de se soumettre; d'autres enfin pensoient que la fuite étoit le plus sûr moyen de conserver la liberté. Après bien des considérations, la résistance parut impossible.

l'alliance n'étoit gueres praticable ; il eût fallu une certaine égalité entre les peuples alliés , le plus grand nombre sembloit pencher du côté de la sujétion. Alors ce sage vieillard prenant la parole : pourquoi , dit-il , reconnoissons-nous pour maîtres , des hommes qui nous sont inconnus ? S'il faut que nous obéissions , n'y e-t-il parmi nous personne digne de nous commander ? Retirons nous derriere ces montagnes, nous y serons en sûreté. Imitons là ces hommes nouveaux , accumulons pierres sur pierres ; exerçons - nous au maniement de nos armes , & inventons - en de plus meurtrieres ; un avis si sage fut suivi d'un consentement unanime, & on traversa les montagnes.

L'état formé par ces hommes nouveaux , dont nous avons parlé , s'agrandit , ou peu-à-peu , ou avec rapidité , jusques à ces montagnes , qu'ils regarderent comme des bornes naturelles. N'appercevant plus aucun ennemi , ils se croyoient en sûreté , ne pensant pas que leur sécurité même étoit leur plus grand ennemi. La paix les amollit & devint la source d'une infinité de révolutions intérieures ; tandis

que les sauvages fugitifs , toujours dans la crainte & dans la défiance , toujours les armes à la main , augmentoient tous les jours leurs forces , & se trouverent enfin capables de profiter de l'état de décadence de leurs anciens ennemis , & de les détruire.

CHAPITRE VI.

*De la constitution primitive des états ;
elle n'étoit pas contraire à
l'indépendance.*

I.

RIEN de plus simple que les occupations des premiers hommes vivants en société. Rien de plus borné que leurs rapports & leurs besoins réciproques. La nécessité naturelle qui leur faisoit restreindre mutuellement leurs droits , agissoit d'autant plus fortement , qu'aucun nuage n'obscurcissoit encore les vives lumières de la nature. Rien de plus aisé que de terminer les légers différends qui naissoient entre eux ; ignorant toutes ces formalités introduites par la chicane, ils n'avoient besoin que d'un éclaircissement pour

toute décision. Les occupations les plus pénibles n'avoient rien de bas & de désagréable pour eux, parce qu'elles étoient communes, & que le Chef y travailloit ainsi que les autres Membres de la société.

Ce Chef n'étoit que leur ami, leur arbitre, un conducteur sage qu'ils s'étoient eux-mêmes choisi; chacun sçavoit pourquoi il faisoit ce qu'il faisoit. Mais, les lumieres primitives s'obscurcissant peu-à-peu, on commença à s'écarter des Loix de l'équité naturelle, & il devint nécessaire de donner une pleine autorité aux décisions d'un Chef éclairé.

I I.

Malgré l'harmonie qui régnoit dans les premières sociétés à mesure qu'elles prirent un certain accroissement, & que le nombre de ceux qui les composoient augmentât, il arrivoit souvent qu'on se gênoit mutuellement dans l'exercice de ses droits naturels. Il fut donc nécessaire de choisir un arbitre commun, adopté & reconnu de toute la société, qui fût chargé de maintenir chaque particulier dans ces droits mêmes, ou, ce qui revient au

même, qui déterminât la manière dont on devoit mutuellement les restreindre pour le bien commun, & par conséquent, pour l'avantage de chaque particulier. Il n'eût pas été possible alors de se faire soi-même justice. Un seul particulier eût-il pu résister à plusieurs personnes réunies contre lui? La nécessité, ou différents événements les ayant rassemblés, c'étoit comme s'ils se fussent trouvés réunis par hasard dans un vaisseau en pleine mer. Eussent-ils pu, dans ce cas, refuser d'obéir au Capitaine du vaisseau, & en ôter la conduite au Pilote?

I I I.

Chacun conservoit donc sa liberté, en se soumettant à un ou plusieurs Chefs, qui entierement indépendants de toutes les autres sociétés existantes dans les différentes parties de la terre, dépendoient à leur tour de la société qui les avoit élus. Mais cela n'eût pas suffi pour assurer l'indépendance de la société entière; il falloit veiller continuellement sur les hommes qui, n'étant point Membres de la société, eussent pu former des entreprises contre elle. Quoi de plus avantageux, que de

se décharger de ce soin sur un ou plusieurs Chefs? Il fut nécessaire de subjuguier les uns; on fit alliance avec les autres. Ainsi le premier & le principal motif des guerres qu'on entreprit, fut la conservation de l'indépendance. Les entreprises dictées par l'ambition & par la fureur de conquérir, qui en est une suite; les roues que l'avarice fait mouvoir dans cette grande machine, ne sont rien d'essentiel. Ces passions jouent encore aujourd'hui; mais leur jeu est souvent interrompu. Un vent léger suffit pour brouiller les cartes; &, sans cet accident, la partie est plus souvent perdue que gagnée: or c'est partie remise.

I V.

La conservation de la liberté & de l'indépendance naturelle, est donc le vrai fondement des sociétés. Je n'entreprendrai pas de réduire en principes les moyens que chaque état dut employer, conformément à sa position particulière, pour atteindre ce but. L'honneur, la vertu, la politique, l'amour de la patrie, sont des moyens généraux d'une utilité commune à tous les états.

Pour être indépendant , l'homme borna ses droits, mais à condition que les autres borneraient de même les leurs; & qu'ainsi il ne dépendroit en aucune façon de personne , qui , à son tour, ne dépendît de lui. L'indépendance des sauvages vivants dispersés dans les forêts, est quelque chose d'accidentel & d'incertain ; & peu importe pour l'état de la question, qu'il y ait dans le monde de tels sauvages ou non. Il s'agit ici de considérer, si un homme placé, dans certains rapports, vis-à-vis d'autres hommes, est réellement libre. Il ne peut l'être, si ceux dont il dépend, ne dépendent aussi de lui. Si l'homme obéit, c'est pour forcer à l'obéissance ceux qui auroient voulu usurper sur lui une autorité arbitraire. S'il exécute les ordres d'un de ses semblables, c'est afin qu'ils soient aussi exécutés par les autres, dans les occasions qui se trouvent avoir quelque rapport avec la conservation de sa liberté. Tel est le vrai fondement de tous les Empires, & le plus sûr lien de la société. C'est l'amour de l'indépendance, gravé dans le cœur de tous les hommes, qui les a réunis. On a vu des états détruits & renversés de fond en comble ; mais

on n'a jamais vu que les hommes qui les composoient , se soient trouvés , après leur ruine , dans l'état des sauvages dispersés. Qu'est-ce qui a pu les tenir réunis , après une si grande révolution , si ce n'est le principe naturel de société dont nous parlons ? Il n'est pas nécessaire pour cela que les vues des hommes aient été expressément dirigées vers cet objet ; c'est un sentiment naturel , qui agit en eux , sans qu'ils s'en apperçoivent ; de même qu'ils acquierent un nombre infini de connoissances , sans sçavoir comment ils les acquierent. Ils remarquent , avec une sagacité inconcevable , la différence qu'il y a entre les objets qui se présentent le plus communément à leurs yeux , ou qui ont le plus de rapport avec eux. L'instinct compense la réflexion ; il influe nécessairement sur leurs actions , tantôt avec plus , tantôt avec moins de force.

Qu'on ne s'imagine cependant pas qu'il y ait jamais eu , ou qu'il puisse jamais y avoir aucun état , dont la forme soit réellement telle qu'on la conçoit dans la spéculation. Il ne faut pas se laisser éblouir par de fausses lueurs.

CHAPITRE

CHAPITRE VII.

Quelle est l'idée qu'on doit se former de l'état naturel des hommes.

I.

ON peut considérer l'état naturel des hommes, ou en soi-même, ou en opposition à l'état civil & politique. Nous avons déjà assez parlé de l'état de nature des hommes, dans le premier sens. Ce que nous en avons dit peut fournir matière à de vastes réflexions. L'état de nature opposé à l'état civil, est, suivant l'idée commune, une entière liberté, sans aucune dépendance. Mais il y a ici quelques observations à faire.

On ne peut nier qu'il y ait une subordination naturelle. Le fort est naturellement supérieur au foible ; le grand nombre, au petit nombre. Un état déjà formé, domine nécessairement sur tous ceux qui n'ayant encore aucune forme de société fixe, se trouvent à sa portée. Pour maintenir leur indépendance, ils sont obligés de se

D

réunir , & d'imiter la constitution de l'état voisin. Les nations sauvages mêmes ne sont pas , en ce sens, sans une certaine dépendance. Elles obéissent directement ou indirectement à un ou plusieurs Chefs; elles dépendent , sans le sçavoir , des états établis dans les différentes parties de la terre , a portée desquels elles sont situées , ou avec lesquels elles se trouvent avoir quelque relation. La nature, en créant l'homme libre , ne l'a donc pas dispensé de toute sujettion. Il ne suit cependant pas de là , que les hommes ne pussent vivre dans une entiere indépendance. On ne doit juger que d'après les circonstances particulieres où ils se trouvent.

On peut considérer un Chef , ou comme établi suivant la forme naturelle , ou comme établi suivant la forme artificielle. Un Chef , considéré dans sa forme naturelle , est une ou plusieurs personnes , qui représentent une société entiere , dont ils ne sont eux-mêmes que les Membres , & qui maintiennent , au nom de tous , les droits communs de la société; ce qui n'est pas au pouvoir de chaque particulier.

I I.

Chaque homme a un droit naturel sur tout ce qui peut lui servir de moyen pour parvenir à ses fins, dès qu'elles sont renfermées dans les bornes de l'honnêteté. Dès que le hasard, ou des circonstances inévitables, ont mis plusieurs hommes dans la nécessité de vivre ensemble, la connoissance des secours qu'ils peuvent tirer les uns des autres est un lien naturel qui sert à les unir, tandis que la crainte qu'ils ont de se voir traversés dans leurs projets par leurs semblables devient en même tems une source de division. Chacun exige des autres qu'ils fassent ce qui peut servir à ces vues, & qu'ils s'abstiennent de ce qui leur seroit contraire. Le Chef maintient, au nom de tous, ce droit naturel; il détermine les bornes mutuelles des droits respectifs de chacun. Il change en un rapport harmonieux leur dépendance réciproque les uns des autres. Les droits de chaque Membre de la société se réunissent, & forment un tout qui compose le droit commun de la société & qui, devient la constitution morale intrinsèque de l'état. Un Chef est donc, en

second lieu, un Membre distingué de la société, qui détermine les droits respectifs des particuliers, suivant les Loix de la nature, & qui les maintient & les exerce, au nom de tous, contre tout ce qui pourroit être contraire à l'indépendance naturelle.

Dépendre d'un tel Chef, c'est être vraiment indépendant. Ce Chef lui-même doit borner ses droits naturels, si on le considère, non comme personne publique, mais comme un individu particulier; car, dans le premier sens, c'est la société entière qui agit en lui. Suivant ces Loix de la nature, une Puissance illimitée, & par conséquent arbitraire, ne peut être que quelque chose d'artificiel. La nature ne souffre ni despote, ni esclave. Les Chefs établis conformément aux lumières naturelles, sont à leur tour dépendants, & comptables à toute la société. Ils ne sont que les Juges & les Généraux; & ils ne sont Législateurs qu'en ce sens, qu'ils proposent les Loix: mais elles tirent toute leur force, du consentement de la société.

I I I.

Un Chef, tel que nous venons de le définir, maintient ceux qui lui sont

soumis , dans leur état & dans leurs droits naturels , toin de les détruire. A considérer les choses en elles-mêmes , le genre - humain a pu subsister , sans le secours de ces différentes formes de Gouvernement , qui se sont établies peu-à- peu. Plusieurs hommes pouvoient vivre dans la même contrée, sans avoir rien de commun les uns avec les autres : ils auroient pu de même former une espece de société , sans choisir aucun Chef. Quelque heureux événement pouvoit rassembler des hommes bien nés, & accoutumés à n'agir que d'après les lumieres de la raison , & les porter à se réunir & à se prêter un secours mutuel dans leurs entreprises , sans qu'il y en eût parmi eux aucun qui fût chargé de représenter la société , & d'en maintenir les droits. Mais l'état de nature subsistoit aussi parmi ceux qui se soumettoient à des Chefs , dans les vues dont nous venons de parler.

I V.

De tels Chefs , établis conformément aux instructions de la nature , & renfermés dans leurs bornes naturelles , n'ambitionnoient gueres ces marques

affectées de respect , qui se sont introduites dans la suite des tems. La nature ne connoît pas les Loix tyranniques de la majesté, prises dans toute leur étendue. Celui qui cessoit d'être Chef , devenoit dès ce moment en tout égal aux autres Membres de la société. Comme c'étoit la nature seule que l'on consultoit, on traitoit les Chefs qui étoient faits prisonniers , aussi durement qu'on traite parmi nous les plus misérables d'entre les hommes. On ne connoissoit point alors ces Loix établies parmi nous , qui assurent le respect aux Chefs, même dans les circonstances les plus malheureuses. Il ne faudroit avoir aucune connoissance de l'histoire , pour ignorer qu'on ne rendoit point aux premiers Rois les honneurs que nous leur rendons aujourd'hui. A présent , chaque Monarque se respecte soi-même dans la personne de ses égaux. Le moral n'est pas universellement naturel , mais particulièrement naturel ; & il y a le moral naturel & le moral artificiel.

Un Chef choisi d'après les vues de la nature , & qui se conduisoit conformément à ses vues , ne cessoit point d'agir dans le commerce de la vie .

avec tous les Membres de la société, comme avec ses égaux ; à-peu-près comme les Officiers en agissent avec les Soldats hors du service ; ou plutôt, comme un Général en agit, un jour de bataille, avec ses Soldats, qu'il traite comme ses freres, & auxquels il donne les plus grandes marques de confiance.

V.

L'état naturel de l'homme est donc celui où, soit en société, soit hors de la société, soumis à des Chefs, ou n'en reconnoissant point, il jouit de sa liberté naturelle, conformément aux Loix de la nature, & aux bornes qu'elle lui prescrit. Car la nature ne permet pas généralement aux hommes de faire usage de leur liberté dans toute son étendue ; elle veut qu'on sçache y mettre des bornes, conformément aux circonstances & à la position où l'on se trouve. Un sauvage, seul dans les bois, vit comme il veut, & comme il peut. Un sauvage, vivant en société (naturelle), obéit à la nature, qui lui apprend à borner ses droits naturels, & à se conduire dans cette circonstance autrement qu'il ne feroit, s'il étoit seul dans

les bois. En résistant à des ordres déraisonnables , il agit conformément à sa liberté naturelle ; en se soumettant à une autorité conforme à la raison , il obéit à la voix de la nature.

Il y a un genre de société naturelle, & un genre de société artificielle. La société naturelle ne détruit point l'état naturel. Plusieurs hommes peuvent vivre ensemble, & avoir des vues communes, & maintenir cependant leur liberté naturelle dans toute son étendue, sans qu'elle soit restreinte dans d'autres bornes, que celles qu'ils y mettent volontairement pour parvenir à leurs fins. On appelle sauvages les hommes naturellement insociables. On donne aussi le nom de nations sauvages à des sociétés naturelles d'hommes non civilisés, soit que leur état soit anarchique, soit qu'elles obéissent à certains conducteurs qu'on peut regarder comme leurs Chefs.

La société naturelle est aussi naturellement ou artificiellement telle. Celle-là suppose nécessairement des mœurs, & un Chef dont l'autorité doit être bornée, de façon qu'il ne puisse agir vis-à-vis de ceux qui lui sont soumis, que conformément aux

instructions de la nature. L'homme, dans cette société, vit toujours dans l'état naturel ; car on doit compter pour rien quelques légers changemens qu'on y remarque. On reconnoit une société artificiellement civile, si l'on peut s'exprimer ainsi, soit à sa constitution qui s'écarte en tout ou en partie de la nature, soit à des mœurs affectées & contraires à la nature.

CHAPITRE VIII.

*De l'élection des premiers Chefs des sociétés.*⁸

I.

IL y a lieu de douter que les premiers Chefs l'aient été par voie d'élection formelle. C'étoient des hommes, qui par les qualités de l'esprit ou du corps, s'acquéroient peu-à-peu l'estime & la considération publique, & parvenoient enfin par-là à être regardés comme les Chefs de la société, plutôt par un consentement tacite de tous les Membres, que par une élection formelle. Il y en eut quelques-uns

qu'on pourroit regarder comme des Chefs nés. Les Chefs des grandes familles avoient une autorité naturelle sur leurs enfans; le gouvernement de la famille leur appartenoit. Ceux qui s'unissoient par les liens du sang à ces petites sociétés dispersées s'accoutumoient à une soumission naturelle. Ce seroit cependant se tromper, que de vouloir deriver de là l'origine de tous les Empires, sans distinction, ou en tirer des conséquences pareilles.

La mort du premier Chef devint l'origine des élections. Avoit-il travaillé avec succès au bien de la société; s'étoit-il distingué par la sagesse de son gouvernement & par son amour pour ses sujets: on faisoit l'éloge de ses vertus; on honnoroit ses cendres, comme celles d'un bon pere; tout le peuple les arrosoit de ses larmes. S'il avoit un fils héritier de ses vertus, d'une voix unanime il étoit proclamé son successeur. Au défaut d'un fils, c'étoit le sage Ministre qui l'avoit aidé dans l'administration des affaires. Quelquefois on laissoit l'autorité entre les mains de son épouse vertueuse, & également chérie, jusqu'à ce qu'elle se choisît un autre époux

digne de partager la couronne avec elle. Ou enfin on se déterminoit en faveur de quelqu'un des Généraux qui s'étoient le plus distingués dans la guerre.

Mais si ce Chef avoit gouverné d'une manière tyrannique, sa famille & ses Ministres également odieux, n'avoient aucune part aux suffrages du peuple, qui transportoit le sceptre dans quelqu'autre famille, ou qui changeoit la forme du gouvernement. Un Ministre ambitieux cachoit quelquefois la mort du Chef, & continuoit à gouverner sous son nom. Le peuple s'en appercevoit enfin, & content de son administration, consentoit expressément ou tacitement à son usurpation, & le rendoit ainsi juste possesseur d'une autorité qu'il avoit d'abord usurpée.

I I.

Ces élections étoient, il est vrai, fortuites, & n'avoient point une forme réglée; mais elles n'en étoient que plus conformes à la nature. Les Membres de la société agissoient avec une promptitude naturelle, & leur choix étoit conforme aux circonstances où ils se trouvoient. Peut-on attendre un plus

heureux succès des élections faites par des esprits spéculatifs, ou par des électeurs dont le nombre est déterminé; ce qui devient une source de factions. On n'a rien à craindre de la précipitation, ou plutôt, d'une prompte délibération, qui est naturelle dans ces circonstances, & que le peu d'étendue de nos lumières rend en quelque façon nécessaire. Il est dans la nature, que, dans la succession des Chefs, il s'en trouve d'un mérite inégal. Cela arrive dans les successions héréditaires, comme dans celle où l'élection a lieu. En un mot, tout un peuple rassemblé, élisant un Chef sans hésiter, & conformément aux circonstances, fait ordinairement un choix heureux, & toujours libre. Il n'y a pas la même liberté dans les élections qui se font de nos jours.



CHAPITRE IX.

*Si la succession héréditaire est préférable
à la voie de l'élection.*

I.

L'ÉLECTION, ainsi que la succession héréditaire, donne aux peuples des Chefs tantôt bons, tantôt mauvais; tantôt dignes de les gouverner, tantôt incapables de le faire. L'une & l'autre deviennent quelquefois une source de guerres & de révolutions. Dans les premières sociétés naturelles, les Chefs ne jouissoient pas de la considération & de la distinction dont ils jouissent parmi nous. Les prérogatives attachées à cette dignité étoient trop peu considérables, pour que les enfants d'un Chef, ou ses proches, ambitionnassent avec ardeur de lui succéder, ou qu'ils se trouvassent offensés d'être exclus de la succession. Suivant les circonstances où se trouvoit la société, tantôt c'étoit un homme distingué par ses lumières, tantôt un homme supérieur aux autres par les

forces du corps, & par son habileté dans l'art militaire, qui, sans attendre d'élection, prenoit de lui-même le timon des affaires. La société lui sçavoit gré de son zèle patriotique; & on continuoît à vivre avec lui dans la plus grande union. Il est des Héros qui naissent tels; il en est que l'imitation a formés. Les exemples instruisent & animent. De tels successeurs n'ont pu manquer si tôt.

Un Chef pouvoit aussi proposer à la société un digne successeur, & lui éviter par-là les dangers & les embarras d'une élection. Ces successions naturelles sont, ce me semble, les meilleures. Mais elles ne sont plus propres à la constitution présente des sociétés; & les états les plus heureux sont ceux où les Loix pourvoient à la succession dans tous les cas possibles, ceux où on n'est jamais exposé aux cabales d'une élection.

I I.

Rien ne prouve davantage l'affoiblissement & la décadence d'un état, que lorsque la succession au trône est tantôt héréditaire, tantôt par voie d'élection, sur-tout d'élection militaire.

Cependant les principes naturels y agissent encore long-tems avec efficacité.

Pendant plus de quatre cents ans, les Empereurs Romains, soit chrétiens, soit payens, se sont succédé par voie d'élection militaire ; si on peut toutefois donner ce nom aux proclamations tumultueuses des soldats, qui revêtoient de la pourpre impériale ceux qui leur étoient le plus agréables ; & enfin ceux qui sçavoient gagner leurs suffrages, par de plus grandes largesses.

C'étoit une confusion plus pitoyable encore dans l'Empire d'Orient, si on en excepte quelques regnes heureux. Un pâtre, un gardeur de cochons, pouvoit prétendre aussi hardiment au trône, qu'un fameux Général issu des familles les plus illustres ; & il étoit sûr de faire réussir plus aisément son élection, que ne peut le faire un Polonois, fier de l'ancienne noblesse de ses ayeux. Malgré une telle confusion, cet Empire se soutint jusqu'au milieu du cinquieme siecle : car Arcadius mourut en quatre cent-huit ; & les Turcs ne se sont rendus maîtres de Constantinople qu'en mil quatre cent cin-

quante-trois. Telle est la force & l'efficace des principes naturels. Ce qui a reçu une fois une existence fixe , ne se détruit pas si aisément , quoique tout semble concourir à sa destruction. Mais je n'examine pas ici comment l'Empire Romain a pu , après sa division , se soutenir si long-tems contre ses ennemis étrangers ; mais comment ses divisions militaires, & la confusion qui régnoit dans la succession à l'Autorité souveraine, n'ont pas plutôt occasionné son entière destruction ; & c'est en ce sens que j'ai dit que ce qui a été établi conformément aux lumieres naturelles , se soutient long - tems par la force active des principes naturels.

I I I.

Dès qu'il se forme une de ces sociétés naturelles dont nous avons parlé, les Membres de la société se gouvernent eux-mêmes , & transmettent à leurs descendants les principes suivant lesquels ils agissent. Plus un état s'aggrandit , soit intérieurement par la population , soit en étendant ses bornes extérieures , plus l'influence immédiate du Chef sur les actions des particuliers diminue. Ce Chef, qui représente la so-

ciété entière, a alors lui-même besoin de sous-représentants. Loin que cela nuise au bien commun, cela sert au contraire à suppléer ce qui pourroit manquer aux Chefs, & à empêcher le mauvais effet des erreurs dans lesquelles ils pourroient tomber, ou des fautes qu'ils pourroient faire.

Plus le gouvernement d'un état est foible, plus les hommes qui en sont les Membres, se gouvernent, en un certain sens, eux-mêmes. Mais les relations qu'un tel état qui s'affoiblit, & qui semble tendre à sa chute, a avec les autres états, s'opposent à la destruction de sa constitution politique, le soutiennent dans cette crise intérieure, & empêchent la dispersion des Membres qui le composent. Ces mêmes rapports le maintiennent encore souvent contre les attaques d'un ennemi étranger.



CHAPITRE X.*De la forme naturelle de gouvernement.*

I.

IL est aisé de se former une idée du gouvernement naturel , d'après tout ce que nous avons dit jusqu'ici. Les noms de monarchie , d'aristocratie , d'oligarchie , de démocratie , ou autres inventés pour exprimer les formes factices de gouvernement , ne lui conviennent point.

Un état naturel est une société d'hommes qui s'unissent pour maintenir leur indépendance. Ils choisissent parmi eux un ou plusieurs Chefs chargés de veiller aux intérêts communs de la société, & d'empêcher ce qui pourroit détruire les liens qui les unissent. Mais par rapport à ces intérêts particuliers , ce Chef n'a aucune prérogative sur les autres Membres de la société. Un état qui ne seroit fondé que sur la force & la violence , & où les hommes seroient contraints d'obéir malgré eux, ne sçauroit être regardé que comme

un vrai état originaire ; il n'auroit pu subsister dans les premiers tems. La force a bien pu réunir pendant quelque tems un certain nombre d'hommes, & les assujettir malgré eux à une certaine soumission ; mais dans le tems même qu'ils vivoient ainsi dans une sujettion forcée, la nature agissoit en eux, & préparoit tout pour une constitution naturelle, qui commençoit dès qu'une révolution faisoit cesser la violence. Ainsi l'assujettissement des hommes a été plutôt l'occasion que l'origine de la fondation des Empires.

I I.

Une forme de gouvernement naturelle ne donne aucune autorité aux uns sur les autres. La nature n'assujettit personne. Elle ignore la distinction de maître & de sujet. Sous ses Loix, tous les hommes sont libres & n'ont entr'eux que certains rapports extérieurs, tels que ceux qui lient encore aujourd'hui entr'eux les Souverains de différents Etats. Dans un tel gouvernement, le Chef représente & dirige la société, mais ne la gouverne pas. Quelle que soit la forme que ce gouvernement acquiert par la suite des

tems, ces principes fondamentaux subsistent toujours; & il n'est aucun état dont on puisse regarder la constitution comme naturelle, ou qui puisse subsister naturellement, si l'autorité souveraine y est illimitée. Le caractère distinctif d'une constitution de gouvernement naturelle, est donc la limitation de la Puissance suprême, quelque forme qu'on donne d'ailleurs à cette constitution.

I I I.

Il est faux que la société entière ait naturellement une autorité souveraine sur chaque Membre en particulier, & qu'elle ait remis cette autorité entre les mains d'un ou plusieurs Chefs qui la représentent. En vain voudroit-on objecter le fait contraire. Je conviendrois en tous cas, qu'il pourroit y avoir une cession morale du pouvoir suprême, telle que celle qui fut faite en faveur de l'Empereur Auguste, (on ne sçauroit cependant la regarder comme une vraie cession dans le sens naturel) s'il étoit vrai que la société entière possédât l'autorité souveraine. Mais ce pouvoir suprême, je le répète, n'existe point dans la société. D'où pourroit-il

provenir, puisque tous les Membres sont également indépendants, & que c'est pour conserver leur indépendance, qu'ils se sont réunis? Qui est-ce qui eût pu donner une autorité morale aux uns sur les autres? Une telle convention eût été contraire à la nature. La puissance qu'elle donne aux forts sur les foibles, exista toujours; mais ce n'est pas de cette puissance physique dont il s'agit ici. C'est au contraire pour se soustraire à cette subordination physique, que les hommes ont formé des sociétés. Si quelqu'un étoit accusé d'agir d'une manière contraire à ce but commun, on pouvoit, suivant les circonstances, ou le bannir de la société, ou le traiter en ennemi, ou l'engager à une retraite volontaire.

I V.

Sous la conduite des Chefs qu'on s'étoit choisis, la société pouvoit se réunir pour user de ses forces physiques, contre quelques Membres particuliers, soit en petit nombre, soit en grand nombre, dès que les circonstances le demandoient, pour le maintien de la constitution, & le bien commun de la société. Mais à ne consulter que les

Loix de la nature, on ne sçauroit regarder comme coupables ceux contre qui la société employoit ses forces, lorsqu'à leur tour ils employoient la force pour lui résister, ou qu'ils tâchoient d'éluder sa puissance par quelque autre moyen.

Il n'en est pas de même de la puissance morale, considérée dans son opposition à la puissance ou à la force physique. Si la société avoit une pareille puissance suprême sur les particuliers, il s'en suivroit que les deux riers domineroient toujours sur l'autre tiers, & pourroient à leur gré le priver de sa liberté, de ses biens, de sa vie même.

Dans une constitution de gouvernement naturelle, dont il est ici question, la puissance du Chef ne pouvant être illimitée, sans donner atteinte à la liberté des Membres de la société, il est évident qu'une telle puissance ne peut pas, pour la même raison, résider dans la société entière, puisque chaque particulier seroit ainsi toujours sujet à un pouvoir suprême, & par-là même ne seroit pas en effet libre, puisque la liberté consiste à ne dépendre moralement de personne; & que chaque Membre peut

regarder le corps entier de la société comme n'étant , à son égard , qu'un simple particulier. La suite de cet ouvrage éclaircira ces propositions , qui au premier coup-d'œil paroîtront peut-être hasardées & destituées de fondement , à ceux qui n'écoutent que le préjugé.

Tout ce que nous venons de dire , prouve évidemment qu'une constitution naturelle de gouvernement , ne peut être ni Monarchique , ni Aristocratique , ni Démocratique ; puisque toutes ces différentes constitutions sont fondées sur une puissance souveraine ; soit qu'elle réside dans une seule , ce qui constitue la Monarchie ; soit qu'elle réside dans les principaux de la nation , ce qui forme l'Aristocratie ; soit enfin qu'elle réside dans le peuple en général , sans distinction d'états , d'où résulte la Démocratie. En un mot , ni la société entière , ni les Chefs qui la représentent , n'ont , dans une constitution naturelle , aucune puissance sur les différents Membres de la Société. Elle ne fait , au contraire , qu'assurer leur indépendance , maintenir leur égalité , & les soustraire à une subordination physique. Il est nécessaire , & il

suffit , dans une société naturelle , de borner mutuellement ses droits naturels ; de sçavoir distinguer ce qui peut être permis ou convenir à la société entiere , & ne pas être permis aux particuliers de remplir les devoirs relatifs à la vie sociale & tendants aux bien commun. Or tout cela n'a rien de commun avec la souveraine puissance. Le pouvoir suprême, au contraire, détruit toute égalité entre les Membres de la société. Le Chef , au lieu de représenter uniquement la société , en devient le maître ; tous les Membres deviennent autant de sujets. La distinction de Spartiates & d'Ilores s'établit ; & quelque modéré que soit l'usage de cette puissance , c'est toujours l'épée nue suspendue à un fil de soie.



CHAPITRE XI.

Du climat, & quelles sont les meilleures formes artificielles de gouvernement.

I.

JE ne m'étendrai gueres sur ce qui regarde le climat. Je ne sçais quel Auteur a dit : *tales sunt hominum mentes, quales sol terras lampade illustrat suo*. C'est ce que le poëte Wieland a eu en vue, lorsqu'en examinant la nature des choses, il dit : « vous qui sur » des tables sacrées gravez les droits » des nations ; vous qui déterminez ce » que le devoir défend & ce qu'il permet, Législateurs des peuples, souvenez-vous que la nature ne se laisse pas astreindre par-tout aux mêmes Loix. Accordez quelque chose au climat, & modérez vos demandes. En vain voudriez-vous éteindre entièrement le feu qui pétille dans les veines de l'Africain : il suffit d'en modérer sagement l'ardeur, & de lui apprendre à calmer le feu de ses

E

» passions. Ce qui peut être permis aux
» habitans de la Zone Torride , ne
» doit pas l'être aux habitans du Pole ;
» sçachez donc ce qui convient à cha-
» que climat ».

Tout cela peut bien s'entendre de certaines variétés accidentelles dans les mœurs & de la maniere de vivre ; mais le climat n'influe proprement en rien sur les vraies Loix fondamentales , & sur la forme du gouvernement. Nous voyons en Afrique des gouvernemens républicains , comme des gouvernemens monarchiques ou despotiques.

I I.

Chaque pays a des plantes , des fruits , des animaux qui lui sont particuliers ; & c'est au climat sur tout que nous attribuons cette diversité qui se remarque dans les productions de la nature. Parmi les hommes on trouve aussi des peuples différents les uns des autres pour la figure , la couleur , la durée ordinaire de la vie. Quelle diversité ne remarque-t-on pas dans la maniere de vivre , les mœurs , les usages , la religion des différents peuples ? Les uns sont entierement effeminés , les autres sont tous robustes & guerriers ;

sans parler de ces nations entières de Nains & de Géans qui, si elles existoient, sembleroient être une des preuves des plus fortes pour ceux qui attribuent toutes ces variétés au climat. Mais ces mêmes nations aujourd'hui si effeminées, n'étoient autrefois connues que par leur bravoure & leur constance infatigable dans les entreprises les plus pénibles & les plus périlleuses. Comment attribuer au climat des effets si contraires? Mais pour prouver son influence, qu'on nous dise si on a jamais trouvé, dans aucun climat, des hommes vivants ensemble dans une société purement physique, comme un troupeau d'animaux. Qu'on nous apprenne encore si ces hommes étoient capables, ou non, d'une société morale. S'ils n'en étoient pas capables, on ne peut pas dire qu'ils vécutssent dans la forme de gouvernement la plus convenable au climat, puisqu'on ne sçauroit donner le nom de gouvernement à une constitution purement physique; autrement on pourroit demander aussi suivant quelle constitution se gouverne un troupeau de cerfs, de bœufs, de moutons, qui vivent ensemble. Mais s'ils étoient capables de

se réunir en société morale, la constitution naturelle de gouvernement, dont nous avons déjà parlé, pouvoit leur convenir, sous quelque point du ciel qu'ils habitassent, ainsi qu'elle convient aux autres hommes ; c'est-à-dire qu'ils pouvoient se réunir pour conserver leur indépendance naturelle, & fonder ainsi un état naturel.

La température de l'air n'est pas la même dans tous les pays situés sous le même degré de latitude, mais sous différents degrés de longitude. La disposition & la qualité du terrain occasionnent des différences sensibles. Il faudroit encore connoître les premiers habitans de chaque pays, pour juger de ce que l'influence du climat a pu opérer sur leurs descendants. Quand même il seroit généralement constant qu'après avoir resté un certain tems dans un climat étranger, on éprouve un changement sensible par rapport au tempérament du corps ; ce seroit, il est vrai, quelque chose : mais il ne s'en suivroit pas que l'ame se ressentît de ce changement ; encore moins que le climat influe sur le génie & la volonté des nations entières. La température de l'air peut, il est vrai, agir sur le corps,

mais sans donner atteinte aux facultés de l'ame.

En un mot, ce n'est pas au climat que nous devons attribuer nos vertus & nos vices. On n'est pas bon ou méchant, parce qu'on est sous tel ou tel degré de latitude. On peut être chaste sous la Zone Torride, & impudique au milieu des glaces du Nord. On peut soumettre aux mêmes Loix les François & les Russes; & s'ils se servent des mêmes armes, & qu'ils soient également exercés à les manier, ils peuvent les uns ou les autres également prétendre à la victoire.

La prudence exige, sans doute, que les Législateurs aient égard au climat. Mais il ne s'en suit pas que ce soit au climat qu'on doive attribuer la diversité de mœurs & d'usages. Ces mêmes Législateurs eussent pu en introduire de contraires; peut-être, il est vrai, plus difficilement. Que n'ont pas fait les Jésuites des habitans du Paraguai? Et que n'en feroient-ils pas encore?

I I I.

Depuis le tems qu'on écrit sur les différentes formes artificielles de gouvernement, & qu'on examine quelle

est celle qui est la plus propre à rendre les peuples heureux ; il est surprenant qu'on n'ait pas pensé à examiner quelle seroit celle qui conviendrait le mieux à tel ou tel peuple en particulier , eu égard à sa situation & à sa position tant intérieure qu'extérieure. A considérer les choses en général , il n'est aucune de ces formes de gouvernement qui mérite la préférence sur l'autre.

On ne regardera pas sans doute les Fondateurs des premières sociétés , comme des gens qui examinoient quelle seroit la constitution qui conviendrait le mieux à l'état qu'ils vouloient fonder. Ils étoient guidés , ou plutôt entraînés par le hasard & par la nature des circonstances.

Guidés par la nature , ils ne s'unifesoient d'abord que dans la seule vue de maintenir leur indépendance & le libre exercice de leurs droits naturels , & de profiter des secours mutuels qu'ils pouvoient attendre les uns des autres dans la vie sociale , sur-tout par rapport à la conservation de leur propre vie & à leur population. De leur réunion en société , naissoient certaines dispositions , certains arrangements

conformes aux circonstances ; & il est aussi surprenant , que naturellement possible & concevable, comment en dépendant, en quelque façon , mutuellement les uns des autres, chacun conservoit réellement son indépendance dans cette constitution naturelle , qui, excluant toute puissance souveraine , ne sçauroit par-là même s'accorder avec aucune forme de gouvernement artificielle. Il peut cependant se faire, que dans certaines circonstances on ait préféré , dans ces sociétés naturelles , un seul Chef, ou plutôt un seul représentant de la société, à plusieurs.

I V.

Un état déjà formé détermine ordinairement la forme des états qui commencent à se former dans l'étendue de ses limites , ou qui changent leur ancienne constitution. Mais ce n'est pas l'éloignement ou la proximité seule , qui décide de l'influence d'un état , sur la constitution des autres ; ce sont sur-tout les rapports que ces états peuvent avoir entr'eux, à cause de leur position respective , qui en déterminent la forme.

V.

Les mêmes causes qui ont donné naissance à la république de Hollande, empêcheront toujours que cet état ne devienne une monarchie particulière. Il en est de même de Venise. Il ne restoit aux Anglois, chassés de leur patrie, qu'à se retirer, les uns dans un coin abandonné de leur isle, & d'y vivre sous la constitution de gouvernement la plus naturelle qu'il étoit possible, moins par choix que par la nécessité des circonstances; les autres, dans cette partie de la France, dont ils s'étoient rendus les maîtres, non pour fonder de nouveaux Empires, mais plutôt pour s'assurer une retraite, ou ils pussent attendre leur destinée, & recevoir la loi du premier qui seroit assez puissant pour la leur donner.

Après s'être soustraits à la domination Autrichienne, il ne restoit aucun choix aux Suisses. Il falloit nécessairement qu'ils établissent chez eux, quant à l'essentiel, la forme de gouvernement qu'ils ont encore aujourd'hui. S'ils se fussent choisi parmi eux un Roi, ils n'eussent jamais réussi à conserver leur liberté, & à former un

état particulier ; à moins que ce n'eût été du consentement de toutes les Puissances de l'Europe, contractantes en Westphalie en mil six cent quarante-huit. On peut dire la même chose des Hollandois.

La Suede ne sçauroit plus faire aucun changement essentiel dans la constitution de son gouvernement , sans le consentement de la Russie & des autres Puissances du Nord. Le Danemarck , la Suede & la Norwege pourroient aisément dépendre du même Souverain , & être gouvernés par les mêmes Loix.

Il ne s'agit point ici de ces révolutions subites , qui changent tout-à-coup la forme du gouvernement. Ce sont de ces causes violentes & extraordinaires auxquelles on ne doit pas plus avoir d'égard dans ces considérations systématiques , qu'un philosophe qui étudie le cours régulier de la nature , n'a égard aux tremblements de terre , aux inondations & aux ouragans subits , qui ne dérangent point le total des Loix de la nature. Il ne s'attache qu'au cours uniforme & constant des choses , & fonde là-dessus les conclusions les plus naturelles.

Au commencement on va droit , & on s'apperçoit de toutes les routes détournées ; on voit confusément l'ensemble général des choses , & on ne croit pas devenir plus sçavant ; tandis qu'avec une vue plus basse , on voit souvent mieux les choses , que ceux qui , croient avoir la vue plus perçante , & qui , prétendant nous instruire , ne voient les choses que confusément. C'est ce qui nous arrive , lorsque nous voulons tout réduire en forme de science. Chaque Auteur se fait des lunettes propres au peu d'étendue de sa vue ; & il prétend que tout le monde s'en serve , pour appercevoir les objets comme il les apperçoit , c'est-à-dire , comme un homme qui a la vue basse.

V I.

Un état dont la constitution est entièrement militaire , force bientôt ses voisins , ou les peuples qui se trouvent avoir le plus de rapport avec lui , à devenir guerriers & belliqueux comme lui. Il faut cependant que les circonstances y soient à-peu-près les mêmes ; & on ne doit agir qu'avec les plus grandes précautions , lorsque la nouvelle constitution occasionne des chan-

gements essentiels dans l'ancienne forme de l'état. Il faut d'ailleurs examiner si cet état que sa nouvelle forme semble rendre dangereux pour ses voisins, & dont on auroit à craindre l'ambition, peut réellement subsister avec une pareille constitution. Il est des états qui par leur position semblent être à l'abri de toutes vues d'aggrandissement. De tels états ne doivent point imiter le génie guerrier de leurs voisins. Loin de travailler par là à leur sûreté, cela ne serviroit qu'à faire soupçonner leurs vues. Il est d'autres états dont la situation est telle, qu'ils peuvent se reposer sur leurs voisins, du soin de leur propre conservation. Il ne faut cependant pas qu'ils s'endorment tout-à-fait là-dessus. On n'agit pas toujours conformément aux lumières de la vraie politique & à ses vrais intérêts. La France regrette de n'avoir pas fait de plus grands efforts pour rétablir les Stuarts; & les successeurs de l'Empereur Frederic III se ressentent encore de sa mauvaise politique envers les Turcs.



CHAPITRE XII.

De la Politique.

I.

LA nature nous enseigne les moyens de placer ceux dont nous craignons la force & la puissance , dans de telles circonstances , qu'ils ne puissent pas donner atteinte à notre liberté. Elle nous apprend à venir à bout, sans employer la force, de ce qui n'est, dans d'autres , que l'effet de la force. Les animaux sont les interprètes de la nature. Guidés par leurs exemples , nous apprenons à opposer la ruse à la force.

II.

Mais ce système puéril de basses finesses , dont tant de petits génies tirent vanité ; cette toile d'araignée artistement construite , où il ne se prend que quelques mouches imprudentes , n'ont rien de commun avec la vraie notion qu'on doit se former de la politique des états. Quand un état est obligé de recourir à de pareils artifi-

ces, il est dans son enfance ou dans sa caducité. Dans le premier cas, si les circonstances ne sont pas favorables à son agrandissement, ses ruses sont semblables à celle de l'enfant de la fable, qui rencontra un géant prêt à le dévorer : il pria le géant de lui accorder une grace ; celui-ci le lui promet. L'enfant lui demande la vie & s'enfuit : mais le géant l'atteint bientôt & le dévore. Dans le dernier cas, ces politiques ressemblent à un vieux loup, qui, ayant perdu ses dents, propose au berger de faire la paix avec lui : mais le berger se rit de ses propositions, & le tue.

I I I.

En se formant en société, soit qu'ils se fussent réunis d'eux-mêmes, soit que le hasard les eût rassemblés, les hommes purent d'abord avoir différentes vues, comme de pouvoir combattre plus sûrement les bêtes féroces, de pourvoir plus aisément à leur subsistance, de s'aider mutuellement à se mettre à couvert de l'intempérie des saisons, ou d'autres vues semblables : mais aucun d'eux ne pensa que la société pût jamais devenir dangereuse & funeste à leur liberté natu-

relle. Rien ne paroissoit plus simple ; que de conserver & d'allier son indépendance avec la vie sociale. Quelques petits événements occasionnerent des réflexions là-dessus ; & , la société prenant peu-à-peu une forme stable , on commença à s'appercevoir que son principal but devoit être la conservation de sa liberté naturelle.

I V

Le but naturel de chaque homme , en se réunissant en société , étoit donc d'assurer son indépendance originelle , & de faire cesser l'inégalité occasionnée par la subordination naturelle. N'importe qu'ils eussent en même tems en vue de pourvoir plus aisément à leur subsistance. Ce n'étoit pas le but essentiel ; & il y auroit même là-dessus bien des observations à faire. On ne doit pas raisonner d'après la position particulière de quelques hommes , qui ont peut-être été forcés de se réunir pour pouvoir se procurer ce qui étoit nécessaire pour leur nourriture : la terre n'étoit pas dans les commencemens si habitée. Un sauvage voyageant , n'avoit pas besoin de dépenser de l'argent pour un passe-port, ou pour des chevaux de poste. Tous

les chemins lui étoient ouverts ; & il compensoit , par des moyens qui nous sont inconnus , les commodités dont nous jouissons.

V.

Le grand but politique d'un état en général , est aussi de maintenir l'indépendance de la société entière, & de la mettre dans la position la plus heureuse qu'il est possible. Il ne faut pas confondre les vues particulieres du chef, qui peuvent être contraires à ce but, & les vues de l'état en général. On peut considerer la Politique, ou comme l'art de former des projets, qui, pour être bons, doivent toujours être conformes aux loix de la nature; ou comme l'art de trouver les moyens les plus analogues à ses vues. Le but principal d'un État, comme je viens de le dire, doit être le maintien de l'indépendance générale, & le bonheur de la société. Il faut donc que la société, ou son chef, pense à donner à l'état qu'ils fondent, l'étendue nécessaire pour pouvoir résister aux forces étrangères. Quand un tel état commence à se former, il doit considerer s'il n'y en a pas déjà quelqu'autre qui subsiste dans la même contrée; ou s'il ne s'en

élève pas un autre en même tems ; ou enfin si, dans la suite, il ne peut pas s'en former quelqu'un de nouveau. Il faut aussi avoir égard à la situation physique du terrain. Les montagnes, les rivières, les mers sont en un certain sens des bornes naturelles. Au commencement on augmente l'étendue de l'état, à mesure que les besoins naturels de la société le demandent : mais il vient un tems où il faut déterminer ses limites avec réflexion. S'il ne se trouve aucun obstacle étranger, on peut les étendre autant que la nature du terrain le permet. Dans cette heureuse circonstance, un chef bien intentionné pour la société qu'il représente, & qui ne se laisse pas conduire par des vues d'intérêt particulier, doit agir conformément à l'intérêt général de la société. Un seul principe agit ici naturellement. L'intérêt naturel intrinsèque de chaque état est le même ; sçavoir d'accorder l'indépendance de chaque particulier, avec les devoirs de la vie sociale.

Plus les hommes se divisent en petites sociétés également indépendantes les unes des autres, plus leur indépendance augmente naturellement. Il est donc de la vraie politique qu'un état

qui est parvenu peu-à-peu à une grandeur excessive, se divise comme en plusieurs membres ; de façon, cependant, qu'il ne forme toujours qu'un seul corps, vis-à-vis des puissances étrangères. La nature elle-même opère ces divisions, quand les fondateurs des états ou leurs successeurs ont négligé de les faire. A mesure que le nombre des hommes augmente par la population, & qu'ils sont obligés de s'étendre afin de se procurer des habitations, & de pourvoir à leur subsistance, leur penchant pour l'indépendance agit plus vivement en eux ; & sans avoir là-dessus des idées réfléchies, ils s'aperçoivent par un instinct naturel, que leur liberté augmente en raison de la diminution de leurs relations avec les autres. C'est ce qui occasionne ces divisions violentes & ces guerres intestines, que le fondateur de l'état, qu'un Législateur prudent auroient prévenues, si dès le commencement ils eussent divisé à propos, & d'une manière conforme à la vraie politique, le territoire occupé par l'état qu'ils fonderoient, après en avoir fixé les bornes naturelles. Il est difficile, il est vrai, de faire de pareilles divisions ; mais la nature

aide toujours. Il faudroit cependant que chaque membre ainsi séparé, ou, pour ainsi dire, chaque peuplade fût assez nombreuse pour être à même de se défendre contre un ennemi étranger, & pour pouvoir se donner, en cas de besoin, des secours mutuels. Il doit donc toujours y avoir une communication & des rapports établis entre ces différents membres; & c'est ce qui regarde la politique des moyens.

V I.

Lorsqu'un état, qui commençoit à se former, ne pouvoit éviter le voisinage d'un autre état déjà subsistant, ils se prescrivoient mutuellement des bornes, suivant la position naturelle des cas. S'agissoit-il de faire le partage d'un terrain commun, la paix comme la guerre pouvoient décider; mais il falloit auparavant se former un plan d'état, dont le but principal devoit être de forcer l'autre état dont la puissance pouvoit être à craindre, à se diviser conformément à ses vues; ce qui pouvoit occasionner entre les deux peuples ou une étroite alliance, ou devenir un sujet de guerre.

S'il s'élevoit en même tems deux états , mais dans un certain éloignement l'un de l'autre , & qu'on prévît la possibilité d'une trop grande extension , il falloit examiner si le terrein mitoyen étoit peuplé ou non. Dans le premier cas , il étoit de la politique de former un état de ces peuples intermédiaires , qui servît comme de rempart entre les deux états qui se formoient. Dans le second cas , il étoit de l'intérêt de l'un de ces deux états de peupler ce terrein intermédiaire , & d'en rendre le peuple indépendant. Si on craignoit , dans quelque pays peu éloigné , la fondation de quelque nouvel état , qu'on eût intérêt d'empêcher ; loin de détruire les peuples qui eussent pû le former , on pouvoit les tolérer comme des ennemis utiles ; les petites guerres continuelles qu'on leur faisoit entretenant la bravoure & le génie militaire. Il étoit cependant essentiel de ne pas trop s'affoiblir soi-même par ces petites guerres : il suffisoit d'empêcher la réunion de ce peuple en un nouvel état.

Un tel plan est toujours le plus naturel qu'on puisse former , quoiqu'il puisse arriver qu'il ne procure pas l'effet qu'on se propose. Comme de grands vaisseaux sont enlevés sous les flots de la mer en courroux , tandis que des barques légères flottant au gré des vents , échappent au naufrage ; on voit de même de grands Empires tomber & être entièrement détruits , tandis que de petits états se maintiennent.

On ne doit pas attribuer la décadence de l'Empire Romain ou de l'Empire d'Occident , au partage qui en fut fait entre Arcadius & Honorius ; puisque l'Empire d'Orient, malgré cette division , a subsisté jusqu'en 1453. On a beau faire des plans ; on a beau agir conformément à la politique la plus saine & la plus raffinée ; on n'empêchera pas le cours des grandes révolutions ordinaires. On y remarquera peut-être certaines différences ; & elles n'auront pas des suites si funestes ; ce qui sera toujours la récompense de la vraie politique.

VIII.

Les vues de la vraie politique doivent toujours être pures & droites , & par conséquent fondées sur les principes que nous venons d'établir. Ce seroit s'écarter de l'état de la question , que de vouloir tirer des objections de l'état actuel des Empires qui subsistent à présent & de leurs relations mutuelles. La politique la plus parfaite & qui tend d'abord directement à son but , rencontre souvent des obstacles occasionnés par des événemens qu'il ne dépend point d'elle de prévoir & d'empêcher , & qui la forcent de donner à ses desseins une autre direction. Elle se soutient cependant toujours par la justesse de ses vues.

Les premiers états ne ressemblent point à ceux auxquels ils ont donné naissance ; & souvent la politique n'a contribué en rien à l'établissement de ceux-ci , ou à déterminer leurs relations mutuelles avec les autres états. Le partage des états d'Alexandre le Grand après sa mort , ne fut pas l'ouvrage de la politique. Si les Romains eussent consulté la politique , ils n'eussent pas réduit en provinces les grands

Royaumes qu'ils conquéroient. Rome eût pû , contente d'une certaine grandeur , se fixer certaines bornes, en dedans desquelles tout eût été Romain. Rien de plus conforme à la nature qu'un tel arrondissement. Ses vastes conquêtes, qu'on peut regarder comme une des causes de la décadence de cet Empire, eussent été un des moyens les plus efficaces d'en assurer la conservation, si les Romains en avoient formé de petits états indépendants les uns des autres, sous différentes formes de gouvernement, conformément aux loix d'une sage politique. Il leur eût suffi de conserver sur ces états une supériorité qui les maintint toujours dans une certaine dépendance de l'Empire Romain. Les peuples qui auroient composé ces états, eussent été plus heureux : & Rome même auroit par là mieux conservé sa puissance. Elle auroit été à certains égards au milieu de ces petits états, ce qu'étoit l'Empereur à l'égard de l'Allemagne, lorsque dans des tems plus heureux son autorité n'étoit pas renfermée dans des bornes trop étroites. Les barbares obligés d'attaquer séparément chacun de ces petits états, eussent trouvé infiniment

plus de résistance , qu'en attaquant en plusieurs endroits à la fois ce colosse immense , dont la grandeur étoit telle qu'il suffit à former l'Empire d'Orient & d'Occident. Un petit état résiste quelquefois heureusement aux plus violentes attaques , & se maintient contre des forces qui paroissent d'abord devoir l'anéantir ; tandis que dans un grand Empire , avant que le secours soit arrivé de la capitale , il arrive souvent que les ennemis se sont déjà rendus maîtres de plusieurs provinces éloignées , qui , comme états particuliers , eussent repoussé l'ennemi , & se fussent peut-être agrandies par des conquêtes faites sur leurs vainqueurs mêmes.

I X.

Le fondement de toute la politique est donc le maintien de l'indépendance prise dans son vrai sens , tel que nous l'avons exposé. Il n'est personne qui puisse exercer , d'une manière exclusive, ses droits naturels ; droits qui sont les mêmes dans tous les hommes en général. Il n'y a point ici de monopole à craindre , si je puis m'exprimer ainsi. Ainsi la co-existence des hommes les

force mutuellement à borner leurs droits respectifs, comme nous avons dit si souvent. De-là dérive l'égalité entre les hommes, & la vraie liberté des sociétés entières : de grands états doivent, à cet égard, agir entre eux, comme les particuliers agissent les uns envers les autres : sans cela ils ne sçauroient subsister ensemble. Un état, ou le corps entier de la société ne doit cependant pas borner ses droits vis-à-vis des particuliers, qui ne forment pas une société, comme chaque particulier est obligé de le faire à l'égard des autres ; ou comme plusieurs particuliers, ne formant pas de société entre eux, doivent les borner à l'égard d'un État, ou d'une Société déjà formée.

X.

Dans un état d'une forme naturelle, tel que nous l'avons dépeint, il peut devenir nécessaire de retrancher quelques membres, pour la conservation du corps entier ; c'est-à-dire, que l'utilité publique peut exiger de donner en quelque façon atteinte à l'indépendance naturelle des membres de la société : mais ce ne doit jamais être pour l'établissement d'un pouvoir absolu & despotique,

despotique. C'est sur ce principe que sont fondées certaines inégalités extérieures entre les différents membres d'un état. De-là certaines distinctions attachées à la place de Chef, ou de représentant de la société & de leurs sous-représentants, en ce qui concerne la manière de vivre, c'est-à-dire, la façon de s'habiller, de se nourrir, l'exemption de certains travaux & autres choses semblables. Mais tout cela doit se rapporter à l'intérêt général de la société; & il ne doit s'y mêler aucun intérêt particulier, qui doit être le même pour tous les membres de la société. Les marques extérieures d'honneurs dépendent du goût particulier des peuples, & des circonstances. Les fêtes, les réjouissances, les divertissements publics ne devroient annoncer que la félicité de l'état, & cesser dans toute autre circonstance; à moins qu'elles ne soient nécessaires pour ranimer l'espérance & le courage des peuples.

C'est aussi sur ce principe que nous venons d'établir, qu'est fondée l'obligation où sont les peuples de se soumettre à certains impôts, & à certaines contributions qui doivent être em-

ployées pour le bien de l'état : mais l'objet & la nature même de ces contributions , prouvent qu'elles ne doivent pas être arbitraires. Rien de plus opposé à la nature , qu'un état où le peuple n'a personne qui le représente , pour accorder les contributions , & en connoître la destination. Il faudroit être bien peu au fait de la constitution actuelle des differents Empires , pour ne pas être convaincu que le Prince & les sujets seroient plus heureux , si , loin de donner aveuglément dans des systèmes captieux , on suivoit les loix d'une politique naturelle.

X I.

Nous avons déjà dit , qu'il en est des États comme des particuliers entre eux. Ils se bornent naturellement , s'ils veulent subsister ensemble ; ou ils se détruisent mutuellement , comme des particuliers qui ne peuvent vivre en société , & dont ni les uns ni les autres ne peuvent ni ne veulent se séparer. Leur co-existence est donc conforme à la vraie politique , qui exige qu'ils bornent mutuellement leurs droits ; & s'empêchent l'un l'autre de s'agrandir au-delà d'un certain point. Le vrai fondement de toutes ces restrictions ,

étant le maintien de l'indépendance ,
c'est toujours le même principe qui
agit.

X I I.

Les Chefs de ces États doivent pour-
voir à ce que les sujets de l'un bornent
leurs droits naturels , à l'égard des su-
jets de l'autre , en raison égale. Il ne
doit pas être permis aux citoyens d'un
état de traiter arbitrairement les ci-
toyens d'un autre état , sans que ceux-
ci aient réciproquement le même
droit. Il peut cependant y avoir des
choses permises aux citoyens de deux
différents états , qui leur sont défen-
dus dans l'intérieur même de l'état ,
ou qui sont défendues dans l'un , &
permises dans l'autre ; comme on peut
leur défendre hors de l'état des choses
qu'on leur permet dans la société dont
ils sont membres ; ou qui sont permises
chez les uns , & défendues chez les
autres.

Ainsi la manière dont les hommes
doivent borner leurs droits les uns vis-
à-vis des autres , dans une société dont
ils sont les membres , peut-être diffé-
rente de celle dont ils doivent les bor-
ner à l'égard de ceux qui vivent dans

une autre société, Mais on ne doit pas appliquer aux sociétés entières, ce que nous disons des membres.

X I I I.

Les relations extérieures de deux grandes sociétés différentes entr'elles pour la forme du gouvernement étant une fois déterminées, il en résulte comme une espèce de troisième constitution, qui leur devient commune à toutes les deux; & qui fait en quelque façon disparaître l'inégalité qui étoit entre les deux états. Il faut supposer cependant que la constitution de ces états n'est pas diametralement opposée, & trop différente dans tous les deux; ce qui ne peut pas même arriver, si elle est conforme aux Loix de la nature.

La nature, considérée ici comme législatrice, a mis, si je puis me servir de ce terme, une élasticité invincible dans la vraie constitution des états. Ainsi un état dont la constitution s'écarte des loix de la nature reprend tôt ou tard sa forme naturelle, d'une manière plus ou moins sensible; ou en se maintenant toujours, ou en devenant membre d'un autre état, suivant les loix des grandes révolutions.

X I V.

Les Chefs des états, considérés personnellement , ont entr'eux des relations personnelles , & peuvent se borner mutuellement dans leurs prétentions particulieres. Ils peuvent avoir des intérêts personnels , une politique personnelle ; mais elle doit être subordonnée à celle de l'état , ainsi que leurs intérêts doivent l'être à ceux de l'état.

Des Chefs de différents états qui agissent conformément aux vrais principes de la politique , tâchent donc de se poser mutuellement des bornes naturelles ou à eux-mêmes ou à leurs États , tant dans l'interieur qu'à l'exterieur. C'est-là le principe fondamental de la politique d'état. Le vrai politique est donc celui qui sçait trouver les moyens de donner aux états voisins une forme & des limites naturelles , & les mettre par-là dans une telle relation naturelle avec son propre état , qu'ils en deviennent le soutien , & qu'il contribue en même tems lui-même à la conservation des autres.

C'est d'après ce plan qu'un vrai politique doit agir. Après s'être proposé un but conforme aux loix de la nature,

il doit chercher les moyens les plus prompts & les plus efficaces. Quoique le but en général soit le même , les moyens qu'on emploie peuvent cependant varier , suivant la façon de chacun d'envisager les choses. On pourroit faire une Encyclopédie de desseins & de moyens politiques.

Il y a une liaison naturelle entre la fin qu'on se propose & les moyens qu'il faut prendre. Un homme d'état , après s'être formé un plan politique , cherche à réaliser tout ce qu'il regarde comme politiquement possible ; il doit y travailler conformément aux instructions de la nature ; c'est-à-dire , de la manière la plus simple. Toute la mécanique de la politique consiste dans la connoissance des roues artificielles qui font mouvoir la grande machine d'un état ; c'est à-dire , dans la connoissance des personnes employées à l'administration des affaires , quant à leurs qualités , leurs penchans , & aux circonstances particulières où ils se trouvent , & dans l'habilité à sçavoir les employer à propos.

X V.

Il est de la vraie politique d'employer la voie de la négociation avant

celle des armes. On ne devoit jamais entreprendre de guerre , que pour sa propre défense. Malheur aux états auxquels l'ambition , le luxe , ou un esprit d'intérêt mettent les armes à la main. Ces guerres sont toujours injustes & funestes , quoique la nature puisse réparer ce que les hommes ont détruit en s'écartant de ses loix. Prendre les armes pour forcer un état voisin à se maintenir dans ses bornes & dans sa forme naturelle ; c'est une guerre vraiment défensive.

X V I.

Il peut y avoir en ceci des erreurs & des préjugés à craindre : mais la nature y remédie ; & tout devient enfin, dans un certain sens, l'effet de la nature & du destin. Il n'est ici question que des vrais principes naturels qui doivent guider un homme d'état , & qui peuvent servir à le conduire heureusement à ses fins , sans s'embarrasser s'il y parvient , & comment il y parvient. S'il ne suit pas ces principes , on pourroit demander pourquoi il s'écarte ainsi des loix de la nature ; mais je n'ai en vue que ces hommes d'état vraiment politiques , qui tâchent de ne

s'écarter jamais de la nature ; c'est à eux que je m'adresse ; & je suis sûr de leur approbation.

X V I I.

Il y a encore ici une remarque à faire ; un petit État ne sçauroit se maintenir par ses propres forces , dès qu'il se trouve renfermé dans l'enceinte d'un plus grand état. Il est heureux pour lui que sa position soit telle qu'il serve pour ainsi dire de temperament politique entre différents états , & que sa conservation se trouve par-là naturellement liée avec celle de ces états qui s'envient mutuellement sa conquête , ou qui craignent mutuellement de le voir passer dans les mains d'un autre. S'il n'a aucun de ces rapports avec de grands états , il est alors dans le cas dont nous avons parlé plus haut , lorsque nous avons observé que des états, déjà formés , ne doivent pas borner leurs droits vis-à-vis de chaque particulier , où vis-à-vis de plusieurs particuliers , qui ne forment point un corps de société ; comme ceux-ci doivent les borner vis-à-vis des états déjà subsistants. Un petit état ne seroit alors considéré dans le plan politique , que

comme de simples particuliers : on ne changeroit cependant rien de sa constitution , sans des raisons importantes : il peut être utile de le laisser subsister.

X V I I I.

Nous avons cru ces observations nécessaires , pour prévenir les objections qu'on auroit pû faire contre notre système , qui s'accorde avec la constitution des états qui subsistent à présent , comme nous le ferons voir en peu de mots.

Les principes naturels sont immuables ; si la plupart des politiques & des hommes d'état sçavoient se former des idées abstraites des choses , ils reconnoîtroient par-tout les traces de la nature , & qu'elle est toujours la même , quelque differents que les gouvernements paroissent pour la forme : ils suivroient dès-lors une politique plus naturelle & plus propre au bonheur des peuples.

X I X.

Il n'est aujourd'hui aucun état qui soit véritablement Monarchique , Aristocratique , Oligarchique , Républicain ou Démocratique , à prendre les termes à la rigueur & suivant leur vraie

définition : dans plusieurs Empires qu'on regarde comme despotiques , l'autorité est plus modérée & plus limitée que dans certaines Monarchies. Il y a des Monarchies qu'on devroit plutôt regarder comme des gouvernements Oligarchiques , ou Aristocratiques , ou Démocratiques. Le peuple est moins libre dans telle & telle République , que sous certains despotes. Il faut avoir égard sans doute à la forme du gouvernement qui est reconnue dans un état ; mais il faut moins s'en tenir à la théorie qu'à ce qui s'y pratique effectivement. Si on examine avec attention tel ou tel état , on reconnoîtra que le gouvernement est dans la pratique totalement différent de ce qu'il paroïssoit être dans la spéculation.

Les Auteurs Danois ne craignent plus d'avancer que l'autorité de leur souverain n'est pas illimitée. Il n'en est aucune qui puisse être entièrement absolue ; la nature s'y oppose & maintient ses droits en toute occasion : peu importe quel est le nom qu'on donne à la constitution d'un état ; & quelle en est la forme , la nature , & par conséquent la politique naturelle ont leur

effet sous un Prince bon & sage. Tout résiste au contraire à un méchant Prince, soit ouvertement, soit en secret ; la nature soutenant toujours ses droits ou directement ou indirectement. Donne-t-il des ordres trop sévères, on ne les exécute qu'avec certaines modifications ; souvent même on ne les exécute point du tout, & leur inexécution n'est suivie d'aucun châtiment, ou elle occasionne tout au plus la ruine de quelques particuliers qu'on peut regarder alors comme les martyrs de l'état. Le regne d'un tyran qui, pour assurer son autorité, trempe cruellement les mains dans le sang de ses sujets, est moins un regne qu'une guerre civile, ou, sans aucune déclaration préliminaire, on attaque des innocents qui ne sont point en état de défense.

X X.

Les Souverains d'aujourd'hui sont des hommes comme leurs prédécesseurs, quelque différent d'eux qu'ils soient d'ailleurs. Ils sont élevés & conduits par des personnes qui ont intérêt à un gouvernement modéré,

quoique ces personnes n'agissent pas toujours conformément à leur propre intérêt ; mais les bons Princes , les Ministres sages , réparent le mal de leurs prédécesseurs : la chute d'un Séjan , suffit souvent pour rétablir les choses dans leur état naturel. En un mot, sans s'arrêter aux notions théoriques , on ne doit juger de la constitution d'un état , que par ce qui s'y pratique réellement.

X X I.

Il n'est aucun Empire dont la constitution s'écarte réellement du système d'état naturel , au tant qu'elle paroît s'en écarter à l'extérieur & au premier coup-d'œil. Dès que la nature ôte le voile , notre erreur disparoît. La politique naturelle est immuable , & on peut toujours l'appliquer avec succès à l'état présent des Empires.

X X I I.

Lorsqu'il y a un système d'état déjà formé , la nature a contribué à en poser les fondemens ; & tant de causes réunies agissent long-tems. Un système d'état quelqu'irrégulier qu'il paroisse , ne laisse pas de se soutenir long-tems.

Il y a des liens invisibles, indépendants de notre politique. Un état qui paroît avoir poussé trop loin ses bornes géographiques, est souvent borné d'une autre manière. Un petit état est quelquefois inrin séquemment aussi grand qu'un autre, dont l'étendue est beaucoup plus vaste. C'est sur-tout aux forces & à la population d'un état qu'il faut avoir égard, pour juger de sa vraie grandeur.

Un vrai politique ne se laisse point éblouir par les apparences. Il prend en toute occasion ses mesures conformément au plan de politique qu'il s'est formé, en prenant la nature pour guide. Il ne cherche point à envahir les états voisins; il les laisse subsister tels qu'ils sont, tant qu'ils ne peuvent point nuire à la conservation du sien. Il étudie leurs mouvements, & les ressorts secrets qui les font agir; il réfléchit sur les tempéramens politiques dont il pourra user conformément aux circonstances; & quand le moment en est arrivé, il affoiblit un état, dont la grandeur auroit pu être à craindre; il donne à un autre une plus grande étendue, & conserve toujours le sien dans ses bornes naturelles. S'il manque quel-

que chose à son arrondissement, il le lui procure, sans néanmoins lui donner une étendue superflue, & par-là même dangereuse, qui forceroit tôt ou tard cet état à se diviser, ou qui rendroit les autres ses ennemis naturels.

X X I I I.

Suivant ce systême, un état qui surpasse les autres en grandeur, peut subsister; mais son intérêt propre exige qu'il se renferme dans certaines bornes; & que, pour sa propre sûreté, il laisse subsister les autres états, chacun suivant la forme de sa constitution; se contentant de déterminer leurs rapports entre eux & envers lui, au lieu de vouloir les changer en simples provinces, comme firent les Romains.

Deux états voisins, à-peu-près égaux en grandeur, doivent tâcher de se retenir mutuellement dans leurs bornes; l'un ne doit pas chercher à surpasser l'autre en grandeur; à moins qu'un intérêt pressant & des circonstances particulières ne le demandent. Un état peut devenir plus grand que l'autre ou par les conquêtes qu'il fait sur son voisin, ou par l'affoiblissement même de

son voisin , aux dépens duquel d'autres s'agrandissent , sans acquérir cependant une grandeur suspecte. Cette dernière façon de s'aggrandir respectivement , est toujours préférable pour un état , qui , comme nous le supposons ici , a déjà acquis un arrondissement convenable , & qui s'est étendu conformément à ses bornes naturelles.

X X I V.

Quoique les systêmes d'état actuels occupent beaucoup les vrais politiques , & qu'il semble qu'un état qui voudroit agir conformément aux vrais principes de la politique , seroit nécessairement la victime de ceux qui s'en écartent & qui n'en suivent que de faux ; quoiqu'il semble qu'on ne peut plus compter sur la foi publique & l'exécution des traités ; que chaque état à des vues d'aggrandissement , & que la plupart des Princes ou leurs Ministres pensent plutôt à leur intérêt propre , qu'à l'intérêt de l'état : on ne doit pas pour cela abandonner les principes naturels qui sont toujours vrais & immuables ; comme on n'abandonne pas l'usage de la boussole , quoiqu'elle décline considérablement sous

certaines degrés , & qu'elle devienne entièrement inutile sous d'autres.

Un homme d'état peut , dans des cas critiques , opposer des opérations contraires aux entreprises de ceux qui agissent après de faux principes. Mais ces opérations mêmes doivent avoir pour base les principes fondamentaux de la politique, & ne doivent pas se confondre avec le plan général qu'il s'est formé ; ainsi elles ne doivent rien changer aux principes naturels qui doivent être le principal guide du vrai politique.

Dès qu'un Souverain ou un Ministre n'a en vue que le bien & l'intérêt de l'état , dès-lors c'est avec l'état même qu'on a à faire ; n'importe par qui il est représenté. Mais un homme d'état a souvent à faire avec les Souverains ou les sujets , considérés comme des particuliers, ce qui l'oblige à prendre des mesures différentes ; mais cela ne change point l'intérêt général de l'état qui subsiste toujours , ainsi que la politique dont il est l'objet ; & par conséquent les vrais principes de la politique dont nous venons de parler , subsistent toujours aussi.

X X V.

Il faut entendre dans le sens convenable la division géographique des états conformément à la politique naturelle. La Sicile, qui est aujourd'hui si peu de chose, étoit autrefois comptée au nombre des plus puissants états. Il ne s'agit pas du nombre de lieues de la circonférence d'un état. Un Empire qui s'étendrait depuis le Lac Ladoga, jusqu'à la mer noire, peut être par sa seule constitution, ou par d'autres circonstances, aussi politiquement tempéré, que s'il étoit divisé en plusieurs petits états. Telle est la position de la Suede, malgré son étendue.

X X V I.

Ce n'est pas seulement la position des Etats, leur grandeur, leur force, qu'il faut considérer ; il faut encore avoir égard aux qualités personnelles des Chefs. Un seul exemple suffit pour le démontrer. Arcadius mourant laisse son successeur Théodose le jeune en âge de minorité : il craignoit pour l'Empire la guerre avec les Perses ; mais il connoissoit les qualités personnelles d'Isdegerde, alors Roi de Perse. Plein

de confiance en sa grandeur d'ame , il le choisit pour tuteur de son jeune pupille. La vraie grandeur d'ame d'Isdegerde l'emportant sur son ambition, il se désiste aussi-tôt de la guerre qu'il avoit résolue. C'est dans le cinquieme siecle que ceci s'est passé, dans ces tems de barbarie , comme nous les appelons : trouverions nous de pareils exemples dans le dix-huitieme siecle ?



C

L
des
mèn
l'inc
cett
tion
gen
aut
mèn
con
qu'
ce

éta
d'e
gu
en
de
Q

CHAPITRE XIII.

Du droit des gens.

I.

LA politique naturelle, dont j'ai traité jusqu'ici, entraîne avec soi des obligations fondées sur la nature même. J'ai fait voir que la notion de l'indépendance étoit le fondement de cette politique; c'est cette même notion qui est le fondement du droit des gens, puisque le droit des gens n'est autre chose que la politique naturelle même. Car que je dise qu'un état agit contre le droit des gens, ou que je dise qu'il agit contre la politique naturelle; ce sont des termes équivalents.

I I.

Prendre les armes pour forcer un état voisin à se conformer au système d'état naturel, ce n'est au fond qu'une guerre défensive. Toutes les guerres entreprises conformément aux vues de la politique naturelle, sont telles. Quand elles sont heureusement con-

duites, elles se terminent par le rétablissement du vrai système des états.

Des usages, des coutumes particulières, n'ont point pour base des fondements essentiels, & ne se dérivent point de la nature même des choses, comme la politique naturelle. Ce qu'un Souverain doit observer vis-à-vis d'un autre Souverain ou de ses Ministres, ce sont des choses d'usage qui varient suivant la différence des tems & des circonstances. Il n'y a point de Loi générale qui règle la manière dont on doit en agir à l'égard des vaincus. La manière de les traiter varie suivant les tems & le génie des vainqueurs. Les Ambassadeurs sont des Ministres de paix, qu'il n'est jamais permis de traiter en ennemis, si on en excepte certaines circonstances particulières. Donner atteinte aux droits inviolables attachés à leur caractère, c'est renoncer aux moyens de maintenir ou de rétablir la paix, & agir contre la politique naturelle.

I I I.

Le droit des gens est fondé sur ce seul principe, sçavoir qu'un état ne doit pas étendre ses droits naturels au-

delà
miere
dans
tende
droits
côté
pour
lui. N
n'est
à cir
de g
C
tale
ture
En
n'et
mit
tém
que
les
fer
s'y
te
C
li
n
é
a
l
t

delà de ses bornes naturelles. La première Loi est donc celle-ci : restez dans vos bornes naturelles. Ne prétendez pas qu'un autre état borne ses droits naturels, à moins que de votre côté vous ne borniez aussi les vôtres, pour répondre à ce que vous exigez de lui. N'entreprenez aucunes guerres, si ce n'est des guerres défensives. Traitez, à circonstances égales, les prisonniers de guerre, comme vos citoyens.

Ce principe, cette Loi fondamentale se dérive, comme la politique naturelle, de la notion de l'indépendance. En vain objecteroit-on que les états n'étoient point convenus de leurs limites naturelles. Dès qu'il y a un système d'état établi, c'est la base sur laquelle on s'appuie ; & les bornes dans lesquelles chaque état se trouve renfermé en son tems, sans que les autres s'y opposent, sont regardées, en attendant, comme ses bornes naturelles. Cela n'empêche cependant pas un politique d'examiner quelles sont les bornes convenables & naturelles à son état, & de profiter des révolutions qui arrivent, pour les fixer réellement. Nous voyons encore tous les jours que les différents états font des traités pour

fixer leurs bornes respectives. Mais on ne doit jamais prendre les armes dans la seule vue de changer les relations extérieures des états entr'eux.

I V.

La succession au trône est à-présent réglée sur le droit du sang. De-là les prétentions des Princes & des grands aux trônes vacants, dont la nation devroit promptement recouvrer le droit d'élection.

Il ne faut pas confondre le droit des gens, avec le droit personnel des Souverains, quand même l'intérêt des peuples s'y trouveroit joint. Cela prévaut cependant aujourd'hui; & il y a plusieurs états, dont la position intérieure est telle, qu'ils ressemblent moins à des Empires qu'à de grandes terres dont le propriétaire tâche de retirer tout le profit possible, comme un particulier de ses héritages.

V.

Si l'état n'a aucun intérêt sensible à de telles prétentions, on ne sçauroit entreprendre la guerre, sans aller contre le droit des gens. Il y a cependant des circonstances qui peuvent la rendre

permise ; & on ne doit considérer que comme les alliés naturels de leur Chef, ceux qui s'unissent avec lui pour soutenir les prétentions qu'il n'a que pour son intérêt personnel , & qu'on ne doit pas regarder comme des prétentions de l'état même.

Ces prétentions & les différentes manieres de les acquérir , qui sont autorisées, peuvent servir à procurer souvent des tempéraments politiques, nécessaires pour le bien des états. Ceux que leur puissance supérieure met en droit de décider , assurent à ceux-ci leurs prétentions , & détruisent celles des autres.

Des principes adoptés depuis long-tems dans une nation , forment une espece de droit d'après lequel les peuples doivent se laisser juger. Les Souverains vivent dans l'état de nature ; mais ils modifient entr'eux cet état, par leur conduite respective , & lui donnent une certaine forme. Leur état naturel ne doit pas être considéré simplement comme tel , mais conformément à la forme déterminée qu'il a reçue. Des usages constants, établis entre les Souverains , principalement la religion , sur-tout si elle est la même , ou

qu'elle ne differe point dans l'essentiel, doivent toujours entrer en considération, lorsqu'il s'agit du droit des gens.

V I.

Les conventions des peuples entre eux, ont le même fondement que les conventions faites entre des particuliers; mais comme elles sont le résultat d'une infinité de rapports & de combinaisons, elles sont par-là d'une plus grande étendue & obligent plus fortement.

Il faut raisonner différemment sur l'état des hommes parmi lesquels il s'agit encore de borner réciproquement ses droits naturels, & sur l'état de ceux qui ont déjà déterminé ces bornes & leurs relations mutuelles, & qui suivent un certain plan, comme dans une société politique. Comme les Loix positives augmentent dans un état l'obligation des conventions faites entre les particuliers; les conventions entre différents peuples qui suivent un même plan, en reçoivent aussi une nouvelle force. Plusieurs états naturellement liés entr'eux, forment une sorte de grande société, dans laquelle tous les états pris ensemble, sont le
Chef

Chef de chaque état en particulier ; de façon cependant qu'il n'en est aucun qui , pris séparément , puisse être regardé comme le Chef des autres. Si tous ces états sont civilisés , & s'ils reglent par des conventions qui tiennent lieu de Loix positives , leurs relations mutuelles ; c'est dès - lors une espece d'état civil dans lequel les Souverains vivent ensemble. En un mot on ne doit pas regarder comme un état purement naturel, l'état public où ils vivent ; ainsi il semble qu'on devroit dire que les Souverains vivent dans l'état du droit public, pour ne pas confondre, comme on fait ordinairement, l'état civil avec l'état particulier ou des particuliers. Il est d'autant plus essentiel de démêler ces notions , qu'on attribue ordinairement aux Souverains tout ce qu'on peut leur attribuer conformément au droit naturel , pris dans sa plus grande étendue. Mais les bornes que je me suis prescrites ne me permettent pas de pousser plus loin ces observations.

V I I.

Tout est permis , dit-on , contre un ennemi. Proposition dangereuse , qui

G

ne doit point être mise en pratique par un Souverain , lorsqu'il déclare la guerre à un autre , quand leurs Empires entrent dans le même plan général & dans le même système d'état. Il ne doit pas agir comme s'il vivoit dans l'état de pure nature , mais comme vivant dans l'état de droit public ; & s'il est victorieux , il doit se conduire à l'égard de l'état vaincu , comme l'exige le système d'état dont le vainqueur & le vaincu font également partie. On peut revoir là-dessus ce que nous avons dit en traitant de la politique.

V I I I.

Des conventions qui mettroient les états , les uns par rapport aux autres , dans une position contraire à la nature , ne peuvent subsister par elles-mêmes. Dire que ces conventions ne subsistent qu'autant qu'elles ne deviennent pas un obstacle au bien public , c'est une proposition qui a besoin d'être éclaircie. Il ne faut pas entendre par le bien public , l'intérêt particulier du Souverain , qui est entièrement indépendant du vrai intérêt de l'état , mais simplement le bien général de l'Etat. Et ce bien général d'un état ne doit

être considéré qu'autant qu'il n'est point contraire au système général des états. Ainsi on ne peut pas dire qu'on agisse contre le bien public d'un état, dont la grandeur est démesurée, lorsqu'on le force à céder quelque partie de ses possessions. Mais il souffriroit réellement, si on l'empêchoit de se maintenir dans ses bornes naturelles, ou si on attaquoit son indépendance.

I X.

Rien ne justifieroit un état qui s'écarteroit de ces conventions solennelles, sous prétexte qu'elles deviennent nuisibles, ou sous d'autres prétextes semblables. Dans les tems éclairés où nous vivons, ces conventions mutuelles entre les peuples sont présumées faites avec délibération & avec une entière connoissance de cause, & après avoir réfléchi sur tous les avantages & inconvénients qui en pouvoient résulter. Le droit des gens a ses présomptions légales, comme le droit civil ou le droit particulier. Un système d'état naturel souffre cependant certaines inégalités accidentelles, qui peuvent subsister aussi long-tems que les états qui se trouvent avoir des

avantages naturellement contraires au plan général ne profitent point de ces avantages. Il ne suffit pas alors de les accuser d'avoir des desseins pernicieux, quand même cette accusation seroit fondée. Combien de projets qui restent sans exécution ? Combien qui échouent dès le berceau ?

X.

Il n'est pas possible que parmi plusieurs états qui forment ensemble un plan général, il ne s'en trouve toujours quelqu'un qui ait des avantages naturellement contraires au système commun. Mais lorsque ces états, comme je l'ai déjà dit, n'abusent point de ces avantages, on ne doit pas rompre la paix sous ce prétexte, ou sous prétexte qu'il a dessein d'en profiter. Il vaut mieux attendre que la rupture de la paix vienne d'un autre côté. En vain l'état qui se croit offensé, & qui se trouve plus foible, objecteroit-il qu'il perdrait par-là l'occasion de prévenir cet état plus puissant, puisqu'il est incertain si cet état dont on craint les entreprises, a réellement les vues qu'on lui suppose, & s'il en viendra à l'exécution. C'est une politique dangereuse,

de vouloir prévenir un ennemi supposé. Il est toujours plus sûr d'observer les conventions qui subsistent. D'ailleurs si on manque son coup, il peut arriver que l'état dont on a voulu prévenir les entreprises, se servira de la supériorité de ses forces, pour écraser son agresseur. Un état foible ne sauroit donc mieux faire que d'attendre le cours des révolutions naturelles, qui ne tardent pas ordinairement longtemps à arriver. Il doit, sans doute, se tenir en attendant sur ses gardes & sur la défensive.

Parmi des peuples chrétiens, la raison, les mœurs, la religion doivent être la base de toutes les opérations. Quoiqu'il arrive souvent le contraire dans ces siècles corrompus, on ne doit pas juger des Loix des Souverains, d'après les Loix de la simple nature; mais conformément à la nature perfectionnée & dirigée par une raison plus éclairée, par des mœurs plus polies, & par la sainteté de la religion chrétienne, la seule qui mérite ce nom. Le politique chrétien ne doit jamais perdre de vue les Loix d'une providence supérieure.

X I.

Mais si un état qui a des avantages naturellement contraires au plan général, fait des préparatifs de guerre, qu'on ne sçauroit regarder, vu la situation, comme des précautions nécessaires pour sa défense; cela annonce une rupture prochaine, sans laisser entrevoir le moment de l'attaque. On ne peut pas exiger alors que les autres états, dont les forces particulières sont inférieures; se contentent de se tenir de leur côté sur la défensive. Ce seroit s'écarter du but général qu'on se propose dans toutes les grandes sociétés. Il est naturel qu'ils réunissent alors leurs forces pour faire rentrer cet état dans ses bornes naturelles, & lui ôter les moyens de former des entreprises contraires au plan général. On ne doit cependant pas toujours regarder comme prêt à rompre la paix un état qui conserve sur pied un plus grand nombre de troupes qu'il n'en avoit auparavant. Les tems sont changés; la manière de faire la guerre est entièrement différente de ce qu'elle étoit autrefois; & le nombre des troupes est une partie du luxe qui regne de nos jours.

X I I.

L'histoire fournit des preuves évidentes de tout ce que j'ai dit jusqu'ici sur le système d'état naturel. Il suffira de citer l'exemple des Grecs. Sous Philippe, (dont il seroit à souhaiter qu'un nouveau Plutarque fît la comparaison avec un Héros de nos jours) sous Philippe, dis-je, la Macédoine acquit une supériorité qui pouvoit naturellement devenir funeste aux autres états de la Grece; sur tout si l'on considère ces états, sans avoir égard à leurs relations avec des états étrangers. Mais la puissance des Perses étoit formidable: les Léonidas, les Miltiades, les Themistocles, les Alcibiades, n'étoient pas toujours vainqueurs; & on n'avoit pas toujours de tels Capitaines. Il étoit donc nécessaire qu'il y eût un état plus puissant, auquel tous les autres pussent se réunir, pour maintenir de concert l'indépendance générale contre les armes des Perses, ou d'autres ennemis. Tel étoit le but qu'on devoit se proposer dans le plan du système d'état de la Grece. Alexandre vint à bout, comme on sçait, de détruire l'Empire des Perses. Si le nouvel Em-

pire fondé par ce Héros, dont on a porté tant de jugemens différens, s'étoit soutenu, & que ce vaisseau Colossal n'eût pas fait naufrage dans un verre de vin, la vraie politique exigeoit qu'Alexandre ou ses successeurs eussent rendu aux différens états grecs, leur première liberté, se contentant de donner une forme constante au plan systématique de ces états réunis: Ils se fussent assurés par-là des alliés & des amis naturels en cas de nécessité. Il eût été alors de la politique de ces différens états de la Grece, de ne pas abuser de leur liberté; de ne donner aucune occasion aux soupçons & à la jalousie; de ne pas donner atteinte à la nature de leur indépendance, par une ambition démesurée; de se tenir toujours étroitement liés à l'état dont la puissance étoit prépondérante, & de former dans leurs aréopages des politiques expérimentés qu'ils y auroient envoyés comme des otages qui assuroient leur liberté. Ce nouvel Empire eût toujours été un médiateur armé entre Rome & Carthage; & les états de la Grece eussent été heureusement réunis sous un état dominant, comme les états de l'Allemagne sous un Empereur.

X I I I.

Après la mort d'Alexandre, la vaste Monarchie qu'il avoit fondée se divisa en deux Empires principaux; l'Empire des Egyptiens qui recouvrerent leur liberté, & l'Empire de Syrie. Rome & Carthage, ces deux rivales implacables, tenoient la balance égale. La Sicile étoit comptée au nombre des états puissants : tout paroissoit disposé de façon à maintenir l'équilibre parmi les états qui subsistoient alors. Mais la ruine de Carthage ayant tout-à-coup fait pencher la balance, Rome devint semblable à un torrent impétueux qui, se précipitant du haut d'une montagne élevée, renverse & entraîne tout ce qu'il rencontre. Qu'on parcoure la suite de l'histoire de ces tems-là, & on pourra aisément y appliquer les principes que j'ai établis.



CHAPITRE XIV.

Du droit des gens considéré par rapport aux successions qui réunissent plusieurs couronnes sur une même tête ; & des prétendants.

I.

JE ne parle point ici des successions héréditaires , renfermées dans les bornes d'un seul état ; elles sont fondées sur les principes naturels. Mais pour prouver que de grands états qui, suivant le système général & le plan naturel des états , doivent être divisés & avoir aussi des Chefs différents ; pour prouver, dis-je , que ces états peuvent par droit de succession passer sous la domination d'un seul Souverain , & que cela est conforme au droit naturel , il faudroit démontrer auparavant que l'intérêt général des états doit être subordonné à l'intérêt particulier des Chefs. Cette proposition étant un vrai paradoxe , il s'ensuit évidemment que ces états ne peuvent être réunis sous un même Chef ; & que le droit de succession héréditaire n'est pas applicable à ces cas particuliers. On doit cepen-

dant indemniser autant qu'il est possible ceux à qui le droit de succession appartient naturellement. C'est pourquoi on prend ordinairement pour remplir le trône vacant dans ces circonstances, un Prince cadet de la famille qui a le droit de succession ; & la Loi qui défend que ces états ne se réunissent sous un même Chef, n'autorise pas un Prince étranger à vouloir usurper la couronne pour lui-même, ou pour quelqu'un de ses fils, au préjudice de ceux qui d'ailleurs ont droit à la succession héréditaire. Mais lorsque des états ne sont divisés qu'accidentellement, l'extinction des branches collatérales les réunit naturellement tous sous un même Chef.

I I.

On peut tenter de remettre sur le trône une famille détrônée, tandis que l'Empire de l'usurpateur n'est pas encore entièrement établi. La guerre qu'on entreprend alors est conforme au droit des gens. Mais dès qu'une fois le nouveau Gouvernement a pris une forme stable, le personnel de la famille dépossédée n'intéresse plus le système général, & prendre alors les armes en

sa faveur, ce seroit agir contre les principes de la politique naturelle, & par conséquent contre le droit des gens. Il faut attendre une autre révolution favorable, ou que le peuple rappelle lui-même son premier Souverain. Il paroît que la guerre entreprise pour le rétablissement des Tarquins, étoit contre le droit des gens. La constitution de Rome encore naissante n'avoit pas pris une forme stable; elle étoit donc autorisée à y faire les changements qui paroissent les plus convenables; & dans ces circonstances on ne devoit juger ce cas que conformément aux loix de la simple nature. Qu'est-ce qui pouvoit donc autoriser les Tarentins à vouloir couronner la brutalité de Sextus, en remettant les Tarquins sur le trône, & à vouloir forcer Rome de préférer l'intérêt personnel de cette famille, à l'intérêt général de l'état? Mais quand une nation entière, dont la raison & l'esprit sont cultivés par les connoissances les plus sublimes, où les mœurs & la religion semblent être en honneur, dont la forme du Gouvernement est depuis long-tems fixe & déterminée; quand, dis-je, cette nation fait trancher la tête

à son légitime Souverain, sous prétexte qu'il a violé les Loix & les privilèges de la nation; je ne vois en cela qu'une nation entiere occupée à se détruire elle-même; une nation entiere sur le théâtre de la honte & de l'infamie, à qui, si je puis m'exprimer ainsi, on abbat la tête dans la personne de son Chef légitime.

I I I.

Il peut cependant arriver encore aujourd'hui, dans différentes républiques, des révolutions intérieures, conformes aux droits de leur constitution primitive, & auxquelles on ne sçauroit donner le nom de révolte. Mais je ne m'étendrai pas davantage sur cet article, pour ne pas m'écarter de la Loi que je me suis prescrite, de ne rien dire qui puisse paroître au désavantage d'aucune nation. Qui est-ce qui oseroit prétendre justifier toutes les entreprises du malheureux Empereur Henri? Qui est-ce qui voudroit aussi le condamner?

I V.

Lorsqu'il arrive dans un état des révolutions internes auxquelles les états voisins ne prennent aucune part, on

peut comparer ces révolutions à une subite effervescence du sang dans un corps qui se trouve hors de sa position naturelle, & qu'on auroit ordinairement pu aisément prévenir ou appaiser dès son commencement. Mais si les états étrangers y prennent part, dès-lors c'est une apoplexie d'état ou formée ou commencée.

On ne doit pas chercher ailleurs la cause de ces altérations subites, qui portent le trouble dans un Gouvernement, que dans ces esprits oisifs & turbulents, dont les projets insensés tendent à démolir les anciennes digues construites suivant les regles de la nature & de la prudence, pour donner un libre cours au torrent de la liberté; jusqu'au point, cependant, où ils prétendent avoir construit de nouvelles, mais foibles digues; de façon qu'il paroît évidemment qu'ils ne détruisent les anciennes que pour leur intérêt propre.



CHAPITRE XV.

Des Souverains détrônés par des particuliers.

IL arrive quelquefois qu'une famille en dépouille une autre ; que le fils détrône son pere, sans que le corps de la nation y prenne part. C'est ce que nous entendons, lorsque nous parlons des Souverains détrônés par des particuliers. Cela peut aller encore plus loin ; & des Princes étrangers, ou des étrangers établis dans l'état peuvent entreprendre la même chose. Un général, un Ministre, un Maire du Palais, portent quelquefois l'infidélité, jusqu'à mettre sur leur tête la couronne de leur Souverain. Si la nation entière voit de pareilles révolutions d'un œil tranquille ; c'est la marque d'un état tombé en léthargie. Combien d'exemples de pareils attentats ne fournit pas l'histoire des Empires d'Orient & d'Occident ! Quoique les circonstances y fussent différentes, les révolutions paroissent toujours provenir d'un seul & même principe, sçavoir

que les états dans lesquels elles arrivent, sont devenus comme des biens ou des terres particulieres dont le Souverain a la propriété. Ainsi on ne doit considérer ces différentes usurpations, que conformément au droit particulier. Il est cependant de l'intérêt des états dans le système desquels entre celui qui souffre de pareilles révolutions, que sa constitution ne change pas d'une maniere désavantageuse au plan général. Du reste, on ne peut pas dire qu'un usurpateur participe en aucune façon au droit des gens, tandis que sa domination n'a pas pris une forme stable. Mais dès que sa puissance est établie, & que la constitution de l'état est fixe, dès lors, à circonstances égales, l'intérêt personnel du Prince dépossédé n'entre plus dans le plan général. Mon intention n'est pas de faire ici l'histoire des cruautés exercées sur les Rois & les Empereurs détrônés, dont les uns ont eu les yeux crevés, les autres ont été écorchés & mutilés inhumainement, d'autres ont été enfermés dans des cages. De telles horreurs sont dignes de trouver place dans une histoire de bourreaux.

CHAPITRE XVI.

*Du droit des gens considéré par rapport
aux isles.*

I.

PERSONNE n'ignore la différence que nous mettons entre les isles & le continent. Je ne parlerai point ici des presqu'isles, parce qu'elles sont regardées comme faisant partie du continent auquel elles sont jointes. L'Europe, l'Asie & l'Afrique, ne forment qu'un même continent. Il est indécis si l'Amérique n'a point vers le Pole une communication avec les autres parties de la terre. Si cela est, on peut regarder la vaste étendue de l'Océan, comme une mer méditerranée; sans cela la terre n'est qu'une vaste isle autour de laquelle on peut naviger. Mais que l'Amérique soit séparée des autres parties du monde, ou non; elle forme toujours un continent eu égard aux petites isles qui l'environnent. Les isles appartiennent à la mer dans l'enceinte de laquelle elles sont situées. **II**

en est cependant plusieurs , telle que la Sicile , que le continent pourroit revendiquer. Il se forme encore tous les jours de nouvelles isles.

I I.

Une isle qui produit tout ce qui est nécessaire pour la subsistance de ses habitants , peut former seule un état , & subsister indépendamment de toute liaison avec d'autres états. Plusieurs isles situées les unes près des autres , forment naturellement , tôt ou tard , un plan d'état insulaire. Celles qui sont situées près du continent , entrent naturellement dans le plan général des états du continent dont elles sont voisines. Les continents , tels que l'Europe , l'Asie & l'Afrique , que la nature a réunis , ont un droit naturel de se procurer par la navigation une communication aisée d'une contrée à l'autre. Ils ont naturellement autant de droit de profiter des ports des isles qui se rencontrent sur leur route , qu'ils ont un droit naturel d'y chercher des rafraîchissements. Ainsi forcer ces isles à faire partie de tel ou tel système d'état ; ce n'est point agir contre le droit des gens. Cependant à considérer les

choses suivant les Loix de la pure nature, on ne peut pas nier que les habitants de ces isles n'aient le droit de brûler les vaisseaux étrangers qui viendroient malgré eux aborder dans leurs ports; d'en détruire les équipages, ou de leur fermer de quelqu'autre maniere l'entrée de leurs ports. Mais ils ne sçauroient en agir ainsi, sans aller contre la politique naturelle, & ils deviendroient nécessairement la victime de leurs procedés.

I I I.

Mais ce seroit violer toutes les regles de la justice & de l'équité, de vouloir sacrifier à son ambition & à son intérêt des isles situées entre les continents, dont la position n'est d'aucun avantage pour la navigation; & que la nature a trop séparées de nous, pour qu'il puisse être utile d'avoir communication avec elles. Tel est aujourd'hui le cas ou se trouve le Japon. Il forme, pour ainsi dire, un état solitaire. Mais si la Corée ou les pays voisins deviennent un jour des Empires florissans & commerçans; les ports du Japon devenant alors nécessaires à ces états pour faciliter la navigation, cet Empire se

trouveroit forcé d'entrer dans le plan général des uns ou des autres. Il y a toujours eu des états qui n'ont aucun rapport avec les autres, & qu'on pourroit nommer, comme j'ai déjà dit, des états solitaires.

I V.

Une isle nouvellement formée ou inhabitée, n'appartient point au premier qui la découvre, ni à celui qui s'en empare le premier, à moins qu'on ne parle de la propriété particulière, dont on juge suivant le droit civil. Mais la propriété d'état d'une telle isle appartient au peuple qui s'y forme en société, sans dépendre d'aucun autre état : non, parce qu'il s'en empare le premier ; mais par le droit naturel qu'ont tous les hommes, de se réunir pour former une société, par-tout où les circonstances le permettent ; la terre étant un bien commun à tous les hommes. Mais hors de ce cas, ou hors de celui où cette isle se trouveroit entièrement abandonnée au premier occupant ; il est évident qu'elle appartient naturellement à tel ou tel système d'état : & un état qui en seroit déjà en possession, mais hors du système du

quel elle se trouve , ne peut se plaindre qu'on viole le droit des gens à son égard , lorsqu'on l'en dépossède.

V.

Tout ceci souffre sans doute de grandes difficultés , mais elles ne détruisent pas les principes que nous établissons. Qui est-ce qui , par exemple , sans parler de la manière dont ils en sont devenus les maîtres , voudroit disputer aux Anglois la possession des isles Orcades ? Qui est-ce qui niera que l'Irlande ne fasse nécessairement partie du plan d'état de l'Angleterre ? Permettroit-on aux Ahatiques de s'en emparer & d'en devenir les maîtres ? La force & le hasard sont , sans doute , de grands mobiles ; mais nous ne parlons ici que des rapports naturels , & des divisions , des partages , des combinaisons naturelles.

V I.

Le fameux partage qu'Alexandre VI fit entre les Espagnols & les Portugais , étoit à la vérité défectueux , en ce que ces deux nations devoient nécessairement se rencontrer aux isles Philippines. Mais outre qu'on pourz

roit dire que ce Pape avoit cru que c'étoit naturellement une convention tacite entre ces deux peuples, qu'ils posséderoient en commun ce qui se trouveroit au-delà des bornes fixées; cela prouve toujours de plus en plus, que les isles éparées sur la mer peuvent être l'objet d'un partage politique, & qu'elles appartiennent naturellement plutôt à tel état qu'à tel autre. Il est vrai que c'est par un pur effet du hasard que l'Espagne a acquis les Indes Occidentales & les isles adjacentes; mais il est vrai aussi qu'un pareil accroissement de grandeur, demandoit un Corps plus considérable que le Portugal, à la grandeur duquel les Indes Orientales sont plus proportionnées, quoiqu'on n'ait eu aucun égard à cette considération, lors de ce fameux partage.

V I I.

Il n'y a, dans le fond, aucune nation sur la terre, qui eût des droits sur ces pays nouvellement découverts, qui avoient leur plan de société & d'état particulier, hors de toute relation avec nous. L'Europe étoit assez vaste & assez fertile pour contenir & nourrir

tous ses habitants; fussent - ils même plus nombreux. Les conquêtes que nous faisons dans cette partie du monde, découverte depuis peu, nous sont entièrement étrangères. La puissance du Portugal, par exemple, considéré comme tel, c'est-à-dire, comme un état particulier de l'Europe, n'a pas reçu le moindre accroissement, par les acquisitions immenses qu'il a faites dans les pays étrangers. Toutes ses possessions tant dans les Indes Orientales qu'Occidentales, sont comme de grandes terres, ou plutôt de grandes fermes, qui n'ajoutent rien à la grandeur de l'état, qui consiste dans l'étendue des limites & dans la population; non dans des trésors entassés les uns sur les autres. Celui qui aura de meilleur fer que vous, se rendra bientôt maître de tous vos trésors, disoit Solon à Crésus. Ce n'est point l'argent, dit Machiavel, qui est le vrai nerf de la guerre; ce sont les bras du soldat robuste qui en sont le vrai nerf. L'Espagne avec toutes ses mines, pourroit elle entreprendre ce que les Goths, les Lombards, Les Huns, les Sarrazins, les Turcs enfin, ont entrepris, quoique ces barbares connussent à peine l'argent? Qu'elle cesse donc de

vanter ses trésors. Augmenter la population , mettre l'agriculture en honneur , établir les manufactures nécessaires ; ce sont-là les vrais mines auxquelles elle devrait s'attacher. Elles vaudroient mieux pour les Espagnols , que le Mexique & le Pérou.

Quelqu'immenses que soient les richesses de la Hollande , elles ne suffiroient pas pour sa défense en cas de guerre. Elle seroit , il est vrai , en état de soudoyer de grandes armées ; mais d'où tireroit-elle les soldats ? Quoi de plus aisé que d'empêcher les levées qu'elle pourroit faire ? Quoi de plus aisé que d'interrompre le commerce de ces petits états , qui trafiquent leurs sujets & les vendent pour soldats , comme on vend des marchandises fabriquées dans une manufacture ? D'ailleurs le rapport de l'argent avec nos besoins étant entièrement factice , de combien de variation n'est-il pas susceptible ? Nous avons vu soutenir la guerre avec de l'argent d'un si bas titre , qu'il excédoit à peine la valeur du simple cuivre. Une simple opération du Tribunal des Finances , suffit pour rendre inutiles & de nulle valeur toutes les mines du Pérou.

V I I I.

Ce ne sont donc pas nos besoins, mais le luxe seul qui a fait verser le sang de tant de peuples innocents, qui n'étoient coupables envers nous d'aucune offense, & avec qui nous n'avions aucune relation. C'est le luxe qui a fait massacrer inhumainement, & avec tant de barbarie, tant de Souverains adorés de leurs sujets. N'auroit-on pas pu commercer avec ces peuples, sans rendre leur pays le théâtre d'une guerre cruelle; & sans en faire un objet de conquête, où, à la honte de la nature & de la religion, on voit d'un côté l'échaffaud, & de l'autre le crucifix. Les Tyriens découvrirent autrefois des terres inconnues jusqu'à eux; mais sans chercher à s'en rendre les maîtres. Salomon envoya ses flottes jusqu'à Ophir; mais il ne donna aucune atteinte à la tranquillité de ces peuples. La découverte de la boussole nous a-t-elle donné des droits particuliers? L'invention de la poudre a-t-elle changé à notre égard les autres hommes en bêtes fauves, parce que nous pouvons les massacrer à coup sûr de plus loin & plus impunément qu'avec des lances & des flèches?

H

Les Espagnols , après avoir été subjugués tour-à-tour par les Carthaginois , les Romains , les Goths , les Sarrazins & d'autres barbares , chercheroient-ils à acquérir le titre de conquérants , en détruisant des peuples qui ignorent l'usage du fer ? Les Américains étoient à leur égard , comme des enfants sans défense. La nature leur avoit ôté toute communication avec notre partie du monde. Ainsi , quand même il seroit prouvé que , vers le Pole , l'Amérique est jointe à notre continent , il n'en seroit pas plus naturel de vouloir la faire entrer , bon gré , malgré , dans le plan systématique des états de l'Europe , qu'il ne le seroit de vouloir aussi y faire entrer les peuples inconnus de l'ancien monde , tels que ceux qui habitent l'intérieur de l'Afrique , ou autres barbares de cette espece.



CHAPITRE XVII.

De l'esprit d'intérêt, & du luxe.

I.

COMME l'homme vient au monde sans être la cause de son existence, il se trouve aussi placé dans des circonstances inévitables, qu'il n'a point dépendu de lui de prévoir & d'empêcher. Son corps ne sçauroit subsister sans nourriture. Considéré comme un être animé, c'est un intérêt physique qui le porte naturellement à satisfaire ses passions; & s'il mange, c'est sûrement pour lui même qu'il mange. Mais à le considérer du côté moral, on ne sçauroit regarder l'intérêt propre, comme le mobile de ses actions. L'homme est naturellement porté à restreindre ses droits, pour laisser aux autres le libre exercice des leurs; il a donc naturellement en vue l'intérêt général de l'espèce humaine. On ne peut donc pas l'accuser d'intérêt propre, lorsqu'il satisfait ses besoins naturels, à moins qu'on ne veuille en accuser aussi les

plantes , parce qu'elles se nourrissent des suc de la terre. On ne doit pas regarder comme provenant d'un esprit d'intérêt , les vues qui naissent nécessairement des Loix établies par la nature , & des circonstances inévitables où nous nous trouvons. C'est alors l'intérêt de l'espece en général ; nous sommes alors comme des plantes naturellement intéressées à ce que la pluie & la rosée donnent à la terre une nouvelle fraîcheur. Mais se regarder comme le seul être existant dans ce monde, rapporter tout à soi-même, prétendre que les autres bornent leurs droits naturels pour notre avantage particulier, sans vouloir borner les nôtres en leur faveur , à moins que nous ne prévoyions un avantage considérable qui peut nous en revenir , fonder son indépendance sur la dépendance & la sujettion des autres , c'est ce que j'appelle être animé d'un esprit d'intérêt : c'est-là le vrai intérêt propre.

Les sociétés que les hommes forment entre eux , lors même qu'elles sont soumises à un Chef, tendent de leur nature à maintenir & à assurer l'indépendance & l'égalité des hommes, comme je l'ai prouvé dans le corps

de cet ouvrage. Cela démontre clairement que l'homme généralement n'agit point par intérêt propre. Qu'il y ait des hommes en qui cet intérêt particulier est le premier mobile de leurs actions; c'est ce qu'on ne sçauroit nier. Mais cela ne conclut rien pour l'espece en général. Chaque individu périt; mais l'espece entiere subsiste; & l'instinct que nous avons reçu de la nature est tel, que nous agissons plutôt pour le bien & la conservation générale du genre-humain, que pour notre propre conservation. On ne sçauroit regarder comme l'objet principal que nous avons en vue, l'avantage particulier qui en résulte pour nous. Il arrive souvent que nous ne pouvons travailler pour le bien public, sans nous exposer à une perte certaine & que nous avons bien prévue. Combien n'en a-t-on pas vu sacrifier courageusement leur vie pour l'intérêt de la patrie? Est-ce l'ambition seule qui les a fait agir? & doit-on donner le nom d'intérêt à cette sorte d'ambition?

Il faut distinguer une ambition intéressée, d'un desir louable d'acquérir de la gloire. Celui-ci est fondé sur le plus parfait désintéressement.

L'excellence & le mérite intrinsèque des belles actions, est l'honneur objectif ; l'honneur subjectif consistant en ce que celui qui cherche à se faire un grand nom, oublie, pour ainsi dire, sa propre individualité, & tâche de se rendre en quelque façon universel ; de sorte qu'après la destruction de son individu, il vit encore moralement dans la postérité, par les effets de ses belles actions. Il a donc plutôt en vue le bien général du genre-humain, que son avantage particulier ; le désintéressement le plus parfait est donc le vrai principe de ses actions. S'il cherche à les faire connoître, il peut avoir en vue d'exciter par-là les autres à l'imiter, plutôt pour leur commun avantage, que pour le sien propre. Il y a des personnes obligées de se procurer une certaine considération extérieure ; (jusqu'ici il n'a été question que de l'honneur extérieur) tels sont les Princes, leurs Ministres, les Juges. Il est de l'intérêt d'un Général de rendre son nom fameux, afin que son armée, prenant en lui une entière confiance, marche avec courage contre l'ennemi.

Mais la nature ne propose point aux hommes la réputation comme le prin-

principal but qu'ils doivent avoir en vue dans les grandes choses qu'ils entreprennent. On ne sçauroit non plus donner le nom d'intérêt propre au plaisir qu'on goûte en remplissant ses devoirs. Un homme pressé par la faim, trouve un plaisir sensible à manger, parce que telles sont les Loix de la nature. Dira-t-on qu'il mange à cause du goût agréable qu'il trouve dans les mets qui lui servent de nourriture, plutôt que parce qu'il a faim ? N'apaise-t-on pas souvent sa faim avec des racines amères ou insipides.

I I.

Un grand Roi s'égare dans de sombres forêts, après la perte d'une bataille. Livré à lui-même il fait de tristes réflexions sur le sort des grands. Mais bientôt il les oublie & s'oublie lui-même. « Quelle sera la destinée de
» mes braves Généraux, s'écrie-t-il ?
» Que deviendra mon armée, invincible jusqu'à ce jour fatal ? Mais que
» sera devenu mon ami, le bien le plus
» précieux que j'eusse au monde ? Accablé par le nombre, percé de mille
» coups, il expire sur le champ de bataille ; sa grande ame s'empresse d'a-

» bandonner son corps qui se trouve
» confondu avec ceux de ses mépri-
» sables vainqueurs , d'une foule de
» vils esclaves. Ah ! j'entends ses der-
» niers soupirs : je l'entends qui m'ap-
» pelle. Si je pouvois être sensible à
» mes intérêts particuliers je le re-
» gretterois plus long-tems , je rem-
» pliroyis ces bois de plaintes & de re-
» grets. Mais aussi désintéressé que moi,
» il me pardonnera de l'oublier pour
» ne penser qu'à mon peuple. O mon
» peuple qui n'est malheureux que par-
» ce que tu m'es attaché ! Mais , ma
» résolution est prise Non , tu
» ne deviendra pas plus malheureux.
» Je ne te reverrai plus : les passages
» sont coupés par les ennemis. Si je
» tombois entre leurs mains , tu vou-
» drais venger ma mort , & tu te pré-
» cipiterois par - là dans un abîme de
» malheurs , ou je serois forcé d'accep-
» ter & de garder des conditions de
» paix honteuses , qui te rendroient
» éternellement malheureux. Je veux
» être moi-même mon propre meur-
» trier. Je périrai seul pour le salut de
» mon peuple. Si l'on me trouvoit
» percé de coups , on croiroit peut-
» être que c'est l'ennemi qui me les a

» portés. J'apperçois de dessus cette
» hauteur un précipice affreux. Ce sera
» là mon tombeau. Si on vient à dé-
» couvrir mon corps , on ne pourra
» attribuer ma mort qu'à un accident,
» & personne ne sçaura la noble action
» que j'aurai faite ». N'est ce pas là le
caractere du plus parfait désintéresse-
ment ! Peut - on regarder ce trait
comme métaphysique & hors de vrai-
semblance ? La Religion chrétienne
condamne , il est vrai , cette conduite ;
mais il n'en est pas moins vrai qu'il n'y
a que le désintéressement le plus par-
fait qui puisse l'inspirer.

I I I.

Les soins que les peres prennent de
leurs enfants, tendent à la conservation
de l'espece en général. Par une com-
passion mal entendue, les enfants, chez
certains peuples, égorgent leurs pa-
rents dès qu'ils sont parvenus à un cer-
tain âge , pour leur épargner les in-
firmités de la vieillesse. Cette coutume
barbare ne diminue rien des tendres
soins des peres pour leurs enfants,
quoiqu'ils n'ignorent pas le traitement
qu'ils en recevront dans un âge avancé,
au lieu des secours qu'ils devroient

naturellement en attendre. Les bêtes mêmes montrent le même désintéressement. Elles élèvent leurs petits & veillent à leur conservation avec une tendresse qui va jusqu'à leur faire exposer leur propre vie pour conserver celle de leurs nourrissons. Elles n'ont cependant aucune reconnoissance à en attendre. A peine peuvent-ils se passer du secours de leur mere, qu'ils la méconnoissent. Il n'y a plus dès lors aucune liaison entre eux. Les petits ne connoissent plus leur mere; la mere ne reconnoît plus ses petits : preuve évidente que les soins paternels des hommes & ceux des animaux, ont le même fondement primitif; sçavoir, la conservation de l'espece en général: ce qui exclut toute idée d'intérêt particulier.

Ces meres qui, chez certains peuples, font périr leur filles, quand elles en ont la liberté, pour les délivrer des horreurs d'une vie misérable & malheureuse, s'écartent, il est vrai, des Loix de la nature; mais elles prouvent par-là même que l'intérêt propre n'est nullement le fondement de ce que les peres font pour leurs enfants; & il seroit pitoyable de vouloir fonder l'amour

paternel sur l'agréable souvenir des plaisirs de la société conjugale , que les peres éprouvent à la vue de leurs enfants.

I V.

Ce n'est point un intérêt particulier qui nous porte à borner nos droits naturels, pour engager les autres à borner aussi les leurs. Ces vues réciproques sont naturellement liées avec le but principal, qui a pour objet le genre humain en général. C'est à ce but principal qu'on sacrifie un nombre infini de vues particulières, qui se changent même souvent en autant de façons d'agir désintéressées, qu'on ne remarque & qu'on ne discerne pas comme elles le mériteroient.

Qu'un sauvage , solitaire dans les bois, ne pense qu'à soi-même, ce n'est point l'esprit d'intérêt qui le guide : il penseroit disléremment, s'il vivoit en société. On goûte, en faisant une action louable, un plaisir & un contentement intérieur qu'on n'avoit point prévu. Que ce plaisir innocent devienne l'occasion de réitérer cette action ; ce n'est point là agir par intérêt propre. Mais n'avoir en vue que son bien particu-

lier, dans les choses qui intéressent le bien général, & dans lesquelles nous devrions par conséquent l'avoir en vue; ne desirer, ne faire que pour soi, ce qu'on devroit desirer & faire en même tems pour les autres & pour le maintien de l'égalité; préférer son individu à toute l'espèce en général; abuser des créatures animées ou inanimées, comme si elles étoient créées plutôt pour nous que pour l'homme en général; traiter les êtres animés comme de pures machines dont on peut se servir à son gré: c'est-là le vrai caractère de l'intérêt propre.

V.

L'homme peut exercer sur les animaux l'empire que le Créateur lui a donné sur eux, pour subvenir à ses besoins: mais ce n'est pas seulement pour l'homme que les animaux ont été créés. Le droit que nous avons de les faire servir à nos besoins, est borné; nous sommes obligés d'avoir égard à la conservation de l'espèce en général, & cela sans aucun rapport à notre intérêt. Ils ont vis-à-vis de nous des droits qu'ils savent bien maintenir.

Quant au droit particulier de tuer

les animaux , & de se faire un plaisir & un amusement de leur donner la chasse, pourvu qu'on ne les fasse pas souffrir d'une maniere cruelle, cela peut être permis ; je n'examine point sur quel fondement. Mais ne trouver du plaisir qu'à les tourmenter cruellement, c'est un excès d'intérêt propre, qui n'est point naturel à l'homme. Il peut y avoir ici des exceptions à faire par rapport aux princes : c'est ce que nous examinerons plus bas.

V I.

Se départir de ses droits naturels en faveur d'un autre, mais au préjudice de la société en général, c'est les étendre en effet ; & on ne sçauroit donner à une telle conduite le nom d'amitié, à moins qu'on ne la caractérise en même tems d'amitié irraisonnable. Quoique, pour vivre en société, nous soyons obligés de borner nos droits naturels, cependant comme les restreindre n'est pas les abolir, ils nous restent toujours ; & il en est qu'on pourroit nommer des droits réservés. Ces droits, ainsi réservés, sont un bien qui nous est propre. Si par inclination pour la vie sociale, nous y renonçons

en faveur des autres indifféremment ; sans faire distinction des personnes , il n'en sçauroit résulter une amitié raisonnable. Ce ne seroit qu'une familiarité inconsiderée , & une débonnaireté aveugle qui ne mériteroit rien moins que le nom d'amitié.

Lorsqu'aucontraire , sans nous écarter en rien de ce que nous devons à la société en général , l'estime particulière que nous avons pour le mérite de quelqu'un , nous porte à renoncer en sa faveur à nos droits réservés , sans attendre la même chose , & qu'il regarde en nous comme un mérite le cas que nous faisons du sien propre ; qu'il nous en sçait gré & qu'il est disposé à nous sacrifier ses droits réservés , comme nous lui sacrifions les nôtres , quoique nous ne l'exigions pas de lui ; une telle conduite mérite vraiment le nom d'amitié , & d'amitié désintéressée. Une telle liaison ne peut se former qu'entre des personnes de mérite , soit égal , soit inégal ; car la vraie amitié étant fondée sur l'estime , il ne sçauroit y en avoir entre des personnes qui n'auroient aucun mérite. L'inégalité du mérite détermine naturellement les rapports de deux amis entre eux ; & c'est

à cause de cette inégalité, qu'on doit souvent faire plus pour son ami, qu'on ne peut attendre de lui en pareil cas. Malheureux ces amis qui se laissent diviser par des préjugés d'état ou de religion!

V I I.

C'est conformément à ces principes qu'on doit agir, dans ces cas épineux où ce qu'exige l'amitié paroît contraire à nos devoirs; mais il faut toujours supposer que c'est une vraie amitié, & digne de ce nom.

Ces personnes qui en rendent d'autres dépositaires de leurs secrets, en vue de former une liaison particulière, se distinguent, il est vrai, de celles avec qui elles n'ont aucune relation particulière; mais quand même, lorsqu'il s'agit de mettre des bornes réciproques à leurs prétentions, elles cherchoient à se prévenir mutuellement, & à faire plus pour les autres qu'elles n'en attendent; ce ne seroit tout au plus qu'une amitié commune, à peine digne de ce nom, parce que le caractère de la vraie amitié présuppose un mérite, soit égal, soit inégal entre les personnes qui se lient ensemble. Si au

contraire on prétend se lier étroitement avec quelques personnes choisies, mais de façon qu'on attende d'elles autant qu'on fait pour elles, sans avoir cependant en vue d'autre avantage que celui de jouir des plaisirs attachés à une société plus étroite, où la confiance mutuelle regne ; on ne mérite nullement le nom d'amis ; des hommes ainsi liés entre eux, ne sont que des hommes ordinaires : leur prétendue amitié n'est qu'une liaison vulgaire, qui n'est cependant pas fondée sur l'intérêt propre, puisqu'il cesse toujours, dès qu'on ne fait rien qui puisse détruire l'égalité morale qui doit être entre les hommes.

V I I I.

Un homme d'un mérite distingué peut vivre dans une certaine liaison, & d'une manière qui marque une confiance réciproque, avec des gens d'un moindre mérite, sans cependant contracter avec eux une vraie amitié, parce qu'il peut se conduire à leur égard conformément à son caractère, sans avoir avec eux ces relations essentielles à l'amitié. Il peut de même vivre avec des gens du commun, d'une manière

si familière , qu'elle ait toutes les apparences de l'amitié : apparences inévitables , vu les notions confuses que nous avons communément de la vraie amitié. Ce sont les circonstances qui décident ici ; & souvent un Apollon se trouve méconnu & confondu au milieu d'une troupe de bergers grossiers.

I X.

Un amour vrai & sincère suppose un mérite prééminent , ou des vertus morales , & une inégalité de mérite entre deux amants. Celui qui aime est censé moins parfait que l'objet aimé ; mais son amour même est regardé en lui comme une nouvelle perfection , qui se joint moralement à ses autres bonnes qualités , pour ne former qu'un tout moral.

Il seroit déraisonnable de vouloir donner le nom d'intérêt propre à l'intention qu'on a de se faire aimer à son tour de l'objet aimé. La chaleur est-elle séparable du soleil ? Il n'est point ici question de cette passion turbulente que l'on qualifie communément du nom d'amour.

C'est sans doute un sentiment dicté

par la nature , qui inspire aux hommes de l'inclination pour l'autre sexe ; sentiment qu'il ne faut pas confondre avec le penchant pour le plaisir ; qui differe autant de l'amour que le physique differe du moral. Il est des cœurs qui s'enflamment à la vue du premier objet qui trappe leurs yeux. Mais le même instant , pour ainsi dire , qui a vu leur passion s'allumer , la voit s'éteindre. Donner à ces passions momentanées le nom d'amour , c'est juger aussi fausement , que si on concluoit que quelqu'un à l'esprit bienfait , parce qu'il a une belle physionomie. Ne pourroit-on pas cependant , si on pouvoit acquérir une profonde connoissance du beau , & qu'il fût susceptible d'être analysé ; ne pourroit-on pas , dis-je , trouver certains rapports & déterminer une certaine espece de beau dans la physionomie , qui prouvât la beauté de l'esprit ? On devroit au moins faire une difference entre le beau en général , & le beau physionomique.

X.

De tout ce que nous venons d'exposer de la maniere la plus simple , le lecteur impartial doit naturellement en

concl
qui n
plus p
oublie
pour
les L
leur
L'
hum
prein
mes
l'espe
vrai
chan
mise
fidél
port
des
bon
Mai
fition
trav
de l
mar
plus
Il
con
prit
rel

conclurre , que la morale chrétienne , qui nous inspire le désintéressement le plus parfait, jusqu'à nous porter à nous oublier en quelque façon nous-mêmes pour l'intérêt des autres, est fondée sur les Loix de la nature même, loin de leur être opposée.

L'humanité, ou l'amour du genre-humain, est un penchant secret empreint dans le cœur de tous les hommes, qui agit pour la conservation de l'espece en général. Ce n'est pas, il est vrai, dans chaque individu, un penchant développé; une inclination déjà mise en mouvement. Les hommes considérés en particulier, peuvent se comporter entre eux, ou avec la férocité des loups, ou avec une douceur & une bonté stupide, comme celle des brebis. Mais dès qu'ils sont placés dans une position convenable vis-à-vis du tout, ils travaillent tous également pour le bien de l'espece humaine en général. L'humanité, considérée dans un sens moral plus relevé, exige d'autres conditions. Il nous suffit d'avoir démontré qu'à considérer les choses généralement, l'esprit de désintéressement est plus naturel que l'esprit d'intérêt.

Chaque multiplication artificielle de nos besoins est un commencement de luxe , qui va toujours en augmentant , & auquel on donne différents noms , suivant la différence de son objet. Tantôt il consiste dans un certain excès dans la jouissance , tantôt dans une manière de vivre molle & délicate ; ou dans un goût excessif pour la magnificence , qui devient bientôt le goût général ; ou dans une certaine prodigalité , suite nécessaire de la corruption des mœurs ; ou enfin dans un penchant outré pour le plaisir , auquel on s'abandonne sans mesure.

Nos besoins naturels sont bornés. Dès que nous les étendons au-delà de ces bornes, nous nous formons de nouvelles vues , qui ne nous sont point dictées par la nature , & qui n'ayant aucune liaison intrinsèque avec les moyens nécessaires à notre subsistance, font bientôt germer en nous l'esprit d'intérêt pris dans son vrai sens.

Le luxe ayant pris le dessus , & étant devenu général , les vues particulières & les intérêts particuliers se

sont
tation
fausse
presq
c'est
l'espr
mobi
leme
& de
gros
O
doit
men
moi
cert
félic
enti
ges
cen
men
fer
foir
la j
les
me
fan
qu
a c
to
m

sont multipliés en raison de l'augmentation du Luxe. Delà l'opinion aussi fausse que dangereuse , & cependant presque généralement répandue ; que c'est de la nature que l'homme a reçu l'esprit d'intérêt ; qu'il est le premier mobile de ses actions , & qu'il faut seulement distinguer un esprit d'intérêt fin & délicat , d'avec un esprit d'intérêt grossier.

On a si fort raffiné sur l'idée qu'on doit se former d'un vrai désintéressement , qu'on ne sçauroit le définir , à moins de le faire consister , comme certains philosophes y font consister la félicité de l'Etre suprême , dans une entière apathie à l'égard des avantages les plus naturels & les plus innocents ; de façon que l'homme vraiment désintéressé , ne puisse se proposer dans ses actions aucun but qui lui soit avantageux ; qu'il soit exclus de la jouissance des biens communs à tous les hommes ; & que , semblable à une meule de moulin , qui fait de la farine sans le sçavoir , il ignore même la part qu'il a au bonheur des autres , lequel il a cependant procuré. On réduit donc tout à un désintéressement purement mécanique. C'est le désintéressement

d'un horloge qui, sans le sçavoir, nous rend le service de nous apprendre l'heure qu'il est.

X I I.

Les objets de l'intérêt propre, tel que nous le considérons ici, ne sont point nécessairement liés avec les moyens que nous devons prendre pour notre conservation, & n'ont rien de commun avec notre existence; car personne ne dira, comme nous l'avons déjà remarqué, que ce soit par esprit d'intérêt, que les hommes mangent, boivent, dorment & satisfont les autres besoins naturels de la vie. Quoique l'esprit d'intérêt ait fait les plus grands progrès parmi les hommes, l'esprit de désintéressement n'est cependant pas entièrement banni de ce monde. Mais le luxe est une comète qui présage la ruine des Empires les plus florissans; & sa queue, qui paroît descendre jusques sur la surface de notre globe, est l'intérêt propre.

X I I I.

Nous venons de remarquer que plus nos besoins factices se multiplient, plus nous devenons désintéressés. L'es-

Intérêt n'est cependant pas toujours une suite nécessaire de cette multiplication de nos besoins. Quelque multipliés qu'ils soient, nous pourrions, si nous voulions écouter la nature, dont les lumières ne sont pas encore tout-à-fait éteintes en nous, nous pourrions, dis-je, les restreindre, & nous borner enfin au peu que la nature exige.

Il est encore des cas particuliers où cela arrive. Il se trouve des hommes qui, après avoir vécu dans le plus grand luxe, savent le réduire au simple nécessaire. Mais il seroit difficile qu'un pareil changement devînt général. Le luxe qui nous domine, a formé, pour ainsi dire, en nous, une seconde nature; & nous sommes comme des oiseaux élevés dans une cage, qui, mis en liberté, ne sauraient plus trouver leur nourriture dans les champs.

X I V.

C'est ici le lieu de montrer la différence qu'on doit mettre entre intérêt & intérêt; c'est à-dire entre deux notions très différentes, qu'on exprime ordinairement par le même mot. Nous pouvons, sans nous écarter des Loix

de la nature , étendre jusqu'à un certain point nos besoins naturels. Cette extension de nos besoins , en multipliant nos vœux , semble augmenter , pour ainsi dite , notre vie morale. Il est donc une espece d'intérêt propre que la nature nous permet ; à prendre le terme d'intérêt dans un sens convenable. Mais il faut le borner de façon qu'on ne donne aucune atteinte à l'égalité morale qui doit être entre les hommes ; & que , pour procurer notre avantage , nous ne mettions point obstacle à celui des autres. Nous ne devons donc pas tellement nous approprier ce ruisseau qui fait aller notre moulin , que nous n'en laissions le cours libre , pour ceux qui peuvent en profiter en même tems que nous. « Je ne » vendrois pas que la pluie humectât » mes champs desséchés par le soleil , si » elle devoit étouffer la semence des » champs humides de mes voisins ».

Supposons à présent un état qui produit abondamment tout ce qui est nécessaire pour la subsistance de ses habitans , & pour la commodité de la vie. Supposons encore que cette abondance est tellement partagée entre tous les citoyens , que leurs besoins
communs

communs en soient, en général, également augmentés en proportion des productions de l'état & des autres circonstances. Cette augmentation de besoins forme, sans doute, une sorte de luxe, si l'on prend ce terme dans toute son étendue. Mais quoique toute espèce de luxe soit dangereuse, celui-ci a des suites bien moins funestes que le luxe qui, pris dans un sens plus précis, consiste dans l'inégalité des besoins & dans le partage inégal des moyens de les satisfaire.

Le luxe proprement dit provient donc de ce qu'il n'y a plus d'égalité dans la manière de borner les droits naturels; de façon que les uns sont obligés de prendre plus de peine pour satisfaire leurs besoins naturels, que la nature ne leur en impose, & qu'ils n'en eussent eu dans une société dont la forme de gouvernement seroit conforme aux Loix de la nature; & cela parce que les autres étendent leurs droits naturels d'une manière qui détruit toute égalité.

Le principe de ce désordre est que les états s'écartent de leur constitution primordiale & naturelle, en élevant à un rang distingué un trop grand nom-

bre de citoyens , au préjudice des autres. Ces personnes distinguées sont , ou des gens qui occupent des charges inutiles à l'état , ou des fainéants privilégiés , ou des artistes sans nombre , uniquement occupés à des arts superflus , qui ne servent qu'à entretenir & augmenter le luxe. Par-là , les charges les plus onéreuses roulent sur le peu de cultivateurs qui restent , ou sur cette classe d'hommes occupés à procurer , avec des peines infinies , une abondance dont ils ne se ressentent pas. Cette sorte de luxe peut donc s'introduire dans un état d'une forme naturelle , sans que le commerce avec l'étranger y contribue.

X I V.

Si le luxe devient dans un état le fondement du commerce , il arrive nécessairement que les uns étendent de plus en plus leurs droits naturels , au préjudice des autres. Les besoins , augmentés hors de toute proportion , se multiplient toujours , & par conséquent le désordre augmente aussi de jour en jour , lorsque l'art , sur-tout , est occupé à faire des découvertes ou des changements qui ne servent qu'à accroître

l'ensemble de nos besoins. En vain diroit-on que les cultivateurs , parmi nous , malgré le rude travail auquel ils sont assujettis , menent une vie incomparablement plus heureuse que ces sauvages qui ne connoissent pour toute nourriture que le gland & quelques racines insipides. A juger des choses sans prévention , je prétends que , sous certains rapports , la position des cultivateurs & celle des sauvages est à-peu-près la même ; & que , s'il y a quelque différence à faire , elle sera à l'avantage des derniers. Mais je n'entreprendrai pas ici d'en faire la comparaison. Je me contenterai de remarquer que les cultivateurs & toute cette classe de gens obligés de gagner leur vie en servant les autres , sont surchargés des plus pénibles travaux du corps , que la nature n'exige point d'eux , & qui ne seroient point nécessaires pour fournir à leur subsistance dans le pays où ils vivent. C'est donc une déplorable suite du luxe , que le petit nombre soit obligé de nourrir le grand nombre ; & que quelques particuliers fassent une consommation plus grande , je ne dis pas qu'ils ne devroient faire , & qu'ils ne

feroient , s'ils se restreignoient aux simples besoins de la nature , mais qu'il ne seroit nécessaire , en supposant même les besoins multipliés a un certain point , si cette augmentation étoit plus égale & plus conforme à la nature , & qu'il y eût plus de proportion dans la distribution des travaux , & des productions de la terre.

X V.

C'est un préjugé de croire que le commerce rend un état florissant & augmente sa puissance. L'or & l'argent ne produisent pas cet effet. Un état dont le sol fournit de quoi satisfaire aux besoins naturels , sans avoir recours aux productions étrangères , s'il ne multiplie point ses besoins tactiques , qui le rendroient nécessairement dépendant de ceux qui lui fourniroient les moyens de les satisfaire ; un tel état , dis-je , peut aisément se passer d'or & d'argent. Il peut suppléer à leur usage par d'autres signes arbitraires , qui , dans toute son étendue , auront le même effet que l'argent , & remédieront de même aux incommodités de l'échange. Du fer blanc , des coquilles , des cailloux de différentes cou-

leurs & de différentes figures , le papier même, fuffifent pour cela. C'est assez de déterminer quel est le signe qui doit équivaloir à un cheval , un bœuf, un mouton , un muid de bled , une charrue , une hache , une pele , ainsi du reste. Ainsi ce qui nous paroît aujourd'hui si nécessaire , n'est en effet qu'une suite du luxe. Je suppose d'ailleurs qu'un tel état soit d'une étendue convenable , & que ses propres forces fuffifent à sa défense ; c'est-à-dire , qu'il puisse mettre sur pied un nombre assez grand de soldats robustes & bien armés , en quoi consiste la vraie force d'un état.

Un état qui n'auroit point de fer , n'a pas besoin de vendre pour de l'argent ses autres productions , afin de se procurer ce métal devenu aujourd'hui si nécessaire : il peut les échanger simplement contre le fer qui lui manque.

X V I.

On prétend faussement , qu'un état qui attire chez lui beaucoup d'argent , augmente par-là sa puissance respective , & se procure des moyens de s'agrandir. Ou l'agrandissement dont on parle ici , n'est autre chose que l'acquisition

d'une étendue convenable & conforme aux bornes naturelles qu'un état doit avoir, ou ce sera une extension démesurée au-delà de ces bornes. Dans le second cas, chercher à s'agrandir, c'est agir contre les Loix de la vraie politique. On peut aisément, dans le premier cas, parvenir à son but par des moyens plus naturels; c'est-à-dire, en employant la puissance physique & morale, qui est la force naturelle & intérieure d'un état, toujours supérieure à la puissance artificielle & factice de l'argent. Cette force intrinsèque est suffisante; & on pourroit faire subsister les armées qu'on envoie dans les pays étrangers, par d'autres moyens que celui de l'argent; moyen extraordinaire qui provient primitivement du luxe intérieur. Sans ce luxe interne, on pourroit se conduire comme les Goths firent vis-à-vis des Romains déjà affoiblis par le luxe. N'est-ce pas sur les productions naturelles & effectives du pays qui est le théâtre de la guerre, qu'il faut compter; & l'argent sert-il à autre chose qu'à épargner la peine d'un calcul difficile, à l'égard des choses de peu de valeur, ou les incommodités de l'échange & des répartitions détaillées;

& à procurer au soldat l'agrément d'avoir la propriété d'une chose dont il peut disposer aisément. Une solde en nature paroît plus incommode pour le soldat. La solde en argent le met à même d'épargner dans un tems, pour être plus à son aise dans l'autre. Mais cela même est réellement une espece de luxe, & ne peut intéresser les vrais soldats qui ne combattent que pour la défense de leur patrie. Hors de cette considération, toute espece de monnoie de cours, fût-elle de plomb, seroit également utile au soldat : sa valeur intrinseque n'augmentant pas sa valeur numéraire.

Les fruits de la terre se trouvant inégalement distribués entre les mains des habitants, on aime mieux les leur laisser totalement, ou en grande partie, & imposer une contribution pécuniaire, dont la répartition & le recouvrement sont plus aisés à faire, & se procurer ensuite, avec de l'argent comptant, les denrées nécessaires. Mais si ces contributions ne sont pas suffisantes, ou qu'elles ne soient pas levées assez tôt, ne faut-il pas alors avoir en main d'autres moyens pour approvisionner l'armée? Or, ne peut-on pas

employer pour cela des signes qui équivalent à des délégations sur les contributions à lever? L'or & l'argent sont-ils pour cela d'une nécessité absolue? La monnoie avec laquelle on a soutenu la dernière guerre, n'étoit-elle pas plus de cuivre que d'argent?

Il n'est pas vrai, sans distinction, qu'un état qui a recours à de tels moyens pour fournir aux frais de la guerre, se ruine par-là lui-même. Si le luxe y domine, il se ruinera sans doute le premier; mais s'il s'est maintenu dans sa constitution naturelle, ce n'est qu'accidentellement & à cause de certaines relations particulières qu'il se trouvoit avoir avec ses ennemis, qu'il peut en souffrir.

X V I I.

Le commerce, dit-on, est un moyen sûr & aisé de sçavoir ce qui se passe dans les autres états, ce qu'on peut en avoir à craindre; & par-là même on est en état de prendre à tems ses mesures, ou pour prévenir leurs entreprises, ou pour s'en mettre à couvert. Si on ne peut pas atteindre aisément ce but, avec un petit nombre de vaisseaux, dont le peu de cargaison n'introduiroit pas un luxe général avec les productions étrangères, parce que,

lors même que les nations étrangères laissent la liberté du commerce, il faut que les vaisseaux soient en état de défense comme en tems de guerre ; qu'ainsi étant obligé de faire escorter par des flottes les vaisseaux marchands, on est contraint de donner une plus grande étendue au commerce : je ne vois pas pourquoi il ne seroit pas plus avantageux alors de faire ce commerce pour le compte de l'état en général ; ou, si l'on veut, d'y faire entrer en particulier chaque province de l'état, comme membre de la société commerçante.

Je présuppose ici que le luxe n'a pas encore pris racine dans cet état ; ou que, s'il domine déjà, on veut prendre des mesures pour rendre le mal moins pernicieux. Pour que l'établissement du commerce soit conforme à ce but, il faut destiner pour d'autres peuples les cargaisons précieuses, qui ne consistent que dans des productions du luxe, ou les échanger contre d'autres productions plus nécessaires & peu susceptibles de devenir un principe de luxe, ou même contre de pur métal ; ou enfin, par des Loix somptuaires sagement établies, maintenir, dans la manière de vivre, une uniformité mo-

rale, conforme à la nature du commerce qu'on fait. Uniformité qui se soutiendra aisément, si les avantages qu'on retire du commerce, se trouvent répartis, de façon que le plus grand nombre de citoyens y ait part. Par-là, l'intérieur de l'état ne se ressentiroit point des mauvais effets du luxe, ou n'en souffriroit que peu. En un mot, le commerce qu'on fait avec l'étranger, doit être tellement réglé qu'il concoure au but qu'on doit se proposer dans un sage gouvernement.

On pourroit comparer deux états commerçants, mais dont la Législation & les mœurs sont différentes, à deux Millionnaires, qui font tous les deux beaucoup de dépense, & dont la table est magnifiquement servie; mais avec cette différence, que l'un surcharge tous les jours son estomac, tandis que l'autre mene une vie sobre, au milieu de l'abondance.

Tantôt le commerce réussit & produit des richesses immenses. D'autres fois on fait des pertes considérables, dont la société souffre nécessairement, & qu'elle est obligée de réparer. Si le commerce se faisoit pour le compte de tout l'état, ces pertes, réparties sur un corps bien plus considérable qu'une

société particulière , seroient moins sensibles. On ne s'en ressentiroit pas plus que des subsides qu'on paye à l'étranger , qui sont autant d'argent perdu pour l'état. D'ailleurs les avantages qu'une société particulière retire du commerce , ne doivent pas servir à juger de ceux qu'en retire un état , qui regarde le luxe comme une maladie interne qui le conduit peu-à-peu à sa ruine. Son commerce n'est alors qu'un remède de précaution , qu'on pourroit comparer au cordon qu'on tire , lorsqu'il y a quelque maladie contagieuse dans le voisinage.

X V I I I.

Pour résoudre toutes les autres objections possibles , il suffit de faire attention à la différence qu'il y a entre le commerce actif & le commerce passif , & de faire l'application des principes que nous avons établis conformément à la situation particulière & à la nature du gouvernement de chaque état pris séparément.

Il n'est aucun état qui , en agissant suivant ces principes & les appliquant à propos , ne puisse au moins réussir à mettre certaines bornes au luxe. Il est

vrai qu'il y a une distinction naturelle à faire entrer les états qui sont assez puissants pour se maintenir par eux-mêmes ; & ceux qui ne peuvent subsister sans le secours des autres, ou qui ne sont, pour ainsi dire, que tolérés par les autres. Cette différence ne peut cependant jamais empêcher d'agir conformément à nos principes, en y apportant les tempéraments que la vraie politique suggerera. Il n'y a qu'une seule cause de chaleur & de lumière ; cependant, suivant la différence des climats, elle rend les hommes efféminés & délicats dans un endroit ; forts & robustes dans l'autre : ici ils sont blancs ; là ils sont noirs.

X I X.

Dès qu'un état cherche à augmenter sa puissance, & à s'élever au-dessus des autres par le commerce, il en résulte nécessairement un dérangement dans le système naturel des états, & une fermentation dangereuse entre les divers états qui entrent dans le même plan systématique ; & , tout bien examiné, il arrive presque infailliblement que cet état qui s'est laissé guider par un esprit d'intérêt, en est enfin la

vi^{ct}ime. Ce que je dis des états , on peut le dire de même des citoyens ent^{re} eux. Les uns ne peuvent jouir des prétendus avantages du luxe , que ce ne soit au préjudice des autres ; ce qui donne nécessairement naissance à l'esprit d'intérêt : où le luxe domine , l'intérêt propre est assis sur le trône.

La suppression du luxe peut devenir pour les Chefs de l'état , & leurs sous-représentants , une source de richesses , tandis que le luxe même les ruine & leur fait perdre leur crédit. Sans m'étendre plus long-tems au long là-dessus , je me contente de remarquer que les arts & les sciences se soutiendroient également dans l'état , si , au lieu du luxe , on y suivoit les Loix d'une économie en grand : cela diminuera tout au plus la quantité de ces demi-sçavants présomptueux , & de ces demi-artistes , dont le nombre ne contribua jamais à la gloire des arts & des sciences. D'ailleurs , ne vaudroit-il pas mieux qu'on sacrifiât la fortune de quelques peintres & de quelques musiciens , pour donner à vivre à des milliers de malheureux ? Ne vaudroit-il pas mieux , qu'au lieu d'un petit nombre de palais superbes , d'édifices fas-

tueux , de statues souvent érigées par la flatterie , qui ne semblent élevées qu'à la gloire des sculpteurs & des architectes , on bâtit des milliers de cabannes qui honoreroient la nature ? Mais il faut sçavoir prendre les tems comme ils sont ; en vain tenteroit-on une réforme générale. L'art fait partie du plan général de la nature. Malgré cela , nous ne devons pas laisser de juger des choses suivant leurs vrais principes. Un médecin n'abandonne pas une méthode qu'il regarde comme sûre, parce qu'un malade ne veut pas quitter un régime qu'il désapprouve ; ce sont les circonstances qui le décident , pour l'application de sa méthode.



C H A P I T R E X V I I I .

*Des prérogatives des grands quant à la
maniere extérieure de vivre.*

I.

Nous avons déjà traité en partie cette matiere. Les Chefs d'un état, & ceux qu'on appelle de grands Seigneurs, doivent sans doute jouir de certaines distinctions extérieures, toujours conformes aux mœurs & au gouvernement de l'état. Mais ceci est sujet à bien des préjugés au-dessus desquels à sçu se mettre de nos jours un Monarque aussi fameux par la solidité de son esprit, que par sa puissance. On peut cependant pécher ici par le trop peu, comme par le trop. Mon intention n'est pas de traiter à fond cette matiere, je me contenterai de faire deux observations.

Il est nécessaire que le Chef d'un état ait des fonds particuliers pour faire à propos certaines libéralités ; mais, en retenant toujours le luxe dans de justes bornes ; pour favoriser les arts

& les sciences , sur-tout celles dont l'utilité surpasse la connoissance du peuple ; celles qui concourent immédiatement au bien du peuple , se soutenant assez d'elles-mêmes.

Il faut poser pour principe qu'à ne consulter que la nature , les Princes sont moralement égaux aux autres hommes. Souvent même sont-ils dans une subordination physique. C'est ce principe qui doit être la règle fondamentale de nos jugemens.

Hors des droits purement politiques , attachés à la dignité de Chef , & relatifs au bien de l'état , dont il n'est pas ici question , le Prince n'a aucun droit ou privilège particulier , si ce n'est celui de profiter lui-même pour son avantage privé , de ceux qu'il a le pouvoir d'accorder aux autres. Ainsi lorsque l'intérêt de l'état permet que , dans certains cas , on accorde , non à tous les citoyens , mais à quelques particuliers , le libre exercice de certains droits , sans aller cependant contre les Loix de la nature , & qu'ils acquierent par-là des droits privés , ou qu'ils deviennent des personnes privilégiées ; dans tous ces cas , le Chef de l'état est lui-même de plein droit , ou de

droit naturel, privilégié dans un degré éminent.

I I.

Si les Loix de l'état exigent une certaine égalité dans la maniere extérieure de vivre des citoyens, & que tous soient soumis aux mêmes Loix somptuaires; alors le Chef, outre les distinctions attachées à sa dignité, & qui intéressent l'état, a encore le privilège naturel de permettre dans sa Cour, & parmi les personnes qui la composent, un certain luxe exclus, par les Loix, du reste de l'état. Mais il ne peut en ceci passer les bornes que la nature lui prescrit, sans agir contre les devoirs d'un bon Prince, & sans nuire à la constitution naturelle de l'état, qui souffriroit nécessairement, si ce luxe étoit porté à un point qu'il ne pût être soutenu sans surcharger les sujets d'impôts au-delà de la mesure naturelle.

Dans un état, au contraire, où chaque citoyen peut agir librement pour ses intérêts privés, le Chef de l'état est encore plus borné, parce qu'ayant la puissance en main, il seroit à craindre qu'il n'en mésusât; &, vu la foiblesse

humaine, il en méfuseroit infailliblement pour son intérêt particulier, au préjudice de ceux de l'état. Ainsi, par exemple, si un Souverain entreprenoit de faire, pour son compte, le commerce du vin ou du bled, comme il pourroit l'acheter & le vendre à un prix arbitraire, quand même les funestes effets de ce commerce ne se feroient pas d'abord sentir si vivement, il ne pourroit cependant pas manquer de donner atteinte au gouvernement primitif de l'état, & d'y occasionner une fermentation dangereuse. L'ébranlement interne augmenteroit de jour en jour, jusqu'à ce que les suites fâcheuses de cette conduite, se développant entierement, ou produiroient une révolution générale & la rupture des liens internes qui soutiennent la machine; ou l'état entier ne seroit plus qu'une grande ferme, & tous les citoyens pourroient être regardés comme des domestiques à gages, qui ne travaillent que pour le profit de leurs maîtres.



CHAPITRE XIX.

De l'économie.

I.

L'ECONOMIE est ou active ou passive. L'économie passive consiste à user des moyens qu'on a de pourvoir à ses besoins, de manière qu'on pense en même tems à prévoir les besoins à venir, & à s'épargner les soins pénibles & les fatigues excessives qu'on seroit obligé de prendre dans la suite, pour les satisfaire.

L'intempérance affoiblit le corps, nuit à la santé, abrège la vie. Outre cela, la nature semble nous refuser en certaines occasions, ou ne nous accorder qu'en très-petite quantité, & à la sueur de notre front, les choses les plus nécessaires à notre subsistance. Il est donc une économie d'épargne établie par la nature. Les suites mêmes de l'intempérance deviennent, pour nous, une occasion d'agir, sans le sçavoir, conformément aux regles d'une éco-

nomie naturelle, & de prévenir nos besoins futurs. Si nous trouvant dans l'abondance & sans aucune crainte pour l'avenir, nous conservons cependant toujours la sobriété nécessaire à la conservation de la santé; dès-lors ce n'est plus économie, mais tempérance, qui devient une vertu, si nous la pratiquons par des motifs plus relevés. Je ne m'en tiendrois pourtant pas à tout ce que disent certains panégyristes de cette vertu, que je comparerois volontiers au joueur de la Comédie, qui, après s'être ruiné au jeu, lit, pour s'édifier, le traité de Sénèque sur le mépris des richesses.

I I.

L'économie active consiste, soit à multiplier les moyens de fournir à ses besoins, soit à diminuer le nombre de ces besoins mêmes. Économie bien plus efficace que la seule économie d'épargne, pour prévenir les besoins futurs, & pour ne pas se trouver forcé à se refuser une jouissance honnête & modérée, dans la crainte d'une disette totale. L'économie d'épargne fait cependant toujours partie de l'économie active. Qu'on

multi
soins
mettr
matio
duit i
quoi
mes,
nous
nous
négli
en pr

L
nég
une
que
dév
tren
pro
que
tain
vo
for
bl
à d
ce
p
té

multiplie tant qu'on voudra ses besoins , il faudra cependant toujours mettre certaines bornes à la consommation. La nature même nous conduit ici jusqu'à un certain point ; après quoi elle nous abandonne à nous-mêmes , mais en se réservant le droit de nous demander compte du tort que nous nous faisons , quand par notre négligence nous laissons dépérir, sans en profiter , les dons qu'elle nous fait.

I I I.

L'économie , dit Chrisippe , est une négation du luxe , comme le bien est une négation du mal. Les notions que nous venons de donner , & qui se développent d'elles-mêmes , démontrent clairement la fausseté de cette proposition. Ce qui est certain , c'est que quand le luxe est porté à un certain point , alors , comme si la nature vouloit nous donner un contre-poison , un enthousiasme économique semble s'emparer de tous les esprits. Mais à quoi aboutissent, sur-tout de nos jours, ces enthousiasmes économiques ? A prendre des arrangements pour ses intérêts privés , & à chercher à ruiner les

autres états. Politique pitoyable & contraire aux Loix de la nature. Si toutes ces dispositions économiques se renferment dans l'intérieur de l'état, quel en est l'effet ? Consultons là-dessus l'expérience journalière. Dans ces derniers tems on multiplie si fort les réglemens économiques, qu'on seroit tenté de croire que l'univers entier est menacé d'une disette générale. Mais quel est au fond le vrai but de cette conduite ? On augmente les travaux du peuple, afin qu'un petit nombre de personnes privilégiées aient davantage à dissiper & plus de pouvoir de faire le mal. N'est ce pas là porter l'injustice au plus haut point ? Les maximes économiques qu'on prétendrait établir, sont si compliquées, qu'il faudroit une étude particulière & continuelle, pour les mettre en usage. L'esprit est-il capable d'une pareille application, lorsqu'il faut que le corps travaille ? En vain entasse-t-on maximes sur maximes, réglemens sur réglemens : on ne sçauroit forcer la nature. Qu'on réprime le luxe & qu'on l'anéantisse peu-à-peu, à mesure que les circonstances le permettent, on verra bientôt renaître la simplicité naturelle. La diminution des impôts sui-

vra nécessairement la suppression du luxe, unique cause de leur augmentation, & on n'aura plus besoin alors de tant d'opérations de finances.

I V.

Il faut toujours remonter à la formation primordiale des sociétés humaines. Il n'est aucun peuple qui se soit établi dans un pays qui ne pouvoit pas fournir, ou que très difficilement, à sa subsistance; ou qui, s'il y étoit établi, ne l'ait quitté après avoir reconnu son erreur, pour chercher dans les environs un terrain plus fertile. Dès qu'ils l'avoient trouvé, ils n'avoient plus besoin que de certains arrangements les plus simples & les plus naturels, sans lesquels aucune société ne pourroit subsister. Leur travail, ainsi que leur manière de vivre, étoit, dans les commencements, aussi simple que leurs mœurs. Dans la suite l'art put venir au secours avec ses instruments. Mais il faut bien distinguer les arts simples, de ces arts compliqués par le moyen desquels on voudroit forcer la nature à accorder une abondance sans laquelle les peuples peuvent également subsister une infinité de siècles.

Lorsque le sol ou le terrain d'un état est tel, qu'il ne fournit pas dans une certaine abondance les productions nécessaires, & qu'il faut, pour ainsi dire, les arracher de son sein, la nature, qui paroît alors ne nous accorder que difficilement les moyens de satisfaire nos besoins, pour diminuer nos fatigues, & rendre nos travaux moins pénibles, invite elle-même les arts à paroître en l'imitant. Ce sont ces arts qui ne sont que l'imitation de la nature, que j'appelle des arts simples. Les arts compliqués, sont ceux où l'on perd la nature de vue; ils sont aussi différens des premiers, que des plantes qu'on a fait venir par artifice, le sont de celles auxquelles on se contente de donner la culture ordinaire, & qu'on laisse croître naturellement.

Il peut y avoir de l'excès dans la diminution comme dans l'augmentation du travail. Il est diminué à l'excès, lorsque l'on emploie des machines pour des ouvrages auxquels on pourroit employer un certain nombre d'hommes, qui gagneroient par-là leur vie. Il est augmenté à l'excès, lorsqu'on exige que les citoyens épargnent ou accumulent démesurément, sans faire attention

attention qu'ils seroient plus heureux, si on les laissoit vivre, comme on vivoit autrefois, pourvu qu'il y eût un certain ordre dans l'état ; c'est-à-dire, pourvu qu'on restreignît, ou qu'on abolit le luxe, qui est toujours le fondement direct ou indirect de toutes les opérations de finance, sur tout de celles de nos jours. Il est vrai qu'on peut regarder comme utiles, & se servir, en certains cas, de ces arts compliqués & des machines qui épargnent un grand nombre de bras ; mais les arts simples sont les seuls vraiment nécessaires.

Tout prendroit bientôt une autre forme, si on tarissoit la source de toutes ces opérations artificielles, qui sont généralement ruineuses pour le peuple, c'est à dire, si on supprimoit le luxe. Chacun alors jettant un coup-d'œil sur le passé, s'écriroit avec joie, comme un ancien philosophe : *que de choses dont je puis me passer !* C'est une vraie sorte de richesses que de pouvoir se passer de beaucoup de choses.

V

Les petits états, quelque indépendants qu'ils soient dans un certain sens, & quoique regardés comme tels par les

autres états , sont cependant toujours naturellement dépendants ; les révolutions qui changent la face des grands Empires , sont comme des flots par la violence desquels ces petits états sont renversés & submergés. L'application de mes principes est , à l'égard de ces petits états , susceptible d'autant de variations , qu'une cire molle peut prendre de différentes figures : mais l'essentiel reste toujours le même.

V I.

Rien de plus dangereux que de vouloir introduire tout d'un coup la réforme dans un état qui a déchu de sa constitution primitive. Il faut toujours partir d'un seul & même principe. Un état se dissout de la même manière qu'il s'étoit formé , c'est-à-dire , insensiblement & peu-à-peu. La nature n'agit pas , par bonds & par sauts. Mais il ne faut pas confondre le désordre qui peut régner dans la Cour du Souverain , avec un désordre général dans l'état.

V I I.

Bien des gens regardent le luxe , comme un moyen d'exciter l'activité

& l'industrie du peuple ; puisque l'augmentation même des impôts qu'il occasionne , le force à devenir industriel , pour pouvoir fournir à ce que l'on exige de lui. Mais est-ce uniquement au travail , que la nature a destiné l'homme , & le repos ne lui est-il pas aussi naturel que le travail ? Ne doit-on pas faire de différence entre une activité utile & raisonnable , & celle qui est forcée & souvent préjudiciable ? Un homme laborieux doit-il ignorer pourquoi , & pour qui il travaille ? Qu'on retranche le luxe , qui est le plus grand obstacle à toute sorte de bien ; bientôt on verra les impôts diminuer. Les impôts une fois diminués , le laboureur se trouvera en état de se procurer , par son travail , des provisions pour l'hiver , & pourra jouir alors d'un repos qui sera la récompense de son activité. L'artisan se trouvera privé , il est vrai , d'un certain nombre d'occupations que le luxe lui procuroit ; mais aussi il achètera à plus bas prix les choses nécessaires à la vie ; & il n'épuisera point ses forces par des fatigues excessives. D'ailleurs le cultivateur , plus à son aise , compensera la perte que l'artisan pourroit faire d'un autre côté,

en achetant chez lui grand nombre d'ustensiles que la nécessité & la misere seule le forcent de se fabriquer lui-même d'une maniere grossiere.

Il ne devoit pas être permis aux artisans de destiner plus d'un de leurs enfants aux arts ou aux sciences, à moins d'une permission expresse. Quant aux fils des cultivateurs, on devoit fixer un certain nombre au-dessous duquel il ne pourroient faire apprendre aucun métier à leurs enfants, excepté à ceux que des défauts corporels rendroient inhabiles à la culture. Il ne faudroit pas même permettre indistinctement à ceux qui auroient le nombre d'enfants requis, d'en destiner quelqu'un aux arts ou aux sciences : ce devoit être la récompense de l'industrie & d'un travail assidu.

Par-là les artisans se trouveroient dans un certain état de médiocrité, dans lequel ils meneroient, en général, une vie plus commode que les cultivateurs, mais ou ils seroient moins à même d'accumuler & de s'enrichir. Leur nombre devoit être déterminé ; & il devoit leur être défendu d'acquérir des biens-fonds. Alors ne pouvant être proprement regardés que comme des domes-

riques , ou plutôt comme des ouvriers à la solde de ceux qui les emploient , ils devroient , ou être exemptés des impôts , ou traités avec la plus grande modération , & avec tous les égards qui seroient conformes aux réglemens généraux de l'état. Leurs enfans , exclus des arts & métiers , deviendroient domestiques chez le cultivateur , dont ils épouseroient les filles , & acqueroient par - là la possession de certaines portions de biens-fonds ; ou ils pourroient , ainsi que les enfans surnuméraires des cultivateurs , aussi exclus des arts , devenir fermiers , & se procurer ainsi un entretien honnête & proportionné à leur travail , en cultivant les terres d'autrui.

V I I I.

Plus un état se peupleroit par ce moyen , moins il faudroit être en peine de fournir à la subsistance de ses citoyens. Car il n'en est pas d'un état où le nombre des citoyens augmente par la voie naturelle de la population , comme de celui où il n'augmente que par l'affluence & l'introduction des étrangers. L'industrie & l'économie augmentent alors d'elles-mêmes , &

d'une maniere naturelle. Sous un gouvernement tel que nous le supposons, & d'où le luxe seroit entierement banni, le cultivateur, à son aise, pourroit nourrir une nombreuse famille, sans se rien retrancher du nécessaire, & laisser à chacun de ses enfants une portion de bien suffisante. Quand le luxe regne dans un état, il s'introduit jusques dans les chaumieres des laboureurs; mais il ne leur est pas aussi préjudiciable par lui-même, que par les impôts dont il occasionne qu'ils sont surchargés.

I X.

Il est à souhaiter pour un état, que l'ordre regne dans la Cour de son Chef, l'économie privée du souverain influant beaucoup sur le bien général de l'état. C'est ici que les administrateurs des Finances peuvent donner un libre cours à leur imagination, pour trouver des moyens de diminuer la dépense, & d'augmenter les revenus. Mais qu'ils laissent aux citoyens & aux peuples leur liberté naturelle. Qu'excepté les Loix nécessaires pour réprimer le luxe, le maintien d'une police non moins nécessaire, & l'administration des revenus publics, qui sont de leur ressort, ils

se reposent d'ailleurs sur l'économie privée des citoyens, & qu'ils laissent agir la nature. Toutes les peines qu'ils se donnent pour imaginer des moyens d'attirer de l'argent dans l'état, sont très-inutiles dès que l'expérience démontre que le pays est en état de nourrir ses habitans, & qu'il est sûr que la diminution des impôts naît nécessairement de la suppression du luxe.

Des grenouilles habitoient un marais qui se trouvoit souvent desséché par les ardeurs du soleil. Une cicogne compatissante leur indiqua un marais voisin, où elles pouvoient vivre dans l'abondance. Son intention primitive étoit qu'elles pussent s'engraisser & multiplier d'avantage. Mais pour qui devoient-elles s'engraisser ? Pour l'avantage de qui se feroient-elles multipliées, si ce n'est pour la compatissante cicogne ?

X.

Les souverains & leurs ministres qui se laissent guider par un esprit d'intérêt, sont souvent les premiers la dupe des opérations de finance.

Les poules adresserent leurs plaintes à la belette, conseillère de l'autour, &

lui représenterent humblement, qu'elles n'étoient plus en état de fournir à sa majesté l'autour, le nombre de poulets qu'on exigeoit d'elles; & que, si on n'avoit point égard à leurs remontrances respectueuses, leur espece se verroit bientôt sur le point de s'éteindre. La belette fit son rapport à l'autour, & lui fit entendre que les poules cachotent malicieusement leurs œufs, & ne les couvoient pas par paresse; qu'il étoit de l'intérêt de sa majesté de les forcer à déposer leurs œufs dans un endroit destiné à cet effet, pour les y couvrir sous les yeux de sa majesté. L'autour, intéressé à la multiplication des poules, approuva ce conseil; la belette, de son côté, assurée que l'autour ne s'occuperait pas de l'inspection des œufs; mais que continuant à s'amuser à la chasse, il lui laisserait la conduite de ce nouveau magasin, comptoit sur un plus grand nombre d'œufs, qu'il lui seroit plus aisé de se procurer. Mais l'autour étoit vigilant. Il trouva par hasard des œufs brisés; & la belette lui devint suspecte. Qu'arriva-t-il de là? Les poules, vivant dans une crainte continuelle, manquoient de chaleur naturelle pour couvrir leurs

œufs, sur lesquels elles ne faisoient que déplorer leur triste sort. La belette elle-même fut la première la dupe du pernicieux conseil qu'elle avoit donné.

Ceci fournit un vaste champ pour une ample critique, dans laquelle on pourroit nommer grand nombre de petits Seigneurs & leurs Conseillers intimes, qui se trouvent dans le cas de l'autour & de la belette, si l'intérêt des auteurs, & la crainte qu'ils nomment politique, ne les empêchoit de faire paroître sur la scène des Princes puissants & des Souverains, qui, par malheur pour leurs peuples, tiennent la même conduite.

X I.

On fait souvent des établissements sinon pernicieux, au moins entièrement inutiles, sous prétexte que le nombre des habitants de l'état est excessif. C'est-là l'origine de plusieurs manufactures ruineuses pour le pays, dont elles enlèvent les cultivateurs. C'est-là en particulier ce qui a donné naissance à l'état militaire tel que nous le voyons aujourd'hui; c'est-à-dire, formant un corps à part, toujours subsistant, & distingué du corps des ci-

royens, & qui au fond n'est autre chose qu'une production du luxe.

Qu'on examine d'abord le nombre d'habitants nécessaires pour cultiver une étendue déterminée de terrain. On ne doit faire entrer dans ce calcul que les chefs de famille & ceux de leurs enfants qui sont en état de travailler. On ne doit mettre en ligne de compte ni les domestiques, ni les enfants en bas-âge, ni les vieillards, ou ceux que leurs infirmités rendent peu propres aux travaux de la culture; ni même un certain nombre de jeunes gens déjà capables de travailler, qu'on doit regarder comme des surnuméraires, destinés à aider les autres, & à rendre les travaux moins pénibles. Ce calcul une fois fait, s'il se trouve un plus grand nombre d'habitants qu'il n'est nécessaire pour la culture des terres, & que le pays soit en état de les nourrir, ce sera une preuve de sa fertilité. S'ils ne peuvent y subsister, on ne peut l'attribuer qu'à l'inégalité des relations entre le plat-pays & les villes voisines, qui absorbent les productions d'une trop grande étendue de terrain, ou qui font refluer dans les campagnes le superflu

de leurs habitants : ou, cela provient en même tems & des villes & des campagnes, dans lesquelles on a laissé introduire un trop grand nombre d'étrangers, (qu'on les y ait attirés ou non :) ce qui a nécessairement troublé l'ordre naturel de la population.

On ne doit jamais, sans de fortes raisons, chercher à peupler tout d'un coup, par le moyen des Colonies étrangères, des villes & des pays qui se peupleroient aisément par la voie ordinaire de la population.

X I I.

Une Colonie n'est autre chose, à prendre ce terme dans son vrai sens, qu'une société plutôt physique que morale dans son origine, formée par la réunion d'un petit nombre d'hommes, qui, sans s'être communiqué leurs vues, se rassemblent pour cultiver un pays, & le peupler. Peu importe que ce soient des hommes rassemblés d'eux-mêmes & comme par hasard. Dès que leur nombre est petit en comparaison du terrain qu'ils occupent, & qu'ils travaillent à le peupler ; c'est dès lors aussi bien une Colonie, que celles qui sont formées des habitants surnumé-

raires d'un pays envoyés dans un autre ; ce que les Romains appelloient *Coloniæ de iustæ*.

Qu'une Colonie soit naturelle ou artificielle, c'est-à-dire, qu'elle soit formée par des gens qu'on a rassemblés exprès dans la vue de peupler un pays, ou qu'elle soit composée d'hommes que la nature seule a réunis ; elle doit posséder un espace de terrain beaucoup plus grand que celui dont elle a besoin pour le présent, afin de pouvoir s'étendre peu-à-peu dans le pays inhabité, & le fournir du nombre d'habitants nécessaires, par la voie ordinaire de la population, & sans avoir besoin de l'association des étrangers.

Si dès le commencement la Colonie se trouvoit nombreuse, ou qu'elle fût tout-à-coup considérablement augmentée par de nouveaux venus, il seroit alors naturel qu'ils se divisassent en plusieurs petites colonies, au lieu d'occuper, étant réunis, tout le terrain qui se trouve à leur portée. Cette division les met à même de pouvoir s'étendre plus aisément, & de s'arranger, dès le commencement, d'une manière convenable au but qu'ils se proposent. Si on agissoit différemment ; c'est-à-

dire, si dans une étendue de pays, qui pourroit contenir dix mille habitants, quand le but de la population naturelle auroit été atteint, on y en met dix mille dès le commencement; & que d'autres peuples, établis aux environs, les empêchent de s'étendre d'un côté ou d'autre, dès - lors l'œuvre de la nature est troublé: il n'y a qu'une guerre étrangere qui puisse remettre les choses dans l'ordre; sans cela la Colonie dépérit intérieurement d'elle-même: & quand même quelque heureux hasard diminueroit tout-à coup le nombre des habitants, cela ne suffiroit pas pour remettre les choses dans leur état naturel, & l'ordre de la population resteroit toujours troublé. La population est proportionnée aux productions du pays. On prétend avoir démontré qu'il ne faut tout au plus qu'un siècle, pour que le nombre des habitants soit doublé.

Lorsqu'un pays qui d'abord n'étoit que très-peu peuplé, a acquis par la voie de la population ordinaire, non par l'affluence des étrangers, un aussi grand nombre d'habitants qu'il peut en faire subsister, dès lors le but de la Colonie est rempli; la population ne va plus ensuite en augmentant. Si, parmi les

premiers habitants, le nombre des femmes surpasse de beaucoup celui des hommes ; c'est une circonstance qui nuit nécessairement au but qu'on se propose dans les Colonies.

X I I I.

Tous les Empires peuvent être regardés dans leur origine, comme autant de Colonies. De quelle importance n'est-il donc pas, d'être au fait de leur histoire ? Quel avantage n'en retireroient pas les vrais politiques, quoique je n'ignore pas que des Ministres petits-mâtres traitent tout ceci de pedanterie ? Il ne faut cependant pas pousser les choses trop loin.

Mais, dira-t-on peut être, si dans un état la population languit ; si on ne peut y trouver des habitants surnuméraires, pour en faire des soldats, & qu'il faille les arracher au commerce ou à l'agriculture, comment former des armées, comment soutenir la guerre ? Il est d'abord évident qu'il n'est aucune guerre offensive qui soit nécessaire. Quant aux guerres défensives, où tous les habitants, ou du moins le plus grand nombre, deviennent alors soldats, le commerce & l'agriculture

leur laissent assez de loisir , pour s'exercer au maniement des armes. On pourroit y dresser en particulier les jeunes gens , non comme citoyens surabondants , mais comme n'étant pas encore si nécessaires au commerce & à l'agriculture , auxquels on les rendroit après un certain tems.

X I V.

Parcourons l'histoire , & nous verrons que , dans toute l'antiquité , on n'a jamais mis aucune différence entre l'état de citoyen & l'état militaire. Chacun étoit obligé de combattre pour ses foyers. On n'a commencé que tard à enroller les soldats ; & les Romains enrrollés , ne cessoient pas d'être citoyens Romains. Nous voyons encore , dans les Indes , une image de ce qui se pratiquoit autrefois. Nous avons vu de nos jours le grand Mogol marcher contre le Nabir , à la tête d'une armée composée d'un million d'hommes. C'est comme si un de nos Souverains marchoit contre un de ses voisins , à la tête de tous ses sujets. On sçait le tems où les soldats ont commencé à être enrrollés en Allemagne , pour un certain nombre d'années. Avant cette époque ,

la guerre finie , personne n'étoit soldat. Jusqu'à Louis XIV , on n'avoit vu paroître en campagne que des armées médiocres. Ce Monarque conquérant a commencé le premier à mettre sur pied des armées formidables par leur nombre. En vain prétend-on , qu'avec des armées nombreuses , la guerre est plutôt finie. Malgré ces armées formidables , la guerre de la succession d'Espagne a duré plus de douze ans ; & combien de guerres ne s'en est-il pas encore suivi ? La dernière guerre , qui , à ce qu'on disoit dans son commencement , ne devoit pas coûter plus de deux campagnes , combien n'a-t-elle pas duré ? Si , après la conclusion de la paix , il reste encore sur pied des troupes nombreuses , la guerre dure encore réellement sous une autre forme. Cette paix n'est donc qu'un armistice ; & les soldats n'ont que des quartiers d'hyver plus longs.

Je le répète encore ; en vain dirait-on que les tems & les mœurs étant changés , il faut aussi se faire d'autres plans , & agir sur d'autres principes. Je sçais me conformer aux tems ; je sçais prendre les constitutions des états comme elles sont , & juger aussi bien

qu'un autre, des mesures convenables qu'il faudroit prendre. Je ne puis ni ne veux m'ériger en réformateur de l'univers : mais ce que je crois avoir droit de prétendre, c'est qu'on ne s'obstine pas à croire & à persuader aux autres, que les choses sont comme elles doivent être ; qu'on ne trompe point les Princes par une basse flatterie : en un mot, que, dans les conjonctures où, de plusieurs maux inévitables, il ne reste que le choix du moindre, on ne se départe jamais des vrais principes ; qu'on ne se lasse point de combattre le préjugé & de soutenir l'honneur de la vérité.



CHAPITRE XX.

De l'Esprit de la Législation en particulier.

I.

D'Après tout ce que nous avons dit jusqu'ici de l'état naturel des hommes soit vivants en société, soit vivants séparés les uns des autres ; de la forme naturelle des états & des relations naturelles de ces mêmes états entr'eux, on peut se former une notion exacte de l'Esprit de la Législation. Cette expression est figurée ; mais rien n'empêche que nous ne supposions un corps aux Loix & un esprit qui anime ce corps. On peut regarder ce qui est extérieur aux Loix , comme leur Corps ; or cet extérieur ne consiste pas seulement dans leur promulgation faite, soit verbalement , soit par écrit , mais encore dans la manière dont elles influent sur les actions des hommes.

C'est s'exprimer d'une manière équivoque , de dire qu'on examine le sens d'une Loi ; puisque cela peut signifier ,

ou qu'on examine le sens de la proposition qui renferme la Loi, ou le sens de la Loi même. Le sens de la proposition qui renferme la Loi, n'est point l'esprit de la Loi; chaque Loi ayant son vrai esprit, indépendant du sens de la proposition qui l'énonce, & de la volonté ou des vues de celui qui la propose, quand on entendroit par-là le Législateur même. Ce véritable esprit des Loix n'est autre chose, en général, que la grande nature elle-même, qui nous découvre ses intentions, en partie par l'ordre & l'harmonie qui regnent entre toutes les parties qui composent le globe que nous habitons; en partie par ce que nous dictent intérieurement les lumières mêmes de la raison. Ainsi, pour juger si l'esprit d'une Loi est vrai ou faux, c'est-à-dire, si elle pose sur de vrais ou de faux principes, on examine d'abord le sens du Législateur; & ensuite si la Loi est en tout conforme à la nature de la chose.

I I.

Les intentions de la nature, qu'on peut remplir par des actions libres & raisonnables, prennent la forme de Loix, dès qu'elles deviennent le motif

déterminant de ces actions libres. Mais soit qu'on leur donne le nom de Loix, ou simplement le nom de motifs déterminants naturels, c'est-à-dire, qui ne dépendent point de l'imagination des hommes; c'est, au fond, la même chose.

Les intentions de la nature sont comme des motifs secrets intimement liés avec nos actions; motifs qui sont fondés sur des raisonnements implicites. Mais dès que notre entendement juge que nous devons régler des actions qui dépendent de nous, sur les intentions reconnues de la nature, dès lors ces raisonnements formels font naître ce que nous appelons le devoir, à l'égard de la position pratique de l'objet.

I I I.

Les vraies Loix positives, c'est-à-dire, celles qui ont un vrai esprit, ne sont autre chose que les Loix de la nature intrinsèquement déterminées, qui acquièrent une détermination extérieure. Si on considère les Loix de la nature dans leur opposition avec les Loix positives, elles sont alors indéterminées tant intrinsèquement qu'ex-

trinsequement. Ainsi la Loi , qui défend qu'aucun Membre de la société , ne s'approprie ce qui appartient à un autre Membre , est une Loi de la nature intrinsequement déterminée. Le consentement de la société qui approuve & adopte cette Loi , ne contribue en rien à l'essence de la Loi : sans ce consentement cependant , ce ne seroit pas une Loi positive ; mais elle ne seroit pas pour cela en opposition avec les autres Loix positives ; elle obligeroit au contraire toujours , comme les Loix écrites. Les vraies Loix positives sont donc de vraies Loix naturelles : mais les vraies Loix naturelles ne sont pas des Loix positives ; quoiqu'à prendre les choses dans un sens philosophique , les Loix de la nature intrinsequement déterminées aient quelque chose de positif. Mais tout ce qu'on peut dériver des intentions de la nature , sans présupposer l'homme dans un certain état , est intrinsequement indéterminé. Si la volonté du Législateur détermine quelque chose , il en résultera une Loi vraie ou fausse.

Tout ce qui n'est pas vraiment nature , & qui n'a son principe que dans

l'imagination du Législateur, ne mérite point le nom de Loi. Ce n'est alors qu'une simple ordonnance, qui peut, il est vrai, avoir à l'extérieur forme de Loi, mais qui laisse toujours lieu de discuter; sçavoir si & jusqu'à quel point elle oblige. Il faut examiner seulement si ces ordonnances, (qu'elles soient revêtues, ou non, de formes légales,) sont employées comme des moyens de faire exécuter les vraies Loix, ou si elles ne sont employées que comme des palliatifs & des maux nécessaires, lorsque les lumières de la nature paroissent obscurcies, & que les hommes n'y sont plus sensibles.

I V.

Les différents états possibles dans lesquels les hommes peuvent se trouver, sont un vaste champ que la nature offre à un esprit Législateur. C'est un terrain immense sur lequel on peut bâtir, qu'on peut cultiver & ensemen-
cer. Mais la manière de le cultiver, & les fruits qui doivent en résulter sont indéterminés. Un sauvage, ou un homme qui vit hors de tout commerce avec le reste des hommes, est indifférent sur tous ces objets. Il ne cherche

qu'à donner le plus d'étendue qu'il peut à ses droits naturels, dans toutes les occasions où il peut les exercer. Il vit donc sous les Loix indéterminées de la nature ; ou, pour parler plus exactement, il se conduit plutôt par une sorte d'instinct naturel, que par les propres Loix de la nature ; car nous ne considérons ici les Loix indéterminées de la nature que doctrinalement, pour mieux juger des qualités propres aux Loix positives.

Dès qu'il existe une société d'hommes, dès-lors il existe aussi des rapports entre les hommes vivants encore dans l'état des sauvages, & cette société ; entre les différens Membres qui composent cette société ; entre cette société & les autres sociétés ; & entre chaque société & chaque particulier vivant en société, ou hors de toute société. Dès-lors les intentions de la nature sont déterminées. Dès-lors il faut borner des droits qui de leur nature auroient pu être étendus. Dès-lors il est une règle naturelle à laquelle nous devons conformer nos actions. Dès-lors enfin il existe de vraies Loix naturelles. S'il survient un précepte divin, dont nous soyons instruits par la voie de la révélation ; ou un commandement humain,

qui nous soit signifié par la voie ordinaire de la promulgation, qui nous ordonne de conformer nos actions à ces Loix naturelles; elles deviennent alors de vraies Loix positives. Les vraies Loix positives ont donc deux parties; sçavoir la Loi naturelle, & le commandement divin ou humain.

V.

Un commandement, est la signification d'une nécessité morale (vraie ou fausse) de faire ou d'omettre quelque chose, avec la détermination de ce qui est ordonné ou défendu. Cela suppose que les êtres intelligens qui reçoivent ces commandemens, soit divins, soit humains, reconnoissent qu'il y a une nécessité morale, c'est-à-dire, qu'il y a des obligations reconnues pour telles. La différence qui est entre la nécessité physique & la nécessité morale, consiste en ce qu'on peut agir d'une manière contraire à la raison, & transgresser les ordres qu'on reçoit; au lieu qu'on ne sçauroit agir, par exemple, contre les Loix générales du mouvement. Nous pouvons surcharger notre estomach, mais il n'en digérera ni plus ni moins que son mécanisme

mécanisme ne le permet. Le principe fondamental de la nécessité morale, est qu'on ne sçauroit atteindre aucun but, si on ne prend les moyens nécessaires. C'est un axiome qui doit être reçu de tout le monde ; ou qu'il faut abandonner ses projets, ou que, pour parvenir à ses fins, il faut prendre les moyens nécessaires. Il faut donc reconnoître une nécessité morale.

A peine les hommes se furent-ils réunis en société, qu'ils dûrent s'apercevoir que l'esprit & le jugement se développoient plutôt dans les uns que dans les autres ; que chacun avoit des vues & des inclinations différentes ; que les passions commençoient à faire sentir leur empire ; que des causes extérieures même troubloient l'ordre & l'harmonie. Il fallut donc trouver des moyens convenables d'arrêter les désordres que cela auroit pu occasionner, & d'éviter les inconvénients qui en étoient inséparables.

On ne sçauroit disconvenir que tous les Membres de la société, n'aient également le droit d'exiger que les autres conformément leurs actions aux vues de la société, & qu'ainsi, dans ce vrai sens naturel, chacun n'ait le droit de

commander. Mais il fallut bientôt, comme il est aisé de le concevoir, déposer ce droit entre les mains d'un seul, ou d'un petit nombre de personnes. C'est cette nécessité, & la tradition de l'autorité, dont elle est le fondement, qui est le principe de l'obligation de l'obéissance : obligation qui ne préjudicie en rien à notre indépendance naturelle, dans un gouvernement dont la constitution est naturelle.

V I.

Les vrais commandemens obligent donc. Mais vu le penchant de l'homme à s'écarter de ses devoirs, il a été nécessaire d'employer des moyens extérieurs de le contraindre à remplir ses obligations, en quoi on s'écarte souvent de la nature; le bien public ne servant que de prétexte pour couvrir des vues intéressées, qui ne consistent pas seulement en ce que ceux qui ont la puissance en main s'en servent pour leurs intérêts particuliers; mais en ce qu'ils ne pensent en cela qu'à affermir & augmenter leur autorité personnelle. Les commandemens auxquels la contrainte extérieure est immédiatement

anne
soit
n'y a
ter ;
innat
Lors
tion
form
med
viol

L
tat
obli
fiste
rale
quan
suffi
dent
vagi
cial
civi
fère
long
com
cess
trai
F
& c

annexée, soit qu'elle suive aussitôt, soit que la menace soit si sévère, qu'il n'y ait aucun moyen légitime de l'éviter; ces commandemens, dis-je, sont innaturels & tendent à la tyrannie. Lorsqu'on peut y faire quelque exception raisonnable, alors cela prend la forme de la dictature, qui fut le remède extrême des Romains, dans les violentes crises de la république.

V I I.

Le droit a trois objets; sçavoir l'état des hommes, leurs droits & leurs obligations. L'état naturel, qui consiste en ce qu'il y ait une égalité morale parmi les hommes, ne diffère point, quant à l'essentiel, de l'état civil. Il suffit d'observer les différences accidentelles qui sont entre l'homme sauvage ou vivant isolé, & l'homme social; entre les sociétés naturellement civiles ou artificiellement civiles; différences que nous avons expliquées au long dans le corps de cet ouvrage; comme étant des éclaircissements nécessaires pour la question que nous traitons à présent.

Faire usage des facultés de l'esprit & du corps, c'est exercer ses droits

naturels qui s'étendent par conséquent sur tout ce dont l'ame & le corps sont capables. La nécessité de limiter ces droits dans la vie sociale, fait naître des obligations qu'on ne peut manquer de remplir, sans étendre d'une manière injuste ses droits naturels. On pourroit donc dire que le droit naturel n'a proprement qu'un objet; sçavoir, la détermination des droits naturels dans les cas de concurrence; car c'est déterminer par-là l'égalité morale des hommes, & les obligations qui en proviennent nécessairement, puisque les obligations naturellement morales, ont pour principe l'égalité naturellement morale; & que manquer à ces obligations, c'est donner à ses droits naturels une extension qui détruit l'égalité.

V I I I.

Je ne pense pas que la connoissance des Loix naturelles ait précédé celle des Loix positives. Les hommes ont pu vivre conformément à la nature, & former même de grandes sociétés conformes aux vues de la nature, sans avoir une connoissance formelle de ses Loix: connoissance à laquelle ils n'ont été conduits que par le moyen des

Loix positives, soit vraies, soit fausses : par les fausses , parce qu'ils ont reconnu qu'elles ne s'accordoient point avec les lumieres naturelles ; par les vraies , parce qu'ils ont reconnu leur rapport avec ces mêmes lumieres naturelles ; ce qui a dû leur faire conclure qu'il existoit des Loix naturelles.

Avant que le hasard ou la nécessité eussent porté les hommes à remettre entre les mains d'un seul, le droit légitime de commander aux autres, ils pouvoient également subsister en société , parce que la détermination des droits naturels se faisoit , pour ainsi dire , d'elle-même , & qu'on se conduisoit conformément aux vues de la nature , sans les regarder comme des Loix. Mais il étoit inévitable qu'il n'arrivât souvent des cas ou il y avoit collision dans l'exercice des droits réciproques , & dans la maniere de les borner. On pouvoit juger ces cas en décidant le fait en particulier. C'est là-dessus qu'est proprement fondé le droit , qui n'est autre chose qu'une maniere invariable de décider conformément à la nature des choses , les cas où les droits des hommes se trouvent en collision. Le droit naît donc du fait. *Jus oritur ex*

facto. Les Loix au contraire précédent naturellement les actions dont elles doivent être la regle. Je suppose que cet univers étant inhabité, les hommes aient été créés tout à la fois pour le peupler. On conviendra, sans doute, qu'ils ont dû trouver une regle naturelle, à laquelle ils devoient conformer leurs actions, & à laquelle leurs actions ont été postérieures, ainsi que les cas où leurs droits réciproques se sont trouvés en collision; & que ce n'est par conséquent que postérieurement, qu'on a pu établir les regles suivant lesquelles on devoit décider ces cas. Les Loix sont donc en ce sens antérieures au droit. Mais le droit est antérieur aux Loix positives, puisqu'il peut subsister indépendamment d'elles, & que la nécessité du droit est antérieure à la nécessité de la Législation.

I X.

Les hommes pouvoient subsister plusieurs siècles, sans avoir des Loix positives formelles, & conformer leurs actions aux vues de la nature, même sans le sçavoir, ou du moins sans les regarder comme des Loix formelles. Ils pouvoient de même être gouvernés

par des Chefs , sans avoir plus de connoissance des Loix positives formelles , qu'un enfant n'en a des principes suivant lesquels il est élevé. N'y a-t-il pas encore des millions d'hommes gouvernés & jugés suivant des codes de Législation qu'ils ne connoissent pas , & auxquels ils ne comprendroient rien , quand ils le liroient ? Les hommes pouvoient borner leurs droits conformément aux circonstances ; de façon que les vues de la nature fussent accomplies , sans qu'ils se le proposassent expressément. Mais il falloit décider les cas où leurs droits respectifs se trouvoient en collision. Ils ne pouvoient donc se passer de la décision des arbitres : le droit leur étoit donc nécessaire. Dans des cas particuliers, il falloit faire parler la voix de l'Autorité , & employer la contrainte extérieure. Ces cas particuliers pouvoient occasionner , & ont en effet occasionné des Loix positives générales.

Nous donnons à la collection de ces Loix positives , le nom de droit , ou de livre de droit , ou de livre de Loix. Si on fait une compilation des cas de droit déjà décidés , & des principes de

droit, c'est ce que nous appelons le corps du droit : *corpus juris*.

X.

Dans les premières sociétés humaines, les Chefs laissoient vraisemblablement agir la nature, & ne faisoient que les fonctions d'Arbitres & de Juges. Leur autorité augmentant peu-à-peu, ils commencerent à donner des ordres arbitraires, qui furent enfin regardés comme de vraies Loix, & confondus avec elles. Les philosophes parurent; la sagesse de leurs écrits fit impression sur l'esprit des peuples, qui les adopterent bientôt comme de vraies Loix. On peut consulter en preuve de ce que j'avance, la bibliothèque grecque de Fabricius, l. 2. c. 14.

On ne doit pas regarder proprement comme des Loix, les réglemens qu'on fait pour fixer le gouvernement & la constitution d'un Empire, pour y établir l'ordre & régler les mœurs; en un mot pour tout ce qui regarde l'intérêt particulier de l'état, que chaque citoyen est obligé de procurer autant qu'il est en lui; quoi qu'on donne ordinairement le nom de Loix à toutes les

ordonnances qui regardent l'ordre & la police générale des états. Il faut sans doute y prendre toujours la nature pour guide, & ne jamais s'écarter des vrais principes que nous avons établis jusqu'ici.

Les principes fondamentaux d'un gouvernement sont faux, lorsqu'ils tendent à la prospérité exclusive de l'état; c'est-à-dire, lorsque cette prospérité est nécessairement lié avec la ruine des autres états. Ces principes au contraire sont vrais & conformes à la nature, lorsqu'ils tendent également à la prospérité de tous les états; ou lorsqu'on voit que chaque état peut être heureux & florissant en agissant d'après ces principes, sans nuire en aucune façon aux autres.

X I.

Nous decouvrons encore ici le vrai esprit qui doit diriger une sage Législation. Les Loix fausses ont l'esprit d'intérêt pour principe, sans parler de l'ignorance qui en est inséparable. Jusqu'au tems où la Jurisprudence fut portée chez les Romains à un si haut point, les Loix des anciens peuples n'étoient pour la plupart, que des ré-

gléments d'état & de police. Dans tout le reste, les hommes n'étoient dirigés que par la nature même. Pour nous en convaincre, il suffira de jeter un coup-d'œil sur les titres des Loix des Athéniens, que je transcris ici [1] : lesquelles

[1] Lib. 1. tit. 1. de deorum cultu, &c. de sacrorum ministris; lib. 2. tit. 1. de legibus. tit. 2. de Senatûs-Consultis & Plebiscitis. tit. 3. de civibus Aboriginibus & ascititiis. tit. 4. de liberis legitimis, nothis, adoptivis, & patriâ potestate. tit. 5. de inquilinis. tit. 4. de servis & libertis. lib. 3. tit. 1. de Senatu Quingentorum & concione. tit. 2. de Magistratibus. tit. 3. de oratoribus. tit. 4. de muneribus & honoribus. tit. 5. de excusationibus munerum. tit. 6. (hodiè obsoletus) de præmiis benè de republicâ meritorum. tit. 7. de gymnasiis. tit. 8. de Medicis & Philosophis. lib. 4. tit. 1. de iudicibus. tit. 2. de in jus vocando. tit. 3. de præparatoriis iudiciorum. tit. 4. de iudiciis. tit. 5. de arbitris. tit. 6. de jurejurando. tit. 7. de testibus. tit. 8. de re judicatâ & integri restitutione. tit. 9. de pœnis. tit. 10. de redemptoribus vestigalium, ærario publico, & theoricâ pecuniâ lib. 5. tit. 1. finium regundorum. tit. 2. de agris, armento atque grege. tit. 3. de emptione, venditione & evictione. tit. 4. de usuris. tit. 5. de rebus Athenis aliò, aut aliundè Athenas importandis, vel exportandis. tit. 6. de artibus. tit. 7. de Collegiis & pollicitationibus. lib. 6. tit. 1. de Connubiis. tit. 2. de dotibus adhuc in viridi observantiâ). tit. 3. de di-

Loix ont pour auteurs, outre Dracon & Solon, différens autres célèbres personnages, tels que Triptoleme, Pisistrate, Diophite. Il seroit inutile de citer les Loix des autres peuples, cet exemple suffira.

X I I.

Il paroît évident par le seul titre de ces Loix, que dans cet état, ainsi que dans tous les autres, on n'a eu long-tems pour guide que la nature; qu'excepté certains réglemens internes, absolument nécessaires pour la police générale, on ne croyoit pas avoir besoin de Loix proprement dites, qui

vortiis. tit. 4. de adulteriis. tit. 5. de puerorum amoribus & productione & scortis. tit. 6. de testamentis & hæreditario jure. tit. 7. de tutelis. tit. 8. de sepulcris & funeribus. lib. 7. tit. 1. de sicariis (non obsoletus). tit. 2. de accusationibus. tit. 3. de damnis. tit. 4. de vi bonorum raptorum. tit. 5. de furtis. tit. 6. de conviciis. tit. 7. de negotiis gestis. (hodiè alio sensu negotia gerenda sunt frequentiora). tit. 8. de ingratiss (hodiè de piis). tit. 9. de designandis Atheniensibus (hodiè de vexandis subditis militiæ ut glebæ adscriptis). tit. 10. de indicibus (hodiè de aulicis). tit. 11. de convivis (hodiè de corruptionibus). tit. 12. de metallicis actionibus. lib. 8. tit. 1. de militiâ. tit. 2. de vacatione militiæ. tit. 4. miscella.

déterminassent, même d'une manière imparfaite, la règle que les hommes devoient suivre dans leurs actions, & que les Loix les plus simples & les plus naturelles, n'ont existé que tard; ou, du moins, n'ont commencé que tard à être regardées comme telles.

Un état ne pouvoit-il pas en effet subsister long-tems, sans qu'on y connût, par exemple, aucune de ces Loix expresses qui concernent la propriété des biens, le pouvoir paternel, l'état du mariage: qui défendent l'adultère, le vol, l'homicide, les crimes de haute trahison; & les lumières naturelles ne suffisoient-elles pas pour diriger les hommes dans tous les cas relatifs à ces objets? Mais il étoit indispensable qu'il y eût un droit, ou une Jurisprudence, & par conséquent des personnes chargées de décider les différends qui survenoient. C'est-là l'origine du droit coutumier, naturellement plus ancien que le droit écrit. Les besoins de l'état, ou des particuliers, déterminoient peu-à-peu à porter des Loix, pour étouffer les désordres naissans, diminuer le nombre des cas qui se présentoient à décider; & décider d'avance ceux qui pourroient se présenter à l'a-

venir. C'est ce qu'on voit clairement par les Loix des Athéniens.

Toutes les Loix étoient d'ailleurs énoncées d'une manière claire & succincte. Outre que c'est un caractère essentiel à la Loi, cela étoit encore nécessaire, parce qu'avant qu'elles pussent obliger, il falloit qu'elles eussent été examinées & acceptées par le peuple.

Outre les Loix, il fallut encore un droit, ou une Jurisprudence doctrinale & raisonnée; les Loix n'ayant pu prévoir tous les cas possibles [1]. Ainsi le droit n'apprend pas seulement à appliquer les Loix aux cas qui se présentent; il enseigne encore à suppléer à la Loi, & à juger suivant son esprit, dans les cas qui n'y sont pas compris. Il vient ainsi au secours d'un Corps de Législation défectueux & imparfait.

[1] L. 10. D. de legibus, quæ ita scribi non possunt, ut omnes casus, qui quandòque inciderint, comprehendantur, & ita voluere ante Romanos Athenienses: jus dicam de his, de quibus actio est, atque sententiam feram in his, de quibus legibus cautum est: de quibus verò legibus cautum non est, quàm justissimè potero.

Pour mieux comprendre ce qu'est le vrai esprit des Loix, je vais en examiner quelques-unes en particulier. Il ne suffit pas pour un bon Econome, d'épargner & d'amasser ; il faut encore qu'il prévienne les accidents qui peuvent lui arriver, & qu'il veille à sa sûreté. Rien de plus sage que les soins que les Athéniens prenoient pour la sûreté publique, tant dans l'intérieur de l'état, que du côté du dehors. Ils ne se contentoient pas de punir sévèrement les vols & les larcins, & d'ordonner la réparation de toutes sortes de dommages ; pour assurer la vie des citoyens, il étoit expressément défendu de paroître armé dans Athènes, à moins d'une nécessité urgente [1]. Afin de pourvoir à la sûreté de leurs vaisseaux, ils avoient porté une Loi qui condamnoit à mort quiconque s'introduisoit par artifice, & s'arrêtoit dans le Pirée [2]. Les homicides in-

[1] Si quis intra urbem, nullâ necessitate cogente, ferro accinctus, armisque instructus prodierit, multator.

[2] Si quis ab astu in Piræo permaneat, morte luito.

volontaires même, y étoient punis d'une année d'exil [1]. C'est sans doute une connoissance exacte de ce qui peut contribuer à l'avantage de la population, de ce qui peut y mettre obstacle, & de ses bornes naturelles, qui leur avoit inspiré la Loi qui défend de posséder une quantité arbitraire de biens-fonds [2]. Du meme principe venoient, celle par laquelle ils pourvoyoient à la conservation de chaque famille, comme si ç'eût été autant de petits états particuliers [3], & qui défendoit de se choisir un héritier hors de sa famille : celle qui déclaroit infâmes les dissipateurs de l'héritage paternel [4]; Loi qui a une connexion naturelle avec la précédente, ainsi que celle qui ordonnoit qu'une épouse ne pût porter pour dot à son mari, que trois habits, & quelques vases de peu

[1] Qui alium casu fortuito necassit, annum extra patriæ fines exulato.

[2] Agrum quantum voluerint ne possidento.

[3] Extra gentem familiamque hæredem ne scribito.

[4] Decoctores paternæ aut alius cujusvis hæreditatis ignominiosi sunt.

de valeur [1]. Ils exceptoient cependant de cette Loi, une heritiere, dont tout le bien passoit naturellement au pouvoir du mari; mais alors elle ne pouvoit pas se marier hors de sa parenté [2]. La Loi qui défendoit à tout citoyen de se marier dans un pays étranger [3], a le même fondement que celles que nous venons de citer, Quoi de plus sage que toutes ces Loix? Rien n'est plus important pour un état, que de conserver ses habitants naturels. Il n'est point équivalent de les remplacer par des étrangers. La conservation des familles, dont le luxe cause infailliblement la ruine, maintient l'ordre de la population, l'égalité naturelle dans le partage des occupations indispensables, & des productions nécessaires pour la consommation, & facilite la circulation de l'argent, dans les états où il est reçu comme signe représentatif des denrées en nature.

[1] *Tres-tantum vestes & vasa aliquot non magno constantia, sponsa ad maritum deferto in dotem.*

[2] *Virgo dotalis extra cognationem ne enubito; sed agnato proximo nubito; & omnia sua bona in dotem adferro.*

[3] *Civis peregrè ne nubito.*

Tout étoit réglé chez les Athéniens, avec la plus grande prudence quant à l'exportation des denrées superflues, & pour se procurer celles qui leur manquoient. L'exportation de celles que le pays ne fournissoit pas dans une certaine abondance, étoit défendue. Ils avoient une Loi, à-peu-près semblable à l'acte de navigation des Anglois sous Charles II, en 1660; qui ordonnoit que toutes les marchandises qui entreroient dans Athènes, y seroient portées par des vaisseaux Athéniens. L'exportation de l'huile y étoit permise; mais celle des figues, des grains, du bois & de la poix, étoit défendu [1]. Il n'étoit permis à aucun Athénien de faire le commerce du grain, ni à aucun Capitaine de vaisseau, d'entreprendre que pour Athènes même [2].

X I V.

Si on prend le terme d'économie dans un sens général & étendu, on

[1] *Oleum Athenis exportato . . . cæteros proventus non item; ligna & picem non exportato.*

[2] *Si quis Atheniensis mercator aut nauticus aliò quàm Athenas frumentum importeret, indicator.*

pourra l'appliquer aux dispositions générales qui concernent le gouvernement de l'état, quoiqu'il n'y s'agisse proprement d'aucun intérêt économique. L'économie consistant principalement à épargner & à amasser, c'est toujours atteindre ce but, que de diminuer la consommation inutile des productions de l'état, & d'en augmenter le rapport; de conserver les citoyens & procurer l'accroissement de la population; de diminuer les travaux & les occupations inutiles, & de multiplier les nécessaires. On peut donc donner le nom d'économie d'état au gouvernement interne d'un état.

Mais tous ces réglemens de police générale, qui peuvent varier accidentellement, doivent être par-tout les mêmes, quant à l'essentiel. Un état qui fera gouverné suivant le véritable esprit des Loix, ne refusera pas à ses voisins, les secours qu'ils lui demandent, & qu'ils ont naturellement droit d'en attendre. Il ne fondera pas son bonheur sur le malheur d'autrui. Supposons, par exemple, que le vin manquât aux Athéniens, & que ce fût là la seule production abondante d'un état voisin, qui d'ailleurs manquât de son côté, de

plusieurs choses nécessaires : les Athéniens eussent-ils pu, sans violer ouvertement les Loix de la prudence & de la nature, défendre chez eux l'importation du vin de cet état, & le forcer par-là à diminuer d'une manière excessive l'usage & la consommation de quelque autre des productions naturelles au pays, mais qui n'y feroient pas dans une certaine abondance, pour en former un superflu qu'ils pussent échanger contre des productions d'une nécessité absolue, dont ils manquoient entièrement.

X V.

L'entrée d'athènes étoit défendue par les Loix à tout traître à sa patrie ; sous peine, s'il y entroit, d'être condamné aux mêmes peines, que ceux qui ayant été bannis par l'aréopage, rentroient dans Athènes. Il paroît clairement par cette Loi, que les Athéniens étoient convaincus qu'il n'y a qu'un seul véritable esprit des Loix, un seul vrai intétêt, un seul vrai patriotisme, & un seul droit commun. C'est la connoissance qu'ils avoient des liens qui unissent tous les états les uns aux autres, & qui en forment comme une

grande société, qui leur dicta ces Loix qui seront à jamais l'honneur de l'humanité; qui défendent de faire aucun tort aux étrangers; qui ordonnent de remettre dans le droit chemin les voyageurs égarés, & d'exercer envers eux l'hospitalité; qui permettent aux étrangers & aux esclaves l'entrée libre des Temples d'Athènes, soit pour les voir, soit pour y adresser leurs vœux aux Dieux [1]. On ne sçauroit attribuer ces Loix au simple penchant de quelques particuliers pour l'humanité, puisque ce sont des Loix formelles, qui exigent le consentement de tout le peuple: peu importe que toutes ces Loix fussent fondées sur des notions exactes & développées, on y reconnoît toujours l'opération de la nature. La constitution naturelle des états est donc uniforme & par-tout la même; & la constitution d'un état ne peut, sans être fautive, être naturellement &

[1] *Hospites injuriâ ne afficiuntor. Erranti viam monstrato. peregrinos recto excipiuntor. Peregrinis servisque fas esto publica Atheniensis populi templa adire, vel videndi causâ, ibidemque supplicibus sedere.*

essentiellement différente de celle d'un autre état.

La constitution naturelle d'un état, pour le dire en peu de mots, consiste donc en ce que les habitans naturels d'un pays renfermé dans des bornes naturelles, se réunissent en bornant mutuellement leurs droits réciproques, & resserrent les liens de cette union, par l'élection d'un Chef, (non par conséquent d'un maître) & s'unissent par-là naturellement à toutes les autres sociétés subsistantes. C'est ce que nous avons assez développé dans tout le cours de cet ouvrage.

Les réglemens qui dérivent de la forme naturelle de gouvernement, & qui peuvent convenir à tous les états en général, sont plutôt de vraies Loix, que ces réglemens arbitraires qui peuvent convenir à un état, sans convenir à l'autre. On doit aussi regarder comme de vraies Loix, propres à tous les états, celles qui déterminent la moralité des actions particulières des citoyens, & qu'on peut appeler des Loix particulières, parce qu'elles n'ont pas un rapport immédiat au bien & au gouvernement de l'état en général.

Il suffit donc pour la constitution

naturelle d'un état, qu'il ait des bornes naturelles d'une étendue suffisante, & qui le mettent en état de former avec les autres une liaison stable; qu'il ne se laisse point dominer par un esprit d'intérêt particulier, & que du reste, à moins que les besoins de l'état n'exigent qu'on porte des Loix particulières, on abandonne les citoyens à la conduite de la nature, en tout ce qui regarde l'exercice de leurs droits naturels; le droit, dans le sens dans lequel nous l'avons distingué des Loix, étant suffisant jusques-là.

X V I.

Les vrais principes fondamentaux de toute société doivent être de maintenir l'égalité morale, & d'assurer l'indépendance naturelle des hommes. Tel doit être le fondement des Loix, qu'on ne doit porter, qu'autant que la nécessité & les besoins de l'état l'exigent, & qui doivent auparavant être approuvées par le corps de la nation. Les Loix fondamentales dérivent évidemment de cette maxime naturelle; sçavoir, que chaque citoyen a droit de jouir de sa liberté.

Chacun doit donc jouir de sa liberté

de façon qu'il ne préjudicie en rien à celle des autres ; c'est-à-dire, que les hommes doivent borner mutuellement leurs droits naturels ; personne ne doit donc chercher à avoir des possessions plus étendues qu'il ne peut en avoir, sans causer du dommage aux autres : *agrum quantum voluerint ne possidento* ; le vol & le larcin, sont par-là défendus d'eux-mêmes : chacun doit autant qu'il peut, pourvoir lui-même à sa subsistance ; en cas d'impossibilité, la société entière le doit secourir : il faut veiller à la conservation de chaque famille, comme formant autant de petites sociétés particulières ; il faut donc mettre entre les peres & les enfants, les rapports nécessaires, & leur inculquer leurs devoirs réciproques. Lorsque le nombre des femmes est à-peu-près égal, ou n'est pas de beaucoup supérieur à celui des hommes, chaque homme doit se contenter d'une femme, *unam tantum uxorem ducito*, dont il acquiert la propriété. L'adultère est donc défendu par lui-même. Aucun citoyen ne doit exiger des prérogatives particulières, à moins qu'elles ne lui soient accordées volontairement, & qu'elles ne soient liées avec l'utilité publique. Au-

cun citoyen ne doit se rendre volontairement dépendant, ni chercher à rendre les autres dépendants. Dans les actions même les plus indifférentes, on doit être attentif à ne donner aucune atteinte aux droits naturels des autres. On doit ménager son bien, de façon qu'on puisse, dans le besoin, en faire part à ses concitoyens & aux étrangers. Telle seroit une esquisse des Loix qui conviendroient à toutes les nations en général. Il n'est aucun citoyen qui n'en sentît la vérité & la force. Il y auroit des censeurs établis pour expliquer ces Loix & en tirer les conséquences les plus justes & les plus naturelles. Mais il faudroit en même tems des juges ou des arbitres, pour décider les cas où les droits réciproques des citoyens se trouveroient en collision. Ces Loix n'ont rien de commun avec les dispositions économiques de l'état, qui substituent la force & la violence à l'inefficacité prétendue des Loix, pour multiplier les moyens d'atteindre le but qu'on se propose.

X V I I.

Chaque nombre est composé de plusieurs unités. On peut comparer une société

société à un nombre , dont les membres qui la composent , sont les unités. Il étoit donc naturel que nous commençassions par les Loix qui concernent les particuliers , dont la réunion forme une société , puisque l'existence d'un Empire précède nécessairement l'existence de ses relations avec les autres Empires. Mais n'y en ayant eu aucun , qui ait embrassé dans son étendue l'univers entier , il est évident que chaque état est obligé d'en souffrir d'autres autour de soi , comme un homme est obligé d'en souffrir d'autres dans son voisinage , quand même il chercheroit à s'ensevelir dans les déserts les plus inaccessibles.

Dès qu'un homme se trouve réuni , même malgré soi , avec ses semblables , en vain se croiroit-il autorisé à faire l'usage le plus illimité des puissances de son ame & de son corps ; il est dès-lors obligé de borner ses droits naturels. Il en est de même d'un état , par rapport aux autres états. C'est donc une Loi fondamentale , générale , que chaque état est obligé de restreindre ses droits dans de certaines bornes , afin que les autres puissent exercer les leurs. Aucun état

ne peut donc outre-passer ses bornes naturelles : tous les états forment entr'eux une sorte de grande société, ils ont un intérêt général commun, & le plan général des états se divise en des plans d'état particuliers. Telle est en gros l'idée fondamentale d'un vrai plan de Législation. Je n'ai pu éviter jusqu'ici bien des répétitions, par l'envie que j'avois d'être clair. Il me reste encore quelques éclaircissements à donner sur ce que je viens de dire en parlant des vraies Loix fondamentales.

Lorsque je dis, qu'il ne doit pas être permis aux particuliers, d'avoir des possessions d'une trop grande étendue; c'est eu égard aux dispositions primordiales d'un état nouvellement formé, que je le dis, & je ne prétends pas par là qu'il faille établir une égalité numérique dans la quantité des possessions de chaque citoyen d'un état; mais on doit tendre à établir cette égalité politique, qu'on tâche de procurer aujourd'hui, en facilitant la circulation naturelle de l'argent, quoiqu'il y eût bien des choses à dire sur la manière dont on s'y prend. Mais je ne m'étendrai pas sur cet article, qui me meneroit trop loin.

La proposition que j'ai avancée, que chacun doit se nourrir quand il le

peu
ma
toy
fan
fou
à u
pro
par
vis-
ber
tro
dès-
de l
fanc
fait
ave
che
sero
ven
tous
par
du f
la m
s'il e
nes d
réell

J
états

peut, est une suite nécessaire de la maxime fondamentale, que chaque citoyen a droit de jouir de sa liberté. Car sans cela, ceux qui seroient obligés de fournir les choses nécessaires à la vie, à un citoyen qui seroit en état de se les procurer par lui-même, deviendroient par-là dépendants de lui, & perdroient, vis-à-vis de lui, leur égalité & leur liberté naturelle. Si, au contraire, il se trouve hors d'état de se les procurer, dès-lors la société entière est obligée de les lui fournir, parce que l'impuissance physique où il se trouve, ne le fait pas déchoir de son égalité morale avec les autres citoyens, mais l'empêche seulement de recevoir ce qui lui seroit dû, & ce qu'il recevrait effectivement. Or cela se trouve réparti sur tous les autres membres de la société; par conséquent, il est toujours nourri du sien. D'ailleurs il ne fait plus alors la même consommation qu'il seroit, s'il étoit en état de travailler : les peines qu'on se donne pour lui, sont donc réellement payées.

X V I I I.

J'ai déjà parlé de l'intérêt qu'ont les états à conserver les familles origi-

naires du pays. C'est-là leur vrai soutien. Les citoyens, en se multipliant, transmettent à leurs descendants, dans lesquels ils se voient revivre, l'esprit patriotique qui les attache à l'état dont ils sont originaires. C'est donc troubler l'ordre naturel, que de diviser ou disperser les familles. On peut cependant prévenir la trop grande élévation de certaines familles, & empêcher qu'elles ne deviennent trop puissantes en devenant trop nombreuses. La défense de se marier en pays étranger, empêche la dispersion des familles, & resserre les liens qui unissent entr'eux les citoyens d'un état. On ne doit accorder des prérogatives & des distinctions particulières à aucun citoyen, à moins que ce ne soit pour assurer de plus en plus l'égalité morale & la liberté naturelle; & de façon que ceux sur qui on leur donne ces préférences, puissent les regarder comme leur étant accordées à eux-mêmes, par les avantages qu'ils en retirent. Les distinctions ne doivent donc pas être exclusives; mais chaque citoyen doit en être capable, & pouvoir y prétendre. Il est vrai, que la subordination physique subsistera toujours; mais ce doit être le premier &

principal effet, du contrat social, de substituer, autant qu'il est possible, l'égalité morale, à ces inégalités physiques.

Il suit évidemment de tous les principes que nous avons établis, qu'aucun citoyen ne peut s'assujettir aux autres, de façon à se mettre dans une dépendance moralement inégale. Mais cela n'empêche point ce que nous appelons servir, puisque les serviteurs conservent toujours le libre exercice de leurs droits naturels & leur égalité morale, & qu'ils ne font que remplir le contrat qu'ils ont fait. Il n'en est pas de même de l'esclavage, qui ne peut avoir lieu.

Il existe entre tous les hommes vivants en société, une liaison générale qui exige qu'ils bornent mutuellement leurs droits naturels, afin de pouvoir les exercer réciproquement, & subsister ensemble. Mais il est une liaison plus étroite, qui se forme d'elle-même entre les concitoyens, & qui exige d'eux une plus grande limitation de leurs droits & de leur liberté naturelle, & qui peut, suivant les circonstances, occasionner des Loix particulières, telles que celles qui ordonneroient que

chaque citoyen traitât honnêtement ceux qui viendroient chez lui ; qu'il les secourût au besoin ; qu'il leur fît crédit , à des conditions honnêtes , & autres Loix semblables. On trouve des réglemens & des usages conformes à ces Loix , dans les états qui , en perfectionnant la nature , ont introduit chez eux des mœurs policées. Le mépris y est la peine de l'omission des bienféances : on ne sçauroit , sans se déshonorer , y refuser de faire crédit à un honnête homme , à moins de raisons fondées. On y trouve d'ailleurs des Hôpitaux , des Maisons de charité pour les orphelins , des caisses pour les veuves ; en un mot les divers établissemens nécessaires pour subvenir aux besoins de l'humanité. D'où il suit que les principes établis ci - dessus n'ont rien de paradoxal , puisqu'au défaut de tous ces établissemens , & la constitution de l'état étant plus simple , on devroit avoir des Loix , pour atteindre le même but. Ce seroit ici celui d'exposer plusieurs défauts de la constitution présente de l'Empire. Mais cela me conduiroit au-delà des bornes que je me suis prescrites.

X I X.

Lorsqu'un peuple emprunte ses Loix d'un autre peuple , & qu'y joignant ses Loix & ses Coutumes particulieres, il forme de cet ensemble un Corps de Législation, l'origine de ses Loix se perd peu-à-peu; & il est difficile, après un certain tems , d'en découvrir la source & d'en déterminer le vrai esprit. Il résulte nécessairement de-là des inconvénients considérables ; le droit qui doit toujours venir au secours des Loix , en devient lui-même obscur & embrouillé. Il faut donc alors avoir recours à un droit mixte, pour déterminer le vrai sens des Loix, c'est-à-dire, qu'il faut prendre pour fondemens de l'explication de la Loi, les droits étrangers sur lesquels elle est établie, & qu'on doit regarder comme son véritable esprit.

Pour en donner un exemple en passant , j'observerai que les Athéniens avoient une Loi qui condamnoit à mort les transfuges. *Transfugæ capite puniuntor*. Comment peut-on appliquer cette Loi , à ce que nous appellons des déserteurs , puisque la Loi des Athéniens

ne regardoit que des citoyens qu'étoient traîtres à leur patrie ?

Non-seulement on ne punit pas aujourd'hui les citoyens qui, dans une émeute, gardent la neutralité ; mais on les récompense même quelquefois. Chez les Athéniens, au contraire, on punissoit de mort tout citoyen qui restoit neutre dans ces occasions. Cette Loi étoit analogue à la constitution de cet état libre ; le Législateur étoit obligé d'avoir égard aux droits du peuple. S'il avoit voulu spécifier tous les cas, & décider quel étoit le parti auquel tout citoyen étoit obligé de se ranger dans ces événements ; cela seul auroit pu occasionner de plus grands troubles. Solon considéroit donc qu'un bon citoyen ne pouvoit embrasser la neutralité, qu'après qu'ayant reconnu de quel côté étoit la bonne cause, il craindroit de s'y engager, par le danger qu'il y auroit à la suivre. Ainsi pour les contraindre à s'intéresser toujours à la bonne cause, Solon crut atteindre indirectement son but, en forçant les citoyens sans distinction, à prendre l'un ou l'autre parti : ôtant par-là aux citoyens bien intentionnés le

refuge de la neutralité; il falloit qu'ils agissent nécessairement pour la bonne cause; leur façon de penser droite, les mettant dans une impossibilité morale d'embrasser la mauvaise. Je ne vois donc pas sur quel fondement Cicéron écrivant à Atticus, désapprouve cette Loi de Solon [1].

X X.

Les Romains ont eu sept Rois, dont quatre ont joint à cette qualité, celle de Législateurs. Pendant l'espace de deux cent quarante-quatre ans, les Romains ont reçu des Loix qui leur étoient propres; & il s'établit peu-à-peu des coutumes qui avoient force de Loi. Des Loix d'Athènes & des Loix & coutumes particulières aux Romains, les Decemvirs en formerent dans la suite ce fameux corps de Législation, auquel on donna le nom des douze tables. On y ajouta ensuite les édits des préteurs. Depuis le judicieux

[1] Ego vero Solonis popularis tui, ut puto etiam mei, legem negligam, qui capite sanxit, si quis in seditione non alterutrius partis fuisset.

Législateur Sylla, jusqu'au regne d'Auguste, l'histoire des Loix Romaines ne présente rien de remarquable. César qui vouloit être grand en tout, n'avoit pas le genie de Sylla pour la Législation. Il ne suffit pas pour être Législateur, d'avoir un esprit pénétrant & un jugement solide : il faut pour cela, un génie particulier. Sous le regne d'Auguste, on vit paroître de fameux Jurisconsultes, dont les décisions étoient du plus grand poids, & généralement respectées. Les édits des Empereurs se succédoient les uns aux autres. Vint enfin le vainqueur de Gélimer, des Perses & autres peuples, le Fondateur du superbe temple de Sainte-Sophie, & l'époux & l'esclave d'une Comédienne, Justinien, le Grand Justinien, successeur de méchants prédécesseurs, & prédécesseur de plus méchants successeurs, qui fit cette fameuse collection de principes de droit, qui, comme le corps du droit, *corpus juris*, a eu tant d'éclat; qui fait encore aujourd'hui l'objet de la vénération des grands Juris-Consultes, l'appui des veuves & des orphelins.

Il est vrai qu'on trouve dans cette celebre collection, bien des choses qui

n'appartiennent pas proprement aux Loix. Une grande partie est historique, & traite de ce qui concerne l'économie générale d'un état. Tout ce que les Athéniens ont dit de la Législation, conformément à la constitution de leur république ; des personnes en place, des charges, des dignités, du Senat des Cinq-Cents, des assemblées du peuple, des Senatus-Consultes, des Plebiscites, des jugemens & des Juges ; tout cela se trouve dans le livre des Loix Romaines, qui a pour fondement les Loix des douze tables, qui ont elles-mêmes pour fondement les Loix des Athéniens. Le Chapitre de Justinien de *origine juris & omnium magistratuum*, & *successione prudentum*, est entièrement historique. On trouve dans son ouvrage des dissertations grammaticales, philosophiques ou morales, logiques & même théologiques.

On se trompe cependant ordinairement, en regardant comme inutile, la décision de plusieurs cas métaphysiques & moralement impossibles, qu'on trouve dans cette admirable collection. L'intention du Législateur étoit de donner ces décisions pour regles dans tous les autres cas possibles & réels, en

y appliquant les mêmes principes sur lesquels il s'est fondé dans les autres [1].

Ce seroit encore une erreur, de vouloir séparer & distinguer ce qui paroît être simplement de droit naturel, cela prouveroit qu'on a une fausse notion des vrais Loix positives, qui, comme nous l'avons déjà dit, ne sont autre chose que les Loix de la nature intrinsequement & extrinsequement déterminées.

X X I.

Il ne faut pas juger l'ouvrage de Justinien, selon la méthode ordinaire de l'école, ni en général selon les regles d'une méthode naturelle, d'ailleurs préférable; mais selon la vraie méthode des Législateurs. La démonstration n'est pas le fait du Législateur. Des circonstances secrettes forcent souvent à porter des Loix & des Ordonnances, qui sans cela seroient entièrement différentes. La Législation indirecte, est le grand art du Législateur. Il défend souvent extérieurement

[1] L. 2. §. 5. D. de orig. jur. L. ult. D. pro legat. L. 32. D. de O & A. L. 55. §. L. D. de legat. 2^o.

ment, ce qu'il permet tacitement : il menace souvent de peines, qu'il n'est pas dans l'intention de faire subir. Il faut quelquefois tromper le peuple, pour son propre intérêt.

Ainsi un Souverain qui voudroit former un corps de droit, outre les vraies & naturelles notions des choses, qu'il doit se former, ne doit agir que d'après les jugemens des gens sçavans & éclairés ; il doit consulter les Loix anciennes & les décisions déjà portées, sur les différens cas qu'il doit avoir en vue, & fonder là-dessus, comme sur des préjugés légaux, son jugement définitif, afin de procurer par-là une plus grande autorité à sa Législation, & la faire respecter comme des oracles sortis de la bouche des Dieux mêmes. C'est ainsi, qu'au rapport de Sénèque, Minos passa pour avoir reçu ses Loix de Jupiter, d'Orphée, d'Apollon ; & Numa, de la nymphe Egerie. Un Législateur nouveau ne doit donc pas se contenter de créer des Loix nouvelles. Ce qui est forcé, ne scauroit avoir une fin heureuse : *nulla actio sine reactione*. Il ne peut être qu'honorable, pour les Rois mêmes, de s'appuyer sur le jugement des nations & des sçavans. Mais

vouloir démontrer la raison & la nécessité des Loix, seroit un travail au moins inutile, puisqu'il se trouveroit toujours quelqu'un qui entreprendroit de prouver le contraire. Un Législateur sage se mettra à couvert de ces inconvénients, en n'agissant point d'après un système philosophique. Il doit cependant se former un plan systématique ; une compilation confuse de Loix, de coutumes & de droit, ne méritant point le nom de corps de Législation.

X X I I.

L'Europe entière eut pu retirer des avantages infinis du Droit Romain ; si on l'eût adopté comme une simple doctrine de droit, qui méritoit d'être reçue préféablement à toute autre, comme étant l'ouvrage d'un vrai Législateur, & comme ayant été appliquée pendant tant de siècles, à une infinité de positions différentes des peuples entiers, & des particuliers ; ou, comme étant fondée sur tant de cas de droit, & de fait, décidés conformément aux principes les plus naturels ; & si on n'avoit pas prétendu que tout ce qu'il renferme, fût autant de Loix, ou

qu'on n'eût pas mêlé le droit des nations étrangères, avec celui des Romains, déjà anciennement confondu avec celui des Grecs.

X X I I I.

Nous devons naturellement donner la préférence au nouveau Droit Germanique, lorsqu'il est clair. Mais on s'attache presque par-tout, sans aucune réflexion, tantôt trop, tantôt trop peu, au Droit Romain; tantôt trop, tantôt trop peu, à l'ancien Droit Germanique. On pourroit faire usage, d'une manière raisonnable, de cet ancien Droit Germanique, lorsque la constitution de l'Empire ne permet pas de suivre le Droit Romain. On ne sauroit, par exemple, décider par les Loix Romaines, ce qui concerne les contrats à pacte de rachat, faits avant que l'on connût ces Loix dans l'Empire, & qu'on les eût adoptées. Il faut être instruit à fond de l'ancien Droit Germanique, & posséder parfaitement tout ce qui concerne l'ancien vasselage, pour connoître comment les différentes positions de l'Allemagne ont pu préparer la constitution présente. Ce seroit au reste montrer qu'on n'a pas les

premières notions des choses, que de vouloir décider tous les cas qui se présentent, conformément à l'ancien Droit Germanique, & n'avoir recours qu'à son défaut au Droit Romain. Le nouveau Droit Germanique, & les coutumes particulières des différents états, doivent sans doute être la règle de nos décisions, préférablement au Droit Romain : mais il doit avoir la préférence sur les anciennes Loix & Coutumes Germaniques auxquelles on ne doit avoir recours que dans des cas extraordinaires.

L'ancien Droit Germanique ne pouvant être regardé comme formant un corps de Droit, on ne lui préfère pas le Droit Romain, précisément comme Romain ; mais parce qu'on le regarde comme un corps de Législation plus parfait, plus développé & plus étendu ; qu'on le regarde comme une doctrine légale de Droit, quel qu'en soit l'auteur, & comme fondé sur le jugement & les décisions des grands hommes, en ce qui est de Droit naturel.

Je ne m'arrêterai point ici à parler des Loix des anciens Francs, Bourguignons, Ostrogoths, Visigoths, Alle-

mands & autres peuples du Nord. Je remarquerai seulement qu'on a tort de taxer les Allemands de barbarie , à cause de certaines Loix & Coutumes anciennement établies parmi eux. Si on veut consulter l'histoire , on verra que c'étoit une coutume générale chez presque tous les anciens peuples , de faire mourir ceux que leur grand âge mettoit hors d'état de travailler : c'étoit sans doute pour leur épargner les incommodités de la vieillesse & les horreurs de la faim. La superstition put de même faire regarder les enfans qui naissoient disgraciés de la nature & incapables de porter les armes , comme des monstres , que les Loix Romaines ordonnoient de faire périr [1]. Quoi de plus dur & de plus barbare en apparence , que la Loi des Athéniens qui permettoit aux enfans , de citer leur pere devant les Juges , & de le faire enfermer après avoir prouvé que l'âge ou la maladie l'avoient fait retomber dans l'enfance [2] ? Si cette

[1] *Pater filium sibi natum monstrosum , vel prodigiosum statim necato.*

[2] *Filiò jus esto patri tanquam desipienti ; ob morbum vel senectutem , dicam scribere ; desipere convictum in vinculis habeto.*

derniere partie de la Loi Attique étoit en vigueur parmi nous , (avec les restrictions nécessaires) & que les enfans fussent obligés de laisser les mains libres à leurs parens , jusqu'à ce qu'ils eussent prouvé en Justice leur incapacité , & jusqu'à ce que le Juge eût décidé qu'ils ne doivent plus avoir l'administration de leurs biens ; nous ne verrions pas tous les jours des enfans en agir de la maniere la plus dénaturée, envers leurs peres affoiblis par l'âge ou les maladies. Celas'entend de lui-même: il est vrai que c'est ainsi qu'on devroit, dans les regles, en agir encore aujourd'hui : mais personne ne s'intéresse au sort de ces malheureuses victimes de l'ingratitude filiale ; & lorsqu'il n'y a point de complainant, la Loi & le Juge restent sans pouvoir.

Je ne vois pas non plus pourquoi les anciens Germains, en livrant l'adultere à la discrétion du mari offensé, auroient été plus barbares que les Athéniens, dont la Loi permet à celui qui surprend un adultere, de le punir à sa volonté [1]. Il est vrai que la Loi des

[1] Si quis adulterum deprehenderit, de eo quod libuerit statuito.

Grecs ne regarde que le cas où l'adultère est pris sur le fait. Dès qu'il n'étoit plus entre les mains du mari offensé, ou que, tandis qu'il l'avoit eu en son pouvoir, il n'avoit pas usé du droit que la Loi lui donnoit, le premier mouvement étant alors censé passé, il falloit pour tirer vengeance de cet affront, avoir recours au Juge, qui pouvoit punir arbitrairement le coupable, excepté toutefois [1] la peine de mort.

X X I V.

Quoi qu'il en soit de l'origine des Francs, que Leibnitz prétend être venus du côté de la mer Baltique, & avoir possédé tout le pays qui est entre le Mein, les montagnes de la basse Saxe, le Weser & la Fulde, l'Elbe & la Sale; il est certain que c'étoient des peuples libres & qui n'étoient point policés, qui ne reconnoissoient aucun Souverain, n'ayant que des Chefs ou des Généraux, pour les conduire dans leurs expéditions, & qui peuvent être mis au nombre de ces peuples

[1] *Judices, exceptâ capitis poenâ, pro arbitrio, in eum animadvertunt.*

aventuriers, qui abandonnoient leur patrie pour aller chercher fortune ailleurs, & s'établir dans des climats plus heureux que le leur.

Pour former un peuple & une société stable, ils n'avoient pas besoin de Loix semblables à celles d'Athenes. Il leur suffisoit de borner réciproquement l'usage de leur liberté. La nature leur servoit en cela de guide. Aussi n'avoient-ils pas de Loix proprement dites, mais simplement des ordonnances qui régloient la maniere de rendre la justice, & déterminoient les punitions attachées à ces actions que nous appellons des crimes, d'après les Romains, & qui chez les Franks n'étoient proprement que des excès. Ils avoient, outre leurs Généraux, des Juges chargés de décerner les punitions, conformément à ce qui étoit prescrit, & que la nation entière avoit statué. De là vient qu'on donnoit à leur code de Législation, le nom de *pactus Legis salicæ*. Après l'établissement des Franks dans les Gaules, Clovis, Théodoric, Childebert & leurs successeurs, travaillerent à réformer les anciennes Loix des Franks; ils y en ajoûterent de nou-

velles : en particulier la fameuse Loi salique touchant les successions.

Il est vraisemblable que les Loix des Francs , telles que nous les avons en latin , ne sont qu'une traduction , & qu'elles avoient d'abord été écrites en Allemand. Ce livre seroit en ce cas plus ancien que le livre d'Evangile des Goths , ou le *codex argenteus Ulfilæ* qui est postérieur au tems de Constantin le grand. Ce seroit même , suivant l'opinion de Leibnitz , le plus ancien livre du monde , écrit dans une autre langue que les sçavantes , telles que l'Hébraïque , la Grecque , la Latine ; si on en excepte toutefois les livres des Chinois , des Bramines , & des anciens Perses qui adoroient le feu.

X X V.

Rien de plus rare parmi les Francs ; que les procès. Ils n'avoient par conséquent besoin que d'un petit nombre de Loix , pour décider les différends qui pouvoient s'élever à l'occasion des successions ou des contrats , qui étoient de la plus grande simplicité. Avant que de citer quelqu'un en justice , il falloit auparavant l'interpeller à différentes reprises , devant un certain nom-

bre de témoins : & ce n'étoit que sur le refus qu'il faisoit de satisfaire , après toutes ces sommations , qu'on pouvoit l'attaquer devant le Juge , comme on le voit par les Loix qui ont pour titre : *de fide factâ & de re præstatâ* [1].

Les procès començoient chez les Romains , d'une maniere plus précipitée , qu'il ne paroît convenir à un peuple libre. Il faudroit cependant savoir , si par ces mots , *manum endo ja-*

[1] Si quis alteri de rebus suis aliquid præstiterit , & alius ei reddere noluerit sic eum debet mallare : cum testibus ad domum illius cui rem suam præstitit , accedat , & sic contestetur ei : quia res meas noluisti reddere , quas tibi præstiti , in hoc , eas tene nocte proximâ , quod lex salica continet ; & sic ei solem collocet ; & si nec tunc voluerit reddere , adhuc super VII noctem similiter facere debet ; & si nec tunc voluerit reddere , ad alias septem noctes similiter facere debet ; & si nec tunc voluerit reddere , ad alias septem noctes id faciat , post quas ad hunc cum testibus venire debet & roget ut sibi debitum suum reddat : & si nec tunc reddiderit , solem ei collocet ; & si per tres vices solem collocaverit , & si nec tunc reddere voluerit , aut fidem facere , super illos IX solidos , qui per tres admonitiones adcreverunt super debitum superius adhuc amplius MALB. TAVT-
THE DC. den. qui faciunt solid. XV. Culpabilis judicetur.

cito, on doit seulement entendre, qu'il est permis de faire arrêter celui qui ayant été assigné, ne se présenteroit pas au jour marqué, ou voudroit esquiver l'assignation, par la fuite [1].

Les Loix Romaines & les Germaniques s'accordent, d'ailleurs, en ce que, si celui qui est cité devant le Juge, refuse de comparoître, on doit l'interpeller devant des témoins; & si quelqu'un a avoué une dette, ou a été condamné en Justice à payer, on doit lui accorder un délai de trente jours [2]. Quoique les Romains eussent puisé chez les Grecs les Loix qui régloient la forme des assignations ou des citations en Justice, il y avoit cependant bien des différences dans la pratique. Chez les Grecs, personne ne pouvoit

[1] Si & tùm in jus vocatus, moretur, frustratur, fugamve adornet, manum ei injicere jus esto.

[2] Si in jus vocatus, non sequatur, qui vocabit, testes ante adhibeto.... Et *tab. III.* Si debitum quis confessus fuerit, vel condemnatus jure fuerit, induciæ ei menstruæ 30 dierum ad debitum exsolvendum dantur.

être saisi de force dans sa propre maison, à moins que la porte n'en fût ouverte, ou qu'il se montrât à la fenêtre. Du reste, ils déclaroient contumace, & fesoient payer mille drachmes d'amende, à celui qui, ayant été cité par son adversaire, refuseroit de comparoître au jour assigné [1]. Suivant le décret de la Chambre Impériale de 1485, on pouvoit, par contumace, mettre au ban de l'Empire. Le réces de l'Empire de 1654 abolit ce moyen. Mais il paroît que cette abolition n'a pas été regardée comme formelle, & comme ayant eu son effet, puisque les capitulations parlent encore d'une abolition future. « Quant à ce qui regarde » le ban par contumace, (disent-elles) » nous voulons l'abolir, comme étant » un moyen insuffisant par bien des » considérations ». Il est certain qu'on peut juger du degré de liberté d'un peuple, par l'ordre qu'on suit chez lui dans les procédures, & les regles qu'on y observe.

[1] Cui status conductus dies est, cum adversario, nec iverit, ere modicii (i. e. contumaciæ) damnator, & mille drachmis multator...

X X V I.

Nos peres ufoient dans leurs procès de certaines formules simples & invariables, établies pour abréger les détours de la chicane, & afin que personne ne pût dire que sa Partie auroit dû avoir plus d'égard pour lui ; qu'il falloit auparavant le prévenir de telle ou telle manière ; que le Juge n'auroit pas dû le traiter ainsi , au moins publiquement ; & qu'il auroit dû avoir pour lui les égards dûs à tout homme libre ; & afin que le Juge ne pût pas refuser d'entendre les Parties , sous prétexte de quelques formalités omises, & les laisser dans le doute du parti qu'elles avoient à prendre [1].

Il étoit d'autres formalités qui avoient

[1] Voici une de ces formules tout-à-fait simples, dont on se servoit. Rogo te, Tunzine, ut Nestigante Gassachio meum illum qui m hi fidem fecit — secundum legem salicam mihi adstringas. Tunc Tunzinus dicere debet : ego Nestigantio Gassachio illi tuo in hoc mallo, quod lex salica habet.

Nestigantius & Gassachius, sont ici ce que Tirus & Sempronius sont dans les formules Romaines.

en partie pour but, d'empêcher que les plaidoyers ne devinssent des tiffus d'injures ; en partie de rendre plus sensible une certaine humiliation. Mais le but général & primitif, étoit de couper court à tous les subterfuges, & de maintenir la liberté naturelle ; chaque citoyen étant par-là assuré qu'on ne pouvoit lui causer aucun préjudice, ni l'attaquer sans employer les formalités prescrites par les Loix. C'est sous ce point de vue qu'on peut considérer la Loi des Francs, qui ordonnoit que celui qui n'étoit pas en état de payer l'amende fixée pour l'homicide, ramasseroit de la poussière dans les quatre coins de sa maison, & la jetteroit sur ses plus proches parens, pour signifier par-là, qu'il leur faisoit une cession entière de ses biens, & qu'il les subrogeoit en son lieu & place.

X X V I I.

Chez les anciens Germains, il falloit acheter la femme qu'on vouloit épouser. Qu'on ne pense cependant pas qu'on les laissât au plus offrant ou au premier venu, pourvu qu'il eût de quoi payer le prix taxé par les Loix, qui étoit d'un sol & un denier, ou que les

pères n'eussent pas la liberté de refuser leurs filles , ou l'humanité d'acquiescer au refus qu'elles faisoient d'un homme pour époux , lorsque ce refus étoit fondé. Il s'en suit encore moins delà , qu'un mari possédât sa femme , comme un bien-fonds à titre d'achat. Une façon de penser si indigne d'un homme , ne peut être venue dans l'esprit des anciens Germains. Cela servoit seulement à faire reconnoître l'autorité des parens sur leur famille : à quoi on pourroit ajouter encore que c'étoit un frein nécessaire pour retenir la Jeunesse toujours fougueuse dans ses passions ; que c'étoit pour compenser en quelque façon ce que les parens gagnoient par le travail de leurs filles , & retenir ceux qui n'avoient pas seulement de quoi payer le prix taxé par la Loi. D'ailleurs ce paiement en argent , tenoit lieu , dans le fond , de ces contrats signés & cachetés , qui sont en usage parmi nous.

La Loi Salique , dans le Chapitre qui est sous le titre singulier de *reipus* , parlant des veuves , dit que , par la mort de leur mari , elles sont retombées sous la puissance de leurs pères ou de leurs plus proches parens , de qui il faut de

nouveau les acheter. *Reipus* signifie un second mariage, & le prix qui est dû aux parens. *Hoc discernendum videtur, cui reipus debeatur.* Ce paiement se faisoit avec certaines formalités tristes & sérieuses, qui devoient nécessairement faire une certaine impression sur l'épouse future.

X X V I I I.

Nous trouvons chez les Francs & chez les Athéniens, des Loix bien singulieres, dans lesquelles on avoit sans doute en vue l'intérêt des familles. Chez les Francs, il étoit permis aux plus proches parens d'une veuve, de vivre avec elle à leur gré. Chez les Athéniens, une héritiere qui ne pouvoit point avoir d'enfant de son époux, pouvoit se marier avec ses plus proches parens [1]. Ils pouvoient encore les choses plus loin; & lorsqu'un pere de famille mouroit sans héritier mâle, il étoit permis au plus proche parent, de revendiquer sa fille déjà mariée &

[1] *Dotalis femina, si maritus, qui eam sibi jur: vindicavit, coire non possit, cum mariti agnatis concubito.*

déjà conduite chez son mari [1]; parce que, disoit-on, si le pere avoit prévu qu'il inourroit sans descendants, il auroit fait épouser sa fille à son plus proche parent; qu'ainsi le cas arrivant, les choses revenoient dans la même position.

Quant aux successions, la Loi des Francs porte que le pere & la mere sont de droit les premiers héritiers: à leur défaut, l'héritage passe aux freres ou aux sœurs; au défaut de ceux-ci, il passe à la sœur de la mere, si elle en a une, sinon à la sœur du pere; & enfin au défaut de tous ceux-là, l'hérédité appartient au plus proche parent paternel [2]. On prétendoit par cette

[1] *Feminas à patribus elocatas, & à maritis domum deductas, si pater obeat nullis superstitibus liberis legitimis masculis, proximiores cognatione jure sibi vindicanto.*

[2] *Si quis mortuus fuerit & filios non dimiserit, si pater aut mater superstites fuerint, in ipsam hæreditatem succedant: si pater & mater non superfuerint, & fratrem aut sororem dimiserit, in hæreditatem ipsi succedant. Si isti non fuerint, tunc soror matris in hæreditate succedat. Si verò soror matris non fuerit, sic soror patris in hæreditate succedat. Et*

Loi, conserver l'ordre naturel des successions, & pourvoir à la conservation des familles. Chez les Grecs, les enfants succédoient de même à leurs peres; & à leur défaut la succession revenoit à leurs ancêtres. Mais le pere & la mere n'étoient regardés que comme une seule personne, quoique cela ne soit pas expressement porté par la Loi. Ce qu'il y avoit de particulier, c'est que, lorsqu'il n'y avoit que des filles, l'hérédité passoit entre les mains de ceux qui les épousoient. Mais la Loi avoit pourvu à ce que l'héritage ne sortît pas de la famille, en ordonnant qu'une héritiere fût mariée à son plus proche parent. Il est vrai que Solon fit bien des changements dans ces Loix. Il paroît cependant, qu'au défaut des enfants, le frere ou la sœur, ou leurs enfants, héritoient avant le pere & la mere du testateur. Après eux, c'étoient les plus proches parents du côté paternel; & enfin ceux du côté maternel, en don-

postea sic de illis generationibus, quicumque proximior fuerit: ipsi in hæreditate succedant, qui ex paterno genere veniunt.

nant toujours la préférence aux mâles
[1].

La fameuse Loi Salique , exclut ,
comme on sçait , les femmes , du droit
de succession aux terres Saliques. Les
mâles seuls , sont capables d'en hériter
[2]. Et si l'on compare à présent la Loi
des Athéniens , qui défend de posséder
au - delà d'une certaine quantité de

[1] Si quis intestatus moritur relictis filia-
bus , qui eas in uxores ducent hæredes sunt.
Si nullæ supersint , hi (i. e. qui sequuntur) hæ-
reditatem ab intestato cernunt , & primò qui-
dem fratres defuncti germani , & legitimi fra-
trum filii hæreditatem simul adeunt. Si nulli
fratres aut fratrum filii supersint , iis geniti
eâdem lege hæreditatem cernunt. Masculi au-
tem , iisque geniti , etiamsi remotiori cogna-
tionis sint gradu , præferuntur. Si nulli super-
sint paterni proximii ad sobrinorum usque fi-
lios , materni defuncti propinqui si rempse lege
hæreditatem adeunt. Si è neutrà cognatione
supersint , intra definitum gradum , propiori
cognatus paternus adito.

[2] De terrâ verò salicâ in mulierem nulla
portio hæreditatis transit ; sed hoc virilis sexus
acquirat ; hoc est , filii in ipsâ hæreditate suc-
cedunt. Sed ubi inter nepotes , post longum tem-
pus , de alode terræ contentio suscitatur , non
per stirpes , sed per capita dividantur.

biens [1]; & celle qui ordonne, qu'en fait de succession, les parents mâles, quoique plus éloignés, aient la préférence [2]: on verra que les Grecs ont été aussi soigneux que les Francs, d'empêcher que les biens ne sortissent des familles. Les vues accidentelles de ces deux peuples peuvent avoir été différentes; mais c'étoit toujours un moyen nécessaire & efficace pour maintenir l'ordre naturel de la population, en procurer l'avantage, & la conserver dans ses bornes naturelles.

X X I X.

Les Grecs, ou plutôt les Athéniens, dont je prétends parler en particulier, avoient porté les Loix les plus sages par rapport aux sépultures & aux deuils, en partie pour réprimer le luxe, en partie pour rendre les cendres des morts en quelque façon inviolables; défendant sous les peines les plus gra-

[1] *Agnum quantum voluerint ne possident.*

[2] *Masculi autem iisque geniti, etiamsi remotiori cognationis, sunt gradu, præferuntur.*

ves, de prononcer rien d'injurieux à la mémoire des morts, sans même qu'on pût alléguer pour excuse, les mauvais traitements qu'on auroit reçus de leurs enfants. Chez les Francs, au contraire, on avoit été obligé de porter une Loi qui défendoit de dépouiller les morts, soit avant, soit après leur enterrement.

Si on jette les yeux sur tout le reste des Loix des Francs, on croira, au premier coup-d'œil, n'y appercevoir qu'une ordonnance touchant les affaires criminelles; & en considérant que toutes les punitions se réduisent à des amendes pécuniaires, ces Loix ne paroîtront alors être qu'une ordonnance ordinaire de police. Il faut remarquer cependant, que tous les crimes de la même espece, n'y sont pas punis également. La peine est différente, suivant la différence du dommage causé; & les cas particuliers sont spécifiés en grand nombre. Le vol d'un petit cochon n'étoit pas censé le même que celui d'un grand cochon: il en étoit de même pour les moutons, les chiens, les chèvres, les chevaux, les abeilles. Tout étoit taxé avec la plus grande exactitude. Chez les Athéniens, la différence

des objets formoit seule la différence des crimes ; & on n'admettoit d'autres différences , que celles qui se faisoient d'elles-mêmes [1].

Ce n'étoit que des amendes pécuniaires chez les Francs ; ils punissoient, en argent , le dommage qu'on faisoit aux haies de leurs champs. Les Athéniens punissoient de mort ceux qui escaladoient les murs des jardins , pour y dérober les fruits [2]. Dracon même avoit porté une Loi , abrogée , à la vérité , dans la suite , qui condamnoit à mort quiconque étoit coupable de vol , de quelque espece qu'il fût [3].

X X X.

Tout étoit spécifié avec le plus grand soin , dans les Loix des Francs. Celui qui en avoit blessé un autre à la tête , de façon que les os parussent , étoit condamné à M,CC deniers d'amende , qui faisoient xxx sols. S'il y avoit frac-

[1] Manifesti facularii morte luunto : manifesti plagiarii morte luunto.

[2] In hortos irrumperere , ficosque deligere capitale esto.

[3] Furem cujuscumque modi furti , supplicio capitis punito.

tion des os, & que le cerveau parût, l'amende étoit de M,CCC deniers, ou de xlv sols [1].

Quant aux homicides, l'amende étoit différente, suivant l'âge, la condition, le sexe, la nation de celui qui avoit été mis à mort. L'amende étoit de DC. deniers pour le meurtre d'un enfant de douze ans, non tonsuré [2].

Il y avoit de même des peines différentes, pour un bras ou pour un pied coupé, ainsi que pour un doigt du pied ou de la main. Ce n'est sans doute que peu-à-peu, qu'on a déterminé tant de cas particuliers; & il falloit que l'on s'imaginât, ou qu'on crût naturellement que chaque membre du corps avoit un droit particulier. Nous voyons de pareilles distinctions dans les Loix Ro-

[1] Si quis hominem in capite plagaverit, & exindè ossa exierint, MALB. CHARFRIDO. mcc. den: qui faciunt solid. xxx. culpabilis judicetur. Si quis hominem ita plagaverit, ut cerebrum appareat, & tria ossa desuper cerebro exierint, MALB. AUDE AFENUS, MCCC. den. qui faciunt solid. xlv, culpabilis judicetur.

[2] Si quis puerum duodecim annorum non tonsuratum occiderit -- solid. D. C. culpabilis judicetur.

maines , quoiqu'elles y soient plus rares. Les Loix des douze tables condamnent à 300 sols d'amende, celui qui casse une dent à un homme libre ; & à 150 sols, si c'est à un esclave [1]. Quant aux homicides, on avoit aussi égard au lieu où ils avoient été commis , à ce qui les avoit occasionnés , & à ceux qui en avoient été témoins. Si dans un festin ou il y aura quatre ou cinq personnes, dit cette Loi remarquable , il arrive qu'une d'elles soit mise à mort , tous les convives seront obligés de faire connoître le coupable, ou ils seront tous responsables du meurtre commis. S'il y a plus de sept personnes, il n'y aura alors que ceux qui seront accusés, qui en soient responsables [2].

[1] Qui dentem ex gingivâ excussit libero homini, trecentis assibus multator : qui servo C. L.

[2] Si in convivio ubi quatuor aut quinque fuerint homines, unus ex his interfectus fuerit, illi qui remaneant, aut unum convictum reddant, aut omnes mortis illius compositionem collectent, quæ lex usque ad septem qui fuerint in convivio illo, convenit observari. Si verò in illo convivio plus quam septem fuerint, non omnes teneantur obnoxii ; sed quibus

X X X I.

Le viol , l'incendie , le crime du poison , étoient punis pécuniairement chez les Francs , comme tous les autres crimes ; mais il ne faut pas se faire une fausse idée de ces amendes pécuniaires. Elles étoient très-considérables pour ce tems-là. L'intention du Législateur n'étoit pas de rançonner chacun proportionnellement à ses biens. Qu'on fût pauvre ou riche , l'amende étoit toujours la même : on ne relâchoit jamais rien de ce qui étoit fixé par les Loix. Les parens étoient obligés de payer pour celui qui se trouvoit hors d'état de satisfaire à l'amende portée par la Loi. S'ils n'étoient pas eux-mêmes en état de répondre pour le coupable , sa vie n'étoit pas alors hors de danger. D'ailleurs , lorsqu'il s'agit d'un homme libre , doit-on compter pour rien l'opprobre dont il étoit couvert [1] ? Ajoutez

fuerit imputatum illi secundum legem componant.

[1] Et postea in camisia discinctus , discalceatus , palo in manu supra sepe salire , ut pro medietate , quantum in compositione deberet , aut quantum lex addicat , illi tres solvant , &c.

à cela la haine que devoient conserver pour le meurtrier, les enfants & les parents du mort: les reproches & l'inimitié de ses propres parents, s'ils avoient été obligés de satisfaire à l'amende pour lui: sa situation devenoit donc en quelque façon à-peu-près semblable à celle du premier meurtrier, qui arrosa la terre du sang de son frere. Cela occasionnoit la ruine ou la dispersion des familles entieres, qui se séparoit pour se sauver. C'est aussi là, sans doute, l'origine de ce qu'on appelloit le partage de mort. Cette séparation devoit se faire solennellement & avec plusieurs cérémonies, dont l'une étoit de casser une aulne, ou une branche d'aulne [1].

[1] De eo qui se de parentillâ tollere vult. Si quis de parentillâ tollere se voluerit, in mallum aut in tuginum admallare debet, & ibidem quatuor fustes alvinos super caput suum frangere debet in quatuor partes, & illos in mallo jacere debet & ibi dicere; quod se & de juramento & de hæreditate & de totâ ratione illorum tollat: & sic postea si aliquis de suis parentibus aut moriatur aut occidatur, nulla ad illum compositio hæreditatis perveniat. Simili modo si ille moriatur, ad suos parentes non pertineat causa nec hæreditas ejus, sed amodò cum duodecim juratoribus se exinde educat.

Pourquoi une branche d'aulne, plutôt que d'un autre arbre, c'est ce dont il n'est pas aisé de donner une raison satisfaisante. Il peut se faire que le premier qui s'est ainsi séparé de sa famille, ayant par hasard un bâton d'aulne à la main, l'aura cassé en signe de séparation. Ou, si l'on veut une raison plus sçavante & symbolique, on pourra dire que comme la plupart des petits bateaux étoient faits avec des aulnes creusés; (ainsi dans Virgile, *alnus cavata*, signifie un bateau) en cassant une branche d'aulne on aura, peut-être, voulu signifier par-là, que comme, lorsqu'un vaisseau fait naufrage, on se trouve séparé pour toujours du reste des hommes, on se séparoit aussi irrévocablement de sa famille. Tel étoit, sans doute, le vrai partage de mort, dont il reste encore des vestiges parmi nous. J'ai déjà fait remarquer, qu'il ne faut pas comparer les excès de ce peuple libre & guerrier, & qui n'avoit pour guide que les passions, avec les crimes réfléchis, qui se commettent chez un peuple civilisé. On trouve encore au milieu des peuples les plus civilisés, des cryptobarbares, ou des misanthropes cachés, naturellement ennemis de leurs

semblables, que les obstacles qu'ils ont à vaincre forcent à réfléchir sur la manière dont ils pourront commettre le plus sûrement leurs crimes & leurs excès. Ainsi, pour garder un certain extérieur civilisé, certaines bienséances, conserver certaines prérogatives, on prépare en secret ces crimes médités, infiniment plus horribles, que ce que nous appelons des cruautés dans les sauvages; crimes qu'on en vient enfin à commettre publiquement, dès que les circonstances le permettent.

Les Grecs eux-mêmes regardoient avec plus d'indifférence qu'on ne sçauroit croire, bien des choses que nous traitons d'horreurs abominables. Il paroît que les Francs & les Grecs étoient animés du même esprit, dans la distinction qu'ils faisoient des personnes libres & des esclaves, quant au libertinage & aux crimes qui regardent les mœurs. Par la Loi Salique, il étoit permis à tout homme libre, de vivre avec ses propres esclaves; mais on devoit respecter les esclaves des étrangers ou de ses concitoyens. On infligeoit des peines soit pécuniaires, soit afflictives, très-rigoureuses, aux esclaves ou domestiques qui tomboient dans

de pareilles fautes ; on en venoit même quelquefois jusqu'à la mutilation. L'amour honteux des garçons avoit pris racine dans Athènes. Il avoit fallu porter une Loi qui punissoit de mort, quiconque étoit convaincu d'avoir prostitué un enfant ou une femme libre [1]. La punition pour l'inceste, n'alloit pas jusqu'à la mort. Un enfant prostitué par son pere, n'étoit plus obligé de le secourir en cas de pauvreté : il devoit cependant lui procurer la sépulture [2]. Par une Loi de Solon, un esclave convaincu d'aimer un jeune homme libre, ou d'avoir voulu le corrompre, étoit condamné à recevoir publiquement cinquante coups de fouet [3]. Après ce que nous venons de dire, il faudroit être aveuglé par le préjugé, pour ne pas appliquer cette

[1] Si quis liberum atque ingenuum puerum, aut feminam produxerit, dica ei scribitor, convictus morte multator.

[2] Puer prostitutus, ubi adoleverit, patrem exhibere, aut in ædes suas recipere ne cogitor; mortuum tamen eum sepelito, eique justa facito.

[3] Servus ingenuum puerum ne amato, neve affectator; qui secus faxit, publicè quinquaginta plagarum ictus illi infliguntor.

Loi à l'infâme amour des garçons. N'est-il pas évident, que Solon a prétendu par-là remédier indirectement à ce défordre ? Il n'étoit pas à présumer, sans doute, que de misérables esclaves devinssent assés insolents, pour porter leurs vûes jusques sur des jeunes gens libres. Ainsi, ce n'étoit que pour retenir les maîtres, qu'on punissoit les esclaves, en leur imputant ce qu'ils ne faisoient sans doute, que pour exécuter les ordres de leurs maîtres.

Les courtisanes étoient exposées au mépris public, & étoient obligées de porter des habits particuliers, qui les fissent reconnoître. Elles étoient en bute aux insultes des esclaves mêmes, à qui il n'étoit cependant pas permis de les tuer ou de les battre. Les femmes adulteres étoient exclues de tous les exercices publics de religion ; & il leur étoit défendu de paroître en public avec les ornements ordinaires des honnêtes femmes : si elles y contrevenoient, il étoit permis à tout citoyen de les maltraiter à son gré, sauf la vie & les membres, & de les dépouiller de leur parure [1].

[1] *Adulteræ templa publica ingredi fas non esto; si ingressa fuerit, impunè pœnas*

Lorsqu'un adultere étoit pris sur le fait, il étoit, comme nous l'avons déjà remarqué, au pouvoir du mari offensé, de le traiter à son gré. Hors de ce cas, la peine devoit être décernée par le Juge, qui, excepté la peine de mort, pouvoit le punir arbitrairement. La peine étoit double pour celui qui avoit fait violence à une femme.

Il est certain qu'une trop grande négligence dans la parure & la propreté extérieure, est un pas vers la débauche. L'attention sur soi-même & l'amour de la propreté, font naître une certaine estime de soi-même, & augmentent par conséquent les obstacles que le crime a à vaincre. Aussi les Loix d'Athènes défendoient-elles aux femmes de paroître en public, sans être ornées d'une manière décente, sous peine d'être condamnées à 1000 drachmes d'amende [1]. Rien de plus dangereux en-

quavis dato, morte exceptâ... Adultera in publicum ornata ne prodito: si secus faxit, quavis ejus vestes discindito, ejusque mundum auferito, atque eam pulsato, si libuerit, dummodò ne occidat aut membro aliquo captam reddat.

[1] *Feminæ inornatiùs in publicum prodeuntes, mille drachmis multantur.*

core pour le sexe, que les voyages. Solon avoit pris des mesures assez prudentes, pour empêcher qu'ils ne fussent pas trop longs, & que les ténèbres de la nuit ne devinssent pas une occasion de crime. Il avoit défendu aux femmes qui voyageoient, de porter avec elles plus de trois robes, & plus de provisions, que pour la valeur d'une obole; & elles ne pouvoient voyager la nuit, si ce n'est dans un char & aux flambeaux [1].

X X X I I.

Les Loix de Solon, ainsi que celles de Dracon, condamnoient à mort tout homicide volontaire; mais c'étoit sur un principe qui ne pouvoit avoir lieu chez les Franks. A Athènes, quiconque transgressoit les Loix, étoit regardé comme ennemi de la république. C'est ainsi que Socrate même le décidoit dans sa prison. La transgression de

[1] *Femina foras profisciscens, tribus stolis plures ne habeto, neque plus cibi aut potus, quam obolo emptum secum afferto; neque cataphum cubitali majorem; de nocte iter ne facito, nisi curru vecta ad lucernam.*

la Loi, formoit donc l'essence du crime. Tous les crimes étoient donc égaux quant à l'essentiel, & devoient, par conséquent, être également punis. Mais quand un homicide cessoit d'être membre de la république, par un exil volontaire, dès-lors il n'étoit plus permis de le poursuivre, ni de venger, dans son sang, le meurtre dont il s'étoit rendu coupable. Dracon n'avoit donc pas regardé la peine de mort, comme naturellement annexée au crime d'homicide; mais il pensoit que la république ne pouvoit souffrir aucun ennemi interne dans son sein; qu'ainsi elle devoit sacrifier à son intérêt la vie du meurtrier, qui de son côté pouvoit sauver sa vie, en renonçant à sa patrie; & il étoit le maître de prendre ce parti, soit avant qu'on eût porté plainte contre lui; soit lors même qu'on avoit entamé son procès devant l'aréopage, sans que sa retraite fût regardée comme une évasion; & sans que personne fût en droit de l'arrêter. Dès qu'il en étoit sorti, celui qui auroit attenté à ses jours, auroit commis un véritable homicide (les Athéniens n'ayant plus dès-lors aucun droit sur lui) & auroit subi

la même punition, que pour le meurtre d'un citoyen [1].

Les liens qui réunissoient les Francs, peuple guerrier, étoient plus simples & moins étroits, que ceux qui lioient les Athéniens, nation plus civilisée par les arts, les sciences, le commerce & la navigation, mais aussi exposée à plus de dangers internes, qui avoit par conséquent besoin de plus grandes précautions, & de porter des Loix plus sévères pour sa propre sûreté, & qui pouvoit sacrifier à de plus grands avantages (vrais ou regardés comme tels) une plus grande partie des droits de la liberté naturelle, que le Franc, que ses Loix & son nom même, annoncent comme un peuple entierement libre.

X X X I I I.

Un peuple fait un pas bien marqué vers l'esclavage, lorsqu'il consent à l'é-

[1] Si quis homicidam foro, urbis territorio, publicis certaminibus, & sacris Amphictyonicis abstinentem occiderit, aut mortis causam præbuerit, perinde ac si Atheniensem civem necasset, capitale ei esto & Epheta judicunt.

rection de certains Tribunaux de Justice , dans lesquels la Cause la plus juste peut être perdue , faute de certaines formalités qui s'écartent de la simplicité naturelle ; formalités uniquement établies , il est vrai , pour prévenir les détours de la chicane , mais qui ne consistant , pour la plupart , que dans de vaines subtilités , deviennent elles-mêmes une source de chicanes : à une érection de tribunaux , dis-je , dont les places ne peuvent être remplies que par des gens sçavants & lettrés ; & où enfin les Loix sont soumises à l'interprétation arbitraire des Juges. Mais le coup le plus sensible que puisse recevoir la liberté naturelle , c'est lorsqu'il suffit de l'avis ou de la Sentence de quelques Juges , pour décider de la vie ou de la mort des citoyens ; à moins que la constitution de l'État ne soit telle , que , par de sages précautions , elle remette les choses dans leur état naturel. Nous verrons de sang-froid périr des milliers d'hommes dans une bataille ; mais la mort d'un seul homme qui y est condamné par la Sentence des Juges , nous touche & nous intéresse. Ce n'est pas l'idée de l'innocence peut-être opprimée , qui nous émeut : c'est le sentiment de notre indépendance.

dance naturelle, qui nous cause un trouble dont nous n'apercevons que confusément la cause.

X X X I V.

Si l'on fait réflexion que la peine de mort n'est pas naturellement annexée, même aux plus grands crimes, dont les suites naturelles & nécessaires ont seulement le droit d'exiger les dédommements convenables, & le droit de représailles ou la Loi du Talion; on jugera différemment qu'on ne fait ordinairement, des Loix & des Coutumes des Francs & des Allemands.

Les enfants & les parents d'un homme qui avoit été tué, avoient le droit de venger sa mort dans le sang du meurtrier; mais rien n'empêchoit qu'on n'en vînt à un accommodement, & qu'on ne composât pour de l'argent. Il en étoit de même chez les Romains. Celui, dit la Loi, qui aura un membre brisé, pourra user de représailles envers celui qui l'aura maltraité, à moins qu'ils ne pactissent ensemble pour un dédommagement [1]. La Loi Salique

[1] Si quis alteri membrum aliquid ruperit; ni cum eo pacisci velit (uti apud francos vel
spécifie

spécifie au long tout ce qui regarde ces accommodements. Tacite loue cette coutume des Francs , comme infiniment avantageuse pour le bien public , auquel il n'y a rien de si contraire , que les inimitiés qui subsistent entre les citoyens [1]. On fit dans la suite divers changements à cet article de la Loi Salique. Les homicides furent d'abord bannis & dépouillés de leurs biens , & enfin condamnés à mort ; de façon , cependant , que les parents du mort recevoient toujours un dédommagement pris sur les biens du coupable. Par une Loi de l'Empereur Henri II , tout homicide volontaire est condamné à mort ; on saisit tous ses biens sur lesquels on préleve dix livres d'or , pour le droit appelé *widrigild* , dû aux parents du mort ; la moitié du restant des biens passoit aux parents du coupable ; & l'autre moitié est appliquée au

germanos in genere) membrum ei pariter
rumpere injuriâ affecto jus esto.

[1] Luitur etiam homicidium , certo armentorum ac pecorum numero ; recipitque satisfactionem universa domus. Utiliter in publicum , quia periculosiores sunt inimicitiae juxta libertatem.

fisc [1]. Mais dès qu'un homicide ne pouvoit plus sauver sa vie pour de l'argent , pourquoi l'obliger encore de payer un dédommagement aux parents du mort ? Athènes se seroit récriée contre une amende pécuniaire ajoutée à la peine de mort. Qu'on n'inflige jamais plus d'une punition , soit afflictive , soit pécuniaire [2] ; parce que double punition , est double assujettissement , & double dégradation de la liberté naturelle. Tel est le cours naturel des choses.

X X X V.

L'Esprit de la Législation des Francs est un esprit d'indépendance naturelle. Ils vouloient être conduits , non gouvernés & commandés ; ni donner droit

[1] Quicumque veneficio , seu quolibet modo , furtivè aliquem peremerit , vel consentiens fuerit , mortis sententiam incurrat , omniumque suarum rerum , mobilium & immobilium facultatem amittat ; ita tamen ut pretium X librarum auri pro legitimo widrigild propinquis parentibus peremti præmium detur. Reliqua rursus medietas ejus propinquis veniat ; altera autem medietas ad fiscum accedat.

[2] Pœnæ plures unâ ne irrogantor -- sive in corpore , sive in ære.

à personne sur leur vie & leur corps. Ce n'est pas par un esprit d'entêtement & de superstition, mais à cause du danger que court la liberté dans toute innovation quelconque, que les Allemands & tous les autres peuples, qui ne sont pas encore entièrement assujettis, portent jusqu'à la révolte leur attachement pour leurs anciens usages & leurs anciennes coutumes; & ce n'est qu'avec les plus grandes difficultés qu'on peut venir à bout de les abroger, pour y substituer des réglemens qui n'ont pour but que le bien même des peuples.

Mais laissons là les Loix & Coutumes des anciens Germains. Si je les ai citées, ce n'est pas que je les préfère à celles des autres peuples de l'antiquité. J'aurois de même donné pour exemple les Loix des Chinois, si je les avois eues devant les yeux. J'ai prouvé par les Loix Saliques ce que j'avois à prouver. Mon unique but étoit de comparer des Loix primordiales à d'autres Loix primordiales, pour démontrer la réalité de mes principes.

X X X V I.

Depuis la fondation de leur ville, jusqu'à *Coruncanius*, c'est-à-dire, pen-

dant environ cinq cents ans, les Romains n'avoient eu personne, soit sous leurs Rois, soit sous leurs Consuls, qui expliquât publiquement la Jurisprudence, & qui mît leurs Loix dans un certain ordre. *Coruncanus* fut le premier qui interpréta publiquement les Loix. Il parut ensuite peu-à-peu des Jurisconsultes, dont les décisions étoient de grand poids, quoiqu'on ne puisse nullement les comparer aux anciens Législateurs. Le but que les Rois se propoisoient dans les Loix qu'ils portoient, n'étoit point de donner des réglemens nécessaires pour former une société morale. Etablir une certaine police extérieure, & maintenir le peuple dans l'obéissance, par la superstition, étoit l'unique but auquel ils tenoient.

On ne doit pas considérer comme faisant proprement partie de la Législation, ce qui regarde la police extérieure d'un état. On trouve chez plusieurs peuples sauvages, certains réglemens de cette espece, quoiqu'on ne découvre chez eux aucun vestige de vraies Loix formelles.

Dès leur origine, les Romains furent animés d'un faux esprit de poli-

que
rang
raison
à tou
de l'
le mé
qui c
Elles
la v
Tull
cha
glen
qui p
cent
affai
men
Jug
dan
port
form
les
son
Fra
vra
roy
avo
dan
riet
les

que , qui leur fit placer Romulus au rang des Dieux ; & on pourroit , avec raison , donner le nom de Numa-Égérie , à tous les Législateurs qui s'écartent de l'Esprit de la Législation , ou qui le méconnoissent. C'est la nature même qui doit dicter les Loix aux hommes. Elles n'obligent que parce qu'elles ont la vérité pour fondement. Servius-Tullius fut celui des Rois qui se rapprocha le plus de la nature , dans les réglemens de police qu'il fit. Ce fut lui qui posa le fondement des comices par centuries ; & il ne se réserva que les affaires publiques , laissant le Jugement des Causes particulières , à des Juges particuliers. Il s'en faut , cependant , qu'on puisse regarder les Loix portées par les Rois, *jus regium*, comme formant un corps de Législation , & les comparer aux Loix Grecques. Elles sont même inférieures aux Loix des Francs , parce que celles-ci forment un vrai corps de Législation.

Après l'anéantissement de l'autorité royale , le peu de Loix que les Rois avoient portées , tomberent bientôt dans l'oubli ; & les révolutions intérieures que les Romains éprouverent , les forcèrent d'avoir recours à un

peuple étranger , & d'en emprunter les Loix nécessaires pour donner une forme stable à leur république. Solon, & par lui les Athéniens étoient le peuple qui se distinguoit alors le plus par la sagesse de ses Loix. Ils devinrent les Législateurs d'un peuple , qu'ils devoient un jour avoir pour maître. Mais il faut remarquer , que chez les Romains , rien n'avoit pu servir de fondement à la Législation. Les premières Loix d'un peuple doivent être proposées par des hommes sages & éclairés , qui n'aient point en main la puissance souveraine ; ou elles doivent être portées & dressées par le peuple même.

Le maniement & la décision des affaires publiques appartiennent principalement aux Rois. Mais quoi qu'on puisse dire des beaux commencements de l'Empire Romain, où Romulus s'étoit associé une espèce de Parlement, & où le peuple avoit la puissance législative & le pouvoir de faire la guerre ou la paix ; on voit par la destinée de Romulus même , que ce n'étoit pas une forme de gouvernement stable. Du reste , on ne peut pas dire que Servius-Tullius ait séparé la puissance judi-

ciaire , de la puissance royale : car les premiers Consuls avoient conservé l'autorité royale , qui renfermoit la puissance législative , judiciaire , & coactive. Les Patriciens ne voulant pas partager l'autorité législative avec les Tribuns du peuple, inventerent différentes formalités de droit , pour retenir le peuple sous leur joug : & ces formalités artificielles devinrent une source de chicanes ; au lieu que les formules & les usages de droit établis chez les anciens Germains, coupoient court à toutes les chicanes , quoiqu'à la vérité ils soient devenus , à la fin , une source d'abus.

La superstition , l'ambition , l'esprit d'intérêt , la partialité , ayant été chez les Romains l'Esprit de la Législation , sur quelle base naturelle eût pu poser une vraie Législation ? Ce n'est pas seulement l'objet des Loix qu'il faut examiner , il faut encore considérer ce qui peut les avoir occasionnées , & par quelles voies elles ont été données aux peuples.

X X X V I I.

Les vraies Loix Romaines sont donc prises des Grecs ; & on ne doit compter

pour rien le petit nombre de celles des Rois , qu'on avoit retenues ; de sorte que l'on pourroit dire avec raison , que les Romains n'ont point eu de vraies Loix primordiales ; car leurs premières Loix ne formoient point , comme je l'ai déjà dit , un corps de Législation ; & les Loix des douze tables sont toutes empruntées des Grecs. On pourroit peut-être dire que les décisions des sçavants & des Jurisconsultes furent le premier fondement de la Législation chez les Romains ; mais ils tenoient des Grecs mêmes cette espece de philosophie de droit , si je puis m'exprimer ainsi. Quoiqu'on ne puisse pas dire que , jusqu'au tems de la grande collection de Justinien , les Romains aient fait usage d'autres Loix étrangères que de celles des Grecs , il est cependant vrai , que soit la religion chrétienne , soit l'esprit des différentes sectes de philosophes , que suivoient les Jurisconsultes , ont alors contribué à la forme de la Législation. Or peu importe que ce soit cette raison , ou le mélange des Loix étrangères , qui en aient fait une espece de pot pourri. Les Loix des peuples que les Romains avoient subjugués , furent mêlées &

confondues avec celles de leurs vainqueurs, & la confusion augmenta nécessairement, lorsque les Romains furent subjugués à leur tour par d'autres peuples. C'est ainsi que les Loix des Anglois sont composées des anciennes coutumes des Bretons, des Romains, des Saxons, des Danois. Il en est de même des langues; pour pouvoir dé mêler exactement leur origine, il faudroit nécessairement d'un côté une grammaire philosophique & universelle; & de l'autre, avoir une connoissance exacte des langues, suivant leur cours ancien & moderne.

X X X V I I I.

Tout l'avantage qu'ont eu les Romains, c'est donc que, dès le commencement, ils ont travaillé à recueillir leurs Loix, à les appuyer des édits des Préteurs, à les rendre stables, à étudier le droit naturel, à découvrir les vrais principes d'une sage Législation, & qu'ils sont enfin parvenus à faire cette collection admirable, qui a éternisé la mémoire de Justinien, innocent en ce point, comme en bien d'autres, de sa propre gloire.

On ne sçauroit étudier trop à fond

cet ouvrage excellent, qui étoit bien digne de la peine que se sont donnée ses Interpretes & ses Commentateurs, & qui mériteroit qu'on en fît encore une nouvelle édition avec une ample épître préliminaire à la tête de chaque livre & des *principaux* chapitres, pourvu que la prétendue *ſçavanture*, ou plutôt la pédanterie en fût bannie. Il faudroit y joindre des remarques suivies & liées entr'elles avec une table & un vocabulaire de droit. Je n'examine pas ici ce qu'on a déjà fait dans les éditions précédentes. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il n'y en a aucune dans laquelle on ait pratiqué ce que je demande, & dans le sens que je le demande. Il est vrai que ce ne seroit pas l'ouvrage d'un seul homme. Il faudroit ici le concours d'une société de ſçavants. Chaque épître préliminaire, ou, si l'on veut, chaque commentaire mis à la tête des différens livres des Instituts, des Pandectes, du Code, auroit deux parties, dont l'une seroit systématique & liée avec les autres; & la seconde suivroit l'ordre des ouvrages du Législateur. Mon intention n'est pas de faire ici un plan complet de ce qui pourroit entrer dans cette

édition ; mais je crois devoir rendre justice , en passant , à notre sçavant *Gebauer* , qui , dans une excellente dissertation qu'il a faite sur un des chapitres du *Digeste* , promet une nouvelle édition du Corps de droit. Mais il y a déjà plus de vingt ans qu'on l'attend.

X X X I X.

Chaque peuple doit avoir des Loix qui lui soient propres , sur-tout dès qu'il s'agit des Loix primordiales , & il ne doit pas les avoir reçues de ses Chefs , comme de maîtres qui le forçoient à s'y soumettre ; mais elles doivent avoir été dressées d'un consentement unanime. Sans cela , les Loix qui ne sont faites que pour le maintien de la liberté naturelle , ne servent qu'à l'opprimer. Il arriva tout le contraire chez les Romains , dans le commencement de cet Empire. Trois siècles après la fondation de leur ville , les Romains tâcherent de réparer ce vice interne , en s'appropriant les Loix de la Grèce , comme nous l'avons déjà dit ; en abolissant le Tribunat & les autres Magistratures suprêmes , & en établissant les Décemvirs , non comme

Légitimateurs , mais comme autorisés par la république , pour mettre en ordre les Loix Grecques , & les adapter à la constitution de leur gouvernement. Mais ils commirent en cela même deux fautes essentielles. L'une , d'avoir tiré les Décemvirs du corps des Sénateurs ; & l'autre , de n'avoir pas puisé chez les Athéniens eux-mêmes le vrai sens & le vrai but de leurs Loix , au lieu de s'en tenir à la décision d'un certain Hermodore banni d'Athènes. Les Loix des douze tables furent en effet dressées de façon que les Patriciens pouvoient les interpréter à leur gré : on y inséra avec soin , tout ce qui pouvoit être à leur avantage ; & on supprima bien des choses qui intéressoient le peuple. On n'y trouve , par exemple , aucun vestige de la Loi Grecque , qui ordonnoit d'apprendre les lettres , & à nager , aux enfants [1]. Mais on n'avoit pas oublié celle qui défendoit les mariages entre les Patriciens & les Plébéiens [2]. Pour-

[1] Pueri natate & litteras primùm docentor..

[2] Inter Patricios & Plebeios matrimonia ne contrahuntor.

quoi avoir supprimé la première de ces Loix, puisqu'elle étoit parmi celles des Athéniens; étoit-ce pour l'empêcher d'acquérir des connoissances dont il auroit pu se servir à son avantage? Et pourquoi adopter la dernière, qui est en tout contraire aux Loix de la nature? Les Loix des Francs leur défendoient d'épouser publiquement une esclave. Mais c'étoit seulement les esclaves étrangères dont il s'agissoit. Ils pouvoient épouser celles qui leur appartenoient [1]. Les Loix Grecques défendoient aussi les mariages entre des personnes de condition inégale; & les enfans qui en naissoient, étoient déclarés illégitimes: il falloit donc que la mere fût libre. Ils alloient même plus loin, puisqu'ils défendoient tout mariage avec des étrangers; & par conséquent même avec des étrangers libres. Mais établir dans l'intérieur de l'état même ces distinctions, entre des personnes également libres, comme avoient fait les Romains, en défendant les mariages entre les Patriciens & les Plébéiens,

[3] Si quis Francus alienam ancillam sibi publicè junxerit, ipse cum eâ in servitute permaneat.

c'est aller ouvertement contre les Loix de la nature, & rien ne prouve d'avantage le faux Esprit de la Législation. Aussi cette Loi ne put-elle pas subsister long-tems. Quelques années après avoir été portée, elle fut abrogée par la Loi *Canuleia*, qu'on lui substitua.

X L.

La position primordiale des Romains n'étoit donc nullement propre à l'Esprit de la Législation. Les Patriciens cherchoient à s'attribuer toute l'autorité. Les Tribuns du peuple ne la leur disputoient, que pour se l'approprier à eux-mêmes. La réunion des Patriciens & du peuple, étoit donc moralement impossible. Il falloit nécessairement que l'un des deux partis eût le dessus. Dès que le peuple l'emportoit, il exigeoit que les premiers emplois & les principales charges de la république, fussent remplis en partie par des Plébéiens; que les mariages entre les Patriciens & les Plébéiens fussent permis; qu'on réglât les Décimes sur un certain pied. C'est-là l'origine des Loix *Valeria*, *Canuleia*, *Sexta*, *Lucilia*, *Duellia*, *Mænia*, *Ge-*

nucia, Publilia, Papiria, Pætelia, Hortensia, Domitia, & autres semblables, que je n'allegue, que pour faire voir que le peuple a taché de recouvrer sa liberté & son indépendance, par le moyen des Loix, comme on avoit employé les Loix pour l'opprimer. On ne doit cependant regarder ces Loix, que comme de pures conventions & des explications forcées, occasionnées par la discorde, & qui n'avoient pour objet que l'intérêt divisé des Patriciens & du peuple. Elles étoient par conséquent sujettes à être interprétées conformément aux regles de droit & aux vraies Loix.

Les Decemvirs furent établis deux fois, avec le pouvoir de dresser des Loix. Mais cette autorité législative n'étoit en eux que précaire, & ils la perdirent toujours, par l'abus qu'ils voulurent en faire. Ils différoient de porter les Loix nécessaires, pour prolonger la durée de leur autorité. Des événements qui mettoient dans tout leur jour l'abus qu'ils faisoient de leur pouvoir, occasionnerent des révolutions. Les choses étant rétablies pour quelque tems, le désordre recommençoit bientôt, parce que l'état étoit

ébranlé dans ses fondements. La nécessité fit avoir recours à un moyen qui porta un coup violent à la liberté. On établit la Dictature, qu'on abolit ensuite; enfin après plusieurs révolutions, ce grand corps se trouvant ébranlé par des crises violentes, occasionnées par une maladie interne, on remit l'autorité suprême entre les mains d'Auguste, du grand Auguste, qui fut proprement le premier Empereur, & de ses successeurs; mais avec certaines restrictions. Les agitations de ce grand Empire avoient duré pendant plus de sept cents ans, & la perte de la bataille de Pharsale, fut l'Esprit de la Loi dont je viens de parler; elle étonna Auguste lui-même, duquel on a porté tant de jugemens différens.

Les Romains ne jouirent jamais de cette précieuse liberté, dans laquelle les hommes qui se réunissent en société, & qui choisissent un Chef, non un maître, pour se lier plus étroitement, tâchent de se maintenir par toutes sortes de moyens. Ils n'en jouirent jamais, dis-je, ni sous leurs Rois, ni sous leurs Consuls, ni sous leurs Tribuns mêmes, qui n'avoient cependant été établis par le peuple, que pour

assurer sa liberté. Ils furent toujours soumis aux Loix d'une autorité arbitraire, tantôt partagée, tantôt tempérée.

Sans parler ici de l'autorité que certains de leurs Rois portèrent presque au despotisme, ni de celle des Consuls jusqu'à la création des Tribuns, des Décemvirs, des Dictateurs, de quelques-uns même des Tribuns; il est certain qu'en général, les Pontifes, les Consuls, les Sénateurs, les Tribuns & autres Magistrats, jouissoient d'une autorité illimitée. Auguste reçut d'une manière solennelle le dépôt de cette autorité, dont César avoit joui en effet.

Qu'on juge à présent de l'esprit des Loix Romaines, sans se laisser éblouir par la connexion naturelle que ces Loix paroissent avoir entr'elles, & avec les Loix de la nature, auxquelles on pourroit en réduire la plus grande partie; & parce que chaque Souverain peut établir ses Loix sur des fondements naturels, puisque ces Loix ne sont qu'objectivement, non subjectivement naturelles, & qu'elles n'opèrent pas d'une manière uniforme. Elles n'ont donc pas été dressées d'une ma-

niere conforme au vrai but naturel des sociétés.

X L I.

Athènes fut appelée, il est vrai, la patrie des Dieux. Ses Législateurs n'ont cependant pas appelé la superstition au secours, pour procurer aux Loix une soumission forcée; comme a fait Numa, qui ne cherchoit qu'à inspirer au peuple, une conscience factice & artificielle. On trouve cependant chez les Grecs une Loi bien singulière, par laquelle il est ordonné à celui qui auroit soulagé son ventre dans le temple d'Apollon, de se dénoncer soi-même. Cette Loi porte en même tems la peine de mort [1]. En obligeant les coupables à être leurs propres dénonciateurs, c'étoit sans doute gêner les consciences; mais il n'en étoit point de même à l'égard des Loix qui ne regardoient point les choses sacrées: on n'en agissoit ainsi que dans les cas où il étoit comme impossible de procurer, par les voies

[1] Qui in æde Apollinis ventrem exoneraverit, se ipsum in judicio deferto, eique capitale esto.

ordinaires, l'exécution des Loix. On vouloit alors en quelque façon obliger chacun à être son propre Juge.

Dracon fondeoit la force obligatoire des Loix, sur la crainte de la punition. Solon la faisoit consister dans la coopération de la nature. On n'a vu chez les Athéniens, ni chez les Romains, aucune dispute entre le Sacerdoce & l'Empire. Ce désordre étoit réservé à des tems plus reculés. Il semble que Justinien ait été le premier à y donner occasion, en écrivant au Pape Jean : « nous ne permettons » pas qu'on décide rien concernant » l'état ecclésiastique, quelque clair & » manifeste que cela puisse être, sans » avoir consulté votre sainteté, qui » est le Chef de toutes les Eglises ; » car nous tâchons de procurer en » tout la gloire, & d'augmenter l'autorité de votre siège [1]. Si c'étoit-

[1] Nec enim patimur quidquam quod ad ecclesiasticum statum pertinet, quamvis manifestum & indubitatum sit quod movetur, ut non etiam vestræ innotescat sanctitati, quæ caput est omnium sanctarum ecclesiarum. Per omnia enim properamus honorem & auctoritatem crescere vestræ sedis.

là l'unique preuve que nous eussions, on pourroit peut-être l'interpréter d'une maniere favorable. Mais n'allons pas plus loin sur cette matiere.

X L I I.

Le droit, considéré séparément de la Loi, s'attache à l'examen & à la décision des différends qui naissent entre les différens citoyens d'un état, ou entr'eux, ou avec les étrangers. Le but de la Loi, au contraire, est de prévenir ces différends & d'en arrêter la source. On pourroit donc en ce sens comparer un code de Loi à un traité de logique, qui apprend aux citoyens de quelle maniere ils doivent régler leurs actions, & qui leur apprend en même tems à éviter des erreurs pratiques. La Jurisprudence, au contraire, en tant qu'elle est occupée à l'explication des cas & des regles de droit, peut être comparée à l'ontologie, & être appelée une *ontologie* juridique.

X L I I I.

Dans tout état dont la constitution est conforme aux Loix naturelles, chaque famille a son Chef naturel, savoir le pere, ou, à son défaut, le plus

ancien de la famille : mais ceci ne doit pas être pris dans le sens de droit de primogéniture. Ce qui concerne les mariages doit être réglé : *unam tantum uxorem ducito* : c'est-là la Loi générale. On doit aussi déterminer ce qui regarde les divorces. Un mari peut se séparer de sa femme , & une femme de son mari : mais lorsque ce n'est pas à raison de quelque crime, comme l'adultère, qui exige la sentence du Juge , ou qu'il n'y a aucun différend touchant les biens , alors on doit s'en tenir à la Loi , qui ordonne (chez les Grecs) à la femme qui veut se séparer de son mari , de présenter un libelle de divorce ; & (chez les Romains) au mari qui veut se séparer de sa femme , de produire les raisons qui l'y engagent [1].

Dans la règle, une femme ne devoit point apporter de dot à son mari : ses biens devoient rester entre les mains de ses parents, jusqu'à ce qu'elle se trouvât dans le besoin ou qu'il arrivât quelque changement dans la famille. Telle est

[1] *Uxor quæ à viro divertit, libellum divortii offerro... Si vir ab uxore divertere voluerit, causam divortii dicito.*

la Loi des Grecs qui défendoit de porter en dot plus de trois robes & quelques vases de peu de valeur, & chez les Francs, la fameuse Loi Salique, qui défendoit qu'aucune portion des terres Saliques ne passât aux femmes [1]. On doit convenir de quel côté les enfants doivent rester en cas de séparation. Lorsqu'il n'y a point eu de convention, le pere doit avoir en général la préférence. Mais il peut arriver qu'aucune des deux Parties ne veuille s'en charger; dans ce cas, il faut s'en tenir à la décision des plus proches parents, ou des Arbitres ou Juges de paix, dont je parlerai bientôt plus au long.

L'autorité paternelle ne peut s'étendre qu'à certains châtimens modérés, & à la décision, sans appel, des différends qui s'élèvent entre leurs enfants, & qui ne sont pas de nature à devoir être portés devant les Juges. Mais quand les fautes des enfants intéressent le public, leur punition ne doit pas être laissée au pere, ou à des Juges

[1] De terrâ verò salicâ, nulla portio hæreditatis mulieri veniat.

particuliers ; elles sont alors du ressort des Juges publics. Les Grecs avoient mis des bornes à la puissance paternelle. Un pere pouvoit, à la vérité, répudier ses enfants : mais il falloit que le Juge en fût informé. Avant Solon, l'usage de vendre les enfants , étoit introduit chez les Grecs. Mais il n'y avoit aucune Loi qui autorisât cet usage , qui fut entierement pros crit dans la suite ; en laissant , toutefois , aux peres ou aux freres , le droit de vendre leur fille ou leur sœur , quand elles s'étoient laissé séduire [1]. Mais rien de plus contraire aux Loix de la nature , que le droit de vie & de mort , ou le droit de vendre leurs enfants légitimes , que la Loi donnoit aux Romains [2].

X L I V.

Les biens fonds devroient , dès le commencement , être partagés avec

[1] *Filiam aut sororem vendere nemini jus esto, nisi in eâ adhuc virgine mœchum deprehenderit.*

[1] *In liberos justis ex nuptiis quæsitos, patri jus vitæ & necis, vendendique eos jus esto.*

une égalité morale ou politique, conformément aux circonstances & au vrai but qu'on doit se proposer dans une société naissante. Il faudroit du moins, dans la suite, en assurer la possession, de maniere à couper racine à tout procès. Les travaux devroient être réglés & distribués, de façon que les réglemens relatifs à cet objet pussent subsister chez la postérité. Il faudroit que les citoyens fussent partagés en différentes classes, dont chacune auroit ses Juges de paix particuliers, qui auroient jusqu'à un certain point la force en main, pour contraindre à l'exécution de leurs sentences. Il seroit nécessaire encore d'établir des Surintendants des Loix, qui seroient en même tems Censeurs des mœurs. En qualité de Censeurs, ils n'auroient inspection que sur les actions qui n'ont aucun rapport aux Loix : & à cet égard ils s'en tiendroient à des admonitions particulieres, lorsque les coupables refuseroient de se justifier devant le Juge [1]. Comme Surintendants ou

[1] Peccantes invitati in jus ne rapiuntur, sed privatim officii admonentur. L. Atticas.

gardiens

gardiens des Loix , ils ne s'en tiendroient pas aux remontrances ; ils auroient droit de statuer & de juger provisionnellement : & excepté les peines corporelles , ou lorsqu'il s'agiroit de la vie , leur sentence ne pourroit être infirmée par le Juge , à moins qu'on ne démontrât la fausseté du fait sur lequel ils auroient prononcé. Après un pur examen du fait , on pourroit quelquefois user d'indulgence , & adoucir les peines portées par les Loix , surtout lorsqu'elles vont jusqu'à faire perdre la vie à un citoyen , étant souvent utile d'apporter , dans la pratique , des tempéraments à la rigueur de la Justice. Mais il est aussi des cas où il est nécessaire de laisser agir la sévérité des Loix & la vigilance des Magistrats. Tout ce qui est contre les vraies Loix , considérées séparément du droit , ne peut donc subsister , ni devenir valable , par la sentence du Juge. Les Surintendants des Loix auroient leurs Contrôleurs ; & les uns & les autres seroient tirés du sein de l'état , & pris parmi les citoyens reconnus pour mener la vie la plus réglée. Par-là les Loix seroient observées , & se maintiendroient d'elles-mêmes. Tout ce

P.

que je viens de dire , & tout ce qui y a rapport , regarde la Législation indirecte.

X L V.

Quant aux Magistrats , ils doivent être divisés en Juges supérieurs & Juges inférieurs , ou ordinaires. Les Juges supérieurs seroient chargés du maintien des Loix , de l'abolition de celles qui seroient jugées inutiles ou défectueuses , d'en déterminer le vrai sens ; d'y faire les corrections & les changements nécessaires , sans avoir cependant en main la puissance suprême. Ils pourroient seulement , dans les cas extraordinaires & imprévus , statuer ce qui seroit nécessaire. Personne ne pourroit proposer aucune Loi au peuple , mais au Sénat , ou aux Juges supérieurs , qui examineroient s'il est à propos d'abroger une Loi ancienne , pour établir celle qui est proposée ; ce qui ne doit cependant pas s'entendre des Loix qui sont déjà en vigueur , & incontestablement bonnes. Telle étoit la conduite des Athéniens [1].

[1] Legem nullam antiquare liceto nisi apud Nomothetas : apud illos cuius Atheniensium ,

Les Juges supérieurs , qui n'auroient cependant pas proprement l'autorité législative , s'assembleroient au moins une fois chaque année , pour examiner les Loix en général , voir si on n'en a point porté de contraires à celles qui étoient déjà reçues, ou s'il n'y en a point plusieurs sur le même objet , & pour entendre le rapport des Surintendants des Loix & Censeurs des mœurs & de leurs Contrôleurs , & délibérer avec eux sur les réglemens nécessaires. S'il se présente quelque cas qui exige une nouvelle Loi , les Juges ordinaires le déféreroient aux Juges supérieurs , qui pourroient décider provisionnellement. C'est-là le vrai sens de la Loi des Athéniens , qui dit , qu'au défaut d'une Loi qui seroit nécessaire , on ne doit pas juger arbitrairement ; mais qu'il faut attendre que la Loi soit portée : ce qui n'empêche cependant pas qu'on ne puisse porter des réglemens provisionnels , de façon qu'on puisse voir que chacun seroit , en attendant ,

cui libuerit antiquare liceto , si modò alteram legem rogârit , vice illius quam esse censet antiquandam... Legem verò contrariam alicui legum quæ jam obtinent , rogare ne liceto.

jugé suivant les memes principes. *Legem de privo homine ne rogato, sed de omnibus Atheniensibus*, dit cette Loi Grecque. Son second membre paroît assez inutile, puisqu'il regarde les privilèges qui n'excluent pas le premier membre.

Privilegia ne inroganto, disent les Loix Romaines. On sçait de quelle façon Clodius abusa de cette Loi contre Cicéron. Les privilèges odieux pouvoient, à la vérité, avoir quelquefois lieu; mais ce ne pouvoit jamais être par le jugement des comices par tribus, ni dans les cas où les Loix auroient été en opposition. Clodius porta donc une Loi, qui ordonnoit à tout citoyen, de refuser le feu & l'eau à celui qui auroit mis à mort un citoyen Romain, qui n'avoit point été condamné; afin de faire périr par-là Cicéron, sans le nommer.

Les Juges, chez les Athéniens, étoient obligés de jurer qu'ils jugeroient selon les Loix, & que dans les cas où il n'y auroit point de Loi, ils jugeroient de la manière qui leur paroîtroit la plus juste [1]. Il sembleroit

(1) *Sententiam feram secundum leges... De quibus vero legibus cautum non est, quam iustissimè potero,*

d'abord, que cette Loi donne le pouvoir aux Juges, de juger définitivement & *in vim legis* des cas particuliers non compris dans les Loix. Mais celle que nous avons citée plus haut, le leur défend expressement. En les rapprochant l'une de l'autre, on détermine leur vrai sens.

X L V I.

Je ne prétends pas faire ici un plan complet de gouvernement. Il me suffit de faire voir, combien il seroit aisé de prévenir un nombre infini de procès & de différends, qui mettent la désunion entre les citoyens d'un état.

Dès qu'un citoyen est interpellé en Justice, sa liberté en souffre en quelque façon : il se trouve dans un état de dépendance, où il n'étoit pas auparavant. Chez un peuple libre, les cas où on peut être cité devant les Juges, doivent donc être aussi rares qu'il est possible : & cela ne doit pas se faire légèrement. Mais quand le cas l'exige, on doit d'abord s'assurer de la compétence du Juge, afin qu'un homme libre ne soit pas exposé à se présenter devant quelqu'un qui s'arroge une autorité qui ne lui appar-

tient point. La compétence du Juge une fois établie, on examine si l'affaire ressortit réellement à son Tribunal ; c'est-à-dire, si ayant son principe dans des actes, par exemple, ou des contrats passés en pays étranger, on ne peut pas regarder comme incompetent, le Tribunal de ce Juge, qui d'ailleurs auroit le pouvoir d'en connoître. Telle étoit la pratique des Athéniens [1]. On examine ensuite, s'il y a lieu à entamer un procès, & si la Cause n'est pas du nombre de celles pour lesquelles il n'est pas permis d'intenter action, ou qu'on doit laisser à la décision des Arbitres ou des Juges de paix. Si le fait est clair, & sur-tout s'il y a eu des conventions précédentes, il ne doit pas alors être permis d'intenter action. On ne doit d'ailleurs pas souffrir, que, par des contrats ou des conventions contraires aux Loix, on puisse priver une

(1) *Exceptione utitor, si in jus vocetur ad magistratum, cujus ea non est jurisdictio.... In jus vocatus apud magistratum Atheniensem, propter contractus qui neque omnino Athenis facti sunt, neque aliunde merces Athenas importare cavent, exceptione fori utitor.*

famille des possessions qu'elle a acquises légalement.

Quand enfin il est prouvé qu'il y a réellement lieu à entrer en procès, les deux Parties doivent exposer clairement le fait, & répondre mutuellement à leurs objections réciproques, pour mettre le Juge en état de décider. Chez les Grecs, les Magistrats devoient interroger les plaideurs, faire jurer le demandeur de poursuivre l'affaire [1]. Quant aux témoins, on exigeoit aussi d'eux un serment; les gens infâmes n'étoient point reçus à rendre témoignage. Personne d'ailleurs ne pouvoit servir de témoin dans sa propre Cause. Ce qu'il y avoit de plus particulier, c'est qu'on traitoit comme faux témoins, ceux dont le témoignage s'étendoit au-delà de ce qui étoit prescrit par les Loix [2].

(1) Magistratus litigantes interroganto: litigantes respondent. . . . Actor jusiurandum dato se actionem prosecuturum. Per tres deos juranto, per supplicem, per procuratorem, per averruncatorem.

[2] Testes jurati testimonium dicunto. . . Ignominiosi intestabiles sunt: Nemo in re sua idoneus testis esto. . . Falsi testimonii damnator, qui, præterquàm legibus licet, testimonium dixerit.

Il y a naturellement des exceptions à faire, pour les cas où des témoins, d'ailleurs irréprochables, seroient inhabiles à rendre témoignage. Les Loix pourroient déterminer les cas où le témoignage ne peut point avoir lieu, & défendre de mêler dans les dépositions, rien d'étranger à l'affaire. Un témoin est une personne par la déposition de laquelle, on peut sçavoir la vérité d'un fait, ou éclaircir une chose dont elle a connoissance. Les Loix doivent déterminer les qualités requises dans un témoin, & la manière d'en tirer la vérité. Ce n'est que dans les cas extraordinaires, qu'on devroit permettre la preuve par témoins. Les Loix ordonnant que les citoyens ne pourroient contracter des obligations mutuelles en matiere considérable, que par des actes authentiques, & dûement enregistrés; dans toutes ces sortes de cas, la preuve par témoins devroit être interdite, à moins qu'elle ne fût nécessaire pour constater l'existence des actes.

Quand les citoyens sont partagés en différentes classes, chaque classe doit avoir son Juge particulier, pour la décision des affaires civiles. Ce Juge

doit s'appliquer à connoître tous ceux qui sont soumis à sa Jurisdiction. Il feroit donc avantageux de le choisir entre les Juges de paix, ou les Censeurs. On pourroit alors adopter la Loi d'Athènes, qui défendoit de mentir dans le barreau : *in foro ne mentiuntor* : & la propre confession des Parties pourroit être reçue, & tenir lieu de preuves. Mais aujourd'hui les Parties, & souvent d'après elles leurs Défenseurs, mentent avec une égale liberté. Le droit & le fait sont impunément tronqués & déguisés par une infinité de gens qui auroient été condamnés à mort, s'ils avoient vécu du tems de Solon.

Lorsqu'enfin la preuve par témoins est nécessaire, & qu'ils ont les qualités requises par les Loix, un Juge ne doit pas s'en tenir uniquement à leur première déposition. Il doit encore, suivant le devoir de sa charge, faire les perquisitions les plus exactes, interroger les témoins à différentes reprises, & prendre tous les moyens possibles pour en tirer la vérité.

Dès qu'elle est une fois découverte, il doit punir le coupable suivant la sévérité des Loix. Dans un gouverne-

ment bien réglé, un homme qui a nié un fait dont la vérité est ensuite juridiquement constatée, est naturellement exclus de la société & du commerce de tous les honnêtes gens. Il ne peut plus être admis à rendre témoignage, ni parvenir à aucune charge. La punition doit cependant toujours être conforme aux Loix.

Le corps des Loix doit entrer dans les plus grands détails sur tout ce qui concerne les mariages, les dettes, la réparation des insultes, quoique ce qui regarde ces dernières, puisse souvent se terminer sans procès; car des Loix trop dures sont souvent la cause que les coupables s'obstinent à la négative. Comme on désavoue assez naturellement des propos irréfléchis qui auroient offensé quelqu'un, il vaut mieux défendre d'alléguer des propos de cette espece, & ne recevoir aucune plainte, qui n'auroit point d'autre fondement. Rien de plus sensé que les Loix des Romains là-dessus. Elles défendoient de rien alléguer, que ce qui se seroit dit avec réflexion; n'étant pas ordinaire de désavouer de pareils discours.

X L V I I.

Je regarde les vrais Juges comme des hommes qui se sacrifient entièrement pour le bien public. Ils méritent par-là même les distinctions les plus honorables , & qu'après leur mort , leurs femmes & leurs enfants soient entretenus aux dépens du trésor public, s'ils n'ont pas laissé des biens suffisants. Non-seulement il ne devroit pas être honteux , mais ce devroit être une chose honorable, & une prérogative qui ne se méritât que par les plus grands services , d'être entretenu aux dépens du public. Les Juges ne devroient d'ailleurs pas être parents , ni vivre dans une trop grande familiarité entr'eux. Supposant, après cela , les réglemens dont nous avons déjà parlé , qui tendent nécessairement à diminuer beaucoup le nombre des procès , il fera alors aisé à tous les Juges de prendre une connoissance exacte de toutes les affaires qui seront portées à leur Tribunal , & le sort des Parties ne dépendroit pas de l'avis des seuls Rapporteurs : désordre qu'on prétendroit excuser en vain sur la multitude d'affaires dont on est accablé. Je ne

prétends cependant pas adopter ici les plaintes de ces Réformateurs du genre-humain, qui s'écrient sans cesse, qu'on ne reconnoît plus la Justice, dans la maniere dont elle se rend, & que tout est renversé de fond en comble.

X L V I I I.

Les Magistrats chargés de prononcer les jugemens, ne devroient pas avoir la puissance exécutive. Ceux entre les mains de qui résideroit cette puissance, auroient le droit de voir sommairement les sentences rendues par les Juges, & d'en suspendre l'exécution dans les cas douteux. Outre l'utilité évidente qui en proviendrait, il en résulteroit encore dans la constitution entiere du gouvernement, un tempérament avantageux pour la liberté des citoyens.

Voici quelle pourroit être la maniere de procéder dans les affaires. Il doit être prescrit par les Loix comment on doit intenter une action, & quels sont les moyens qui peuvent avoir lieu. Le Demandeur doit d'abord faire constater de la compétence du Juge, & que sa Cause est du nombre de celles qui peuvent être portées

devant lui ; ce qui doit se décider dans un Tribunal particulier , uniquement établi pour cet objet , & qu'on peut regarder comme un tribunal extrajudiciaire. Il doit ensuite exposer brièvement le fait , avec les preuves qui sont pour lui , ainsi que les moyens de défense qu'il sçait que son adversaire peut alléguer , & y répondre autant qu'il est possible. Si le Juge trouve la procédure fautive & défectueuse , il doit la remettre au Demandeur , pour qu'il en corrige les fautes. Il peut même arriver par-là qu'un procès soit décidé & perdu pour l'agresseur , avant que son adversaire ait eu connoissance de l'affaire qu'on lui suscitoit. Si la procédure est dans les formes , ou que les défauts qui y étoient , aient été réparés , le Juge la communique à la Partie adverse en lui faisant différentes questions relatives à l'objet discuté , & en exigeant des réponses juridiques. Après quoi , le Juge examine encore s'il reste des points à éclaircir , & demande là-dessus des explications , ou des preuves aux Parties , qui sont tenues de répondre d'une manière succincte , sans s'écarter du fond de l'affaire. Suivant cet arran-

gement , les Avocats deviendroient entierement inutiles. Les Juges du Tribunal extrajudiciaire , pourroient servir , quant à la forme , d'Avocats , qui ne seroient que consultants , c'est-à-dire , qui ne serviroient que pour éclaircir les points relatifs à la Jurisprudence , & qui donneroient leurs avis avec la plus grande impartialité.

Le Demandeur communiqueroit , avant tout , ses prétentions à son adversaire , afin qu'il pût de son côté s'adresser au Tribunal extrajudiciaire , pour régler ses moyens de défense. Il suffiroit pour régler tous les Mémoires nécessaires , de simples écrivains , qui écriroient les faits de la maniere la plus simple & la plus claire qu'il seroit possible , & qui ne devroient nullement se mêler de droit ni de jurisprudence. Le Tribunal ou la Chambre extrajudiciaire interrogeroit séparément les deux Parties , & rédigeroit en forme légale les demandes de l'une & les moyens de défense de l'autre , qu'il leur remettroit ensuite scellés , pour les déposer entre les mains du Juge compétent , ou les lui feroit parvenir immédiatement lui même. Celui-ci après avoir encore une fois interrogé de vive

voix les Parties , & avoir pris tous les éclaircissements nécessaires , se trouveroit en état de prononcer son Jugement , d'une manière sûre & conforme aux Loix.

X L I X.

Il doit y avoir des moyens de revenir d'une sentence par laquelle on se croit lésé. Ou le fait , ou la Loi , sont douteux. Dans le dernier cas on doit faire décider par le Tribunal extrajudiciaire , si la Loi est réellement douteuse. Si ce Tribunal décide qu'elle l'est véritablement , mais que le Juge a cependant prononcé suivant le vrai sens de la Loi , la sentence doit alors être confirmée irrévocablement. Si le cas seul est déclaré douteux , il faut alors avoir recours au Tribunal supérieur (non quant à l'autorité , mais quant au rang : *forum primum inter paria*).

Si le doute tombe sur le fait , le Juge qui a prononcé , doit examiner l'affaire de nouveau. S'il persiste dans son Jugement , & que la Partie condamnée ne veuille pas y acquiescer , elle doit s'adresser au Tribunal extrajudiciaire , qui décidera si elle peut en

appeller au Tribunal supérieur. Mais si le Juge change la sentence, dès-lors ce second Jugement acquiert la plus grande présomption légale, & la Partie succombante, qui se trouvoit auparavant victorieuse, ne sçauroit alléguer un droit acquis. Si le fait & la Loi sont clairs, & qu'il soit évident que le Juge a prononcé d'une manière contraire aux Loix & à la Justice, la Partie lésée peut l'attaquer comme faussaire. Si le Tribunal établi pour procurer l'exécution des sentences, trouve le Juge innocent, il peut continuer provisionnellement de faire exécuter la sentence, tandis que l'instance est pendante au Tribunal supérieur, pourvu que cela puisse se faire, sans occasionner un dommage irréparable.

Lorsque les Magistrats chargés de faire exécuter une sentence, doutent de sa validité & de son équité, ils doivent, sans en rien communiquer aux Parties, s'adresser au Juge même qui l'a portée. S'il reconnoît son erreur, il réformera lui-même son jugement; & dès-lors il sera irrévocable & sans appel. S'il persiste dans sa façon de décider, ils auront recours au Tribunal supérieur. Si sa décision est

contraire à celle du Juge qui a prononcé le premier, il doit lui-même porter en son propre nom ce second jugement, qui est dès-lors sans appel. Mais si l'affaire a été portée par appel au Tribunal supérieur, la sentence sera envoyée directement au Tribunal chargé de l'exécution. Si celui-ci trouve des raisons de la suspendre, il les communiquera au Tribunal supérieur. En cas que les avis s'y trouvent partagés, le Tribunal supérieur & la Chambre extrajudiciaire se réuniront pour porter un jugement définitif, qui sera toujours au nom du Tribunal supérieur, quand même le second seroit contraire au premier.

La Chambre extrajudiciaire veilleroit sur les Magistrats chargés de faire exécuter les jugements. S'ils en retardent l'exécution au-delà du terme prescrit par la Loi, ou qu'ils y commettent des excès, c'est à la Chambre extrajudiciaire qu'il faut avoir recours : si le retardement vient de ce qu'on doute de l'équité & de la validité de la Sentence, elle décide de ce qu'il y a à faire. Si ce retardement vient au contraire de la négligence des Magistrats, ou de quelque autre cause sem-

blable , la Chambre extrajudiciaire déclare qu'il y a lieu à former une plainte légale contre ces Magistrats , & le Tribunal supérieur en prend connoissance. S'il y a eu quelque excès commis dans l'exécution , & que les Magistrats qui en étoient chargés , ne veuillent pas les reconnoître ou les réparer , la Chambre extrajudiciaire peut donner un arrêt provisionnel , en attendant la décision du Tribunal supérieur.

Le Tribunal extrajudiciaire ne doit jamais aller plus loin dans ses jugements provisionnels, que les besoins urgents ne l'exigent , & toujours sauf les droits d'autrui. S'il alloit trop loin , le Tribunal chargé de l'exécution , pourroit modérer ses ordonnances , à moins qu'elles ne le regardassent lui-même ; car dans ce cas il devroit s'y conformer en attendant , autant qu'il seroit possible , & se pourvoir au Tribunal supérieur.

Il me semble que moyennant un tel arrangement on évite l'inconvénient des subordinations personnelles : par-là chacun n'est subordonné qu'aux Loix qui sont conformes à la liberté naturelle , & qui en sont le vrai appui ;

mais de façon qu'en cas de contravention ou de transgression , on n'est traité que comme un homme libre , ou un Juge libre doit l'être.

Je ne parlerai pas ici de la forme qu'il faudroit donner à ces différens Tribunaux. Cela n'a aucun rapport avec l'objet que je me suis proposé. Ce que je viens de dire , ne doit être regardé que comme quelques réflexions hasardées , qui peuvent cependant avoir leur utilité , & qui m'ont paru suivre naturellement des principes que j'ai établis dans tout le cours de cet ouvrage : mon intention n'étant pas d'ailleurs , de vouloir réformer , ou de critiquer la forme présente des Tribunaux , & la maniere dont la Justice s'administre. Je ne présume pas assez de mes lumieres , pour désapprouver des établissemens faits & perfectionnés par tant de grands hommes.

L.

Une sentence n'acqueroit sa validité légale , que quand elle seroit exécutée légalement , parce que , suivant le plan que nous venons d'esquisser , elle seroit , jusques-là , toujours suscep-

tible de réforme. Si , avant l'exécution , la Partie condamnée trouve de nouveaux moyens de défense , qu'elle avoit été dans l'impossibilité de se procurer auparavant , elle peut aussitôt demander qu'on suspende l'exécution, aux Magistrats qui en sont chargés. Si la demande étoit refusée, elle s'adresseroit à la Chambre extrajudiciaire, qui , conformément à la forme supposée de gouvernement , doit porter un arrêt pour empêcher les Magistrats, chargés de l'exécution, d'aller plus avant. Après l'exécution de la sentence même , on devroit écouter les nouveaux moyens de défense , mais avec les différences que nous exposerons plus bas , & les choses restant toujours dans l'état où elles ont été mises par l'exécution de la sentence.

Dans les affaires criminelles , on devroit mettre une différence entre les différens crimes , & fixer en conséquence le tems de leur prescription. C'est en partie ce qui se pratique suivant nos Loix , mais sur un fondement différent. Il est des fautes que le seul laps de tems devroit abolir : telles sont les fautes contre les mœurs ,

les vols de peu de conséquence , les insultes & les affronts , & toute infraction de ces sortes de Loix que la nécessité seule à contraint de porter , par lesquelles le Législateur a été forcé de défendre indistinctement & sans aucune exception certaines choses , quoiqu'en secret son intention fût , que la Loi soit modérée & ne soit point exécutée à la rigueur. Dans tous ces cas , une procédure commencée doit être finie avant le tems fixé pour la prescription : celui-ci expiré , sa continuation n'a plus lieu. Mais dans tous les autres cas , il sera à propos , de substituer à la prescription , une grace , non arbitraire , mais fixée par les Loix.

Si dans l'espace de cinq ans , on ne parvient pas à découvrir les auteurs d'un crime , il est vraisemblable qu'on n'y parviendra jamais. Ne seroit-il pas plus raisonnable , que les Magistrats eux-mêmes missent fin à des poursuites dont l'issue est incertaine , en accordant la grace aux coupables ? Mais comme il n'importe pas seulement de donner des exemples de sévérité , pour maintenir les peuples dans le devoir , & qu'il est encore néces-

faire de découvrir & de faire connoître les coupables , en faveur des innocents qui pourroient être soupçonnés; afin que les Juges étant instruits de toutes les circonstances du crime & de tous les complices , pussent prévenir les suites funestes qu'il pourroit avoir, & pourvoir à la sûreté publique; après les cinq ans expirés, on publieroit qu'on accorde la grace à l'auteur d'un tel crime , pourvu qu'il se fasse connoître dans un certain terme prescrit , ainsi qu'à tous ceux qui, en ayant eu connoissance , l'auroient tenu secret. Ce terme expiré , non-seulement la grace ne devoit plus avoir lieu, mais on devoit au contraire aggraver la peine. Dans les cinq années suivantes on annonçeroit les cas où les coupables , ni leurs complices , ne pourroient plus espérer d'obtenir grace , faute d'avoir comparu , & de s'être dénoncés eux-mêmes. On publieroit en même tems la grace de nouveaux crimes qui auroient pu être commis, & aux mêmes conditions.

Quand je dis qu'après cinq ans expirés, on pourroit faire grace aux coupables , je ne prétends parler que des coupables inconnus & qu'on n'a pu

découvrir , non de criminels reconnus , & qui se sont mis , par la fuite , à l'abri des poursuites. On ne doit cependant pas les poursuivre dans les pays étrangers. Du reste, le moyen le plus sûr de diminuer le nombre des crimes , seroit de veiller soigneusement à l'exécution des Loix , auxquelles les citoyens doivent conformer leurs actions.

L I.

Il est essentiel , sans doute , que tout jugement prononcé acquiere enfin une stabilité immuable , qui puisse assurer le sort des citoyens. Le fondement de la validité d'une sentence, est que la vérité est une : *quoddam veritas tantum sit una*. Mais il s'agiroit de sçavoir combien il doit y avoir de Juges , pour décider juridiquement la vérité d'une chose. La nature ne détermine rien ici. Il faut donc se conformer là-dessus à la forme de chaque gouvernement. Tandis qu'on peut appeler d'une sentence, on ne sçauroit la regarder comme une vérité juridique , jusqu'à ce que le Tribunal supérieur ait décidé sans appel la dernière instance. Dès-lors elle acquiert

force de Loi , pour ordonner que chacun regarde comme vrai , ce que les Juges ont décidé tel.

Dans tout état libre , on ne sçau-
roit rien statuer contre un citoyen ,
que par forme de Loi. Tout citoyen ,
par-là même qu'il est citoyen , con-
tracte avec l'état , & s'oblige à se sou-
mettre à ses Loix. Il ne s'en-suit ce-
pendant pas de-là , que , dans tel ou
tel cas , deux citoyens qui ont un
différend ensemble , fassent un contrat
tacite , d'obéir à la sentence que le
Juge prononcera , comme à une Loi.
La citation devant le Juge ne seroit
alors autre chose , que la proposition
d'un tel pacte , que la Partie intimée
pourroit éluder à son gré. Il paroît
que c'est cependant là l'opinion de
Cocceius [1]. Mais la raison pour la-
quelle le Défendeur paroît devant le
Juge , c'est , ou parce qu'il y est forcé ,
ou parce que le Demandeur a droit
de l'exiger de lui suivant les Loix que

[1] Non verò ad quasi contractus referri
potest actio judicati ; nam ea ex vero con-
sensu , sed tacito , oritur , quia partes ad-
eundo judicem , in eum compromittere vi-
dentur. *Introd. in Grot. dissert. 12. §. 377.*

le Demandeur s'est obligé envers l'état d'observer , par sa qualité de citoyen. La raison pour laquelle on se soumet à une sentence , ou qu'on reconnoît qu'elle oblige , c'est parce qu'elle est une vérité juridique reconnue pour telle de la société. Ainsi le jugement d'un tiers qui n'est pas revêtu de la qualité de Juge ordinaire , n'est pas une vérité juridique , quoique les Parties s'y soumettent volontairement , l'état entier n'étant point obligé de le regarder comme tel , quoiqu'il soit , peut-être , conforme à toutes les Loix de l'équité , & qu'il pose sur les meilleurs fondements.

L I I.

L'idée d'un Juge supérieur & d'un Juge inférieur , est aussi singulière dans la Jurisprudence , que le seroit celle d'un Logicien supérieur & d'un Logicien inférieur dans la philosophie , Cela n'empêche pas qu'une Partie qui se croit lésée , ne puisse s'adresser à un autre Juge , qui n'est cependant pas , pour cela , un Juge supérieur , puisque le premier , le second , le troisième Juge , sont comme autant de Membres différens du même Tribunal ; ou plutôt

tous les Tribunaux ensemble , n'en forment réellement qu'un seul , dont les différens Membres sont considérés sous différens rapports , & concourent tous au même but , sans que les uns soient dépendants des autres , ou leur soient inférieurs , comme je l'ai déjà développé , en parlant de la forme naturelle qu'on pourroit donner à l'administration de la Justice.

Un jugement porté par le Juge ordinaire (qu'il ne faut pas confondre avec la décision d'un Arbitre , qui ne vaut qu'entre les Parties , & qui ne doit être regardé que comme une espèce de transaction) ; un jugement , dis-je , porté par le Juge ordinaire , n'étant point regardé comme une vérité juridique , jusqu'à ce que les Parties s'y soumettent , parce qu'il devient alors aussi irrévocable , que s'il avoit été porté par tous les différens Juges , ou rassemblés en corps , ou successivement , ou jusqu'à ce qu'il ne reste plus aucun Tribunal auquel on puisse en appeller , à moins que ce ne soit un cas excepté par la Loi , dans lequel la première sentence est définitive & sans appel ; il est évident , que ce qui rend un jugement essentielle-

ment invariable suivant les Loix, c'est la vérité juridique qui en est inséparable, & que cette immutabilité est fondée sur ce que la vérité ne peut être qu'une, puisque la même chose ne peut être, en même tems, & juridiquement vraie, & juridiquement fausse. Une affaire est jugée, dit Wolf, lorsqu'on n'a plus rien à opposer, ou que la Loi ne permet plus de rien opposer à la sentence, & par conséquent lorsqu'on se soumet au jugement, ou qu'il n'y a plus aucun Tribunal supérieur, auquel on puisse en appeler [1].

Chez les anciens Germains, on pouvoit s'inscrire contre une sentence, & en attaquer le Juge. Mais il falloit des preuves claires, & le procès ne pouvoit durer long tems. Le Juge étoit condamné à une amende envers celui qu'il étoit prouvé qu'il avoit con-

[1] *Res judicata dicitur, quando contra sententiam nihil amplius opponi potest, aut opponi lege permittitur; consequenter si quis sententiæ judicis se submittit, aut non amplius datur alius, ad quem provocari possit. Jus, nat. part. ultim. p. 353.*

damné injustement [1]. C'est ce qui étoit ordonné par la Loi Salique. Mais si celui qui attaquoit les Juges ne pouvoit les convaincre d'injustice, il étoit condamné lui-même à une amende envers chacun des Juges qu'il avoit attaqués.

Une sentence n'étoit valable & juridique, que lorsqu'elle étoit conforme à la Loi Salique. Du reste, il n'y avoit pas à craindre que cette facilité d'attaquer les sentences, fit traîner les affaires en longueur, parce que le Juge dont la sentence étoit prouvée injuste, & la Partie qui attaquoit sans fondement ses Juges, étant également punis, il y avoit dès-lors entr'eux une relation naturelle. Ainsi, s'il falloit solliciter plusieurs fois les Juges, & les

[1] Si verò Rathinburgici non secundum legem judicaverunt salicam; hi, contra quos sententiam dederunt, solidos XV. solvant... Si vero Rathinburgii illi legem dixerint, & ille, contra quem dixerunt, eis contradicat, & hoc sustinere voluerit, eos enim contra legem judicasse sibi putat, & id comprobare non poterit, unicuique de septem Rathinburgiis DC. den. qui faciunt solidos XV. solvat.

forcer même en quelque façon pour en obtenir un jugement , cela provenoit uniquement des mœurs barbares du peuple ; le Juge scachant qu'il ne pouvoit prononcer sans se faire des ennemis , & voulant par son refus se mettre à l'abri de tout soupçon de partialité. Aucun Juge ne pouvoit chez les Germains porter trois sentences consécutives , ce qui s'accorde avec la Loi des Grecs , qui défend aux Juges de porter deux jugemens dans le même jour [1].

L I I I.

Les Loix d'Athènes défendoient aux Juges d'agiter de nouveau une affaire , qui avoit été décidée par les Juges particuliers ou publics , ou sur laquelle il y avoit un plébiscite [2]. N'est-il pas en effet singulier de de-

[1] *Nemo judex eâdem die duo reddito judicia.*

[2] *De quibus prius , sive privato sive publico judicio , a judicibus pronuntiatum est , aut populus scitum fecit , de iis iterum iudice Magistratus ne danto , neque in suffragia mittunto , neque eorum quæ leges non concedunt accusare permittunto.*

mander deux jugemens dans une seule Cause. N'est-il pas singulier, de voir attaquer une sentence, sans attaquer le Juge qui l'a portée, tandis que chez un peuple libre, ce seroit le Juge même qui devroit être pris à Partie, & être puni, dès qu'il seroit prouvé qu'il a prononcé d'une maniere contraire aux Loix : ce qui ne se pratique cependant pas dans les appels qu'on interjette aujourd'hui. Aussi voit-on souvent une sentence injuste cassée dans la dernière instance, pour lui en substituer une autre aussi injuste ; & le premier Juge est ridiculement subordonné au Juge supérieur, comme si celui-ci avoit un esprit & une intelligence supérieure à l'autre. Les choses se font dans un ordre bien plus naturel & plus raisonnable, dans une forme d'administration, où différens Juges peuvent successivement, & en suivant un ordre légal, prendre part à la décision d'une Cause, pour établir une vérité juridique, & où les Juges qui se trouvent en faute, peuvent être punis par les Loix auxquelles seuls ils sont subordonnés ; ne l'étant point à d'autres Juges, comme à leurs supérieurs ; pouvant au contraire les

prendre eux-mêmes à Partie, s'ils s'écartent des Loix. Ce cercle juridique, n'est pas un cercle vicieux ; mais il est très-conforme aux Loix de la nature.

Comme il est naturel que tout Magistrat soit responsable d'un jugement injuste , & qu'aucune sentence contraire aux Loix ne puisse jamais devenir juridiquement valable ; & qu'il est certain que dans les cas auxquels les Loix n'ont point pourvu , & qui exigent cependant une Loi, le Juge doit suspendre sa décision, & faire son rapport sur le cas qui se présente, à moins qu'il ne veuille s'exposer au reproche d'avoir voulu usurper une autorité qui ne lui appartient pas : aussi naturel est-il, que, quand le cas est tel qu'il n'exige point une Loi, mais qu'il est du nombre de ceux qui sont laissés à la décision du Juge, qui le décide de la manière la plus juste qu'il lui est possible : rien de plus naturel, dis-je, alors, que ce soit précisément le cas où l'on ne puisse appeler de sa sentence, à moins que de supposer plus d'équité & plus de lumières dans l'autre Juge.

Il peut se faire, à la vérité, qu'il se

trouve des Juges plus éclairés & plus integres les uns que les autres , si on les considere tous en général : mais prétendre que c'est précisément telle personne déterminée , & cela parce qu'elle occupe la place de Juge supérieur ; cela formeroit alors la constitution la plus singuliere qu'on puisse imaginer , dans laquelle on nommeroit exprès pour Juge inférieur un homme moins éclairé & moins équitable , pour être subordonné à un homme plus éclairé & plus équitable , comme Juge supérieur. Ceci suffira , sans doute , pour éclaircir tout d'un coup , ce que nous avons dit de la forme naturelle qu'on pourroit donner à l'administration de la Justice , & aux Tribunaux.

L I V.

Après que les Romains eurent reçu les Loix des douze tables , le droit d'évocation pouvoit avoir lieu chez eux , puisqu'ils auroient pu en appeller aux Grecs , de qui ils avoient adopté les Loix. Et comme ils étoient obligés d'acquiescer aux jugemens conformes à ces Loix , ils pouvoient attaquer les Juges qui prononçoient contre ces Loix. Je vais rapporter certains réglemens tirés des rescrits des Empe-

reurs, sur l'effet des sentences portées par les Juges. Rien de plus juste que le règlement qui ordonne qu'il n'y ait plus lieu de poursuivre l'exécution d'une sentence, dès que la Partie victorieuse possède ce qui lui a été attribué par le Juge; car puisque la raison de la Loi cessant, l'application de la Loi n'a plus lieu; ainsi dès que la raison pour laquelle un jugement a été porté cesse, son exécution ne peut plus avoir lieu. L'Empereur Antonin répond à *Astellator* [1]: il faut s'entendre à ce qui a été décidé par les Juges. Mais si vous pouvez prouver que celui en faveur duquel vous avez été condamné, a déjà reçu ce qui paroïssoit lui avoir été volé, vous pourrez vous opposer à l'exécution de la sentence en prouvant la fraude. Mais il n'y avoit aucune autre opposition qui put avoir lieu. Le même Empereur répondant à *Apacatianus*: les procès, dit-il, ne finiroient jamais, si on per-

[1] *Rebus quidem judicatis standum est. Sed si probare poteris eum cui condemnatus es, id quod furto amisisse videbatur, recepisse, adversus judicati agentem, doli exceptione oppositâ, tueri te poteris.*

mettoit de revenir sur les jugemens ; sous prétexte de compensations à faire [1] : & l'Empereur Gordien écrit à A Antonin ; rien de plus dangereux, que de revenir sur des procès déjà jugés , sous prétexte que les Parties ont découvert de nouvelles pieces [2]. Mais ceci dépend en partie de la forme du gouvernement , en partie de la nature des choses. Dans la regle , l'exécution déjà commencée d'une sentence, ne doit jamais être arrêtée sur ce fondement. Ce seroit autre chose si on n'avoit pas encore procédé à l'exécution. Dans ce cas-là même, il faut examiner si la Cause a été perdue faute de preuves valables en droit : ou si ayant été suffisamment instruite , elle a été décidée conformément aux Loix & à l'équité. Dans le premier cas , le Défendeur doit être écouté ; en supposant qu'il étoit auparavant dans la bonne foi , sans suspendre cependant l'exécution de la sentence. Mais l'aggres-

[1] Res judicatæ si sub prætextu computationis instaurentur , nullus erit litium finis.

[2] Sub specie novorum instrumentorum postea repertorum res judicatas restaurari exemplo grave est.

leur ne doit pas être reçu à revenir sur le jugement, à moins que sa demande ayant été réellement fondée & reconnue pour telle, il n'eût pas eu le tems, ou n'eût pas découvert à propos les pieces nécessaires pour répondre à un moyen de défense imprévu de la part de la Partie, parce que, dans ce cas, il doit être regardé comme défendeur. Il faut aussi avoir un égard particulier à la nature des preuves alléguées, ne pas admettre des pieces ou des titres trop anciens, excepté dans les procès de famille, où, *cæteris paribus*, ils peuvent quelquefois être admis, & on ne doit pas, pour un intérêt particulier, revenir sur un jugement déjà porté à cause de ces anciens titres produits après coup. Mais cette matiere exigeroit des détails dans lesquels je ne puis pas entrer.

Dans le dernier cas, c'est-à-dire, lorsque la Cause ayant été suffisamment instruite, & les Parties ayant fourni des preuves suffisantes, le jugement se trouve fondé sur des raisons de droit & de Loix claires & formelles, dès-lors il ne peut être changé, quoique les Parties découvrent dans la suite de nouvelles pieces, qui ne peuvent

dans le fond servir qu'à donner une autre forme à l'affaire, & non fournir des preuves nécessaires, puisque nous avons supposé, que les preuves avoient été suffisantes. Comme dans ce cas-ci le jugement est absolu, dans le premier cas il n'est que conditionnel, quoiqu'il doive cependant être exécuté. Il seroit donc raisonnable, que cela fût exprimé dans la sentence, ainsi que tout ce qui pourroit occasionner la suspension de son exécution, ou donner droit de revenir sur le jugement déjà porté. Mais il faudroit d'abord, qu'il y eût des Loix pour déterminer tous ces cas.

L V.

Le cas où quelqu'un est condamné faute d'avoir voulu comparoître, est un cas particulier. Il arrive souvent que dans les Causes même purement civiles, il est de l'intérêt du Demandeur, ou d'un tiers, ou enfin du public, que la Partie intimée comparoisse devant le Juge & défende sa Cause, sinon personnellement, du moins par Procureur. Son refus de comparoître & sa désobéissance peuvent d'ailleurs être de telle nature,

que la perte du procès ne soit pas une punition suffisante. On devroit alors employer la force , & contraindre l'Accusé de répondre aux plaintes intentées contre lui. Mais lorsqu'il s'agit du seul intérêt particulier du Défendeur , il est alors le maître de renoncer à son droit de défense. Si l'on prend son silence pour un aveu , & qu'en conséquence on le juge par défaut ; le jugement atteint dès-lors la validité de droit , & il seroit déraisonnable d'admettre, après que la sentence a été portée , la défense de l'Accusé. Si l'on regarde comme une punition la condamnation par contumace , rien de plus naturel que cette punition.

On ne doit pas condamner , comme ne pouvant se défendre , quelqu'un qui par des empêchemens légitimes , est hors d'état de produire ses moyens de défense , & d'agir en Justice, C'est ce dont le Juge doit être informé avant de prononcer. Les Germains avoient une Loi qui nous paroîtroit , sans doute , bien dure. Tout Juge qui étoit convaincu d'avoir jugé contre les Loix & l'équité , étoit condamné à avouer publiquement son ignorance , & à l'assurer par serment , ou à avoir la

main coupée. Combien de Juges sans main, si cette Loi étoit encore en vigueur !

L V I.

Il ne devrait être permis que dans les cas, & pour les raisons de la plus grande importance, de suspendre l'exécution d'une sentence déjà prononcée, & qui doit être exécutée dans un certain tems fixé, sur de nouvelles pieces exhibées par le Défendeur. Mais c'est la honte de la Justice, de revenir après l'exécution sur une sentence juste, & de l'annuller.

Comme le Demandeur & le Juge ne sont pas obligés d'attendre que le Défendeur trouve par hasard de nouvelles pieces, pour faire exécuter la sentence ; son exécution commencée ne doit pas être arrêtée & suspendue sur ce fondement. Quand même cette suspension pourroit avoir lieu, cela devrait être laissé à la décision des Magistrats chargés de procurer l'exécution des jugements, non à celle du Juge qui l'a prononcé, à moins qu'il n'ait en même tems la puissance exécutrice. Nous avons déjà parlé de la conduite qu'il faudroit tenir, lorsque

les Parties produisent après coup de nouvelles pieces.

Arrêter l'exécution d'une sentence, sur de simples allégations qui auroient pu être faites pendant le cours du procès, seroit une scène ridicule qu'on ne sçauroit imaginer, à moins que de supposer que la raison & le bon sens sont entierement bannis des Tribunaux de la Justice. Cette marche rétrograde ne fut jamais celle de la Justice.

Lorsque les Magistrats chargés de l'exécution des sentences, outre-passent ce qui est porté par la sentence ; si l'excès est évident, ils doivent être obligés de le réparer, sur la plainte de la Partie lésée : si le cas étoit douteux, les choses en resteroient au point où elles auroient été mises par ces Magistrats, jusqu'à ce que le complainant eût prouvé la lésion en Justice.

L V I I.

Il ne s'agit point ici du cas où ; pour prévenir des guerres soit intestines, soit étrangères, on est obligé de laisser sans exécution les sentences les plus justes. Chez les Grecs on faisoit les biens de celui qui n'avoit

pas payé, au jour fixé, ce à quoi il avoit été condamné, & toute la procédure étoit finie [1]. C'est sans doute ce à quoi TERENCE fait allusion, lorsqu'il dit dans le *Phormion* : je ne crois pas qu'on puisse casser ce qui a été fait légalement ; & il me paroît hon-
teux de l'entreprendre [2].

L'Allemagne a statué à la face de toute l'Europe pendant le traité de Westphalie, que rien ne devoit arrêter l'exécution d'une sentence, excepté les moyens de droit portés par les Loix ; mais que tout jugement légal devoit être exécuté sans distinction d'état & de condition des personnes, & que l'exécution étant le dernier acte d'une procédure, le procès ne devoit pas naturellement recommencer de nouveau [3]. C'est ce qui a été confirmé par les dernières capitulations.

[1] Qui judicatum definito die non solvit, in ejus bona invadunto.

[2] Mihi non videtur quod sit factum legibus rescindi posse, & turpe incœptu est.

[3] Quæ autem judicis sententiâ definita fuere, sine discrimine statuum executioni mandentur.

Il est cependant vrai , qu'on voit rarement exécuter une sentence portée par la Chambre Impériale. Mais si on entendoit dire , que les Tribunaux de l'Empire ont mis obstacle à l'exécution commencée d'une sentence , & l'ont fait surseoir , ou qu'ils reviennent sur l'exécution déjà faite , on peut regarder de pareils propos , comme un faux bruit : ou il faudroit regarder ces Tribunaux comme se déchirant eux-mêmes les entrailles. Aussi peu cela est vraisemblable , quoique cela soit cependant arrivé , & que cela puisse encore arriver quelquefois , aussi certain est-il , que ces fautes , que toutes les personnes équitables n'attribuent qu'à l'avidité de quelques particuliers , non aux Tribunaux mêmes , loin de devenir d'un pernicieux exemple , tombent aussitôt dans l'oubli , ou sont réparées , & la Justice recouvre ses droits , & rentre dans ses bornes naturelles.

L V I I I.

Le droit Romain dut nécessairement occasionner de grands troubles en Allemagne , dès qu'il y fut connu. Les Loix des douze tables , qui sont la source & le fondement du droit

Romain ; tant public que particulier ; font un recueil de Loix étrangères. Les Loix qui y furent ajoûtées, provenoient toutes d'un faux Esprit de Législation. Tacite & Tite-Live avoient reconnu ce désordre. Ce dernier se plaint de la multitude des Loix qu'on avoit accumulées les unes sur les autres : mais il suffit de remarquer que, le droit formulaire établi par les Patriciens embarrassant si fort le peuple Romain, l'embarras a dû être bien plus grand pour les Allemands à qui on a fait recevoir, dans une langue étrangère, ces Loix que les plus sçavants, dans cette langue, ne peuvent comprendre qu'avec le secours d'une critique épineuse. Ainsi, à moins que de vouloir mettre la confusion dans l'Empire, les Loix Romaines ne doivent pas être reçues comme telles en Allemagne, mais comme un livre dans lequel on peut puiser les connoissances les plus nécessaires pour l'administration de la Justice. Il est vrai qu'on peut aussi en abuser, comme l'expérience journaliere ne le prouve que trop. Dès le commencement, cet abus étoit monté à un tel point, que l'Empereur Frédéric III croyoit ne pouvoir

rien faire de plus avantageux pour l'Empire , que d'en bannir ce droit étranger ; ce qu'il avoit fait par sa fameuse constitution , pour la réforme de la police générale de l'Empire , qui cependant n'a pas eu lieu. Par l'article V de cette constitution , rapporté par Goldast , cet Empereur veut que conformément au plan de la réformation entreprise , aucun Allemand , Docteur en droit , soit Clerc , soit Laïc , ne puisse être admis dans aucun Tribunal , occuper aucune charge relative à la Justice , ni être Conseiller des Princes , ou d'autres personnes dans toute l'étendue du Saint Empire Romain ; qu'il leur soit défendu de parler en Justice , de donner leur avis , ou d'écrire sur les questions de droit : en un mot , qu'on ne souffre plus de ces Jurisconsultes dans l'Empire. Moyennant ce nouveau règlement que nous prétendons établir , chacun , dit cet Empereur , pourra aisément maintenir ses droits , en se servant des lumières & de l'esprit de sagesse que Dieu a libéralement accordés à tous les hommes.

Cet Empereur si bien intentionné , qui auroit arraché Constantinople des

main du Turc, si la découverte de la pierre philosophale, à laquelle il travailloit, avoit pu changer une politique de plomb, en une politique d'or; cet Empereur, dis-je, ne prétendoit pas par-là que les Juges dussent négliger l'étude du droit, comme une science inutile; mais il vouloit que les Juges ne se laissassent pas préoccuper & séduire par les raisonnements des Jurisconsultes Romains, & qu'ils jugeassent conformément au nouveau règlement & aux vrais principes de droit dont on peut acquérir la connoissance, sans la puiser chez les Romains.

Dans sa déclaration, cet Empereur appelle les Docteurs, les Parâtres du Droit, parce qu'ils lui ôtent le fondement de la vérité, & que, par leurs sophismes & leurs raisonnements captieux, ils rendent la Jurisprudence même, l'objet de la défiance de tout le monde. « C'est-là, dit-il, le fruit » de votre doctrine & de vos sçavants » écrits, depuis cinquante ans. Voyoit-on auparavant rien de semblable » ? Rien de plus vrai que les paroles de l'Empereur. Dans quel état pitoyable les choses ne sont-elles pas à présent,

en effet , dans l'Empire ! Un petit nombre de Loix claires suffiroit pour remédier à ce désordre ; mais il semble que tout se prépare pour les plus grandes révolutions : les Princes & les Souverains des divers États qui composent l'Empire , se chicannent mutuellement les uns les autres , & nuisent par-là eux-mêmes à leurs propres intérêts. Mais j'en ai assez dit : & peut-être trop.

C O N C L U S I O N.

Ainsi la nature agit d'un côté , tandis que l'art agit d'un autre côté , d'une manière contraire. Tantôt ils se réunissent en amis , tantôt ils se séparent en ennemis : la nature conserve le dessus ; mais il est une infinité d'espèces de compensations.

Les poisons mêmes deviennent , entre les mains de la médecine , des remèdes salutaires. La liberté s'unit d'une manière secrète avec l'esclavage , & apprend aux hommes qu'on veut resserrer , par de fausses Loix , dans des bornes contraires à la nature , les moyens d'en sortir. Les bons Princes font supporter avec patience le regne

382 *L'Esprit de la Législation.*

des Tyrans ; & le Ciel envoie des Tyrans , dans des tems où le peuple tyranniferoit plus violemment que les Souverains. La mer est agitée dans ses fondemens , tandis que sa surface paroît calme ; & le fond est calme , tandis que sa surface est agitée par la tempête. Avons-nous à espérer des tems meilleurs ? Il doit nous suffire de considérer les choses suivant la vraie forme qu'elles doivent avoir , & mourir contents de nos connoissances.

F I N.



